

Université Catholique de Madagascar

Foi - Responsabilité - Excellence



**Ecole Doctorale « Éthique pour le Développement Humain, Social-Juridique et
Politique »**

**OUVERTURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE :
MODELISATION DE LA COMPETITIVITE SOUTENABLE
ET INCLUSIVE POUR PAYS MOINS AVANCES ; FAITS
STYLISES SUR MADAGASCAR DANS LA CHAINE DE VALEUR
GLOBALE DE CACAO.**

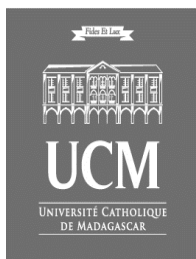
Thèse présentée et soutenue publiquement le 30 septembre 2022
pour l'obtention du titre de Docteur en Sciences Économiques
par

Amena ABDIRASSOUL

Sous la direction de Professeur Mamy RAVELOMANANA

Membres du Jury

- Président du jury : Pr Jeannot RAMIARAMANANA
- Rapporteur externe : Pr. Paul RALAHADY
- Rapporteur interne : Pr. Pierre LAZAMANANA
- Examineur externe : Pr. Eric MANDRARA
- Examineur interne : Dr. Jean Gabriel RANDRIANARISON



Université Catholique de Madagascar

Foi - Responsabilité - Excellence

Ecole Doctorale
ETHIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT
HUMAIN ET SOCIAL
JURIDIQUE ET POLITIQUE



**Ecole Doctorale « Éthique pour le Développement Humain, Social-Juridique et
Politique »**

**OUVERTURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE :
MODELISATION DE LA COMPETITIVITE SOUTENABLE
ET INCLUSIVE POUR PAYS MOINS AVANCES
FAITS STYLISES SUR MADAGASCAR DANS LA CHAINE DE
VALEUR GLOBALE DE CACAO.**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 30 septembre 2022
pour l'obtention du titre de Docteur en Sciences Économiques

par

Amena ABDIRASSOUL

sous la direction de Professeur Mamy RAVELOMANANA

Membres du Jury

- Président du jury : Pr Jeannot RAMIARAMANANA
- Rapporteur externe : Pr. Paul RALAHADY
- Rapporteur interne : Pr. Pierre LAZAMANANA
- Examineur externe : Pr. Eric MANDRARA
- Examineur interne : Dr. Jean Gabriel RANDRIANARISON

AVANT PROPOS

Cette thèse relève du domaine de l'Économie Internationale et est réalisée en vue de l'obtention du Diplôme de Doctorat du Parcours Économie et Management avec spécialisation : Économie Internationale de l'Université Catholique de Madagascar. Elle porte réflexion sur le type de modèle de compétitivité à adopter face au paradoxe ouverture et développement durable pour contribuer à la croissance, à la baisse de la pauvreté et l'inclusion des pays pauvres. La réflexion s'établit à partir de l'analyse du cas des Pays Moins Avancés (PMA) avec test sur Madagascar dans la chaîne de valeur globale (CVG) de Cacao.

L'auteure a choisi ce thème car la communauté scientifique est à la recherche de théorie de compétitivité durable et sur le terrain, et il n'y a pas de modèle de référence alors que tous les pays membres des Nations Unies signataires de l'Accord de Paris 2015 sont tenus d'adopter des mesures de développement durable. Pourtant la concurrence est rude et des pays sont en train d'être éjectés du terrain de la compétition. L'écart entre riches et pauvres ne cesse de se creuser. La réflexion est menée à partir de la CVG de Cacao car l'écart entre le Nord et le Sud y sont nombreuses et suscite de fortes inquiétudes. En effet de fortes marges sont engrangées dans les Pays du Nord où sont fabriqués les Chocolats et au Sud, des paysans crouissent sous la pauvreté et ont du mal à joindre les deux bouts. Pourtant, ils sont les fournisseurs à hauteur de 65% de la matière de base du Chocolat. Les acteurs impliqués dans cette chaîne de valeur regroupés au sein de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO) ont opté pour la Stratégie de Développement Durable pour pouvoir en assurer la pérennité. Mais cela n'est envisageable que si tout le monde y gagne. Pourtant au stade actuel, ce n'est pas le cas. Le risque est alors grand de voir la migration des paysans vers d'autres activités plus rentables ou celui d'une crise sociale qui sera catastrophique pour tous. C'est ainsi que le but de la présente recherche est de trouver un modèle pour le bien-être de tous, ne laissant personne derrière. Le secteur étant sensible et impliquant plusieurs multinationales, le fait que l'étude soit menée au Sud et dans un Pays Moins Avancé a entraîné plusieurs défis : celui de l'accès aux informations clés et fiables en un temps record, l'analyse rigoureuse pour assurer la robustesse du modèle, l'accès aux articles les plus récents traitant du thème dans un contexte où le débit de l'internet est faible, les prix élevés. Cependant, grâce à la bonne volonté, à l'exploration de la nouvelle technologie ainsi qu'aux différents outils d'analyse statistique, le travail a pu être réalisé dans les délais impartis. L'auteure tient à exprimer toute sa gratitude à tous ceux qui de près ou de loin, ont facilité la concrétisation de ce travail de recherche.

REMERCIEMENTS

La réalisation de la présente thèse a été rendue possible d'abord grâce à l'aide du Tout Puissant notre Créateur. C'est pourquoi je dis Gloire à Dieu, le Clément, le Miséricordieux, car malgré les nombreuses embûches sur le terrain, j'ai toujours trouvé une issue pour mener à bien ma mission de par sa grâce. Merci Cher Allah !

Ma reconnaissance va ensuite à l'endroit l'Université Catholique de Madagascar en général et à l'Ecole Doctorale en particulier, à tous ses Dirigeants dont Le Père Recteur Pr. Marc RAVELONANTOANDRO, Le Vice-Recteur Père Lambert RAKOTOARISOA, le Directeur de l'Ecole Doctorale Pr. Jeannot RAMIARAMANANA, le Directeur Adjoint Dr. Jean Gabriel RANDRIANARISON, et leur équipe, le Directeur du Pôle Économie Finances et Management Pr. Eric MANDRARA, la Directrice du Centre de Recherche et Développement (CRD) Dr. Marylis RAZAKAMANANA et son équipe, le corps professoral national ainsi que tous les missionnaires qui ont assuré les colloques, symposiums, séminaires, discussions. Pour tous ces moments enrichissants. Merci UCM !

Ma toute profonde gratitude va aussi à l'endroit de mon Directeur de Thèse : Pr. Mamy RAVELOMANANA, Président de l'Université d'Antananarivo, un éminent Professeur qui a accepté de m'encadrer malgré ses nombreuses occupations, qui a cru en moi, qui m'a soutenu et encouragé tout au long de la préparation de cette thèse. Tous mes Respects et Remerciements Cher Professeur !

Mais ce travail de recherche a été rendu possible grâce au support de plusieurs entités internationales, les chercheurs internationaux auteurs des articles qui m'ont inspiré et servi de référence, au soutien moral des Opérateurs du Secteur Privé et du secteur public : je cite particulièrement les auteurs ROLAND SILITONGA de Malaisie, RUDRA ET TIRONE des États Unis, Professeur Zainudin AWANG de l'Indonésie, Monsieur et Madame Fredy RAJAONERA et tout le Staff local et international de la Chocolaterie Robert dirigé par Messieurs Hery RAJAOMAMPIANINA et Neil KELSALL, Monsieur JIDOR de la FOFIFA, Monsieur Rufin SAMBANY (Coordonnateur de la filière Cacao), et toutes les équipes des entités visitées sur le terrain. Merci de tout cœur ! Que Dieu vous bénisse !

Je ne saurai oublier ma famille, mes supporters et fans qui m'ont soutenu tout au long de ce périple : Merci pour les oreilles toujours à l'écoute, pour vos encouragements, pour votre soutien indéfectible durant les moments les plus durs. Que tous vos Vœux soient exaucés !

Enfin à tous ceux, qui de près ou de loin ont contribué à ce travail : Misaotra Tompokoko !

RESUME

L'objectif de ce travail de recherche est de trouver un modèle de compétitivité qui soit soutenable et inclusif pour les Pays Moins Avancés (PMA) face à l'ouverture de marchés et au développement durable. Après une confrontation entre théorie et réalité, l'auteure démontre que les PMA sont les grands oubliés de la littérature alors qu'ils sont en train d'être exclus du terrain de la compétition. Une étude mixte est menée pour comprendre les raisons de la non-compétitivité et de l'exclusion des PMA. La première est quantitative et repose sur les données macro-économiques et micro-économiques émanant des organismes internationaux et du terrain, la seconde est qualitative et menée à partir du terrain sur les éléments non chiffrables. Un test économétrique rigoureux est mené dans la chaîne de valeur globale de cacao. La théorie de (Bhagwati & Panagariya, 2013) est analysée selon les visions de (Tyson, 1992) et de (Krugman, 1994). La méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) avec un test de résidu est utilisée pour garantir et vérifier les relations de cause à effet entre les facteurs d'ouverture et les impacts sur la croissance, la pauvreté et le bien-être. La fiabilité et la robustesse du modèle sont assurées grâce au test de causalité de Granger effectué avec l'aide du logiciel EVIEWS.

L'étude qualitative repose sur une enquête approfondie réalisée sur le terrain par le biais de l'analyse de discours durant la Conférence Internationale de Cacao. Les relations de cause à effet entre les variables qualitatives provenant du terrain y sont travaillées avec le logiciel VENSIM. Les résultats provenant de cette analyse font l'objet de validation par les Experts.

L'étude permet de justifier scientifiquement l'existence de mesures appliquées actuellement ayant des effets pervers sur la soutenabilité et l'inclusivité et de détecter des variables non prévues par la littérature pouvant contribuer à une meilleure évaluation de la compétitivité soutenable et inclusive. Le nouveau modèle devrait donc considérer ces points. Cette découverte vient compléter le vide actuel dans la littérature scientifique en Commerce International sur le cas de PMA. Sur le plan pratique, l'étude pourrait servir de référence au choix de l'orientation stratégique pour les décideurs politiques et serait une source de réflexion lors des négociations internationales futures sur l'inclusion. Elle serait particulièrement nécessaire à la définition de la politique commerciale et industrielle selon les objectifs du développement durable inclusif.

Mots clés : Compétitivité, compétitivité internationale soutenable, chaîne de valeur globale, développement durable et inclusion économique

ABSTRACT

The aim of this research is to find a sustainable and inclusive model of competitiveness for the Least Developed Countries (LDCs) in the face of market opening and sustainable development. After comparing theory and reality, the author demonstrates that the LDCs have been largely overlooked in the literature and are in the process of being excluded from the competitive arena. A mixed study is conducted to understand the reasons for the non-competitiveness and exclusion of LDCs. The first is quantitative, based on macro-economic and micro-economic data from international bodies and the field, while the second is qualitative, based on the field and focusing on elements that cannot be quantified. A rigorous econometric test is carried out on the global cocoa value chain. The theory of (Bhagwati & Panagariya, 2013) is analyzed according to the visions of (Tyson, 1992) and (Krugman, 1994). The ordinary least squares (OLS) method with a residual test is used to ensure and verify causal relationships between openness factors and impacts on growth, poverty and welfare. The reliability and robustness of the model are ensured by means of a Granger causality test carried out using EVIEWS software.

The qualitative study was carried out by means of an in-depth field survey and discourse analysis during the International Cocoa Conference. The cause-and-effect relationships between the qualitative variables from the field were worked out using VENSIM software and the results obtained from the analysis are validated by experts.

The study makes it possible to scientifically justify the existence of measures currently being applied that have perverse effects on sustainability and inclusiveness, and to detect variables not foreseen in the literature that could contribute to a better assessment of sustainable and inclusive competitiveness. The new model should therefore consider these points. This discovery fills the current gap in the scientific literature on international trade in the case of LDCs. In practical terms, the study could serve as a reference for the choice of strategic orientation for political decision-makers and would be a source of reflection for future international negotiations on inclusion. It would be particularly useful for defining trade and industrial policy in line with the objectives of inclusive sustainable development.

Keywords: Competitiveness, sustainable international competitiveness, global value chain, sustainable development and economic inclusions

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	i
REMERCIEMENTS.....	ii
RESUME.....	iii
ABSTRACT	iv
SOMMAIRE	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS	vii
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES	viii
GLOSSAIRES	x
INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I : CADRAGE THEORIQUE DE LA RECHERCHE.....	18
PARTIE 2 : ILLUSTRATION SUR LA CHAINE DE VALEUR GLOBALE DE CACAO DU CAS DE MADAGASCAR	138
CONCLUSION GENERALE	219
BIBLIOGRAPHIE.....	223
ANNEXES	235
TABLE DES MATIERES.....	273

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1. HISTORIQUE DES PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES	27
TABEAU 2. CRITERES POUR LA CLASSIFICATION DANS LA CATEGORIE PMA	32
TABEAU 3. SPECIFICITE DE LA COMPETITIVITE (RECUEIL PAR AUTEUR)	74
TABEAU 4. LIMITES CONCEPTUELLES DE LA COMPETIVITE	75
TABEAU 5. ATOUTS ET LIMITES DES MODELES DE COMPETITIVITE	89
TABEAU 6. TABLEAU SYNOPTIQUE DES MODELES EU EGARD AU CAS DES PMA	91
TABEAU 7 : NOTATION DES VARIABLES MOBILISEES DANS L'ETUDE	126
TABEAU 8. COMPARAISON DE NORMES (SOURCE FTHT 2018)	145
TABEAU 9. IMPACT NORMES EN TERMES DE REJET A MADAGASCAR	146
TABEAU 10. TENDANCES DES PRIX LOCAUX (SOURCE RAMARLINE 2016)	153
TABEAU 11. EVOLUTION DU PRIX DE CACAO ET CHOCOLAT TABLETTE 100 GRAMMES NOIR	157
TABEAU 12. COMPARAISON ENTRE MADAGASCAR ET LA SUISSE	169
TABEAU 13. COMPARAISON ENTRE MADAGASCAR ET LA COTE D'IVOIRE	170
TABEAU 14. COMPARAISON SELON HOS ENTRE MADAGASCAR ET LA SUISSE	171
TABEAU 15. REPARTITION DES VALEURS DANS LA CHAINE DE VALEUR EN VALEUR RELATIVE	173
TABEAU 16. LES FACTEURS DE COMPETITIVITE DE MADAGASCAR SELON LE MODELE DE CHO (1994)	175
TABEAU 19 : RECAPITULATIF DE L'ESTIMATION DU MODELE 1 – CAS KRUGMAN	178
TABEAU 20 : ANALYSE DE ROBUSTESSE DU MODELE : ANALYSE DE RESIDUS	179
TABEAU 21 : RECAPITULATIF DE L'ESTIMATION DU MODELE 1 – CAS TYSON	180
TABEAU 22 : ANALYSE DE ROBUSTESSE DU MODELE : ANALYSE DE RESIDUS	180
TABEAU 23 : RECAPITULATIF DE L'ESTIMATION DU MODELE SUR IDH	182
TABEAU 24 : ANALYSE DE ROBUSTESSE DU MODELE : ANALYSE DE RESIDUS	182
TABEAU 25 : RECAPITULATIF DE L'ESTIMATION DU MODELE SUR LE PIB PPP	183
TABEAU 26 : ANALYSE DE ROBUSTESSE DU MODELE PIB PPP : ANALYSE DE RESIDUS	183
TABEAU 17. LES VARIABLES SPECIFIQUES DE MADAGASCAR	186
TABEAU 18. LES POINTS PROBLEMATIQUES SUR LA COMPETITIVITE A MADAGASCAR	191

LISTE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS

FIGURE 1 SCHEMA DU MODELE INDICATIF	87
FIGURE 2. IDEES SUR MODELE HOLISTIQUE (SOURCE : AUTEURE)	97
FIGURE 3 : EFFET PRIX INTERNATIONAL SUR LA COMPETITIVITE SOUTENABLE	109
FIGURE 4 : FACTEURS SPECIFIQUES AFFECTANT LA COMPETITIVITE SOUTENABLE SUR TERRAIN	109
FIGURE 5 : MODELE DE COMPETITIVITE DURABLE POUR PMA	110
FIGURE 6 : MODELE THEORIQUE CONSTRUIT PAR SYNTHESE DE LA LITTERATURE	123
FIGURE 7 : LE MODELE DE BASE DE GAUTAM.....	128
FIGURE 8 : MODELES DE BASE VERS MODELE AMENA	130
FIGURE 9. COMPOSANTE ESSENTIELLE DES VARIABLES SUR VENSIM	134
FIGURE 10. MODELISATION DES VARIABLES NON QUANTIFIES VIA VENSIM	135
FIGURE 11 : LES PRINCIPALES VARIETES DE CACAO A MADAGASCAR	141
FIGURE 12 ; MODELE CONCEPTUEL DE LA FILIERE CACAO (ADAPTE DE SILITONGA 2013 ET BRUNDTLAND 1987)	144
FIGURE 13. PERIODE DE PRODUCTION MADAGASCAR (SOURCE RAMARLINE ICCO 2014)	146
FIGURE 14 : SYSTEME AFFERENT A LA FILIERE CACAO	147
FIGURE 16 : EXPORTATION ANNUELLE (USD) DE CACAO MADAGASCAR	148
FIGURE 17 : EVOLUTION ANNUELLE DU TAUX DE CHANGE USDMGA	149
FIGURE 18. EVOLUTION ANNUELLE DU PRIX UNITAIRE DE LA FEVE A MADAGASCAR (USD)	149
FIGURE 19. EVOLUTION DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR (1980 A 2012)	149
FIGURE 20. EVOLUTION ANNUELLE DE L'IDH MADAGASCAR	150
FIGURE 21. CHAINE DE VALEUR CACAO : DU PLANT VERS LE CHOCOLAT	152
FIGURE 22. TENDANCES. DES PRIX MONDIAUX	153
FIGURE 23. LA CHAINE DE VALEUR DE CACAO DE MADAGASCAR	163
FIGURE 24. REPARTITION DE REVENUS ET VALEUR AJOUTEE PAR ACTEUR DANS LA CVG DE CACAO	172
FIGURE 25. LIENS ENTRE FACTEUR CAUSAL LOOP POUR MADAGASCAR AVEC VENSIM	187
FIGURE 26 : BALANCE PAR FACTEUR – TRAVAIL SUR LA RELATION MACRO –MICRO	212
FIGURE 27 : LE PLANT DE CACAO	236
FIGURE 28 : LA FEVE DE CACAO DE MADAGASCAR	237
FIGURE 29 : MODELE PROSPECTIF DYNAMIQUE.....	250

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES

Acronymes	Signification
BM	Banque Mondiale
CCI	Centre du Commerce International
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
COMESA	Common Market of Eastern and Southern Africa (Marché commun de l’Afrique Orientale et Australe)
CNUCED	Conférences des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CVG	Chaîne de Valeur Globale
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce)
ICCO	International Cocoa Organization
LDC	Least Developed Countries (Pays Moins Avancés)
MCO / OLS	Moindres Carrés Ordinaires
MIT	Massachusetts Institute of Technology
ODD	Objectif du Développement Durable
OMD	Objectif du millénaire pour le développement
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
OTC	Obstacles Techniques au Commerce
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PMA	Pays Moins Avancés

PND	Plan National de Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PED	Pays en Développement
PD	Pays Développés
PIB	Produit Intérieur Brut
PPA (PPP)	Parité du Pouvoir d'Achat (PPP en anglais)
PPP	Partenariat Public Privé
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement de l'Afrique Australe)
SPS	Mesures Sanitaires et Phytosanitaires
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
VENSIM	Ventana System
WCF	World Cocoa Fondation
WEF	World Economic Forum

GLOSSAIRES

TERMES	DEFINITIONS
Compétitivité	Capacité d'une économie à acquérir un meilleur positionnement sur le marché par rapport aux autres pays du monde en compétition dans le domaine d'activité étudié via une meilleure part de marché.
Compétitivité durable	Compétitivité dans le sens de l'Objectif du développement durable c'est-à-dire avec des impacts sur le plan économique, social et environnemental.
Compétitivité soutenable	Compétitivité vue dans le sens du développement soutenable défendu par le Programme des Nations Unies ou la CNUCED c'est-à-dire avec une préoccupation sociale notamment la lutte contre la pauvreté. En somme c'est la compétitivité qui considère les facteurs économiques et sociaux c'est-à-dire la croissance et la réduction de la pauvreté.
Compétitivité inclusive	Compétitivité qui ne laisse personne derrière c'est-à-dire en présence d'équité, sans exclure qui que ce soit.
Concurrence pure et parfaite	Conditions posées comme hypothèse de départ des anciennes théories du commerce international supposant que les produits sont homogènes sur tous les plans, avec accès à tous du fait de la transparence totale des informations, l'absence d'acteurs disposant de pouvoir plus importants leur permettant d'agir mieux sur les conditions du marché, les facteurs travail et capital pouvant se déplacer à l'intérieur de la nation, et la liberté d'accès au marché pour tous.
CVG	Désigne la chaîne de valeur globale c'est-à-dire les différentes étapes nécessaire pour mener les matières premières vers le produit fini destiné à la consommation en passant par la transformation dans laquelle contribuent différents pays du monde.
CVM	Acronyme de la chaîne de valeur mondiale (expression utilisée par la Banque Mondiale) et désignant aussi l'ensemble des étapes nécessaires pour faire passer une matière de la fourche à la fourchette (c'est donc la traduction en français de global value chain ou chaîne de valeur globale).

Facteurs d'ouverture exogènes	Facteurs provenant de l'extérieur qui peuvent influencer sur les échanges (dans la présente thèse ce sont le prix et le taux de change qui sont fixés par les marchés boursiers ou les institutions financières internationales)
Inclusion	C'est le fait de ne pas exclure, de ne pas mettre à l'écart . Dans cette thèse l'inclusivité ou l'inclusion est utilisée indifféremment pour montrer qu'il n'y a pas d'inégalité, qu'il y a équité entre les pays comparés à travers le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat.
Modèle	Une représentation simplifiée de la réalité à partir d'une équation et/ ou d'un schéma facile à assimiler.
PIB par tête en PPP ou en PPA	Produit Intérieur Brut par tête en Purchasing Parity Power (anglais) c'est-à-dire le Produit intérieur Brut en Parité de Pouvoir d'Achat (français). Il s'agit donc de la richesse par individu dans une économie excluant les effets induits par les taux de change entre les pays.
PPP	Acronyme de Purchasing Parity Power ou l'expression en anglais de Parité du Pouvoir d'Achat.
PMA	Catégorie des Pays en Développement qui sont vulnérables selon la classification des Nations Unies
Rapport de Brundtland	Il s'agit du rapport élaboré suite à la réunion entre les pays membres des Nations Unies en 1987 portant sur le développement durable par la commission sur l'environnement des Nations Unies connu sous l'appellation « Notre avenir à nous tous » pour une prise de responsabilité face aux dégâts sur l'environnement et considérant les intérêts de la génération présente et future. Le nom Brundtland est celui de la présidente de cette commission.
Système commercial multilatéral	C'est le système c'est-à-dire l'ensemble des règles et des principes qui régit le commerce entre les pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce et ne s'appliquant pas aux non membres de cette institution

INTRODUCTION GENERALE

La présente recherche porte sur le thème ouverture et développement durable et le sujet de la recherche est : « Modélisation de la compétitivité soutenable et inclusive pour Pays Moins Avancés (PMA) ». Elle est illustrée dans la Chaîne de valeur globale de cacao par l'étude du cas de Madagascar. La recherche est menée dans le domaine des Sciences Sociales qu'est l'Économie Internationale sous l'option Commerce International. Le but étant d'identifier des pistes pour pouvoir aller vers la compétitivité soutenable et inclusive en considérant les particularités des PMA pour ne laisser personne derrière.

La montée en flèche de la pauvreté et de l'inégalité dans le monde est bien préoccupante depuis la crise Covid 19 car des pays sont en train d'être mis à l'écart à un moment crucial de mise en œuvre des Objectifs du développement durable (ODD) prévus pour 2030. Les impacts des conflits russo-ukrainiens et du changement climatique s'y ajoutant, les chaînes de valeur mondiale ainsi que les échanges mondiaux se trouvent perturbés. Des réductions des importations dans plusieurs pays concernés par la crise, la volatilité des prix de produits de rentes dont dépend leur économie, mettent à mal les pays du Sud. Plusieurs initiatives en vue de la relance de l'économie sont adoptées depuis dans différents pays. Les institutions Financières Multilatérales, les Communautés Économiques Régionales à l'instar de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) ou le marché commun de l'Afrique Australe (COMESA) devant porter main forte aux pays victimes, se heurtent aussi à plusieurs défis faute de moyens. De ce fait, l'inégalité continue à se creuser et des effets catastrophiques sont redoutés si les mesures ne sont pas prises rapidement. En effet, l'ouverture de marché augmente les interactions entre pays et ce qui se passe chez les uns peut rapidement se répandre et impacter les autres pays.

C'est face à ce défi mondial, qu'une prise de responsabilité de chacun s'impose. Et c'est là, que le choix d'un sujet de recherche portant sur la modélisation de la compétitivité et permettant d'aller vers le développement durable s'est effectué. Le choix été motivé par le constat qu'il n'y a pas de modèle de compétitivité dédié aux PMA alors qu'ils sont tenus d'adopter des mesures en vue du développement durable dans leur plan national développement. Ces pays que les Nations Unies ont mis dans une catégorie spéciale se démarquent sur plusieurs facteurs : la dotation factorielle fragile, l'abondance de main d'œuvre non qualifiée, des infrastructures limitées, une difficulté d'accès aux capitaux ainsi que le fait d'être confrontés aux catastrophes naturelles de manière récurrente. Ainsi,

bien qu'ils figurent parmi les Pays en développement, les Nations Unies les ont -ils mis dans une catégorie spécifique dite Pays moins avancés (PMA) et de par ce statut, ils bénéficient d'un Traitement Spécial et Différencié (TSD) à l'Organisation Mondiale du Commerce. Malgré cela, ces pays font face à plusieurs défis sur le terrain car doivent suivre des règles strictes sur le terrain pour faire face à la forte compétition.

La compétitivité est l'un des thèmes au cœur de ce travail de recherche. Ce concept fait référence soit à la capacité ou la performance d'une Nation à produire et développer sa richesse nationale, soit en contexte de mondialisation, la capacité de rentrer en compétition avec d'autres Nations et à conquérir la meilleure part du marché pour pouvoir développer l'économie nationale et créer des emplois. Ces deux visions bien que différentes ont un but commun : la recherche de la croissance économique.

Dans la présente thèse, ce sont essentiellement les travaux des chercheurs en Économie Internationale notamment Adam Smith, Ricardo, HOS, Krugman, Tyson et ceux des praticiens à l'instar de Bhagwati, Rodrick, Porter, qui sont explorés étant donné que l'étude s'effectue dans un contexte où il y a ouverture de marché et où les échanges internationaux aussi bien à l'importation qu'à l'exportation sont incontournables, et où le développement social est aussi abordé comme l'ont fait Sen et Malthus pour mettre en lumière les causes de la pauvreté et pour être en phase avec la réalité en référence au développement durable décrit dans le rapport de Brundtland 1987.

Plusieurs faits provenant du terrain et de la littérature justifient la pertinence du travail notamment le regain de la pauvreté et de l'inégalité dans le monde. A ce sujet, l'auteure se réfère au Rapport de l'Oxford Committee for Famine Relief (OXFAM) en 2021, informant que 160 millions de personnes supplémentaires ont rejoint le rang des pauvres dans le monde alors que parallèlement, les plus riches ont doublé leur revenu. Cette information pouvant également être confirmée à travers le cours du Fonds Monétaire International/EDX auquel l'auteure a participé. Il y a été montré que seuls huit (8) individus détiennent la moitié de la richesse mondiale alors que le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter avec 100 millions supplémentaires depuis la crise COVID 2019. Par ailleurs, si le Produit Intérieur Brut (PIB) moyen par tête est entre 10000 USD à 15 000 USD normalement, en réalité, il y a des pays qui ont plus de 100 000 USD par tête (Luxembourg) et d'autres allant jusqu'à moins de 400 USD par tête (Soudan, Burundi).

Deux autres rapports montrent que les PMA sont en train d'être écartés du terrain. Le premier est celui de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) et le second celui du Centre du Commerce International. Selon le premier, la part de marché des pays pauvres dans le commerce mondial est passée de 2,95% en 1950 à 0,97% en 2018. Et le second rapport de son côté, martèle que ce chiffre n'a jamais dépassé les 1% depuis une dizaine d'années.

Il peut être déduit de ces informations que c'est avant même la crise COVID que la situation s'est empirée pour la catégorie de pays en développement dite : PMA.

Malgré les mesures encourageantes au début des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), prévue entre 2000-2015, le terrain montre des résultats contradictoires. En effet, les pays membres des Nations Unies ont bien entrepris des mesures en faveur du développement durable entre 2000 et 2015, conformément au fameux Rapport de Brundtland 1987. Cette première phase était baptisée : Objectifs du Millénaires pour le Développement (OMD) et le but était de réduire la pauvreté à l'échelle 2015. Ses mesures étaient ancrées sur des indicateurs travaillés par les Experts des Nations Unies. Les pays membres des Nations Unies étaient alors invités à mettre en œuvre des actions dans le sens de ces recommandations, pour la réduction de la pauvreté.

Le rapport d'évaluation d'impact, réalisé à mi-parcours sur ces mesures, réalisé par la Banque Mondiale et publié en 2007, montre que les effets ont été positifs puisque la pauvreté a reculé dans le monde. Les chiffres diffusés dans ce rapport démontrent bien ce recul de la pauvreté avec en tête de liste, les pays de l'Asie (Annexe IV Annexe IV).

Une analyse approfondie sur les chiffres de ce même rapport, montre que ce résultat est discutable. Car bien qu'une baisse de pauvreté ait été constatée dans différents pays jusqu'en 2004, c'est plutôt en Asie de l'Est et au Pacifique que de très fortes réductions de pauvreté ont été enregistrées mais en Afrique Subsaharienne ces baisses relatives ont été très faibles selon ces mêmes données de la Banque Mondiale (voir Annexe III).

D'ailleurs, de nombreux débats ont jailli suite à la première phase des OMD quant à l'efficacité des mesures fixées unilatéralement par les Experts des Nations Unies. C'est la raison d'être de l'adoption d'une approche plus inclusive lors de la seconde phase, prévue pour la période 2015 à 2030, et qui a vu la contribution des pays riches et pauvres pour des objectifs communs plus ambitieux consistant à éradiquer la pauvreté d'ici 2030 à travers les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Cette deuxième phase où Pays en développement (PED) et Pays développés (PD) ont pris part, s'est concrétisée par la signature d'un traité international nommé Accord de Paris en 2015 par la presque totalité des membres des Nations Unies. Selon cet Accord, chaque pays est tenu de prendre des mesures allant vers les objectifs du développement durable dans sa Politique Nationale de Développement. Ainsi, nombreux efforts pour éradiquer la pauvreté, ont commencé à voir le jour dans différents pays du monde et ce, à travers des actions plus responsables. Mais la crise COVID 19 a bouleversé l'économie mondiale et a aggravé le taux de pauvreté mettant à mal, particulièrement les PMA.

Il y a donc urgence de se pencher sur les véritables causes de ce problème car il y a un risque d'amenuiser la chance d'éradiquer la pauvreté d'ici 2030 si des mesures ne sont pas prises. C'est pour cela que le monde s'est de nouveau mobilisé afin de pouvoir identifier des pistes pour ne laisser personne derrière à travers différentes rencontres.

Mais il y a un problème qui découle de cette réalité : le fait que les PMA soient obligés de faire face à un double défi : d'une part trouver des moyens pour rattraper le retard dans la croissance provenant de la perte de part de marché, et d'autre part, trouver des pistes pour la mise en œuvre du développement durable de manière appropriée.

Si tel est le cas sur le terrain, de nombreuses zones d'ombre existent également dans la littérature scientifique sur les cas des Pays moins Avancés. L'un des défis découle du fait que les Pays en développement sont considérés comme un groupe unique dans la littérature contrairement à la classification au sein des Nations Unies. Ce qui fait que l'analyse y afférente se fait de manière globale sans segmentation. Ils se trouvent ainsi occultés alors que leur réalité est différente de celle des pays émergents (comme la Chine et l'Inde). Par conséquent, les études empiriques sur la compétitivité portent sur les Pays en Développement (PED) d'une manière globale et il est alors difficile de mettre en relief leur spécificité. Alors que cela est nécessaire lors de la fixation des politiques nationales et surtout pour pouvoir justifier les arguments présentés lors des négociations internationales.

Le second défi auquel il faut faire face est en relation avec le contexte et tient au fait que les PMA n'ont pas les mêmes latitudes que les pays développés. Ainsi, si la littérature mentionne que le consensus de Washington (mesures étudiées aux États Unis et appliquées dans les Pays en Développement basées sur la non intervention de l'État) ainsi que les conditions de la concurrence pure et parfaite ne sont plus d'actualité, en réalité, ces constats sont valides du côté des pays riches et certains pays émergents qui peuvent

intervenir sur les prix et autres conditions hors prix (comme le taux de change aux USA, en Chine), mais ce n'est pas le cas dans les PMA. A ce jour, les **mesures prises dans les PMA** sont dictées par les institutions financières internationales et vont encore dans le sens du consensus de Washington selon les règles de la concurrence pure et parfaite. Le cas des prix des produits de rente constituant la majorité des produits exportés par les pays du Sud mais fixés par les marchés boursiers du Nord est un exemple.

Le troisième défi est l'absence de modèles de compétitivité adapté aux réalités des pays pauvres puisque les plus en vogue sont ceux élaborés selon les réalités des pays riches ou pays en développement. Mais les ressources disponibles diffèrent entre pays et chaque pays a sa spécificité, il n'est pas clair s'ils fonctionnent en contexte de PMA. L'absence de modèle dédié pouvant **servir de référence aux PMA pour** aller vers le développement durable est donc un gap à combler tout comme les questions touchant l'inclusion.

Les différences entre les études théoriques et la réalité du terrain d'une part, entre études théoriques et empiriques, sont aussi problématiques et ne permettent pas de se faire une idée précise. A ce sujet, tous sont d'accord sur le fait que la recherche de la croissance est initiée dans la discipline Commerce International à travers les travaux d'Adam Smith suivi par Ricardo notamment via les anciennes théories du commerce International que sont la théorie de l'avantage absolu et celle de l'avantage comparatif. Elles sont complétées par des théories mettant en avant les facteurs alloués lors de la révolution industrielle par HOS. Et toutes ces anciennes théories ont pour mérite de montrer comment choisir le produit à développer pour mieux réussir sur le marché par rapport aux autres Nations et s'enrichir davantage tout en continuant à échanger. Le problème est que ces théories sont basées plutôt sur des conditions du marché et non du type de pays étudié. Ces conditions du marché sont celles basées sur une hypothèse de concurrence pure et parfaite. Cela veut dire que seuls deux produits parfaitement similaires sont échangés entre deux pays, il n'y a pas de mobilité des facteurs, et il n'y a pas non plus d'intervention sur le prix du marché. Constatant que ces conditions ne sont plus d'actualité, Krugman propose la nouvelle théorie du commerce international ancrée sur la concurrence imparfaite démontrant la possibilité d'échanger des produits similaires, la possibilité d'avoir des rendements croissants. Contrairement à la classification au sein des Nations Unies.

La littérature met aussi en avant les impacts de l'ouverture de marché c'est-à-dire de l'abolition des entraves au commerce en termes de croissance. Les résultats provenant de la mise en place du GATT après la guerre de 1945 et le passage à l'OMC en 1995 justifient

l'intérêt grandissant manifesté par les pays pour la croissance économique puisque les pays ayant adhéré à l'Accord n'ont pas cessé de croître. Les constats des revers du protectionnisme qui prévalait avant la deuxième guerre mondiale a amené à l'ouverture des frontières décidée par vingt-trois (23) parties prenantes en 1947 pour la reprise des échanges commerciaux afin de montrer leur volonté de s'ouvrir au monde. Cette volonté a été concrétisée par la signature après la guerre, de l'Accord Général sur le Tarifs douaniers et le Commerce ou General Agreement on Tariffs and Trade nommément connu sous l'acronyme GATT fixant les bases du système commercial multilatéral c'est-à-dire le système de règles qui régit les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce. Prévu au départ comme solution temporaire post-guerre, cet accord a gagné en notoriété avec le temps, parce qu'il a permis de réduire les mesures tarifaires et à développer les échanges dans le monde. Et vu le volume important des échanges découlant de cette ouverture, le GATT à lui seul ne suffisait plus pour la gestion du commerce mondial car dépassé par le contexte et ne suffisait plus pour faire face aux problèmes grandissants découlant des échanges de manière objective. D'où la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), une institution dotée d'une personnalité morale qui a repris les règles du GATT et qui est devenue le lieu pour l'Administration et la négociation des règles du Commerce Multilatéral depuis 1994. La mise en œuvre officielle des règles du système commercial multilatéral de l'OMC à partir de 1995 a permis de développer davantage les mesures d'ouverture de marché via la poursuite de la baisse progressive des droits de douane, la suppression des entraves au commerce ainsi que l'extension de la libéralisation à d'autres domaines comme l'agriculture, le textile. Et parallèlement, les Institutions financières Internationales notamment le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) ont instauré des mesures dans les pays en développement, en vue de la libéralisation devenue une priorité mondiale. Cela a été bénéfique selon les études scientifiques en faveur de la mondialisation, notamment pour les pays développés et en développement du fait de l'émulation engendrée dans les échanges commerciaux internationaux. Mais sous un autre angle, la course à la compétition a eu aussi des revers sur l'économie mondiale puisque l'exploitation à fond des ressources naturelles, a engendré des problèmes sur l'environnement. Des scientifiques ont tiré la sonnette d'alarme sur l'ampleur du dégât. Les premiers à se pencher sur la question, étaient les scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui ont affirmé que la situation était en train de dégénérer et risquait de s'empirer davantage dans le monde si des mesures n'étaient pas prises d'urgence. Les impacts négatifs étaient surtout redoutés sur l'environnement car pouvaient

mettre en péril la vie de la génération présente et future. Ce phénomène a suscité de fortes inquiétudes aussi bien du côté des pays riches que pauvres membres des Nations Unies d'où la décision de considérer de ne pas se limiter aux intérêts économiques. C'est ainsi que la compétitivité qui a toujours été travaillée sur le **plan économique** depuis le début est passée à la **compétitivité durable** (économique, social et environnemental) mais il n'y a pas de définition universelle ni sur la compétitivité ni sur le développement durable et la communauté scientifique est alors à la recherche de **théorie sur la compétitivité durable**.

En somme, l'écart qui ne cesse de se creuser entre riches et pauvres d'une part, l'exclusion que les PMA sont en train de frôler sur le terrain de la compétition, d'autre part sont les éléments qui justifient qu'un travail de recherche sur la compétitivité durable est inclusive est nécessaire et il y a urgence pour trouver une issue au problème qui prévaut considérant le cas des pays pauvres. Et ce surtout, parce que ces derniers sont tenus de faire face à un double défi contrairement aux autres pays plus développés : d'une part, surmonter les problèmes de retard sur plan économique et d'autre part, aller vers le développement durable compte-tenu de la signature du traité international auprès des Nations Unies.

Tous ces constats amènent à s'interroger sur le futur, ce qui amène à la problématique :

« Comment concilier ouverture et développement durable pour assurer la compétitivité soutenable et l'inclusion des PMA ? »

Les écrits en relation avec les concepts de croissance et de développement durable sont ainsi passés en revue et le constat est que les recherches en relation avec ces concepts et les facteurs sous-jacents sont nombreux et répartis dans différentes disciplines. Mais aucun travail de recherche ne traite la question de compétitivité durable de manière exhaustive et encore moins en considérant l'angle des PMA. Cependant, tous s'accordent sur les bases fondatrices qui se trouvent dans la discipline Économie Internationale initiés par Adam Smith. Cependant, force est de constater que plusieurs zones d'ombre existent d'où l'intérêt de la recherche envisagée.

Adam Smith (1776) développe la théorie de l'avantage absolu (ancienne théorie du commerce international) et soutient que *pour s'enrichir, il faut opter pour la division internationale du travail et se spécialiser là où l'on est plus productif par rapport à la nation adverse et importer le produit où l'on est moins performant pour encourager l'échange. Pour lui, le prix s'autorégule*. Cette idée a pour mérite faire appel à la collaboration entre pays mais la limite est que le fait de s'attendre à un gain qui est plutôt économique. Il n'est donc pas possible de s'assurer des impacts sociaux et environnementaux. En plus, les conditions

d'échange supposés entre deux pays, avec deux produits similaires, ne sont plus d'actualité car d'une part, il y a plusieurs pays et plusieurs produits pouvant être différenciés dans le monde actuellement, et il est possible d'agir sur le prix et autres facteurs que le prix. Les conditions de concurrence parfaite qu'il prône ne sont plus d'actualité car il y a des interventions pour influencer le prix sur le terrain.

Ricardo (1817) développe la théorie de l'avantage comparatif selon la même philosophie de répartition internationale du travail, de spécialisation et d'échange mais en abandonnant l'activité que l'on fait moins bien en cas d'avantage absolu sur deux produits.

Les conditions de cette théorie ne sont plus d'actualité non plus compte tenu de l'ouverture de marché où les facteurs de production peuvent circuler entre pays. Toutefois, l'idée de répartition internationale du travail existe sous une autre forme actuellement c'est-à-dire non pas pour une production totale mais par division de travail selon des fractions de production réparties entre pays dans la Chaîne de valeur globale au XXIème siècle. En plus d'être purement économique, cette idée ignore les autres facteurs du développement durable que ce soit sur le plan social ou environnemental.

HOS (Heckscher (1919), Ohlin (1933) et Samuelson (1941, 1948, 1949) axent leur réflexion sur l'avantage comparatif selon les facteurs alloués : une différenciation selon les facteurs abondants dans le pays est encouragée. **Vujisic** (2013) critique cet avis en arguant qu'en contexte de globalisation il y a développement technologique ; la connaissance intellectuelle n'est pas un bien commun et les échanges de produits similaires sont possibles entre pays de même niveau de développement industriels et particulièrement de l'Europe. Le fait que ces travaux sont plutôt à intérêts économiques et ne font pas référence aux PMA en constituent aussi les limites.

Porter (1990) ancre son travail sur l'étude de la compétitivité nationale à travers le modèle de diamant, la relation macro et micro y est développée avec plus de place pour la partie micro où il y a création de richesses : ce modèle plutôt économique ne tient pas compte des réalités des PED selon Cho (1994) . Mais sa réflexion sur la relation macro micro est validée en commerce international dans la chaîne de valeur globale (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto, 2013) et l'analyse filière en Afrique subsaharienne réalisées par CIRAD (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016) mais ce modèle ne traite pas les différents facteurs du développement durable. Sa validité en contexte de PMA n'est pas vérifiée non plus.

Cho (1994), Cho et Moon (2000) ont mené des travaux de recherche sur la compétitivité nationale mesurée avec le modèle à neuf facteurs : ce modèle considère les spécificités des PED comme les ressources naturelles et humaines, seulement plusieurs ressources spécifiques aux PMA n'y sont pas considérées, il est aussi travaillé a posteriori donc ne permet pas d'anticiper le futur et ne traite pas le développement durable selon les exigences contemporaines.

Krugman (1994) : réfute l'idée de compétitivité nationale et affirme que la compétitivité n'est rien d'autre que la productivité qui s'apprécie au niveau National : avec la globalisation, il n'y a plus de frontière donc cette idée est discutable au XXIème siècle et la richesse évaluée par le PIB est aussi discutable.

Krugman et Obsfeld (2003) ont développé la nouvelle théorie du commerce international : selon cette théorie, la condition est celle de la concurrence imparfaite, et il intègre les questions d'économie d'échelle interne et externe. Les pays riches et les multinationales sont mis en relief dans cette théorie. Il n'y a ni référence aux pays moins avancés, ni sur le développement durable dans cette analyse.

Rainelli (2003) trouve que la nouvelle théorie du commerce international a modifié la manière de raisonner mais n'apporte aucun résultat novateur sur le plan théorique, il s'agit de l'application à un domaine différent des outils et concepts élaborés dans les champs de la microéconomie, de la concurrence imparfaite et de la nouvelle économie industrielle. Il est question de multinationalisation des firmes ; sur le traitement du rendement d'échelles croissant, il y a systématisation des arguments déjà développés, et au sujet de robustesse résultats, la justification théorique ou empirique est difficile, il y a la contribution à l'explication du commerce international mais sur la portée empirique il trouve que les tests sont décevants en terme de formalisation de modèles testables, et repose sur l'ancienne comparaison entre autarcie et échange international (alors que la première n'a jamais été observée). La théorie du commerce international ne s'intéresse pas au cas des pays pauvres et se limite aussi aux questions économiques ce qui ne permet pas de bien comprendre les éventuelles retombées sur le développement.

Vujisic (2013), est aussi critique face à la nouvelle théorie du commerce international. Selon lui, elle permet de mettre en avant la place de la nouvelle technologie et l'innovation, les échanges entre pays de même niveau de développement de produits similaires mais la théorie du commerce international ne donne aucune indication sur les

spécialisations des économies, réhabilitent le rôle de l'État dans certaines situations mais ne dit pas si l'État doit agir sur les échanges internationaux, doit-il aider ses producteurs nationaux à exporter en les subventionnant ou les protéger de la concurrence étrangère ? Il suggère alors la confrontation du commerce international aux autres théories issues de l'analyse économique (économie industrielle, théorie des défaillances du marché, théorie du bien-être, de second rang, théorie de croissance endogène..) pour aider les gouvernants à opter pour des politiques économiques qui garantissent au plus grand nombre et aux plus démunis, ici et ailleurs, un meilleur bien être, face aux défis auxquels ils sont confrontés.. Les remarques faites par cet auteur présentent plusieurs pistes explorables dans le cadre de la présente recherche mais des tests empiriques sont nécessaires d'où la nécessité d'un modèle économétrique mettant en relation les facteurs permettant de mieux décrire la situation sur le terrain afin de pouvoir justifier scientifiquement la validité des suggestions.

Silitonga et al (2013) *montrent qu' il y a un lien entre le macro et le micro environnement, l'utilisation de l'approche chaîne de valeur et l'anticipation permettent de faire des prévisions* Ce travail repose sur un modèle qui est dynamique et présente un intérêt pour l'étude de la présente recherche mais il ne traite pas les relations sur le plan social et environnemental donc ne permet pas d'avoir une idée sur le développement durable.

Gautam (2013) : *analyse le développement durable à travers un modèle qualitatif qui est aussi dynamique mais il ne fait pas allusion au côté économique.*

Balkyte et Tvaronaviciene (2010) : *présentent une esquisse de modèle de compétitivité durable, arrivent à identifier des variables et les liens à travailler c'est-à-dire : Globalisation, compétitivité, croissance et bien-être mais il n'y a pas de validation empirique sur les facteurs avancés dans ce travail.*

Bhagwati, Bhagwati et Panagariya (2013) *développent la théorie de croissance mariant les facteurs ouverture, croissance et pauvreté et trouvent qu'il y a un lien entre ouverture et croissance d'une part et entre croissance et pauvreté d'autre part notamment dans les pays pauvres.* Cette théorie permet d'expliquer la relation de cause à effet entre trois variables : l'ouverture du marché, la croissance et la pauvreté. Cette approche est importante pour la présente recherche et a pour avantage de considérer le facteur économique et social de la compétitivité. Cependant, elle ne fait pas allusion aux mesures préconisées par les institutions financières internationales en vigueur dans les Pays pauvres pour doper les échanges, notamment, la dévaluation ou la dépréciation de la monnaie et la théorie ne

traite pas non plus les questions touchant l'impact environnemental. Ce point est à considérer durant la recherche.

Des études empiriques permettant d'analyser le lien entre ouverture, croissance et réduction de la pauvreté existent mais elle se diffèrent au niveau des conclusions Si certaines sont en faveur de l'ouverture, d'autres justifient le contraire. Adugna Lémi présente les études soutenant la libéralisation du commerce pour réduire la pauvreté à travers la croissance spécialement en PED (Bhagwati & Srinivasan, 2002) (Dollar & Kraay, 2004),) et des études soutenant le contraire (Carneiro & Arbach, 2003) (Annabi, et al., 2005 .); (Cororaton, Cockburn, & Corong, 2005) (Sharma, 2005). Il réalise lui-même une étude qui explique que même si le prix de matière augmente, cela n'entraîne pas forcément la baisse de la pauvreté (Lemi, 2011). Il peut en être déduit qu'il y a d'autres facteurs qu'il reste à identifier pour pouvoir réduire la pauvreté.

Bhagwati et Panagariya (2013) démontrent que *l'ouverture entraine la croissance et celle-ci entraîne la baisse de la pauvreté à partir de l'étude du cas de l'Inde* (Baghwati & Panagariya, 2013). Mais ce point de vue n'est pas partagé non plus par tous.

Sen 2010 explique que cette conclusion *n'est pas automatique et dépend de la gouvernance puisqu'il faut une redistribution du revenu* (Himanshu & Sen, 2010).

Rudra et Tirone (2017) après test empirique confirment partiellement les conclusions de ces deux auteurs et disent que *s'il y a écart de revenu, l'ethnicité y est pour quelque chose dans les Pays en Développement* (Rudra & Tirone, 2017).

Tous ces travaux présentent des idées intéressantes sur la compétitivité, cependant force est de constater qu'elles traitent les PED dans la globalité, alors que ces derniers sont composés de pays émergents donc de niveau avancé comme l'Inde et la Chine et des pays moins avancés dont la situation est plus vulnérable. Il est ainsi difficile de comprendre les véritables problèmes spécifiques qui font que les pays pauvres sont écartés.

Pour ce qui a trait aux pistes à explorer face à la pauvreté, les avis sont aussi partagés. (Rodrik, 2008) Dit que *la dévaluation est importante pour les pays pauvres* mais ce point n'est pas partagé par tous dont Rainelli qui recommande de procéder à une vérification d'abord (Rainelli, 2013). Cette idée semble pertinente dans le cas de Madagascar où toutes les mesures de dévaluation préconisées par la Banque Mondiale sont bel et bien appliquées mais où la pauvreté ne cesse d'augmenter (voir 11Annexe V, page 240). Ainsi,

une vérification selon les recommandations de cet auteur permettrait d'éclairer les tenants de ce problème qui prévaut à Madagascar.

OMC et Banque Mondiale (2019,2020) incitent les pays pauvres à intégrer les chaînes de valeur mondiale car cela crée des emplois et permet de réduire la pauvreté (OMC & BM, 2019). A ce sujet, la Banque mondiale montre quelques statistiques de pays pauvres ayant pu accélérer leur croissance grâce à la participation aux CVM car elles **augmentent les revenus, créent des emplois de meilleure qualité et réduisent la pauvreté (cas de l'Ethiopie)**. **Selon la Banque Mondiale, une augmentation de 1% de cette participation accroît le revenu par habitant de +1% (plus important que 0,2% de gain induit par le commerce traditionnel)**. Elle argue également que la croissance est plus forte lorsque les pays passent de l'exportation de produits de base à l'exportation de produits manufacturés **C'est le cas de** Bangladesh, Cambodge, Vietnam. (Banque Mondiale, 2020)

Et la participation aux Chaînes de Valeur Mondiale (CVM) s'accompagne de réduction de pauvreté. C'est le cas de Mexique, Vietnam qui ont connu un recul plus marqué de la pauvreté en participant plus activement aux CVM. (Banque Mondiale, 2020).

En somme, le paradoxe est que si les institutions internationales incitent les Pays pauvres à intégrer la chaîne de valeur globale pour réduire la pauvreté (OMC & BM, 2019) (OMC, 2022), la littérature scientifique incite à plutôt à analyser la chaîne de valeur mondiale pour mieux comprendre le monde (Duk & Trienekens, 2012).

Considérant toutes les critiques et réflexions issues du terrain et de la littérature, et dans le but d'apporter une contribution nouvelle à la connaissance existante, la présente recherche est focalisée sur le cas des PMA. Elle consistera à modéliser les faits à partir d'un modèle d'équations structurelles pour pouvoir vérifier scientifiquement si les mesures venant d'ailleurs sont pertinentes pour assurer la croissance, la réduction de la pauvreté d'une part et l'inclusion d'autre part dans ces pays. Elle va également chercher à identifier ce que la territorialisation pourrait apporter comme nouvelles pistes pour leur développement durable. Le but étant d'arriver à un modèle permettant de compétitivité soutenable et inclusive. Et étant donné les difficultés d'accès à l'information sur les PMA, la piste de l'analyse de la chaîne de valeur globale comme suggéré par la littérature scientifique, est adoptée.

L'illustration se fait alors à travers la chaîne de valeur globale et l'étude du cas de Madagascar dans cette chaîne de valeur mondiale de Cacao est étudiée et fait l'objet d'une vérification scientifique. Madagascar est choisi comme terrain d'étude car c'est un des PMA où la

progression de la pauvreté est bien préoccupante. A ce sujet, il importe de noter que lorsque les statistiques de la Banque Mondiale ont annoncé une baisse de la pauvreté dans les Pays en développement (PED), une analyse rétrospective sur Madagascar et la Côte d'Ivoire (tous deux exportateurs de Cacao) à partir des données de l'Université de Sherbrooke montre que la pauvreté dans ces pays a plutôt augmenté (voir. Annexe V240) mais il n'y a aucune explication sur les raisons. Par ailleurs, la CNUCED annonce que seuls 17 pays de l'Afrique ont pu avancer en termes de développement durable et le constat est que Madagascar n'y figure pas (voir Annexe XX) c'est-à-dire que Madagascar fait partie de pays avec une croissance non inclusive (CNUCED, 2021); Madagascar est un des PMA qui a toujours suivi les instructions du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale sur la dévaluation pour développer les exportations mais malgré cela, il s'enfonce dans la pauvreté et le taux de pauvreté est passé de 73,5% en 2017 (au début de la recherche) à 81% en 2022 (World Bank, 2022) . Enfin, Madagascar participe à la CVM de cacao avec plusieurs pays membres à l' ICCO : ce qui lui permet de générer près de 24.5millions de USD (MICC, 2022). Mais même si le Cacao de Madagascar bénéficie de la certification de qualité n°1 mondial, l'écart de prix en amont et en aval dans la CVM Cacao est très important. Ainsi, les marges obtenues par les paysans à Madagascar (en amont) ne représentent que les 0.02%, du prix en aval en Europe (voir

Tableau 15. Répartition des valeurs dans la chaîne de valeur en valeur relative¹⁷⁴, page 174). Le choix du cas de Madagascar dans la chaîne de valeur (CVM) de Cacao n'est donc pas fortuit : il est motivé par le fait que cette CVM reflète des problèmes similaires à ceux mentionnés préalablement et qu'elle fait intervenir des pays riches et des pays pauvres dont les économies se développent asymétriquement. Ces CVM font aussi l'objet de plusieurs revendications en faveur des pays pauvres, puisque les pays du sud se sentent exclus, et la chaîne faisant vivre près de 60 millions de personnes monde, présente également plusieurs enjeux environnementaux : Déforestation, changement climatique, migrations.

Ainsi la thèse est intitulée :

« Ouverture et développement durable : modèle de compétitivité soutenable et inclusive pour pays moins avancés ; faits stylisés sur Madagascar dans la chaîne de valeur globale de cacao ».

Les principales questions de recherche sont :

- *Comment les prix internationaux agissent-ils sur le standard de vie des ménages ? et dans quelle mesure permettent-ils de réduire ou pas la pauvreté, l'inégalité ?*
- *Comment les mesures de dépréciation de dollar par rapport à la monnaie locale ariary influent-ils sur les ménages ? dans quelle mesure contribuent-elles à l'inclusion ? quelle est l'ampleur d'une éventuelle inégalité dans la CVG ?*
- *Quels sont les autres pistes pour la croissance et le bien être ?*
- *Quel modèle est donc le plus prometteur ?*

Le but étant de trouver un modèle prometteur permettant de répondre aux préoccupations mondiales actuelles, considérant le cas des Pays Moins Avancés. La thèse servirait alors à faire ressortir les relations de cause à effet entre les mesures exogènes (facteurs décidés ailleurs), la croissance, la réduction de la pauvreté d'une part, et l'inclusion d'autre part pour pouvoir identifier les facteurs amenant à la compétitivité soutenable et inclusive en PMA.

Par mesure exogènes, nous entendons : l'augmentation du taux de change, ou l'augmentations du prix international, et l'impact est donc testé sur la compétitivité soutenable c'est-à-dire la compétitivité sur le plan économique et social (croissance et pauvreté) d'une part, et sur l'inclusion d'autre part.

Cet objectif global peut se décliner en quatre objectifs spécifiques :

- Trouver comment l'ouverture affecte la croissance en PMA
- Détecter les impacts de la croissance sur le standard de vie des ménages et l'inclusion
- Trouver l'impact de l'ouverture sur le standard de vie des ménages et l'inclusion
- Déceler d'éventuelles pistes menant vers le développement durable en PMA

Étant donné que sur le terrain, la pauvreté est en train de gagner du terrain contrairement aux résultats attendus malgré l'ouverture, les hypothèses suivantes sont choisies pour une vérification scientifique :

H1. Le facteur ouverture entraîne des effets pervers sur la croissance

H2. La croissance a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion

H3. Le facteur ouverture entraîne des impacts directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion

H4. Il y a des pistes supplémentaires qui peuvent mener vers la compétitivité durable.

Le test de ces hypothèses devrait résulter en :

des arguments justifiant que la théorie de Bhagwati et Panagariya selon laquelle l'ouverture entraîne la croissance et la croissance réduit la pauvreté n'est pas forcément justifiée en PMA, deux facteurs : le prix et le taux de change sont testés, d'où les hypothèses à vérifier suivantes :

- Le Prix et le taux de change ont des effets pervers sur la croissance des PMA
- La croissance entraîne des effets pervers sur la pauvreté et l'inclusion des PMA ;
- L'ouverture a des effets pervers sur la pauvreté et l'inclusion des PMA

Et des arguments justifiant l'existence des facteurs spécifiques

- De nouvelles pistes pouvant mener vers le développement durable

La recherche a pour point de départ l'analyse de la littérature afférente aux questions de compétitivité et de développement durable ainsi que des concepts, théories et modèles en vue d'identifier les « gap » à combler. A partir de là, une analyse mixte est effectuée. D'abord une analyse quantitative utilisant l'économétrie qui va se réaliser à travers la méthode d'équation structurelle, utilisant la méthode MCO, renforcée par les tests de résidus et le test de Granger pour assurer la robustesse du modèle. Elle servira à tester les trois premières hypothèses ; puis une deuxième étude qui est plutôt qualitative c'est-à-dire une méthode non numérique permettant d'avoir des explications approfondies sur le comment et le pourquoi et qui sera validée par les Experts impliqués dans le terrain de l'étude. Cette dernière servira à tester l'hypothèse 4 donc à trouver les pistes pouvant être explorées dans le modèle envisagé. Le résultat attendu à l'issue de ce travail comprend les outputs vérifiant les différentes théories et modèles analysés appliquée au cas de Madagascar pour faire ressortir les avantages et limites de chaque théorie ou modèle . L'auteure, à partir de tous ces acquis va lancer une réflexion sur un type de modèle théorique idéal, qui va être nommé : Modèle Amena, comme perspectives futures pour un développement durable et inclusif de PMA.

Les enjeux de cette recherche sont nombreux tant sur le plan scientifique que pratique.

Sur le plan scientifique, une meilleure connaissance du cas des PMA à l'instar de

Madagascar, car il n'y a pas de référence précise sur leur cas dans la littérature en Commerce International, alors qu'il y a interdépendance entre pays donc ce qui se passe dans un pays peut se répercuter chez les autres. La mise en exergue des facteurs bloquant et des idées pour aller vers le développement durable selon les engagements internationaux seraient ainsi les apports attendus à ce niveau.

Sur le plan pratique, des résultats scientifiquement prouvés serviront à alimenter les débats sur l'inclusion et contribueront à conscientiser le monde sur les causes de l'injustice qui règne dans cette CVG. A partir des acquis de ce travail de recherche, les décideurs politiques pourront choisir efficacement les voies de l'orientation stratégique à adopter. Ainsi sur le plan économique, une meilleure évaluation de la compétitivité est attendue, sur le plan social : la considération des préoccupations sociales du moment que sont la pauvreté et l'inégalité et sur le plan environnemental : une meilleure compréhension des spécificités territoriales du PMA.

Le travail de recherche sera alors réparti et présenté sous deux parties :

La Première Partie est consacrée à l'analyse théorique. Présentée en trois chapitres, elle introduit progressivement les éléments essentiels à la conception du modèle théorique.

Le Chapitre I. est consacré à la revue de la littérature touchant le contexte de la globalisation, les théories du commerce international et la présentation de l'état de l'art sur le passage de la compétitivité à la compétitivité durable.

Le Chapitre II. porte sur les modèles et la constitution du cadre conceptuel. Après discussion sur les modèles de compétitivités, une discussion analytique sur le passage au modèle de compétitivité durable est effectuée et le chapitre est clôturé par la présentation du cadre théorique global de la recherche.

Le Chapitre III. Est réservé à la présentation des démarches méthodologiques. Le cadre de recherche, le modèle économétrique qui va servir à l'analyse quantitative est suivi du modèle d'analyse qualitative lequel clôture le chapitre.

La Deuxième Partie est dédiée à la présentation de l'étude empirique. Elle sert à expliquer la chaîne de valeur globale, les différentes analyses effectuées, les résultats obtenus ainsi que les discussions sur les résultats obtenus. La partie est divisée également en trois chapitres.

Le Chapitre IV. Comprend les informations permettant de comprendre le fonctionnement de la chaîne de valeur globale. Y sont exposées les informations sur le produit Cacao, les tendances mondiales, les enjeux ainsi que le cas de la filière cacao impliquant Madagascar.

Le Chapitre V. Comprend les résultats provenant des recherches effectuées. Y sont présentés les résultats empiriques à partir des théories appliquées dans le cas de Madagascar, les remarques provenant de l'étude quantitative c'est-à-dire économétrique effectuée ainsi que ceux provenant de l'étude qualitative. .

Le Chapitre VI. Comprend les discussions afférentes aux résultats trouvés, les recommandations ainsi que les perspectives futures. Après une analyse des résultats obtenus, des recommandations sont faites et une réflexion au sujet d'un modèle intégrateur

PARTIE I : CADRAGE THEORIQUE DE LA RECHERCHE

Cette première partie, comprend les éléments servant au cadrage théorique ainsi qu'à la conception du modèle théorique afin de pouvoir identifier les éléments à mobiliser pour pouvoir analyser scientifiquement le modèle théorique. Ce dernier sera envisagé comme outil de mesure de la croissance économique, d'une part, du fait de l'ouverture indispensable au développement économique et d'autre part comme modèle pour présenter la réalité de manière simplifiée. Ce modèle va se projeter vers le développement durable, afin de servir comme outil d'équilibre permettant d'évaluer les impacts selon des visées responsables. La recherche va ainsi se focaliser sur les modalités de conciliation des concepts ouverture et développement durable afin de pouvoir obtenir un résultat équilibré et efficace pour la compétitivité soutenable, et l'inclusion de Pays Moins Avancés.

L'étude théorique jetant les bases du modèle de compétitivité va ainsi se centrer sur deux objectifs principaux : définir le cadre théorique et conceptuel du modèle d'une part, et identifier la méthode et les matériels à utiliser pour l'analyse permettant d'aller vers la compétitivité soutenable et inclusive, d'autre part.

Le chapitre I. Met en lumière les éléments clés découlant de l'analyse de la littérature et se répartit en trois sections : la première consacrée à l'analyse des deux facettes paradoxales de la globalisation et au cadrage contextuel de l'étude, la seconde servant au rapprochement entre les théories du commerce international et les exigences du contexte du XXIème siècle, et la troisième section analysant le passage de la compétitivité économique vers la compétitivité durable.

Le chapitre II. Explique le cadre conceptuel de la recherche. La première section porte sur l'analyse des modèles de compétitivité et sert à dégager les problèmes ou gaps. La deuxième section présente le modèle conceptuel de recherche et la troisième donne le cadre théorique global de la recherche à partir des éléments identifiés.

Le chapitre III. Présente les démarches méthodologiques servant à la réalisation de l'analyse scientifique. La première section explique le cadre de la recherche, la deuxième section décrit le modèle théorique de l'analyse quantitative et la troisième explique le modèle qualitatif et les démarches qui vont servir à la vérification de hypothèses.

CHAPITRE I – REVUE DE LA LITTÉRATURE

Ce premier chapitre a pour objectif de mettre en lumière les concepts de compétitivité et de développement durable et de faire le point sur l'évolution des théories du commerce international pour pouvoir identifier les limites et les liens possibles ainsi que les limites qui pourraient servir à la conception du modèle envisagé. Ainsi, il est d'abord fait référence aux changements apportés par la globalisation et leurs enjeux ainsi que les possibles défis. La revue de la littérature est progressivement amenée vers un questionnement sur le cas des Pays Moins Avancés objet de l'étude. L'approche analytique est utilisée pour explorer les défis auxquels sont exposés les Pays Moins Avancés. Le chapitre aborde aussi les limites de la compétitivité et du développement durable pour faire le point sur l'aspect à la fois inquiétant et complexe du thème abordé. Cette revue de littérature montre que les recherches qui s'intéressaient essentiellement aux intérêts économiques sont en train de se muer en compétitivité durable timidement. De ce fait, plusieurs défis restent à relever pour arriver à un modèle inclusif en phase avec le développement durable qui ne laisse personne derrière.

Le Chapitre 1. est ainsi réparti en trois sections avec chacune un objectif précis.

- **La première section** : réservée au cadrage théorique de la recherche. Elle met en lumière le paradoxe ouverture et développement durable et ses enjeux pour PMA.
- **La deuxième section** analyse l'évolution des théories du commerce international, et décortique les concepts pour pouvoir dégager les limites et liens possibles entre les concepts d'une part, et la réalité du XXI^{ème} siècle d'autres part.
- **La troisième** questionne sur les liens entre les concepts de compétitivité et de développement durable ainsi que le passage à compétitivité durable.

1.1. Cadrage théorique de la recherche

Le contexte du XXI^{ème} siècle dans lequel s'effectue la présente recherche est marqué par une double facette : celle d'ouverture de frontière pour développer les échanges commerciaux en vue d'acquérir plus de richesses économiques et celle où tout un chacun est invité à la retenue face à l'exploitation des ressources pour songer au futur. C'est ainsi un passage à des actions responsables en vue d'un développement durable. Un paradoxe qui s'invite également dans la littérature scientifique. Le rapprochement effectué entre théories et réalités du XXI^{ème} siècle d'une part, et entre études théoriques et études

empiriques montrant un scénario similaire. Ces points sont développés ci-après à travers une discussion sur le concept de compétitivité, l'exposé du passage de l'ancienne théorie du commerce international vers la nouvelle théorie, et surtout en questionnant sur le comment du passage de la philosophie de la division de travail et de spécialisation d'une production totale à une production partielle par fonctions entre pays et non à l'intérieur du pays. L'analyse de la littérature est ensuite progressivement amenée vers la compétitivité durable avec ancrage sur le cas des PMA intéressant le présent travail de recherche.

1.1.1. Les deux facettes de la globalisation : ouverture versus développement durable

La globalisation est une étape importante au XXIème siècle caractérisée par le développement de la supra-territorialité et de l'interconnexion entre peuples dans un espace géographique plus large qu'est le monde (Aart Scholte, 2002). Sur le plan économique, cette interconnexion se traduit par le développement des échanges commerciaux entre différents pays situés dans différentes zones géographiques mondiales. La globalisation au XXIème siècle comprend ainsi deux facettes paradoxales : l'une dynamique favorisant l'exploitation au maximum les ressources pour développer la compétitivité, et la seconde plus restrictive visant le développement durable par l'adoption d'un comportement responsable pour le bien-être de tous (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016). Ces deux facettes entraînent plusieurs opportunités mais présentent également de nombreux défis notamment pour les Pays Moins Avancés que le présent travail de recherche tente de mettre en exergue.

- La globalisation : une ouverture pour des retombées économiques

Globalisation :

Processus d'interconnexion, d'interdépendance d'un nombre croissant d'acteurs par le monde (entreprises de production de biens et services, consommateurs, citoyens, organisations syndicales, ONG, institutions publiques, financières, politiques, caritatives, culturelles etc.

Fait de considérer un problème dans son ensemble, réunir en un tout, ce qui s'applique à un ensemble qui est pris en bloc, complet, intégral.

Mondialisation :

Fait de devenir mondial, fait de se répandre dans le monde entier, qui s'est déployé géographiquement, à la surface de la terre

L'ouverture des frontières au XXIème siècle résulte des nombreuses négociations menées depuis les temps du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) ou Accords généraux sur les tarifs et le commerce c'est-à-dire après la seconde guerre mondiale. Elle s'est développée davantage depuis la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1994. Les impacts désastreux du protectionnisme instauré avant la guerre et ceux durant la seconde guerre mondiale ont en effet, amené les pays qui avaient opté pour des mesures protectionnistes à se raviser en reprenant les négociations internationales pour redynamiser les échanges. Les mesures de concessions tarifaires c'est-à-dire la baisse de Droit de Douane et l'engagement au maintien des niveaux convenus ont permis d'arriver à cette fin. Ces règles ont été reprises et renforcées par l'annulation des barrières non tarifaires depuis que l'OMC a vu le jour en 1994, se sont étendues à d'autres domaines que les marchandises comme l'agriculture et se sont soldées par la course à l'enrichissement. Par conséquent, une concurrence rude s'est très vite installée sur le terrain globalisé puisque les frontières ont pratiquement disparu et tout pays a pu s'adresser au reste du monde même avec des moyens plus ou moins sophistiqués quel que soit sa position géographique. Cela a été facilité par le développement de moyens de transport, de nouvelles technologies de communication et de nouveaux modes d'investissements dépassant les frontières. La course à la richesse a amené cependant à l'exploitation à fond des ressources pour proposer les meilleures offres sur le marché afin de mieux se positionner par rapport aux concurrents désormais internationaux et provenant de diverses zones géographiques.

Les consommateurs ont désormais droit à des produits variés de différentes origines, avec plusieurs caractéristiques aussi alléchantes les unes que les autres. Par conséquent, ils sont de plus en plus exigeants car disposent de plusieurs options pour satisfaire leurs besoins.

Si tels sont les changements du côté de la demande, pour pouvoir faire face à ces demandes de plus en plus sophistiquées, des efforts pour gagner la course à la compétition voient le jour du côté de l'offre. Donc la concurrence est encore plus rude. Mais la poursuite de la course acharnée pour pouvoir rester sur le terrain face à cette rude concurrence demande

du dynamisme, de la proactivité ou la capacité d'agir vite avec des offres innovantes. L'émulation entre pays pour mieux se positionner par rapport à d'autres devient courante et cela a entraîné le choix et la mise en œuvre de plusieurs facteurs incitatifs par les gouvernants de différents pays comme : **la guerre des prix, la mise en place de normes de plus en plus sophistiquées, la recherche et le développement de nouvelles technologies. D'où la naissance de nouvelles techniques d'écoulement de produits et la naissance de nouveaux acteurs** sur le marché. La globalisation présente ainsi de nombreux enjeux qui sont expliqués ci-après.

- **L'ouverture des frontières avec des retombées économiques tangibles** : Après plusieurs cycles de négociations entre les différentes Nations, les tarifs sont tombés à un tel niveau qu'il est devenu plus aisé d'échanger les produits. Les frontières ont alors pratiquement disparu et les échanges se sont développés grâce aux possibilités d'œuvrer sur un terrain plus large et la possibilité de faire affaire avec un pays qui se trouve en dehors de la frontière à l'autre bout du monde. Toutes les facilitations découlant des règles du commerce international assouplies (abaissement continu et négocié des tarifs douaniers), du développement de moyens de transport et de moyens de communication facilitant les échanges. L'ouverture de l'économie a donné lieu à de nouvelles opportunités qu'il est possible de saisir si l'on fait l'effort nécessaire. Celui qui agit vite est souvent celui qui a l'avantage comparatif en termes d'innovation, une avance sur les autres permettant de gagner en compétitivité. A titre d'exemple, la Chine, a pu augmenter son Produit Intérieur brut par heure et a pu se rapprocher de celui des États Unis « *le 8è décile chinois rejoint le décile américain* » (Carluier, Frederic, Sarzier, & Miguel, 2020). La conséquence selon la littérature est la croissance d'une part, et par voie de conséquence, la baisse de la pauvreté. (Bhagwati & Srinivasan, 2002).
- **Une concurrence plus intense et imparfaite** : la concurrence est plus intense car si elle était limitée sur le plan national auparavant, elle est désormais devenue internationale donc dépassant la frontière. Et depuis lors, les marges de manœuvre pour différents pays sont réduites à cause des calendriers d'abaissement tarifaire et des méthodes innovantes pour faire face aux rivaux voient le jour.

Mais la concurrence n'est plus parfaite car certains participants peuvent sensiblement modifier les conditions d'équilibre (la possibilité de faire de la publicité pour faire orienter vers soi le profit, la possibilité pour les consommateurs de se regrouper pour influencer le

prix sur le plan micro-économique) (Microéconomie, 2020), et même des appuis de certains gouvernants pour faire réussir les affaires des opérateurs locaux sur le plan macro-économique (exemple : les subventions agricoles aux USA, aux pays membres de l'UE (Gérard & Boussard, 2003) ou encore les appuis sur le plan financier par le biais des règles de change ajustées en Chine (Park, Nayyar, & Low, 2013) ; c'est aussi le cas du développement du commerce intra-branche : 66% du commerce de la France avec le Royaume Uni par exemple se faisait par cette voie (Carluer, Frederic, Sarzier, & Miguel, 2020). La concurrence imparfaite fait que l'on peut jouer sur les prix justifiant la nouvelle théorie du commerce international développée par Krugman (Rainelli, 2003).

Une concurrence est dite pure et parfaite lorsque les agents économiques sont rationnels (personne n'a d'influence sur le prix plus importante que les autres, les produits sont homogènes, tout le monde est libre d'accéder au marché, la transparence y règne donc il est possible de réagir s'il y a changement, les facteurs travail et capital sont mobiles constituant les conditions de l'équilibre général sur le marché (Jubaudot, 2021).

- **Des normes plus rigoureuses et la naissance d'un nouveau type d'acteurs à satisfaire :** de nouveaux défis sont à relever pour mériter la place dans le commerce international. Il ne s'agit plus uniquement de répondre aux attentes des clients qui sont déjà de plus en plus sophistiquées, il faut faire face également à un autre type d'acteurs comme la société civile internationale qui exige une certaine traçabilité des produits par des règles spéciales pour la protection des droits des consommateurs, des enfants, et surtout les questions sanitaires et phyto sanitaires. Se présentant sous forme de normes qui sont des règles non obligatoires mais dont le respect facilite l'accès à certains marchés, et aux réglementations techniques qui sont contraignantes et pouvant se présenter sous forme d'étiquetage, la mise à disposition pour les clients des informations sur les composants, les poids etc. restent la référence si l'on veut rester sur le terrain. Ces règles peuvent être conçues pour garantir la santé, la vie des personnes, des animaux et des végétaux sont connues sous l'appellation Obstacle Technique au Commerce pour le premier cas (OTC) (WTO, 2020) et Mesures sanitaires et phyto sanitaires (SPS) (OMC, 2020) dans le second cas. Ces points viennent renforcer l'idée que la compétitivité ne porte pas uniquement sur le prix mais aussi les facteurs hors prix.

Selon la littérature, deux changements majeurs accompagnent cette ouverture : l'apparition de nouveaux acteurs connus sous l'appellation de stakeholders (Bellucci & Manetti, 2019)

et la possibilité de mettre en place des règles dans un pays soit pour se protéger contre les produits concurrents, soit pour le bien-être de la population ou pour mieux faire face à la concurrence internationale. Le rôle joué par les stakeholders et par le gouvernement à travers l'organe qui s'occupe des normes devient important et il y a lieu de noter que ces instances doivent jouer un rôle dynamique pour agir à temps et de manière appropriée. L'intervention pour le bénéfice du pays peut se faire à travers les subventions, la dévaluation (Alexandros & Metaxas, 2016).

- **L'essor de nouvelles technologies et moyens de communication sophistiqués :** la globalisation a aussi amené avec elle une évolution technologique qui a permis d'avoir des coûts de communication plus bas. Il est ainsi possible de changer de mode opératoire car les activités peuvent se faire à distance. Les outils permettent d'échanger avec une vitesse inespérée. C'est par exemple le cas de la digitalisation du commerce ou le e-commerce c'est-à-dire le commerce par la voie électronique. C'est un modèle de vente qui se fait à distance via le moyen technologique (une plateforme fonctionnant avec des logiciels spécifiques) et permettant de réaliser des transactions commerciales en ligne. Il s'agit alors de nouvelles techniques d'écoulement (commerce électronique, commerce numérique) : des modes de fonctionnement qui permettent d'économiser sur le coût des infrastructures immobilières, car pouvant se dérouler derrière un ordinateur. Ces nouvelles technologies permettant d'agir vite et pour ce faire, il faut aussi savoir attirer les clients, avoir des réglementations y afférentes, savoir agir de manière proactive pour pouvoir jouer sur le terrain de la concurrence. Le dynamisme que cela exige se traduit par la génération de nouvelles idées, la mise à jour à temps des informations, la proactivité par la veille informationnelle. La Chine par exemple a pu conquérir le monde et même prendre la place de l'Afrique dans la CVG grâce à son avancée technologique (Park, 2016).
- **De nouvelles approches de production et de commercialisation :** parmi les pratiques courantes se trouvent la délocalisation connue sous le terme « offshoring ». C'est une des stratégies d'internationalisation très en vogue en ce troisième millénaire permettant de séparer la production de la consommation dans le but de faire des économies d'échelles. Essentiellement, la délocalisation se rencontre dans les chaînes de valeur où la partie la moins coûteuse est confiée à des pays où les mains d'œuvre ne sont pas chères (ex : textile, avions etc.). Tout ceci pour pouvoir gagner en compétitivité.
En effet avec la mondialisation, le fait de procéder au déplacement de site de production à l'étranger pour ainsi les réimporter est devenu courant, le terrain ne se limitant pas au

territoire national. Sans définition unanime (Jans et al., 2006) mais défini comme la relocalisation de ces capacités à l'étranger, les unités de production pouvant appartenir à la maison mère à des fournisseurs extérieurs, la délocalisation consiste donc, pour une entreprise à transférer tout ou partie de ses activités et donc de facteurs de production dans un autre territoire. L'idée étant la recherche d'un avantage compétitif en termes de coûts de facteur (marché amont), ou de débouchés à la production réalisée (marché en aval).

Il y a donc séparation entre lieu de production et de consommation. Dans le premier cas, la fermeture d'une unité nationale et l'ouverture d'une unité de production à l'étranger et dans le second cas, l'écoulement de produits sur les marchés les plus porteurs y compris en les réimportant sur un marché national à fort pouvoir d'achat. Le paradoxe ici, c'est que d'une part, on cherche à gagner un peu plus en coût de production (au risque de désindustrialiser le pays d'origine et d'exporter des emplois) et de l'autre côté à gagner en termes de vente (que ce soit en termes de volume –car sur une étendue géographique plus large –mais aussi en termes de valeur – là où il y a plus de pouvoir d'achat.

Il en résulte la possibilité de fragmenter la production, la possibilité de faire déplacer les hommes et le capital ainsi que le savoir-faire. La capacité à explorer les atouts géographiques qui demande aussi du dynamisme.

Les éléments développés précédemment, permettent de déduire que le contexte du XXI^{ème} siècle apporte un lot de développement, de nouveaux moyens technologiques permettant la communication moins coûteuse et plus rapide, la possibilité de changer de mode de travail : il est donc marqué par plusieurs changements qui demandent de **nouvelles manières de travailler plus dynamiques et proactives**. Ce qui fait que les **conditions de concurrences pures et parfaites** ne sont plus respectées : chacun faisant le nécessaire pour réussir mieux que les autres. D'ailleurs, le prix ne se régule pas d'office (comme le prévoyait Adam Smith car les règles de jeu ont changé), les **jeux peuvent porter sur d'autres facteurs que le prix** aussi. C'est le cas de la différenciation des produits c'est-à-dire la proposition au marché des offres qui se distinguent des autres (Vujisic, 2013)

Parmi les enjeux, figure l'apparition de la relation verticale pas seulement au niveau national mais dépassant ce cadre ce qui fait que **ce qui se passe au niveau international peut impacter le local**. C'est ce qui explique le cas de la participation de la Chine dans la Chaîne de valeur globale qui a entraîné des activités sur le plan national et dans les pays voisins (Park, 2016). Des interventions peuvent être faites pour influencer le prix et le mode de travail à distance est aussi possible ce qui **permet de mobiliser le Capital, le**

travail et la main d'œuvre. Mais la course à l'enrichissement et les outils technologiques, donnent lieu à la surexploitation des ressources. Par conséquent, en accumulant de la richesse, les entités peuvent créer aussi des problèmes sur l'environnement : soit par la destruction de la nature, soit par la pollution (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016). C'est ainsi que des mesures pour atténuer les dégâts sont envisagées.

La littérature montre deux visions contradictoires au sujet de la mondialisation et par voie de conséquence l'ouverture : celle qui trouve qu'elle est bénéfique puisqu'elle permet d'avoir de la croissance et réduire la pauvreté (Dollar & Kraay, 2004) (Bhagwati & Srinivasan, 2002; Rodrik, 2008) mais il y en a qui hésitent et qui pensent que ce n'est plus le cas et d'autres qui suggèrent une vérification (David, 1982) (Rainelli, 2013). Si tels sont les enjeux sur le plan économique, qu'en est-il sur le plan social et environnemental ?

- La globalisation : une ouverture avec appel à modération pour un Développement Durable

La course à la concurrence a entraîné l'exploitation des ressources à fond dans les Pays Développés d'abord et par effet d'entraînement, dans les Pays en Développement. Et à partir du constat des effets sur l'environnement des activités humaines ainsi que l'écart qui ne cesse de se creuser entre riches et pauvres, l'idée de programme de développement durable a germé. En effet, la croissance économique a bien rendu meilleure la vie des pauvres dans les pays riches mais pas dans le monde entier (Tietenberg & Lewis, 2016).

Le développement durable destiné à *satisfaire les besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures de répondre aux leurs* ». (*"sustainable development is development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their needs"* (CMED, 1987) (Carter, D.S, & Rogers, 2008). Il invite à lutter contre l'épuisement des ressources pour éviter que les générations n'aient à faire face à des crises.

C'est un développement cherchant une meilleure qualité de vie pour le hommes, dans la d durée, la diversité de la terre c'est-à-dire avec étalé dans le temps. Cette notion jugée impossible est pourtant réalisable. Et nombreux sont ceux qui pensent que c'est la seule option qui s'offre à nous (UICN, WWF, & PNUE, 1980)

Inscrit dans le rapport de 1987 de la commission mondiale pour l'environnement et le développement et né à Rio, c'est à Rio en 1992 que l'ensemble de principes dans la

Déclaration de Rio a été adoptée. Une autre conférence a eu lieu au Brésil en 2012 nommé Rio +20 pour réaffirmer l'engagement politique en faveur du développement durable.

Historiquement, l'idée est bien plus ancienne et à ses débuts dans les années 1960 sur les questions de l'environnement, puis les problèmes démographiques (1972), passant par les remises en question de l'inégalité (1974) où durant un colloque les sources des problèmes touchant le monde ont été débattus et peut se résumer selon comme suit selon les écrits (Berr, 2009)

Tableau 1. Historique des préoccupations environnementales

1960 Intérêt pour l'environnement
1972 Rapport Meadows : stop croissance population et croissance
1972 Conférence des Nations Unies Stockholm
1974 Déclaration de Cocoyoc (Mexique) 1974 : colloque experts, PNUD, CNUCED : problème mauvaise répartition (et non pénurie), mauvaise utilisation sur le plan économique, tâche de l'État : faire respecter limites interne et externe, les êtres humains ont des besoins fondamentaux : aliments, logements, vêtement, santé , éducation, tout processus de croissance qui n'amène pas leur satisfaction ou qui contrarie est un travestissement de l'idée de développement, nous avons tous besoin de redéfinir objectif, de nouvelles stratégies de développement, de nouveaux modes d'investissement et notamment , parmi les riches ,modes de consommation plus modernes (PNUE, 2002, p. 7 ;PNUE -CNUCED, 1974)
Radical : lutter contre sous-développement en arrêtant le sur développement - entraine enthousiasme
Prolongé par rapport de la Fondation Dag Hammarskjöld (1975) et la création de la fondation FIPAD
Colère des USA qui demande au PNUE : dépollution, marginalisation économique, développement et place développement soutenable
1992 Le sommet de la terre à Rio : adoption Agenda 21
2002 sommet mondial sur le Développement Durable à Johannesburg confirme approche (soutenabilité légère)

Source : (Berr, 2009)

Les pays moins industrialisés ayant besoin d'élever le niveau de vie avec peu de moyens et sans pouvoir mener le même chemin que les pays de niveaux avancés. Pourtant les deux ont intérêt à aller vers la modération car il est prouvé que la pauvreté est aussi une menace

pour l'environnement. Par exemple, à Madagascar, la déforestation due à la coupe exagérée du bois soit pour la survie des moins nantis, soit pour s'enrichir côté des spéculateurs (cas des coupes illicites de bois de rose) a eu des impacts sur le climat et sur l'économie. C'est ainsi que riches et moins riches se sont concertés pour bien être commun, qui a donné lieu à la signature de l'Accord de Paris pour le changement climatique en 2015.

Plusieurs points démontrent ce choix de modération en commerce international : la considération des intérêts de la génération présente et future, des actions plus soucieuses de l'environnement, la prise de responsabilité face aux inégalités sociales, la considération des spécificités territoriales et culturelles.

Il a été reconnu que le commerce international est un des domaines où le développement durable est appliqué. L'OMC, qui est l'instance mondiale régissant le commerce mondial est d'ailleurs largement impliquée dans ces questions. Dans l'Accord de Marrakech¹ déjà, l'OMC qui a vu le jour en 1995 a déjà prévu dans son préambule l'engagement en faveur de l'objectif du développement durable.

Plusieurs règles de l'OMC prévoient d'ailleurs des mesures en faveur de l'économie verte comme les prescriptions environnementale qui ont pour but d'améliorer l'utilisation des ressources et de réduire la pollution. Souvent utilisés par les pays développés et les PED, il y a par exemple les normes volontaires ou obligatoires, les règles d'étiquetage et des procédures d'évaluation de conformité. C'est l'accord connu sous l'appellation OTC (Obstacle Technique au Commerce).

L'Accord sur les marchés publics favorise la consommation et les produits durables à travers les marchés publics : avec les marchés publics respectueux de l'environnement, il y a par exemple la possibilité d'encourager l'achat de biens et services écologiques.

L'accord sur le subventions et mesures compensatoires favorise le développement de déploiement de technologies respectueuses de l'environnement par le biais par exemple des Recherches et Développement, les aides fiscales, mesures en faveur de prix et d'investissement.

¹ Accord de Marrakech : c'est l'Accord Instituant la mise en place de l'OMC décidé au Maroc en 1994 dont la mise en œuvre a eu lieu en 199

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce permet d'internaliser les coûts environnementaux (ex : dans le cas de gaz à effet de serre) via par exemple les taxes environnementales, système d'échange de droit.

L'effort est visible aussi dans les différents pays, c'est ainsi que :

La plupart des gouvernements ont des programmes de soutien aussi bien dans les Pays Développés que dans les Pays en Développement. Différentes formes possibles : aide financière sous forme de subvention, crédits préférentiels ou garanties de prêts. Il y a également le traitement fiscal préférentiel ou mesure de soutien des prix tels que les tarifs de rachat (prix minimal réglementé pays pour l'énergie renouvelable injectée dans le réseau électrique national par des producteurs privés indépendants).

Le soutien public destiné aux biens et technologie non polluants qui peut avoir un effet sur le prix et production. Il réduit le coût de production donc le prix. Le besoin de protection manifesté du côté des consommateurs a motivé l'apparition de nouveaux acteurs qui jouent en faveur de Développement Durable

Le besoin de protection manifesté du côté des consommateurs a motivé l'apparition de nouveaux acteurs qui jouent en faveur de Développement Durable : le Développement durable a été vu comme « environnementalisme » au départ, et son aspect économique a été développé à partir du concept de « triple Bottom line » (Elkington, 1998) et depuis le développement durable est travaillée sous les trois dimensions : économique, social et environnemental (Park et al. 2013).

Bien que les clients les plus exigeants se trouvent dans les Pays Développés, les Pays Moins Avancés n'en sont pas épargnés car avec l'ouverture des frontières, les relations de ces Pays Moins Avancés se font avec ceux des pays plus avancés où les règles sont bien en avance. Ceci est d'autant plus courant depuis l'instauration des divisions internationales du travail via la chaîne de valeur globale (Park, Nayyar, Low 2013).

De nouveaux modes de fonctionnement : actions dans le sens de responsabilité sociétale avec intervention du Gouvernement : Les moyens et les besoins ayant changé, des comportements plus responsables étant exigés. Des normes plus rigoureuses pour la protection de la vie, de la santé des hommes, des animaux et des végétaux : déjà sur les produits alimentaires, mais en plus il y a d'autres normes comme celles empêchant le travail des enfants, la traçabilité pour donner l'assurance aux consommateurs quant aux conditions de production dans les pays d'origine des produits.

Si auparavant, les entités devaient s'occuper de leurs actionnaires (puisqu' il faut accumuler de la richesse), de leurs employés (qui vont assurer le travail), et de leurs clients (dont la satisfaction de besoin va garantir le marché et par conséquent les profits). Désormais il y a lieu de faire face à de nouveaux acteurs dont les actions peuvent aider ou nuire au développement des activités. Le 21^{ème} siècle fait apparaître ainsi de nouveaux acteurs puissants dont la considération peut jouer sur l'avenir : **les stakeholders**.

Se trouvant aux côtés des parties prenantes traditionnelles (employés, fournisseurs etc.), ces autres parties prenantes qui sont structurées en association ou en ONG défendent des causes spécifiques. Il peut s'agir de la protection de l'environnement (par exemple GREENPEACE ou WWF, World Wildlife Fund) ou de défense de certaines catégories sociales (la protection des consommateurs, les actions contre le travail des enfants, la lutte contre le racisme ou pour l'égalité homme-femme, la lutte contre l'abus du tabac, etc.).

Ces parties prenantes émergentes, dont l'influence a été grandissante au cours des années, sont actuellement plutôt en rapport de force avec l'entreprise, car l'activité et l'attitude des entreprises ont une influence déterminante sur l'évolution de leur cause. A travers des activités médiatiques, de attaques juridiques ou des partenariats contractuels, elles remettent en cause la légitimité de l'entreprise à fonctionner (en anglais : « licence to operate » - terme auxquelles les ONG font souvent appel) si celle-ci n'accorde pas une attention suffisante aux aspects sociétaux et environnementaux de son activité.

En somme, le XXI^{ème} siècle est le théâtre d'un débat face à l'excès dans l'exploitation des ressources. Avec le développement durable, l'idée qui fait le consensus est la considération des impacts sur le plan social et environnemental. La théorie du « Triple Bottom line » appliquée en stratégie (STRATEGOR) semble avoir tout son sens ici et comme l'idée est de créer un modèle pour pouvoir évaluer les effets sur le plan économique social et environnemental, il est important d'avoir un modèle avec des variables dans ce sens. C'est aussi le cas de la théorie de partie prenante utilisée en Stratégie (Fernandez, 2021) et en organisation (Pesqueux, 2017). Les objectifs du développement durable prévoient d'ailleurs la collaboration via l'idée de partenariat pour le développement (ODD 17).

Mais comme toute arme à double tranchant, ces actions bien que destinées à protéger l'environnement, ne sont pas forcément bénéfiques pour tous. D'où les enjeux positifs et négatifs selon différentes catégories des pays : les Pays Développés et émergents qui en profitent, et d'autres, qui, en pâtissent : c'est le cas des PMA que nous présentons ci-après.

1.1.2. La globalisation et ses défis pour les Pays Moins Avancés (PMA)

La globalisation a donné naissance à plusieurs opportunités ainsi que des défis. Les PMA ont du mal à tirer profit des opportunités engendrées par la globalisation puisque cela demande des moyens financiers qui, malheureusement, ne sont pas à la portée de ces derniers. Les PMA ont plusieurs défis à relever car, selon la CNUCED (Conférences des Nations Unies pour le Commerce et le Développement), ils ont des conditions de vie moins favorables que celles des autres pays en développement. Les statistiques du Cadre Intégré Renforcé (CIR) qui est une instance au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et qui s'occupe des questions de PMA confirment ces dires. En effet, les 52,8% de la population des PMA **n'ont pas accès à l'électricité et à l'intérieur même du groupe de pays en développement, de forts écarts entre les membres subsistent. Par exemple, la part de marché de la Malaisie est de 38,6% et celle des Philippines 36,2% soit plus de 30 fois celle de la majorité des PMA. Et, seuls** trois quart (3/4) de la Population de PMA ont une bande de couverture pour mobile, et uniquement le quart (1/4) ont accès internet (World Economic Forum). Par conséquent, les pays émergents (comme l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud) et ceux qui sont non émergents (comme Madagascar, Côte d'Ivoire.), bien que classifiés comme Pays en Développement, n'ont pas les mêmes possibilités d'agir sur le marché puisque de forts écarts existent entre eux en termes d'accès à l'eau, à l'électricité, ainsi qu'aux technologies d'information et de communications. Le fait de les considérer dans un même bloc, pourrait ainsi créer une confusion et fausser les résultats. C'est pourquoi, au sein des Nations Unies, une segmentation selon plusieurs critères est effectuée pour considérer un Pays comme PMA ou pour pouvoir l'exclure de cette catégorie (UNCTAD, 2019). Les facteurs pris en considération par les Nations Unies sont le revenu par habitant, le capital humain ainsi que la vulnérabilité économique et permettent de différencier les deux catégories de pays figurant dans la liste des Pays en Développement. Le tableau suivant présente les indicateurs composants chacun de ces facteurs et qui sont ainsi utilisés dans les analyses sur le terrain

Tableau 2. Critères pour la classification dans la catégorie PMA

Revenu par habitant : il s'agit de moyenne de Revenu National Brut sur trois ans avec un seuil de 1025 dollars (pour être ajouté dans la liste des PMA) et 1230 dollars (pour être retiré de la liste).

Capital humain : indice composite (indice du capital humain) basé sur les indicateurs suivants : nutrition (% de la population sous-alimentée), mortalité infantile (nombre d'enfants morts avant l'âge de 5 ans pour 1000 naissances vivantes), mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes), scolarisation (taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire) et alphabétisation (taux d'alphabétisation des adultes).

Critère de vulnérabilité économique : indice composite (indice de vulnérabilité économique) basé sur les indicateurs suivants : chocs naturels (indice d'instabilité de la production agricole, part de la population victime de catastrophes naturelles, chocs commerciaux (indice d'instabilité des exportations de biens et services), exposition physique aux chocs (part de population vivant dans des zones de faible élévation), exposition économique aux chocs (part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le produit intérieur brut, et indice de concentration des exportations de marchandises), petite dimension économique (taille population en logarithme) et éloignement économique (indice d'éloignement).

Source : (CNUCED, 2019)

Les Pays en Développement sont par conséquent composés de pays plus nantis et disposant de forts moyens de production : c'est le cas des pays émergents comme la Chine, l'Inde, et des pays moins nantis comme Madagascar, Bénin, Mali etc. Ces derniers, se trouvent dans une situation précaire sur le plan économique et non économiques, et sont également plus vulnérables face aux chocs extérieurs. D'où l'utilité de mener des recherches de façon segmentée pour pouvoir bien comprendre la situation dans laquelle se trouvent ces pays. Mais le problème est que dans la littérature scientifique, plusieurs travaux de recherche qui traitent les questions de compétitivité considèrent les Pays en Développement comme un seul bloc. C'est par exemple le cas des travaux empiriques traitant des indicateurs ou des causes de la pauvreté où les conclusions sont pour les Pays en développement en général (Herciu & Mauricio, 2017), (Rudra & Tirone, 2017) or compte-tenu des statistiques présentées plus haut, ces pays ne vivent pas dans les mêmes conditions donc n'ont pas la même force face à des problèmes similaires

C'est pourquoi une analyse spécifique sur le cas des PMA est nécessaire puisque les pays de niveau avancé dans la catégorie de PED n'agiraient pas de la même manière face à un même problème qu'un PMA et par conséquent, ils n'auraient pas les mêmes résultats. A titre d'exemple : un pays comme la Chine qui dispose de plus de moyen pour la production pour travailler la terre que Madagascar n'aurait pas le même rendement que ce dernier pour une même superficie de terrain. Par ailleurs, sur le plan technologique et facilités y afférentes, si le premier dispose d'un accès à internet à moindre coût, ce n'est pas la même situation à Madagascar où le coût est plus cher, donc la réactivité face à un problème ne serait pas la même alors que la globalisation nécessite une réactivité rapide pour gagner en compétition. C'est pour cela que des règles spéciales sont prévues à l'Organisation Mondiale du Commerce pour les Pays en Développement en général et pour les PMA en particulier c'est-à-dire le Traitement Spécial et Différencié (TSD). Les 2/3 des membres de l'Organisation Mondiale du Commerce étant des Pays en Développement (PED) qui jouissent des règles de Traitement Spécial et Différencié (TSD).

Grâce au TSD, ils peuvent avoir une durée plus longue pour la mise en œuvre des mesures décidées, une Assistance Technique et un Transfert de Compétence. Les PMA sont régis par des règles davantage plus souples et peuvent aussi bénéficier de faveurs provenant des PED de niveau plus avancé à travers la clause d'habilitation. Cela se traduit par une durée plus longue pour la mise en œuvre de règles, un peu plus de flexibilité sur le contenu même des règles et une assistance technique en cas de problème. En somme, la classification des Nations Unies utilisée à l'OMC sert à prendre en considération la vulnérabilité des PMA.

Malgré cela, le constat est que sur le terrain, les PMA doivent faire face à la compétition sur un même pied d'égalité que les pays riches en contexte de globalisation. Par conséquent, s'il y a des normes exigées par les Pays Développés, les exportateurs provenant des PMA doivent les respecter, même si la norme dans la définition de l'OMC n'est pas obligatoire, sinon leurs produits sont refoulés. C'est le cas par exemple de l'exigence de l'absence de travail d'enfants, la traçabilité des produits pour donner la garantie aux clients des pays développés sur les conditions de fabrication du produit. Des pays comme Bangladesh ont déjà vécu une fermeture totale des usines du fait de non-respect de ces normes. L'ouverture du marché entraîne ainsi plusieurs enjeux côté PMA qu'il faudrait prendre en considération.

Enjeux de l'ouverture des marchés pour les PMA

L'ouverture des marchés présente plusieurs enjeux pour la catégorie pauvres des PED pour ou encore pour les PMA. Parmi les enjeux positifs, il y a le développement de l'échange avec d'autres pays puisque « les pays jouissent de la réduction ou de l'anéantissement des barrières au commerce entre eux (Magnusson, 2003). Les PMA peuvent s'adresser à des pays plus éloignés soit par le biais de la **participation à des chaînes de valeur globales** en s'occupant des parties qui sont à leur portée soit en bénéficiant des délocalisations, soit en profitant des externalisations de services effectuées par les pays riches (exemple : le coût de la main d'œuvre malagasy étant bon marché, plusieurs marques internationales ont délocalisé les entreprises en zone franche à Madagascar, de même pour les services de la comptabilisation ou de la saisie (externalisation effectuée par exemple) ou les call center (appel téléphonique se déroulant à partir de Madagascar vers les pays développés).

Il est aussi possible d'accéder à **des technologies, des produits et machines à prix compétitifs** ; et de **participer au commerce international à travers la nouvelle technologie pour coopérer comme par exemple en termes d'instauration des règles**.

Cependant, plusieurs aspects négatifs sont aussi engendrés par la globalisation au niveau des Pays moins avancés. Ces derniers devant surmonter plusieurs défis comme celui d'affronter la compétition internationale avec peu de moyens, et cela peut nuire au dynamisme nécessaire face à la rude concurrence. La proactivité figure par parmi le grand défi à relever puisque les moyens leur font défaut. Les PMA devant faire face à une compétition où l'innovation est le maître mot, ils ont besoin d'**apprentissage, de moyens et de veilles informationnelles** : ce qui n'est pas à leur portée ; sur le terrain, il y a lieu également de se différencier (**compétitivité hors prix**), de faire face également aux jeux sur prix (**concurrence imparfaite**), de répondre aux attentes de plus en plus exigeantes en terme de norme or le coût pour arriver à des standards de qualité qui sont chers et demandent des investissements.

Sur les questions de subvention, les PMA n'ont pas la possibilité de subventionner leurs producteurs puisque leurs moyens financiers sont restreints et pourtant les pays avec lesquels ils travaillent s'adonnent à fond à ces pratiques. L'argument de l'OMC selon lequel les exportateurs des autres pays peuvent avoir du mal à soutenir la concurrence dans les pays qui subventionnent ou bien les exportations des pays qui subventionnent peuvent être plus compétitives à l'étranger (OMC, 2011), se trouve justifié aussi dans le cas des

PMA. En effet, ils n'ont pas de moyens financiers suffisants et ont du mal à s'adonner à de telles pratiques et devraient donc en subir les conséquences. Le cas s'est déjà rencontré au Mali, Benin, Tchad et Burkina Faso qui ont dû créer un groupe spécial pour pouvoir défendre leur cause dans le cas du Coton auprès de l'OMC, car les paysans n'arrivaient plus à exporter leurs produits du fait des subventions accordées aux planteurs américains ou trouver d'autres voies (coopération) (OMC, 2005)

Les normes concernant l'abolition du travail des enfants est un autre défi car dans les pays moins avancés où la main d'œuvre abonde, celle qui est bon marché est la main d'œuvre constituée d'enfants. Ces derniers sont cependant privés du droit fondamental à l'éducation s'ils travaillent dès le bas âge selon les règles internationales. C'est aussi le cas des normes touchant l'environnement. Les ressources devenant de plus en plus rares, une attention particulière est apportée par la société civile (nouveaux acteurs à respecter) à ce sujet. Les ressources naturelles étant exploitées par les ménages sans considération du futur mais aussi par certaines multinationales sans scrupule. En effet, avec le développement des activités, les multinationales font de plus en plus usage de ressources comme l'eau (un bien commun qui se raréfie et qui est privatisé au service de ces grandes entreprises). Certains pays se voient ainsi face à la raréfaction des ressources forestières aussi à cause du développement d'autres activités comme le cas des forêts amazoniennes et le développement du soja. Les sociétés civiles tirent les sonnettes d'alarme et se font entendre raison grâce à plusieurs revendications pointant du doigt les impacts sur l'environnement. C'est ce qui donne lieu à des normes environnementales que ce soit face aux pollutions, à la raréfaction des forêts empêchant la pluie et favorisant le réchauffement climatique.

La littérature montre que **les interventions de l'État** sont ainsi de plus en plus courantes au XXI^{ème} siècle : c'est le cas par exemple sur les interventions en matière de politiques financières dans les pays émergents comme la Chine (plusieurs moyens sont mobilisés comme l'idée de garder le taux bas, la réinstauration des interventions sous la forme de subvention sur les produits agricoles (cas de l'UE et des USA) (Sen 2006). Les PMA n'ont pas la possibilité de faire ces interventions faute de moyens. Tout ceci démontre que la concurrence n'est plus parfaite, des actions pouvant impacter sur les prix sont courantes. La question se pose du côté des Pays Moins Avancés qui roulent toujours sous la houlette des conditions de concurrence parfaite (Sen, 2010) D'ailleurs pour ceux qui vivent plutôt des aides, quels appuis peuvent-ils apporter aux entités pour faire face à de telles concurrences ?

De la difficulté à accéder aux opportunités économiques découlant du non-économique

Depuis la signature de l'Accord de Paris, plusieurs pays membres des Nations Unies se sont engagés à prendre des mesures pour protéger l'environnement et instaurer ainsi des mesures sur le plan national pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable.

Ces mesures exigent des prises de responsabilité face à l'environnement et créent aussi de nouvelles opportunités d'affaires notamment la création de moyens de travail plus écologiques, plus respectueux de l'environnement (voiture électrique, four solaire etc.). Les PMA ont besoin de transfert de compétence provenant des pays plus avancés donc il faut du temps souvent le savoir-faire y afférent est breveté donc payant : ce qui est assez difficile d'accès notamment

Rentrer dans un terrain où le développement durable est porteur mais pour ceux qui savent innover et qui ont des moyens

Malgré les vœux pieux pour un monde plus juste, le développement durable est aussi un moyen qui permet aux riches de s'imposer davantage sur le marché grâce à l'innovation où ils sont prêts à investir des sommes faramineuses et qui leur fait gagner de nouveaux marchés par le biais de brevetage des savoirs, qui leur permet de vendre non seulement des produits mais aussi d'exploiter le savoir qui en est l'origine. Les pays développés et certains pays en voie de développement classés dans la catégorie des émergents ont une longueur d'avance sur les pays moins avancés sur les questions d'innovation notamment technologiques se pose alors la question, comment un pays moins avancé peut-il développer ces innovations car c'est aussi un gage pour une meilleure compétitivité ?

Comblé le fossé malgré des visées plus humanitaires pour le bien-être de tous

Les mesures axées sur le développement durable sont aussi nécessaires en vue de la pérennisation des activités car les écarts entre riches et pauvres ne cessent de s'amplifier et c'est une garantie de prise de responsabilité pour que les écarts soient réduits et qu'il y ait plus d'éthique dans les affaires. Les conditions de développement deviennent alors des conditions pour assurer l'inclusion pour le bien-être de tous. Ce point a déjà été soulevé dans la déclaration de Cocoyoc (Mexique) de 1974 (cf. Tableau Eric Berr 2009 plus haut).

Il sied de noter que l'effort effectué en termes de développement durable peut être payant à long terme. Et ceux qui ont une longueur d'avance sont déjà en train de jouir de ces impacts. C'est le cas des pays développés où des réglementations sont déjà présentes et qui

donc sont en train de les appliquer suite aux actions de la société civile. Dans les Pays Moins Avancés ce n'est pas encore le cas. La question se pose donc du côté des Pays Moins Avancés

En somme, le contexte du XXIème siècle a apporté un changement radical dans le mode de fonctionnement de l'économie grâce à des moyens plus sophistiqués et des approches permettant d'économiser davantage sur les coûts et la détection de moyens servant à augmenter les profits. Mais à côté, a conscientisé le monde sur l'existence d'impact dévastateur de la recherche acharnée de profit, ce qui a poussé à la mise en place de quelques balises pour plus d'équité dans le temps et dans l'espace en considérant les intérêts des générations présentes et futures. Mais entre un langage promoteur et la réalité vécue sur le terrain, le fait est que **les Pays Moins Avancés pour le moment, restent des spectateurs** puisque le concept est assez nouveau mais ils sont déjà en train de subir les conséquences du fait de la globalisation. Par conséquent, les mesures exigées par les protecteurs des droits des consommateurs dans les pays développés s'appliquent localement dans les Pays Moins Avancés même si leur réglementation nationale n'en fait pas une priorité. C'est le cas du travail des enfants qui peut faire perdre des marchés internationaux.

Si tels sont les changements amenés par la globalisation et l'instauration des mesures pour le développement durable, comment la globalisation et les cas des Pays Moins Avancés sont-ils abordés dans les théories du commerce international ? La section suivante traite du lien ces questions pour pouvoir identifier les limites.

1.2. Les théories du commerce international versus la réalité du XXIème siècle

Historiquement, les théories qui traitent les échanges entre les Nations et qui se soucient de la richesse des Nations ont évolué avec le temps. Partant du mercantilisme au 16^{ème} siècle et passant aux physiocrates au 17^{ème} siècle, elles font l'objet d'une remise en question au 18^{ème} siècle grâce aux travaux de Adam Smith que Ricardo complète et améliore au 19^{ème} siècle. Une nouvelle remise en question apparaît au XXème siècle à partir de 1970 quand la nouvelle théorie du commerce international de Krugman voit le jour.

Dans le présent travail de recherche, les anciennes et la nouvelle théorie du commerce international sont confrontées à la réalité du XXIème siècle, en s'interrogeant sur le cas des PMA, pour faire la lumière sur le fond de la pensée, les limites et pistes explorables.

La chaîne de valeur globale qui est une forme de coopération entre pays que la littérature considère comme voie est utilisée pour mieux comprendre le cas de PMA.

1.2.1. Les anciennes théories du commerce international

Les anciennes théories du commerce international trouvent leur racine dans les travaux de Adam Smith. D'abord initiées à travers les théories classiques lesquelles ont évolué en théories néo-classiques, elles reposent sur les conditions de concurrence pure et parfaite. Les sous-sections suivantes sont consacrées à la présentation et à l'analyse de ces théories par rapport à la réalité du XXIème siècle pour pouvoir comprendre l'esprit qui les sous-tendent et comprendre dans quelle mesure elles sont d'actualité ou dépassées par la réalité.

- *Les théories classiques*

Sont classées dans la catégorie de théories classiques : la théorie de l'Avantage Absolu (1723-1790) de Adam Smith et la théorie de l'Avantage comparatif (1772-1823) de Ricardo. Ces théories ont pour point commun l'appel à la spécialisation et à l'ouverture des échanges et ont pour mérite de montrer des pistes sur les moyens permettant de faire progresser les Nations dans le cadre de l'Économie Internationale.

Adam Smith dans son ouvrage intitulé : « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations » stipule que l'une des causes de la richesse des Nations est la Division du Travail. Dans cet ouvrage, il défend l'idée que le prix n'a pas besoin d'intervention parce qu'il s'autorégule grâce à une main invisible (Smith., 1776). Il avait identifié également plusieurs pistes pouvant jouer en faveur d'une Nation. A ce sujet, sa recherche porte sur le rôle du gouvernement en tant que protecteur. Il cite entre autres rôles celui de favoriser les industries (face à la guerre), la protection des salariés quand ils ont moins de pouvoir de négociation face aux employeurs, le fait de veiller à la probité des banques, de délivrer les brevets, de protéger les nouvelles industries jusqu'à ce qu'elles soient solides, de plafonner le taux d'intérêt, de lutter contre la maladie, d'établir les normes de l'éducation et de fournir les distractions publiques. Il suggère également de plafonner les profits puisqu'il est possible d'avoir de gros profits et de gros salaires.

Ses mises en garde contre certaines pratiques sont aussi mises en avant et font appel à l'éthique. En effet, selon son analyse, le danger provient de la présence de capitalistes qui dupent le gouvernement pour qu'il lui accorde des faveurs. Son constat durant l'ère mercantiliste est que les gros capitalistes avaient assez de pouvoir pour pousser à des lois établissant les subventions et les Droits de douane protecteurs qui leur assuraient de gros

profits. Mis à part ses analyses sur le mercantilisme, ce qui démarque le travail d'Adam Smith est la théorie de l'Avantage Absolu. Celle-ci étant la piste qu'il a proposée pour pouvoir tirer profit des échanges avec une autre Nation. Cette théorie étant est la base de la théorie du commerce internationale sera analysée dans le cadre de ce travail de recherche. Elle sera complétée par celle développée par Ricardo puisque certaines limites de cette théorie ont été comblées par la théorie développée par Ricardo.

David Ricardo (1812-1823) dans son ouvrage portant sur les principes de l'économie politique et de l'impôt (Ricardo, 1817) avait développé l'idée selon laquelle un objet provenant d'un pays était échangé avec un objet provenant d'un autre pays en proportion du travail ayant servi à leur fabrication. Il s'agit en effet, d'échange de travail contre du travail. Pour lui, un pays peut profiter du libre-échange en se spécialisant là où il est le moins désavantagé. La théorie de l'Avantage comparatif développée par Ricardo au XIX^{ème} siècle conforte l'idée développée par Adam Smith et répond à certaines limites rencontrées dans la théorie développée par ce dernier.

Les sous-sections suivantes sont consacrées à l'analyse de ces anciennes théories par rapport aux réalités du XXI^{ème} siècle pour comprendre dans quelle mesure elles sont d'actualité et leurs limites face au contexte du XXI^{ème} siècle et face au cas des PMA.

➤ **La théorie de l'Avantage Absolu (Adam Smith)**

La théorie de l'Avantage absolu est le fruit du travail de Adam Smith qui est connu comme étant le Père de l'économie internationale. Sa logique met fin à la pensée qui dominait à l'ère du mercantilisme entre 1500 et 1700. A titre de rappel, le mercantilisme considère le commerce comme un jeu à somme nulle c'est-à-dire que le gain d'un pays est la perte de l'autre (George I. et al, 2016) mais Adam Smith se positionne contre à travers la théorie de l'Avantage absolu, et défend l'idée que différents pays ont des forces et faiblesses et devraient donc échanger les produits là où ils excellent et tous peuvent gagner si chacun se spécialise dans le domaine où il a un avantage absolu. Le commerce international est ainsi selon ses explications, un jeu où tous peuvent gagner à condition de se partager les tâches et de se spécialiser. Ce courant de pensée était en vogue au XVIII^{ème} Siècle et mettait en avant l'idée selon laquelle, la richesse provenait de la croissance économique. Elle était conditionnée par l'instauration de la division du travail, de la spécialisation (Greonire & Chambery, 2007). Pour Adam Smith, les pays devraient produire autant de marchandises qu'ils sont en mesure de produire mieux que les autres pays.

Le rapprochement de cette théorie avec la réalité du XXIème siècle montre la présence de certains points de ressemblances. C'est le cas par exemple de la délocalisation d'une partie de la chaîne de valeur qui fait appel à la division du travail et à la spécialisation. Mais la différence repose sur le fait que la délocalisation, notamment dans le cas de chaîne de valeur, consiste à partager la partie de la production entre pays donc entraîne une fragmentation de la production. Par conséquent, il n'y a plus question d'avantage absolu sur une production entière mais plutôt de fragmentation des fonctions entre différents emplacements géographiques. Donc un même produit sera travaillé à différents endroits pour minimiser le coût. Et cela est très courant depuis le développement des chaînes de valeur globale. La spécialisation est toujours présente mais par tâche ainsi la production d'un même produit revient à plusieurs producteurs situés à différents emplacements géographiques. Ainsi, la valeur ajoutée concerne plusieurs pays mais à des niveaux d'importance différents.

La spécialisation est ainsi plutôt partielle sur une production Et elle aussi dynamique c'est-à-dire qu'avec le transfert de technologie, le savoir-faire peut être transféré d'un territoire vers un autre donnant la possibilité à celui qui en reçoit, d'aller plus loin.

Le constat qui peut être fait sur l'idée de Adam Smith est qu'elle permet à tout le monde de gagner donc il n'y avait pas de discrimination entre pays riches et pays pauvres. Chaque Nation cherchait à se spécialiser dans la production où elle excellait comparativement à l'autre Nation. Il sied cependant de noter que la théorie d'Adam Smith présentait certaines limites puisqu'elle ne prévoyait pas ce qu'il faudrait faire ou ce qui se passerait si un pays avait plusieurs avantages absolus d'où l'intérêt de la théorie de l'Avantage comparatif développée par Ricardo.

➤ **La théorie de l'Avantage comparatif (Ricardo)**

La réponse apportée par David Ricardo pour augmenter la richesse des Nations peut s'apprécier à travers la théorie de l'Avantage comparatif en 1817. Elle repose sur l'idée que « les pays devraient se spécialiser sur les produits qu'ils peuvent fabriquer le plus efficacement et importer ceux où ils sont moins efficaces »

En d'autres termes, cette théorie est basée sur l'idée qu'un pays devrait se consacrer à la production de biens qu'il produit le mieux comparativement à d'autres produits fabriqués localement d'abord, et de céder la production et l'exportation de ce qu'il produit moins bien localement aux autres. Il y a donc toujours une question de spécialisation et d'échange

entre Nations mais il y a aussi un sacrifice à faire : celui de laisser le produit moins bien maîtrisé au pays partenaire lorsqu'il y en a plusieurs. Cela permet donc de consacrer plus de temps à la production du produit que le pays maîtrise le plus et de laisser aussi le pays partenaire gagner. L'esprit gagnant-gagnant est donc toujours présent.

Contrairement à Adam Smith donc, Ricardo propose de faire une comparaison de manière relative à l'interne d'abord et encourage l'échange en permettant au partenaire de vendre aussi (George et al. 2016). Ainsi, même si un pays est excellent sur tous les produits, il ne ferait pas qu'exporter mais laisserait la possibilité de développer les échanges en cédant le produit qu'il produit relativement moins bien aux autres.

L'idée de l'échange ayant pris une place, l'avantage de cette théorie est qu'elle invite à exporter et à consacrer plus de temps là où le pays est le plus efficient et déléguer à d'autres la possibilité de se concentrer sur les produits où l'on est les moins performants en terme relatif. Ce qui fait un bénéfice pour tous et permet un output plus important.

Mais force est de constater que plusieurs des hypothèses posées par Ricardo font l'objet de critiques notamment les conditions de concurrence parfaite sur les produits, les questions touchant la mobilité des facteurs de production en dehors de frontière (Bardelli P., 2006).

Concurrence parfaite sur marché des produits (pas d'entraves ni de droits de douane) :

La concurrence est dite parfaite lorsqu'aucun agent économique ne peut avoir la possibilité d'influer sur le prix d'équilibre (Microéconomie, 2020). Mais la réalité est que depuis que les pays membres de l'OMC (anciennement Accord Général sur les tarifs et le commerce) ont négocié la baisse des Droits de douane, les pays ont commencé à mettre en place des mesures non tarifaires qui peuvent indirectement influencer sur les prix.

Les mesures non tarifaires sont des mesures de politique générales autres que les droits de douanes qui peuvent avoir une incidence économique sur le commerce international tant au niveau de la quantité que sur le prix ou même les deux (UNCTAD). Parmi ces mesures figurent celles appelées OTC (obstacles techniques au commerce) qui se traduisent par les normes et les réglementations techniques (Étiquetage, règle pour la sécurité). ; et les mesures SPS (mesures sanitaires et phytosanitaires). Les mesures sanitaires et phyto-sanitaires concernent toutes les mesures prévues pour la protection de la vie et de la santé des hommes, des animaux et des végétaux. Les pays peuvent par exemple demander à ce que les produits proviennent de zones exemptées de maladie, qu'ils soient inspectés, que le

niveau maximum de pesticide soit de telle quantité, etc.). Ces mesures, une fois notifiée à l'OMC sont admises mais peuvent entraver le commerce.

Avec de telles mesures, les conditions proposées par Ricardo portant sur l'absence d'entraves ne sont donc plus d'actualité car de nouvelles formes d'entraves voient le jour. Les règles de jeu peuvent ainsi changer : les conditions de concurrence ne sont plus parfaites.

En instaurant de mesures non tarifaires comme les normes, par un pays, bien que légitime, peut retarder un autre pays, le temps qu'il s'adapte aux exigences du marché et lui faire supporter de nouveaux coûts. Ainsi par exemple, les produits partant de Madagascar qui doivent rejoindre l'Europe, pour garantir la qualité, font l'objet de test dans des laboratoires installés en France et reviennent à Madagascar avant le renvoi vers le pays destinataire : le délai pour cette démarche, les frais engagés viennent s'ajouter ainsi aux coûts engagé donc aux prix. En situation de compétition, cela pourrait favoriser le pays concurrent de Madagascar notamment si ce dernier à les infrastructures nécessaires.

A côté de ces mesures, il y a aussi les mesures d'incitations de certains gouvernements comme les subventions aux agriculteurs qui jouent sur les prix et cela est très courant en contexte de globalisation notamment dans les pays de niveau de développement avancé comme les États Unis. A ce titre, les pertes de compétitivité dont ont fait l'objet les pays comme le Mali, Burkina Faso dans le cas du coton rapportés à l'OMC, montre que l'idée de gagnant-gagnant n'a plus de place et la concurrence n'est plus parfaite.

A cela s'ajoute le fait qu'il y a des facteurs hors prix comme les jeux sur les taux de change à travers la politique monétaire instaurée par exemple en Chine et aux États Unis qui faussent aussi les conditions du marché (Guérineau & Jeanneney, 2003) puisque les PMA n'ont pas ces possibilités. Ainsi, si l'analyse de Ricardo se limite au prix (où il n'est pas permis d'intervenir), au XXI^{ème} siècle, la compétitivité peut se jouer sur les facteurs prix et hors prix comme la qualité, les mesures non tarifaires.

Les facteurs de production (capital, travail ne circulent pas à l'échelle internationale, seules les marchandises circulent librement) :

Le développement technologique et les facilités engendrées font que les conditions sus-citées ont changé. Ainsi il est possible d'avoir des capitaux qui se déplacent d'un pays vers un autre à travers l'Investissement Direct Étranger (le capital étant placé dans un autre pays) ; le travail peut aussi circuler (c'est le cas des travaux qui ont été délocalisés par voie

de l'Offshoring des travaux ne nécessitant pas de main d'œuvre de qualité par les USA vers la Chine, ou délocalisés par le Japon vers Corée du Sud, le Taipei Chinois, le Hong Kong et Singapour) (Park, Nayyar, & Low, 2013).

Le cas des migrations est un autre exemple : certains pays comme l'Espagne par exemple ont contribué à la croissance de l'économie de leur pays d'origine (il s'agit bien là de contribution à la richesse du pays).

Le capital peut circuler aussi grâce aux accords régionaux ou l'intégration régionale comme si cela se faisait localement grâce aux programmes d'attraction des investissements et le travail peut se faire sur d'autres zones géographiques (les travailleurs du pays d'origine peuvent perdre de l'emploi et cet emploi peut se déplacer vers les lieux où c'est moins cher).

Libre circulation intra-sectorielle et intra nationale des facteurs d'où l'absence de rentes (prix couvrent strictement la rémunération des facteurs) :

Cette condition n'est pas non plus respectée car la libre circulation de facteurs ne se fait plus uniquement au niveau national mais aussi et surtout entre Nations (donc entre différents territoires géographiques internationaux). Il est possible par exemple de trouver un pays transférer du personnel d'un siège vers une filiale dans un autre pays. Il s'agit là d'échanges entre filiales ou entre maison mère filiales situés à différents endroits

Seuls les prix sont significatifs du point de vue de décision et d'achat : il est impossible de se baser uniquement sur les prix, beaucoup de décisions se prennent sur la base des facteurs hors prix comme l'emballage, le lieu, la qualité, le respect ou non des normes, les services rattachés ou après-vente etc.

Les échanges se font entre États Nations : Ce n'est pas forcément le cas non plus car ces derniers temps, il est de plus en plus courant de voir des échanges qui se font entre entités. Des produits intermédiaires qui s'échangent à l'intérieur d'une même Nation ayant des branches de production à différents endroits par exemple. Des conditions sont donc nécessaires pour que ces théories s'appliquent au XXI^{ème} siècle. Et c'est ce qui justifie certaines positions intermédiaires qui sont développées ci-après.

➤ Avantages comparatifs et avantages différenciatifs

Au XXI^{ème} siècle, la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo se trouve dépassée (Bardelli, 2006) avec une logique territoriale d'où la proposition du concept d'avantages

différenciatifs Greonbire et Chambery (2007) . Pour eux, c'est un peu une sorte d'avantage absolu comme le prédisait Adam Smith, mais avec une propriété spécifique : le fait de ne pas être reproductible. En fait, ils trouvent qu'une partie du commerce mondial échappe au cadre théorique des avantages comparatifs comme le commerce intra-branche, l'importance de rendements croissants et des économies d'échelle ou tout simplement le fait que le commerce ait lieu entre Pays de développement et de dotations identiques.

Ils pensent que plusieurs explications se trouvent dans la théorie de l'avantage absolu comme les différentiels de salaire dus au taux de change (Smith., 1776); le débat sur taux salariaux entre Pays Développé et PED au cœur des échanges commerciaux actuels. Ricardo proposant la comparaison productivité entre deux secteurs d'un même pays.

Pour eux, la délocalisation, la compétitivité ou les différentiels de salaires sont plus à même d'être expliqués par avantages absolus que par la théorie des avantages comparatifs.

A partir de ces explications, il peut être retenu que l'idée de spécialisation préconisée par Adam Smith est toujours présente dans la théorie de Ricardo, mais il y a un choix à faire à l'interne pour que chacun utilise son temps à la production du produit où il est le mieux placé tout en laissant une part à l'autre pays. Cette théorie est aussi classée dans la catégorie de « classique » et est basée sur quatre hypothèses : la valeur du travail est le prix multiplié par la quantité de travail, la concurrence doit être parfaite, il doit y avoir immobilité de facteurs de production au niveau international (seules les marchandises circulent) et enfin la productivité doit être constante.

Cette théorie est souvent utilisée dans les analyses effectuées au XXIème siècle. Mais force de constater que plusieurs changements sont présents au XXIème siècle : la valeur du travail n'est pas forcément le prix multiplié par la quantité du travail notamment lorsqu'une entité dispose de filiales dans un autre pays où la valeur diffère, la concurrence n'est plus parfaite car il est possible d'agir sur d'autres facteurs pour faire changer le prix comme les mesures non tarifaires. Le second point qu'il sied de noter est le fait que les facteurs de production sont devenus mobiles au XXIème siècle. L'exemple des employés provenant de Philippines qui sont déplacés à Madagascar pour gagner en termes de coût et en qualification justifie que contrairement au passé, le facteur de production est désormais mobile. A cela s'ajoute le fait que la productivité n'est plus constante et peut aussi varier selon les outils utilisés. Par exemple une machine sophistiquée utilisant la nouvelle technologie est plus rapide et peut donner un rendement plus élevé selon le réglage que les

moins des ouvriers. Malgré cela, **certains aspects de la théorie restent d'actualité** : c'est le cas de la **division du travail**. Cette division se faisant entre par exemple les Pays Développés et les Pays en Développement dans le cadre d'une Chaîne de Valeur Globale. Mais il y a un grand changement quant au mode opératoire. C'est le **facteur travail qui est partagé** entre les Pays c'est-à-dire que celui qui dispose de la main d'œuvre non qualifiée s'occupe de la partie qui demande un travail intensif non qualifié et celui qui détient le capital ou dispose de la main d'œuvre qualifiée s'occupe de la partie de la production qui demande plus de travail qualifié. C'est ce qui permis à l'Asie d'intégrer la Chaîne de valeur Globale des Amériques par le biais de la division du Travail (Park, 2016)

- Les théories néo-classiques

- **La théorie de Hecksher- Ohlin (HO)**

Hecksher (1919) puis Ohlin (1933) ont développé le modèle HO. Et plus tard ont été rejoint par Paul Samuelson pour l'extension de ce modèle en HOS (1941-1948).

Cette théorie est une version complexe de la théorie de Ricardo (George et al. 2016), et tente d'apporter un éclairage sur les raisons qui motivent à faire l'échange. Ils raisonnent en termes de facteurs alloués c'est à dire que le choix d'échanger proviendrait de la détention de facteur de production. Ainsi pour eux, il faut raisonner en fonction des facteurs alloués ou ressources dont dispose la Nation. Ces facteurs sont la terre, le travail et le capital. Car la ressource que l'on détient le plus, permet de minimiser le coût y afférent. Les ressources abondantes localement devraient donc guider le choix pour être compétitif.

La théorie de HOS justifie la considération du facteur abondant et non abondant (les facteurs alloués) car l'on parle de l'avantage comparatif par rapport aux facteurs alloués : c'est-à-dire que la partie de la production qui demande de la Technologie et exige du savoir-faire de qualité est gardée dans les Pays Développés où ces facteurs sont abondants et la partie demandant beaucoup de mains d'œuvre non qualifiées et du travail non qualifié est confié aux Pays en Développement car ce sont ces facteurs qui abondent dans ces pays. Cette fragmentation de la production est connue sous l'appellation « délocalisation » ou offshoring au XXIème siècle. C'est ce qui s'est passé par exemple au Japon qui a transféré la partie de travail nécessitant de la main d'œuvre qualifiée intensive vers la Corée du Sud, Taipei Chinois, Hong Kong et Singapour (Baldwin 2012). Mais avec le transfert de technologie, les PED comme Hong Kong, Corée du Sud et Singapour ont pu se spécialiser

plus tard en produits intermédiaires et aller vers les activités à forte intensité de capital et qualité (Park, Nayyar, & Low, 2013).

L'Amérique du Nord et l'Europe ont fait de même avec le Mexique et la Pologne à travers l'offshoring (Baldwin 2012). L'Amérique et l'Europe ayant gardé la partie du travail nécessitant la qualité et le niveau élevé de capital.

Il y a cependant un autre point qui mérite d'être souligné au XXI^{ème} siècle : ce n'est pas parce que la main d'œuvre non qualifiée est abondante que le travail lui est confié mais plutôt parce qu'elle dispose aussi des infrastructures permettant au pays développé de déplacer le capital technologique. Cela explique le fait que l'Afrique ait été désindustrialisée depuis l'entrée des pays Asiatiques dans la chaîne de valeur globale. La majorité des bénéficiaires de ces délocalisations étant les pays asiatiques (Baldwin 2012). Ce point amène à penser qu'au XXI^{ème} siècle, la différenciation entre pays est présente.

Par ailleurs, contrairement au passé, au XXI^{ème} siècle la spécialisation se fait non pas pour la production entière d'un type de produit mais sur **une partie de la même production compte tenu du type de main d'œuvre utilisé**. Il s'agit ainsi de division internationale du travail. Cette spécialisation fait que les Pays en Développement exportent des Produits intermédiaires vers les Pays développés qui, eux exportent le Savoir- faire, la Recherche et Développement, le Design (en somme du Service) et des Produits Finis. Ce genre de transfert se fait moyennant aussi un prix : les royalties (Park, Nayyar, & Low, 2013)

En plus, si l'objectif est l'enrichissement, ce n'est pas forcément celui qui a le plus de mains d'œuvre non qualifiés qui est le plus compétitif. Ainsi, si une partie du travail est envoyée en dehors du territoire comme vers les PED dont le coût de la main d'œuvre est bas, ce coût n'est pas forcément le moindre donc ne garantit pas la minimisation du coût total car cela dépend de l'existence d'infrastructure ou de conditions facilitant le transfert. Si ce n'est pas le cas, il va y avoir d'autres coûts. Par exemple le transfert de technologie qui demande du courant électrique dont la disponibilité n'est pas acquise dans un Pays Moins Avancé de l'Afrique (à cause du délestage fréquent) ne serait pas possible puisque la technologie ne pourrait pas s'adapter et il ne serait pas forcément possible de gagner en termes d'économie d'échelle. D'autres coûts provenant des délestages viendraient s'ajouter au coût prévu.

Le transfert de savoir peut renforcer la compétitivité jusqu'à ce que chacun reste dans son domaine de spécialisation mais il est démontré qu'après un certain moment, le pays

bénéficiaire devient lui-même un exportateur d'emploi donc devient un concurrent pour le premier exportateur tel que présenté plus haut dans le cas des pays de l'Asie.

C'est ce que (Blinder, 2006) appelle « l'avantage comparatif dynamique » ou « avantage comparatif Kaléidoscopique »

La Théorie de HOS qui prend place après celle de Ricardo consistait à approfondir l'idée de répartition de travail mais en fonction des facteurs alloués. C'est-à-dire la spécialisation selon les facteurs qui abondent dans le pays. Il y a lieu de noter qu'historiquement, la théorie de facteurs alloués de HOS a été déjà remise en question dans le passé par Leontief avec l'exemple des États Unis qui ont affiché une meilleure compétitivité même s'ils ont exporté les produits où ils ont utilisé des mains d'œuvre non abondants chez eux (RAINELLI, 2013)

Dans notre exemple, c'est au début de l'offshoring que la répartition selon les facteurs alloués s'effectue. Mais arrivé à un certain moment, celui qui détient le marché de main d'œuvre bon marché gagne en savoir-faire et devient lui-même spécialiste de main d'œuvre qualifiée et cède la portion non qualifiée aux autres. Un autre facteur semble jouer aussi donc et c'est la performance et la participation à la chaîne de valeur globale, les pays qui ont pu se développer sont tous de l'Asie et ce, au détriment de ceux de l'Afrique (Park, 2016). Ce qui conforte l'idée de l'importance de nuancer les résultats même entre pays en Développement.

Une des critiques lancées à l'endroit de la théorie de HOS est la supposition que la technologie est disponible dans tous les pays et accessibles librement. La réalité du XXI^{ème} siècle démontre que ce n'est pas le cas : l'internet, la digitalisation sont des exemples où par exemple les PMA sont très défavorisés car la majorité n'y a pas accès. Par contre il est possible de faire du transfert moyennant paiement ou par assistance technique.

En un mot, la théorie du commerce international n'est plus totalement en phase avec la réalité du XXI^{ème} siècle. Par conséquent, les anciennes théories utilisées dans l'analyse du commerce international ne suffisent pas car le contexte a changé et fait l'objet de plusieurs changements que ce soit sur le plan matériel, sur le mode de fonctionnement mais surtout en termes d'approche du marché. A ce sujet, il importe de noter que les barrières tarifaires ont laissé la place à des barrières non tarifaires donc la condition concurrence parfaite prévue dans les modèles classiques n'est plus d'actualité. De nouvelles formes de relations se sont instaurées entre pays, ce qui fait que l'étude de la compétitivité demande la prise en

considération de la relation macro et micro économique et du contexte dans lequel s'effectue la recherche.

Au XXI^{ème} siècle, si un pays n'est pas efficient sur un produit, il peut toujours rester dans l'activité et devenir efficient par répartition de l'activité avec d'autres pays. C'est le cas de la Chine qui confie des activités au Vietnam. Cette possibilité n'est pas considérée dans les anciennes théories.

Adam Smith était aussi un des premiers à établir l'importance des rendements croissants (dans spécialisation et croissance), autre caractéristique de la reformulation Krugmanienne la prise en compte de la concurrence imparfaite.

Comme l'avantage comparatif présente un cadre trop restrictif et ne reflète pas la réalité de la majorité du commerce international, une partie peut être envisagée sous l'angle avantages absolus et notamment avantages différenciatifs.

Cette partie conforte l'idée selon laquelle il faut travailler la spécificité territoriale et que Krugman appelle territorialisation.

La question de différenciation fait référence à la compétitivité hors prix.

Hecksher- Ohlin ont développé un théorème pour clarifier l'avantage comparatif selon lequel la spécialisation devrait se faire en fonction des facteurs alloués : capital, force de travail et ressources naturelles.

Là où les ressources abondent, les prix sont moins chers. Pour eux donc les pays devraient exporter les produits ou services qui sont relativement abondants dans leur géographie et net importateurs des facteurs de produit ou services qui sont relativement limités (Artal, Catillo et Requena (2006) ; Artal-Tur, Liano- vreduras et Requena-Silvente (2009) ; Juozapaviceinne & Elzentats (2010), Nyahoho (2010) –cités dans Juan José et al 2017.

Le modèle HO explique la source de l'avantage comparatif en cas de concurrence qui structure le commerce extérieur du pays

Mais **Leontief a démontré à travers le paradoxe** des États Unis qui ont exporté des produits ayant demandé du travail intensif (ressources qu'ils n'ont pas en abondance) et importé des produits à capital intensifs contredisant la théorie de Hecksher –Ohlin.

Le théorème de **Stolper-Samuelson** vint expliquer davantage la question : le commerce extérieur contribue à relever la rémunération réelle d'un facteur dans le pays où il est abondant et à baisser dans le pays où il est rare (Paul Samuelson 1948).

La condition était : absence de coût de transport, absence de barrière au commerce, technologie identique

Même si facteurs immobiles entre pays, le commerce de biens est libre : ce qui égalise la rémunération dans les pays qui échangent.

L'avantage comparatif tel que défini par HOS peut expliquer l'époque la chaîne de valeur globale : les économies disposant d'abondant travailleurs non qualifiés complètent et exportent les tâches demandant du travail intensif avec relativement peu de qualification et similairement les pays à capital ou travail relativement qualifiés vont exporter des produits intermédiaires comme des produits du capital ou des services de Recherche et développement (Park, 2013). Cela se passe entre Pays Développé et Pays en Développement.

Mais il y a une limite : les facteurs travail ne sont pas forcément les moins chers dans les PED : cela dépend de leur Total facteur process (TFP) agrégé vu que la qualité de leur infrastructure peut ne pas permettre l'absorption de la technologie (ce qui entraîne donc des coûts). Pour lui, c'est seulement quand la technologie est portable (que la différence de salaire se traduit en différence de coûts de travail et est donc profitable ;

Pour HOS, l'hypothèse est que la technologie est disponible à travers les pays et donc l'avantage comparatif est déterminé par les facteurs alloués relatifs.

Mais avec la chaîne de valeur globale, le savoir peut circuler d'un pays vers un autre au prix de royalties, ou de transfert d'expert (Markusen, 1997 ; Anderson et al. 2006)

Donc (Park, 2013) dit que le HO est approprié aux PED qui ont des TFP proches des économies avancées (les pays émergents). Là où les TFP sont moins importants que ceux des pays **Ce qui permet d'avancer que l'applicabilité de théorie dépend de type de pays, il est utile de territorialiser (Krugman, 1998) ;**

Les PED et les PMA n'ayant pas les mêmes moyens ne pourraient pas appliquer la même théorie. Et les théories traditionnelles ne peuvent plus s'appliquer comme prévu au 21^{ème} siècle, il y a lieu de faire un test selon les territoires étudiés.

1.2.2. La nouvelle théorie du commerce international et ses limites

Développée par Krugman vers 1970, la nouvelle théorie du commerce international repose sur les conditions de concurrence imparfaite. Elle a pour particularité la remise en question

des conditions des anciennes théories du commerce international basée sur la concurrence parfaite. Cette théorie repose également sur l'idée que ce sont uniquement les entités qui échangent et non les Nations alors que les anciennes théories ne considéraient que les échanges entre Nations.

Krugman en 1983 a introduit une nouvelle manière de penser à travers la question d'économie d'échelle qui devient importante dès lors qu'on procède au commerce international. La variété importante de produits disponibles entraînant la baisse de coûts. Le commerce international devient ainsi intéressant pour tous notamment pour les consommateurs à travers des prix plus compétitifs (Czinkota et al 2009, Hill 2012).

La nouvelle théorie se caractérise par l'abandon de l'hypothèse de HOS sur la concurrence parfaite et se base plutôt sur l'idée **d'une concurrence imparfaite où il y a l'économie d'échelle** (se rapprochant donc de l'économie industrielle) (Rainelli, 2003)

Elle a obtenu l'adhésion car a permis de prendre en considération des situations non traitées par les anciennes théories du commerce international. C'est le cas des firmes multinationales dont presque le tiers des échanges se faisaient selon les principes du commerce intra-branches. A ce sujet, il y a lieu de noter que ce genre d'échange se fait entre maison mère et filiale situées dans des pays différents et il y a des prix négociés entre maison mère et filiale qui sont utilisés selon le coût de production et cela supplante les règles de la concurrence du marché puisque ces entités ne suivent pas les règles du marché dans la fixation de leur prix. Par conséquent, si dans les anciennes théories, le rendement constant était la règle, ici il est question de rendement croissant amenant à des économies d'échelle interne et externe.

Les économies d'échelle proviennent de l'augmentation de la taille de l'entreprise permettant aux grandes firmes d'avoir des coûts plus faibles que l'ensemble des entreprises plus petites ; et l'économie d'échelle externe s'obtient lorsque l'efficacité de la firme provient du secteur c'est-à-dire que même si la taille des entités ne change pas c'est l'ensemble des entités qui profitent de l'économie d'échelle et voient donc leur coût baisser. En somme c'est la spécialisation et l'échange international qui créent l'avantage comparatif issu du phénomène d'économie d'échelles (Vujisic, 2013). La nouvelle théorie du commerce internationale fait aussi référence à la différenciation qui est un autre facteur qui va porter sur la qualité du produit et qui permet aussi de développer un avantage comparatif (Rainelli, 2019). Un des constats fait sur le travail de Krugman est qu'il exclut

les conditions de concurrence parfaite et axe plutôt ses travaux sur la concurrence monopolistique déjà connu en 1933 à travers les travaux de Edward Chamberlain. Plusieurs sont ainsi les limites de la nouvelle théorie du Commerce international. Parmi ces limites, il a été relevé l'absence de précision sur le rôle que doit jouer l'État (Vujisic, 2013). Pour Vujisic, les travaux de Krugman permettent de décrire et d'expliquer le fonctionnement des échanges mais ne donnent pas d'explications sur les questions préoccupant la majorité lors des échanges internationaux comme la position optée par l'État doit c'est-à-dire doit-il soutenir ou protéger les entités contre la concurrence étrangères, quel est le domaine de spécialisation à adopter et quel choix faire entre libéralisation et la spécialisation. C'est pourquoi, il pense que seule la confrontation des théories du commerce internationale avec les autres théories issue de l'analyse économique (économie industrielle, théorie du bien-être, théorie de croissance endogène) peuvent aider les gouvernants à opter pour des politiques garantissant au plus grand nombre et aux plus démunis un meilleur bien être compte tenu des contraintes économiques. (Vujisic, 2013). De cette remarque, il peut être déduit la nécessité d'une vérification empirique et la confrontation avec d'autres théories pour la rendre plus explicite. **Le constat est aussi que Krugman mène son analyse du côté des riches mais ne traite pas sous l'angle des pauvres.**

Rainelli de son côté trouve que le résultat novateur de cette théorie est l'application des outils et concepts de microéconomie de la concurrence imparfaite et de la nouvelle économie industrielle et le fait qu'elle ait modifié la manière de raisonner comme le cas des produits différenciés, l'explication du cas des multinationales, de rendements croissants. Mais il reproche la systématisation d'arguments déjà développés antérieurement et la robustesse du résultat car aucune justification théorique ou empirique pour retenir un comportement plutôt qu'un autre (Rainelli, 2003). Il trouve donc les test décevant, difficiles à traduire en modèle testable, ce qui l'amène à dire que : « la théorie du commerce international semble condamnée à la construction de modèle théorique qui ne peuvent que très difficilement être rapproché du monde réel ».

Partant de tous ces constats, il peut être déduit qu'il y a des éléments de l'ancienne théorie qui restent d'actualité mais se manifestant sous d'autres formes sur le terrain au XXI^{ème} siècle et les apports de la nouvelle théorie du commerce international permettent de comprendre le monde du capitalisme et menant au monopole mais dans tous les cas il reste un problème important à résoudre : celui de comprendre le

cas des pays pauvres ou les PMA, que se passe-t-il de leur côté, comment s'explique la pauvreté ? Quelles pistes adopter face aux exigences du développement durable. Les justifications scientifiques particulièrement pour les PMA non traitées par la littérature pourraient aider à mieux comprendre leur réalité.

C'est là que les apports des institutions internationales et multilatérales comme la Banque Mondiale et l'OMC deviennent intéressantes. Parmi les idées en vogue et souvent répétées figurent l'ouverture et la participation à des chaînes de valeur globales puisque selon elles, cela permet de faire participer les pays pauvres dans le commerce mondial et sert à développer leur compétitivité (OMC, 2022). Du côté scientifique, pour le moment, il n'y a pas de position claire des chercheurs face à la véracité ou non de ces dires. Ce qui justifie la position de Rainelli qui suggère de procéder à une vérification (Rainelli, 2019). Le parcours de la littérature tant théorique qu'empirique montre qu'en commerce international, les chercheurs en économie recourent aux théories de croissance pour comprendre les sources du développement et pour prédire causes du développement (Bruno Amable, 2000). La théorie de Bhagwati est particulièrement intéressante à ce sujet car elle sert à expliquer les liens entre l'ouverture, la croissance et la pauvreté.

➤ La théorie de croissance de Bhagwati comme moyen d'explication

Selon cette théorie, il y a relation entre trois facteurs importants en commerce international : l'ouverture de marché (facteur qui garantit l'échange entre les pays), la croissance qui est l'impact ou le résultat économique, et la pauvreté qui est l'impact au niveau social. Bhagwati (2010) puis (Baghwati & Panagariya, 2013) ont travaillé sur la théorie de croissance, laquelle permet d'analyser l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance et la pauvreté, il est donc possible de travailler la compétitive soutenable (économique et social) dans pays pauvres – Selon cette théorie, l'ouverture du marché entraîne la croissance et celle-ci entraîne la réduction de la pauvreté dans les Pays en Développement. C'est le cas de l'Inde et de la Chine. Mais la théorie a suscité aussi plusieurs débats.

Ainsi, si l'étude de Bhagwati et Panagariya (2013) permet d'expliquer la baisse de la pauvreté comme en Inde et Chine, Sen la contredit, en analysant le cas de l'inégalité en Inde, et annonce que l'impact n'est pas automatique, mais dépend d'autres facteurs comme la gouvernance (Dreze & Sen, 2013). Tirone et Rudra ont testé ces théories sur des PED et

ont travaillé sur le plan économique et social (Rudra & Tirone, 2017) et confirment ces travaux mais donnent plus raison à Sen et apportent d'autres explications. Il sied cependant de noter que ces études sont effectuées sur les PED (donc de manière globale) mais pas précisément sur les PMA. En plus, l'ouverture commerciale est prise comme facteur d'ouverture pourtant, il y a d'autres facteurs d'ouverture appliqués sur le terrain des PMA comme la dévaluation/dépréciation auxquels l'étude ne fait pas allusion

La théorie de Bhagwati est testée par Rudra et Tirone par le biais de modèle économétrique utilisant des indicateurs et cela donne des éclairages supplémentaires. Sur les indicateurs et leurs effets et permet de tester de nouveaux facteurs

Par ailleurs, les tests empiriques sur son modèle donnent des résultats variés. Les quelques exemples de travaux empiriques suivants permettent d'affirmer l'absence de position claire quant aux impacts possibles en contexte de Pays en Développement de certaines mesures adoptées. Ainsi, bien que les mesures comme l'ouverture du commerce, la dévaluation/dépréciation sont souvent recommandées par les bailleurs de fonds comme le FMI et la Banque Mondiale pour assurer le développement des échanges et particulièrement l'augmentation des exportations. Le constat est pourtant que les impacts variables selon les pays.

A titre d'exemple, nous pouvons prendre la théorie selon laquelle la libéralisation du commerce aide à réduire la pauvreté grâce à la croissance générée dans les pays en Développement Bhagwati et Srinivasan (2002) puis (Dollar & Kraay, 2004).

Cette théorie a pu être validée dans le cas de Turquie et Brésil (Harrison et al. 2003). Leur résultat empirique permet de démontrer que les pauvres gagnent grâce à la libéralisation du commerce. Mais il y aussi des résultats contraires comme ceux de Carneiro et Arbache (2003) qui ont signalé que l'effet de la libéralisation du commerce n'est pas suffisant et ne bénéficie pas directement aux pauvres des pays en développement. Si pour d'autre, le résultat est plus modéré Vos et Jong (2003 sur le bien-être en termes de gain agrégé. Et même négatif comme signalé par Annabi et al. 2005 ; Coraton et al, 2005, Sharma 2005.

Ce qui est sûr c'est qu'il existe des relations entre libéralisation commerce et pauvreté (winters 2002, McCulloch et al 2001 ; Winters et al. 2004 ; Cline 2004).

C'est pourquoi, il serait nécessaire de procéder à la territorialisation.

➤ Théorie de croissance par rapport aux questions de développement durable.

En somme les théories économiques prédominent l'analyse en commerce international. C'est ainsi que souvent les travaux font le lien entre la croissance (celle-ci étant génératrice de richesse) et la pauvreté ou encore l'ouverture de l'économie et les impacts sur la réduction de la pauvreté. En fait, le constat est que l'étude de cette relation fait appel à l'étude de la compétitivité durable sans exprimer cela expressément. Et sans se soucier de l'environnement.

La littérature permet de relever aussi ici, un paradoxe entre les théories et les études empiriques. Selon la théorie de croissance de Bhagwati, l'ouverture entraîne la croissance et par conséquent la réduction de la pauvreté donc par analogie, l'ouverture entraîne la réduction de la pauvreté à travers la croissance.

Mais les études empiriques entraînent des résultats différents : certains dans le sens de la théorie, d'autres non. Il n'y a donc pas de positions claires notamment du côté des Pays en Développement.

Le test réalisé sur le cas de l'Inde permet de justifier que l'ouverture entraîne la croissance et de la croissance découle la réduction de la pauvreté. Mais cette théorie présente aussi des limites car le fait qu'il y ait réduction de la pauvreté de manière globale ne suffit pas puisque des écarts peuvent subsister entre les individus et il y a lieu de considérer d'autres facteurs (Dreze & Sen, 2013).

Débats autour de la théorie de croissance de Bhagwati

Bhagwati (2010) puis (Baghwati & Panagariya, 2013) ont travaillé sur la théorie de croissance, laquelle permet d'analyser l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance et la pauvreté, il est donc possible de travailler la compétitive soutenable (économique et social) dans pays pauvres – mais les tests empiriques sur son modèle donnent des résultats variés.

Ainsi, si l'étude de Bhagwati et Panagariya (2013) permet d'expliquer la baisse de la pauvreté comme en Inde et Chine, Sen la contredit, en analysant le cas de l'inégalité en Inde, et annonce que l'impact n'est pas automatique, mais dépend d'autres facteurs comme la gouvernance (Dreze & Sen, 2013). Tirone et Rudra ont testé ces théories sur des PED et ont travaillé sur le plan économique et social (Rudra & Tirone, 2017) et confirment ces travaux mais donnent plus raison à Sen et apportent d'autres explications. Il sied cependant de noter que toutes ces études sont effectuées sur les PED (donc de manière globale) mais pas précisément sur les PMA. En somme, la pauvreté dans un pays qui dispose plus de

moyens n'est pas la même que dans un pays qui est dépourvu de moyen puisque ces derniers sont plus vulnérables face aux chocs extérieurs et la résilience en dépend. En plus, l'ouverture commerciale est prise comme facteur d'ouverture pourtant, il y a d'autres facteurs d'ouverture appliqués sur le terrain des PMA par exemple la dévaluation/dépréciation auxquels l'étude ne fait pas allusion. Ces mesures pouvant provenir de l'État qui est prêt à protéger ses entités (protectionnisme) comme c'est le cas de la Chine et des États Unis ou peuvent provenir des mesures dictées par les institutions financières internationales comme celui de l'ajustement structurel.

La théorie de Bhagwati est intéressante pour analyser l'impact de l'ouverture sur la pauvreté, elle permet de faire une anticipation, considère un élément de la globalisation : l'ouverture commerciale, Elle permet de voir en plus du côté économique, le côté social. Elle a été testée en PED. Mais quid des PMA ? Et Comment trouver l'impact environnemental. Il serait intéressant de voir ce qui se passe en PMA. Et de considérer le facteur « taux de change » vue que la mesure de dévaluation/dépréciation est souvent prise en PMA mais aussi les questions de prix car si les pays riches agissent sur le prix, le pays pauvres notamment du Sud doivent subir les conditions du marché, ou sont guidés par les institutions financières internationales à travers des mesures qui sont imposées à titre de conditionnalité

Toutes ces remarques amènent à se poser la question : comment les autres ont fait pour travailler la compétitivité et qu'est-ce que cela a rapporté ?

Selon la littérature, Cho et Moon ont travaillé les neuf facteurs de la compétitivité et l'ont testé sur la Corée (Cho & Moon, 2000). Avec cette méthode, ils arrivent à détecter les facteurs qui peuvent générer de la richesse (atouts) et les facteurs où des efforts sont nécessaires.

Le modèle réalisé par Silitonga basé sur la chaîne de valeur globale (CVG) explique les relations verticales et horizontales et teste la relation horizontale en reliant l'input qu'est la matière et l'output qu'est la part de marché internationale (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., 2013). Cette méthode permet de réaliser une analyse dynamique (horizontale) de l'effet du prix matière sur la part de marché. (Économique). Mais comme ce prix est fixé ailleurs dans le cas des Pays Moins Avancés, il est aussi influencé par les mesures prises : ces points ne sont pas traités. Il en est de même pour les facteurs non économiques (sociaux, et environnementaux)

Balkyte dans son travail de recherche combine l'économique et le non économique et découvre qu'il est possible qu'il y ait lien entre globalisation, la croissance, le bien-être et la compétitivité mais n'a pas testé empiriquement (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010)

Rudra et Tirone ont testé empiriquement la théorie de Bhagwati par confrontation au travail de Sen par le biais de modèle économétrique utilisant des indicateurs et arrivent à trouver des éclairages supplémentaires (Rudra & Tirone, 2017).

Le modèle de Gautam permet de faire aussi une analyse dynamique en utilisant le logiciel VENSIM pour analyser l'impact sur le côté social et environnement (Gautam, 2013)

La piste de la CVG est aussi très utilisée en commerce international et les chercheurs s'accordent à dire qu'elle permet de comprendre le monde, de réduire la pauvreté, d'aller vers le développement durable ((Dijk & Trienekens, 2012).

1.2.3. *Extension des théories et limites existantes*

- *Au-delà des théories : la Chaîne de Valeur Globale (CVG)*

La CVG est connue comme : « *l'ensemble des activités nécessaires pour permettre à un produit ou service à partir de la conception, en passant par différentes phases de production, à aboutir à la distribution au consommateur final ou la destruction finale* » (Kaplinsky & Morris, 2001). Elle offre la possibilité aux producteurs d'approvisionner le client global notamment lorsque la distance géographique est longue (Bair, 2005).

En effet, l'ouverture entraîne la croissance (Votsoma & Mohammadou, 2020) et la répartition internationale du travail entre pays donne la possibilité de travailler la compétitivité en confiant une partie de l'activité aux Pays en Développement. Ces derniers sont encouragés par les institutions financières internationales et multilatérales à l'instar de la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce à participer dans de CVG afin de réduire la pauvreté : (Park, Value chain in Commerce International, 2016) (NALLARI & GRIFFITH, 2007) via le processus de montée en grade (Lam'Hammdi & Makhtari, 2021).

Les liens entre les facteurs comme le prix et la part de marché dans la CVG sont prouvés empiriquement (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto, 2013). Pour certains, les facteurs globaux, nationaux ou internes peuvent influencer sur la CVG (Dijk & Trienekens, 2012) (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto, 2013) pour d'autres, la CVG permet de traiter les questions du développement durable (Dijk & Trienekens, 2012).

Et parmi les facteurs globaux, macro-économiques internationaux, figurent le Prix International fixé par les marchés boursiers et le Taux de change fixés parmi les facteurs macroéconomique fixés par les Gouvernants au niveau national. Comme ils influent dans la chaîne de valeur, ils peuvent être bénéfiques ou pas pour les pauvres. Les Nations Unies ont trouvé que l'inclusion constitue un défi pour les pauvres dans une CVG et pourtant les mesures du développement durable portent sur l'effet mais peu de travail est effectué sur les causes (GUPTA, et al., 2014). De ce qui précède, il peut être déduit que la vérification des liens entre les facteurs et l'inclusion économique dans le cadre d'une CVG est une piste pour comprendre si la CVG est bénéfique pour les PED.

- [Un gap dans la littérature : les PMA délaissés](#)

La littérature sur la nouvelle théorie du commerce internationale est plus ancrée sur le cas des pays riches par le biais des multinationales et ceux qui peuvent se permettre de procéder à des économies d'échelle. Les travaux empiriques qui traitent la question de la compétitivité sous l'angle de la pauvreté se focalisent sur les PED. Or parmi les PED, il y a des PMA et des pays à revenu intermédiaires dont les réalités ne sont pas identiques si l'on se réfère à la classification adoptée par les Nations Unies et aux chiffres les concernant présentés auparavant. Le fait de mener une étude de manière globale pourrait pourtant fausser l'analyse.

En plus, les études traitant le lien entre l'ouverture économique et la pauvreté sont ancrées sur le facteur l'ouverture commerciale alors qu'en réalité, y a aussi d'autres manières de s'ouvrir et de développer les échanges et les facteurs utilisées sur le terrain de PMA sont les mesures touchant le prix comme les taux de change (la dévaluation/dépréciation : faisant partie des mesures du consensus de Washington).

A ce sujet, Rodrik avait dit qu'une sous-évaluation durable du taux de change réel stimule à la croissance économique des pays en développement (Rodrik, *The Real Exchange Rate and Economic Growth*, 2008). Mais il n'y a pas d'études qui confirment ou infirment ces dires.

Porter a travaillé les facteurs qui sont nécessaires pour développer la compétitivité (Porter M., 1990) ce modèle est plus adapté au cas de PD mais ne fonctionne pas en PED puisque plusieurs ressources existant dans ces pays n'y sont pas considérées (Cho, 1994), il est économique, établi a posteriori et est statique.

Cho a travaillé les facteurs spécifiques aux PED (considérant ressources humaines et naturelles) (Cho, 1994, Cho et Moon, 2000). Il permet de comprendre les facteurs qui amènent la compétitivité en PED mais ce modèle est statique et travaillé a posteriori. Il n'est pas vérifié si ce modèle fonctionne en PMA. Comme le modèle de Cho est statique, il permet de comprendre les atouts mais il ne permet de faire de l'anticipation car est évalué a posteriori. Il s'intéresse également au côté économique et est intéressant pour faire l'inventaire de tout ce qui peut entraîner de la richesse mais justifié en contexte de PED, notamment la Corée. Quid des PMA ?

Silitonga a axé son étude sur l'étude de la chaîne de valeur : ce modèle est économique aussi, il a été testé en PED et il est dynamique, travaillé de manière anticipée (ex ante), met en relation le macro et micro mais il a omis de considérer la relation macro international (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013) et micro pourtant importante selon lui-même mais également par la CIRAD (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016) et il a juste travaillé le côté horizontal. En PMA pourtant il y a un fait important qui interpelle la relation internationale, locale, : c'est la question de prix (fixé dans les marchés internationaux). C'est un élément de la compétitivité économique où les grands pays jouent surtout en contexte de concurrence imparfaite à travers les marchés boursiers (IFDD, 2020). En plus, il manque le côté social et environnemental. Le lien vertical est à revoir pour la relation de cause à effet.

Balkyte a donné esquisse permettant de relier l'économique et le développement durable pour trouver la compétitivité durable (Balkyte & Tvaronavičienė, 2010). Ce modèle est global, ne fait pas de distinction entre PD, PED, ou PMA et les liens trouvés théoriquement ne sont pas vérifiés empiriquement.

.

La compétitivité dans les travaux empiriques

La compétitivité dans les travaux empiriques fait état des facteurs les plus favorables à la croissance d'un pays. Basées sur les théories de croissance, ces travaux de recherche sont souvent entrepris dans les pays pour identifier les facteurs à travailler et pour pouvoir fixer les stratégies. Notre constat est pourtant que nombreux sont les théories généralement admises et appliquées sans distinction de types de pays. C'est le cas par exemple de l'impact du taux de change sur la croissance, l'impact de la croissance sur la réduction de

la pauvreté. Pourtant force est de constater que plusieurs de ces théories n'ont pas les mêmes effets sur les pays moins avancés par comparaison aux pays développés.

A noter que selon la définition des Nations Unies, un pays est classé dans la catégorie de PMA s'il justifie de plusieurs critères de fragilité

Pourtant la littérature met souvent dans la même catégorie ces deux types de pays alors qu'ils n'ont pas les mêmes réalités. A notre avis, un des problèmes rencontrés en commerce international malgré l'idée d'instaurer de nouvelles théories est qu'on a abouti aux mêmes résultats. Une des pistes proposées par (Krugman, 1991a) était la territorialisation. Cette idée mérite une attention car la territorialisation est un moyen pour avoir un résultat plus significatif et adapté au contexte. C'est une des approches utilisées en Marketing International pour adapter la stratégie au marché visé.

Plusieurs auteurs ont démontré que le contexte changeait les données ou les impacts. C'est le cas du modèle de Porter testé dans le contexte de Corée (Cho et Moon (2000), des apports différents obtenus par l'approche chaîne de valeur dans les pays de l'Asie et de l'Afrique (), les études d'impacts de la libéralisation (Alan Winters et Antonio, Martuscelli, 2014).

Si l'on se réfère à la définition de PMA par les Nations Unies, les réalités sont différentes donc il faudrait considérer les spécificités territoriales.

Rainelli signale que le problème d'économie régionale, de géographie économique sont des pistes possibles : le changement de perspectives introduit par Krugman suggère l'étude de ce qui se passe à l'intérieur des nations (Krugman, 1991a. p.3) lorsque des problèmes sur la rigueur des résultats empiriques ont été constatés en commerce international. Les nouvelles voies de recherche de la nouvelle théorie pourraient concerner l'analyse selon la localisation des activités économiques (ou territorialisation).

Ainsi, comme les modèles destinés aux PED ne font pas de distinction entre Pays émergents et PMA alors qu'ils n'ont pas les mêmes réalités selon la définition des Nations Unies notamment à cause de différences de revenu par habitant c'est à dire la moyenne de PIB par habitant pendant trois années inférieures à 900 USD, le retard dans le développement humain évalué par un indice composite incluant santé, nutrition et scolarisation ; et la vulnérabilité économique : indice composite sur l'instabilité, la production et les exportations agricoles. Et puisque ces PMA sont signataires de l'Accord

sur le développement durable, il est utile de comprendre comment procéder pour arriver à la compétitivité durable.

1.3. État de l'art : de la compétitivité vers la compétitivité durable

Dans la présente section, notre objectif est d'analyser la littérature sur la compétitivité et le passage de la compétitivité à la compétitivité durable pour déceler les limites et identifier les limites en vue de la conception du modèle théorique considérant le cas des PMA.

La littérature sur la compétitivité est riche et flexible. Ce qui est un avantage puisqu'il est possible de la travailler sous différents angles mais cela ne l'épargne pas pour autant de certaines difficultés en termes de comparabilité dans l'espace. Étant un concept multidisciplinaire, les travaux de recherche afférents à la compétitivité se retrouvent dans plusieurs disciplines notamment l'économie, l'économie industrielle, le commerce international, le management, le tourisme et même la science de la religion. Les écrits se présentent sous la forme de concepts, de théories, d'études empiriques et modèles de compétitivité. La présente recherche est menée sous l'angle de l'Économie Internationale et prend en considération des idées issues d'autres disciplines pour enrichir les discussions.

L'analyse s'effectue en deux sous-sections. Dans la première **sous –section, les concepts** de compétitivité, de développement durable et de compétitivité durable sont analysés ; la **deuxième traite la théorie** du commerce international et la théorie de croissance.

1.3.1. La compétitivité et le développement durable en tant que concepts-clés

La compétitivité est un concept qui n'est pas nouveau et a évolué avec le temps. Ces derniers temps, il suit la tendance du développement durable cependant, il n'y a pas encore de théorie sur la compétitivité durable (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010)

- La compétitivité : une préoccupation ancienne mais toujours d'actualité

La recherche de la richesse est une préoccupation mondiale et le concept de compétitivité sert justement à traiter la question. L'histoire montre que ses sources remontent à l'ère Adam Smith. Et depuis que le monde a commencé à se soucier du développement durable, le concept de compétitivité est aussi en train d'évoluer dans ce sens pour se muer vers la compétitivité durable. Mais malgré cela, force est de constater que le concept de

compétitivité lui-même présente des limites. Pour bien comprendre et situer le problème, l'étymologie et l'histoire du concept de compétitivité sont décortiquées.

L'étymologie est la science qui reconstitue l'origine des mots en remontant à l'état le plus anciennement possible. Dans cette perspective, la littérature montre que la compétitivité est un concept qui vient de la combinaison de deux mots latins « com » et « petere ». Le mot latin « petere » signifie : « chercher » (to seek), attaquer (attack), viser (aim at), désirer (desire) et le préfixe « con » fait référence au terme « ensemble » donc ces deux mots une fois combinés signifient : « chercher ensemble, attaquer ensemble, avoir un but ensemble ou désirer ensemble » (Tomasz & Aldona, 2014). Cela veut dire que dès le début, le concept faisait appel à la collaboration (Bedoui H. e., 2018) pour chercher ou pour faire face à quelque chose ou pour obtenir ce que l'on désire, ou encore pour viser quelque chose.

L'encyclopédie Universalis, donne un autre sens et va plus loin en expliquant que l'origine est « competere » qui « évoque l'idée de rechercher ensemble mais aussi celle de se rencontrer en un même point et désigne l'aptitude à affronter des situations de concurrence et à rivaliser avec autrui » (Encyclopaedia Universalis, 2019). Il ne s'agit donc plus uniquement de coopérer mais aussi de faire face à la compétition.

Le mot « competere » désigne aussi : Compétence (Bedoui H. e., 2018). Il s'agit donc d'une aptitude, de la capacité à faire quelque chose. Donc le point commun entre ces définitions est le fait de se référer à la capacité soit de l'entité, du pays, de la région pour avoir une position désirée, qui, face à la concurrence, est donc la meilleure.

D'autres chercheurs font allusion à l'idée que compétitivité vient de compétition (de l'anglais competition lui-même issu du latin competitio : rivalité, concurrence comme c'est le cas sur le terrain (Abdelhadi Boussas, 2018). En reliant ces deux définitions, l'on peut faire un amalgame entre stratégie de compétition et la signification originale. Par conséquent, il faudrait « collaborer pour s'enrichir lorsque l'on s'adresse à la cible et surtout en temps de rivalité ». La compétitivité peut faire appel alors à la coopération, à la concurrence mais dans tous les cas, l'idée est d'arriver à une meilleure performance.

Si l'on se réfère à l'histoire, la compétitivité était un outil utilisé vers 1970 lors de la bataille commerciale sévère entre compagnies américaines et japonaises pour déterminer le degré de compétitivité entre économies rivales (Wziatek-Kubiak, 2006); ce concept a eu tout son sens lors de la crise de pétrole et la perte de l'avantage comparatif dans les pays

développés (Lech, 2001). Selon cette idée, le terme est utilisé par les économistes pour désigner la compétition et la collaboration entre l'État, les Institutions ou le Gouvernement du pays et les industries. La compétitivité est par conséquent, l'affaire des industries et des instances représentant l'État ou le Gouvernement, et cela correspond bien à ce qui se passe actuellement dans les pays développés comme les États Unis ainsi que les pays émergents comme la Chine où les entités se font aider par leurs Gouvernants à travers des appuis comme les subventions, les soutiens aux productions pour faire face à la compétition internationale. Cette idée rappelle les recommandations faites par Adam Smith quant au rôle des gouvernants (Smith., 1776).

Ces derniers temps, il est courant de voir des concurrents qui se mettent ensemble pour aller plus loin, il s'agit de la coopétition. Lorsque la compétitivité est travaillée dans le sens de « cluster » : il y a mélange de compétition et de coopération (Alexandros & Metaxas, 2016)

✓ **Compétitivité un concept sans définition universelle, utilisé dans plusieurs disciplines et selon différentes approches**

La littérature est marquée par l'existence de plusieurs définitions liées au concept de compétitivité. Travaillé dans plusieurs disciplines, le concept ne fait pas l'unanimité quant à son interprétation. Les variables ne sont pas non plus identiques et varient selon les angles étudiés. Mais une analyse plus poussée soulève certains points qui pourraient aider à mieux comprendre ces disparités et identifier les points à méditer sur le plan théorique.

Selon la littérature, la compétitivité peut évoluer. Ainsi, elle peut être menée au niveau de l'entreprise, de la région, de la Nation ou même au niveau international. Les indicateurs utilisés varient en fonction de ces angles. Les différences peuvent être constatées par le biais de l'analyse des définitions suivantes :

La **compétitivité de l'entreprise** (firm competitiveness) est la capacité de produire des produits appropriés et services de qualité, au prix approprié, au bon moment pour répondre efficacement et de manière plus efficiente que les autres aux besoins des consommateurs (D'Cruz & Rugman, 1992) . Les indicateurs pouvant être utilisés sont alors : la production, le temps, le besoin donc des indicateurs économiques quantifiables

La compétitivité régionale (région competitiveness) quant à elle, est la capacité d'utiliser les facteurs de compétitivité pour avoir une position compétitive et la garder parmi les

autres régions (Snieška & Bruneckiene, 2009.). Les indicateurs peuvent être les moyens utilisés, ou les rangs obtenus.

La compétitivité nationale (national competitiveness) : est la capacité d'une économie à pourvoir sa population avec un standard de vie en croissance et des emplois durables (Commission, 2001). Les indicateurs de croissance et des emplois seront alors utilisés.

La compétitivité internationale (international competitiveness) : est la capacité d'une économie d'approvisionner des demandes agrégées en croissance et maintenir les exportations. Une perte de compétitivité est signalée par l'augmentation des importations et la baisse des exportations (Black et al. 2009). Ici les indicateurs seront les importations et les exportations.

Partant de ces définitions, il peut être déduit que la compétitivité peut s'apprécier du côté de l'offre en analysant la productivité, le nombre de produits de qualité et la capacité à satisfaire la demande du marché. Dès lors qu'on augmente le niveau de l'agrégat étudié, les moyens utilisés ainsi que le positionnement obtenu par rapport aux autres vont être pris en considération. Sur le marché international, la comparaison se fait avec les autres pays et l'impact peut être perçu au niveau national.

- **La compétitivité : un concept en évolution**

Plusieurs disciplines se sont penchées sur l'étude de la compétitivité et toutes s'accordent sur le fait que les bases se retrouvent dans les travaux des auteurs classiques notamment Adam Smith et Ricardo, le concept auparavant a été axé sur l'économie (Porter M. , 1990) (Cho, 1994) Porter (1990), (Cho & Moon, 2000) (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., 2013) mais ces derniers temps, la tendance est vers un mélange avec des facteurs non économiques.

La littérature en Commerce International, mentionne que la compétitivité trouve ses racines dans les travaux de Adam Smith se rapportant à la théorie de **l'avantage absolu**, puis dans celui de Ricardo sur **l'avantage comparatif** et plus tard celui de HOS renforçant l'idée de Ricardo mais considérant **l'avantage comparatif selon les facteurs alloués**. Ces auteurs ont pour point commun d'encourager la division du travail conformément à la « théorie classique » sur la création de la richesse par la spécialisation pour permettre à tous de gagner. Il s'agit donc de la **voie de la coopération via la spécialisation**. Mais petit à petit, la recherche de la richesse a encouragé la concurrence donc il y a de plus en plus de

revirement selon le sens de compétition. Porter est le premier à avoir utilisé le concept de **l'avantage compétitif** (ou avantage concurrentiel) dans un modèle d'Affaires. Le modèle de Diamant de Porter, prisé par les milieux des affaires, a fait l'objet de plusieurs remarques sur le plan littéraire. C'est le cas du modèle à neuf facteurs de Cho (Cho, 1994) (Moon & Cho, 2000). Cho l'a élaboré après avoir démontré que le modèle de Porter ne se vérifie pas en Corée car il considère la réalité des Pays développés et ne considère pas les facteurs qui démarquent les Pays en Développement. Il y ajoute alors les facteurs ressources humaines et naturelles. Mais ce modèle se justifie-t-il dans un Pays Moins Avancé ?

Nombreux débats ont entouré ce concept depuis l'ère du temps. Sur le plan conceptuel, la compétitivité a aussi opposé Porter et Krugman (Alexandros & Metaxas, 2016) sur l'utilisation du concept **compétitivité nationale**. Krugman reprochant à Porter l'utilisation du terme « national » car pour Krugman il est même impensable de parler de compétitivité nationale car la compétitivité n'est autre que la productivité (Krugman, 1994).

Tyson contredit cet avis en démontrant que la compétitivité permet bien de tester l'effort d'un pays à se conformer aux exigences des marchés internationaux et permet ainsi de comparer des pays par leur capacité à répondre aux exigences des marchés internationaux et à la capacité à améliorer le standard de vie sur le plan national (Tyson, 1992). Ces points sont utiles pour comprendre et justifier la présence de liens entre le micro –environnement et macro-environnement. Car depuis l'ouverture des marchés, les efforts effectués à l'intérieur du pays permettent d'avoir des impacts au niveau international et des décisions prises au niveau international peuvent impacter sur le territoire national (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., 2013). Par exemple, lorsqu'il y a effort sur les Normes dans un pays, les résultats qui se dégagent de ces efforts peuvent être des parts de marché plus importantes sur le marché international mais le résultat s'apprécie en retour, par le niveau de vie des citoyens, si les recettes sont bien réparties et cela dépend de la Gouvernance (Sen, 2010). D'autres études comme celles de la CIRAD confirment l'importance du travail du lien macro- et micro-économique, notamment dans les analyses des filières (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016) .

Le sens étymologique du concept compétitivité se traduisant par la « collaboration », la « capacité » face à la « concurrence » (Bedoui H. E., 2018), rejoint les objectifs du développement durable car la collaboration est une des conditions (notamment l'ODD17

qui est le partenariat pour la réalisation des objectifs du développement durable) mais le constat est que, la littérature sur la compétitivité semble ignorer cette condition.

La coopération peut être vue sous deux angles : sur le plan national, la relation entre l'État, la Société Civile et les Consommateurs, et au niveau international, la relation entre les institutions financières internationales, les décideurs politiques au niveau national, la société civile, les fournisseurs, les clients internationaux) – dont les décisions ont des effets sur le plan national. Cette partie coopération peut s'apparenter aux Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) découlant des engagements internationaux. Par exemple : le cas de l'Accord de Paris sur le changement climatique ou les instances qui s'occupent de l'intégration régionale en dehors du contexte national (COMESA, SADC, ZLECAF) coopèrent indirectement pour avoir des impacts au niveau national.

La compétitivité est ainsi un concept multifacette (Tomasz, 2013) qui ne cesse d'évoluer. Et qui est étudié dans nombreuses disciplines comme l'économie, l'économie industrielle, l'économie internationale, l'agronomie, la science de la religion Mais le constat est qu'il n'existe pas de définition universelle, ni de méthodologie généralement admise (Balkyte, 2010, Thomasz 2013) : ce qui laisse le champ libre à l'investigation. Mais cela peut aussi être problématique dans le sens de la comparabilité. Toutefois, la flexibilité est importante pour permettre de s'ajuster en fonction de l'évolution du contexte. C'est pourquoi, plusieurs entités sont en train de travailler la compétitivité dans le sens du développement durable actuellement (Herciu & Mauricio, 2017).

A l'ère de la globalisation, toutes les entités sont soumises à la compétition aussi bien au niveau national qu'à l'international car les obstacles transfrontaliers sont levés, des outils technologiques plus sophistiqués sont disponibles et de nouvelles approches de communication donnent la possibilité à des pays très éloignés de collaborer ou de rentrer en compétition.

La compétition internationale peut s'inviter sur le plan local dès lors qu'il y a ouverture de marché. Il est par conséquent plus prudent de considérer les facteurs macro et micro pour renforcer la collaboration. A ce propos, l'Organisation Internationale du Travail et le GIZ disent que tous les facteurs sont inter reliés, le changement sur l'un peut impacter l'ensemble à l'instar d'un système d'engrenage (Vredevelde, 2015). Il faudrait que les chercheurs se rapprochent car ce qui est vu dans une discipline intéresse aussi les autres. Par exemple : en commerce international, les accords commerciaux internationaux sur les

mesures protectrices ont des effets aussi bien en économie, en management, en agro-management et impliquent aussi bien les gouvernants (au niveau macro-économique) que les entités (au niveau micro-économique).

De même, si les économistes s'intéressent surtout au côté macro et les chercheurs en management au côté micro, les uns ne peuvent ignorer les autres vu la disparition des frontières. Il en est de même pour les questions touchant les impacts sociaux et environnementaux. Tout ce qui se fait sur le plan économique peut impacter le côté social et environnemental et inversement, ce qui se passe au niveau social et environnemental peut impacter la compétitivité économique. Ce qui peut s'expliquer par l'exemple de la crise de COVID 19 qui, même étant une crise sanitaire a impacté aussi le côté économique et le côté social. Par conséquent, **les facteurs sont inters reliés, désormais il y a compétition aussi bien sur le plan national qu'international, les apports des différentes disciplines sont complémentaires, donc voir les « impacts » avec esprit de « synergie » devient utile et cela rejoint le sens étymologique expliqué auparavant.**

Ainsi, l'approche peut être défensive, dans ce cas il faut la coopération entre Industries et État ou Institutions le représentant, cela peut permettre au pays d'avoir un bon positionnement par rapport aux autres pays en compétition. Il est question de compétitivité de Nation. Ce sont les nations qui sont « classées » par les indicateurs de compétitivité, on dit par exemple que c'est la Chine qui est la première sur tel critère alors que les actions ont été faites au sein de ses industries. Les indices de développement durables sont aussi envisagés pour comparer les pays entre eux (Lafortune et al, 2018, Sachs J. et al. 2020)

L'idée de relier ce qui se passe au niveau des industries avec ce qui se passe dans l'environnement institutionnel a été proposée par Michael Porter dans le modèle diamant pour déterminer la compétitivité de la Nation (Porter M. , 1990) mais il a été fortement critiqué par Krugman qui a défendu l'idée que la compétition se fait entre les entités et non entre les Nations (Krugman, 1994).

Cependant, l'histoire démontre qu'il a eu raison car la relation entre la question macro-économiques et micro-économiques sont confirmés et est de plus en plus utilisée quand il est question de Commerce International (Park, Value chain in Commerce International, 2016) (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013) et va même au-delà de la Nation puisqu'il s'agit de relation

extraterritoriale avec les conditions internationales. Plusieurs travaux vont dans ce sens notamment dans l'agro business (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016).

Une nuance s'impose par contre par rapport à ses dires quant au niveau d'importance à accorder à ces facteurs car si Porter accordait plus d'importance au côté micro où se crée la richesse, les données ont changé et grâce à l'apparition de différentes méthodes d'approche en commerce international, la richesse peut se créer au niveau international aussi. Par exemple, les entreprises qui font de la délocalisation (approche en vogue depuis qu'il y a chaîne de valeur globale ou division internationale du travail) peuvent avoir des richesses qui se créent à l'international. Dans certains cas, ce n'est pas que les facteurs micro sont plus importants que macro, mais juste qu'il y a des facteurs macro qui sont difficiles à maîtriser car provenant de l'extérieur (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013).

Toutefois, il faut remarquer que même si les facteurs sont non maîtrisables, si la veille existe (chose qui est possible avec le développement de la nouvelle technologie), il est possible de mettre en œuvre des techniques pour contrebalancer les mesures. Exemple : s'il est attendu que le prix du pétrole va augmenter compte-tenu d'une méfiance entre les pays producteurs, il est possible de prévoir des mesures internes au pays pour soulager les opérateurs comme à travers les subventions ou l'exonération de taxes afin de minimiser le choc. Et c'est ce qui se fait dans différents pays développés comme les États Unis.

Un travail sur les facteurs macro et micro et leur lien est donc important et c'est ce qui a poussé (Zhang & London, 2013) à considérer le Gouvernement comme partie prenante dans le modèle de compétitivité. Les mesures doivent faire l'objet de contrebalance envisagé par et avec l'État. Ce qui fait penser à un retour au sens originel de coopération, donc agir « ensemble » selon le sens étymologique peut contribuer à de meilleures retombées d'où le sens coopération d'ailleurs prévu dans les Objectifs de Développement Durable (ODD 17)

La compétitivité en termes d'approche, fait l'objet de désaccord entre économistes et chercheurs en management mais l'économie industrielle vient à la rescousse.

Historiquement, l'approche Micro et macro-économique étaient utilisés séparément auparavant, mais désormais la tendance est une approche combinée.

Ainsi, la littérature rapporte que les auteurs qui ont opté pour l'approche classique ont axé leurs études au niveau macro tant au niveau pays, région, qu'international, à l'instar de Adam Smith, David Ricardo, Eli Hecksher, Bertil Ohlin. Mais les néoclassiques ont plutôt utilisé l'approche micro : John M Clark, Wroe Anderson, Ludwig Von Mises, Joseph A Schumpeter, Friedrich List, Max Weber, James Buchanan. Mais ces derniers temps, nombreux sont les chercheurs qui prônent l'analyse combinée entre facteurs micro et macro à l'instar de la CIRAD notamment pour les projets touchant l'agrobusiness (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016). C'est aussi ce qui est constaté dans les travaux portant sur la chaîne de valeur globale (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013) . Ce rapprochement s'est surtout manifesté en économie industrielle qui a permis de rapprocher les économistes et les chercheurs en management : les premiers axaient leurs recherches sur des facteurs macro-économiques, et les seconds sur les facteurs micro-économiques. Par ailleurs, avec l'économie industrielle, le côté scientifique est abordé.

A noter que le raisonnement macro a pris de l'ampleur à partir de la deuxième guerre mondiale et entre les deux guerres car avant, la science économique raisonnait de manière globale. **Nous en déduisons que le fait de considérer les facteurs macro et micro permet d'avoir une vision plus claire et plus complète de la réalité.** Beaucoup de facteurs macroéconomiques ayant des impacts sur le plan micro-économique (exemple : dans le cas de chaîne de valeur de produits agricoles, si le prix international augmente, les paysans sont impactés, de même les prix de pétrole ou les Droits de douane décidés à l'international ont des répercussions sur chaque ménage et par conséquent sur chaque individu).

Selon un esprit de coopération, cette prise en considération a tout son sens. La rigueur scientifique qui caractérise les recherches en économie complète les études qualitatives faites en management. Ce qui fait que la complémentarité permet de décrire fidèlement la situation.

1.3.2. Les limites et perspectives issues de la littérature

- Les limites en matière de compétitivité

1. La spécification sur la coopération fait défaut

Le premier constat est qu'il n'est nullement marqué dans toutes ces définitions qui doit coopérer avec qui, et comment. Même si le sens originel y fait allusion, ce point semble être éclipsé par la littérature et le mode de fonctionnement par discipline, renforce cette dissociation (les uns travaillent le côté micro, les autres le côté macro). Le second constat est que la **compétitivité est travaillée soit sur le plan micro économique, soit sur le plan macro-économique**. Et pourtant le **lien entre le macro et micro** permet d'analyser le sens de la coopération entre les institutions et les entités et est évident si l'on se réfère à la littérature sur l'économie industrielle (Bain, Michèle Rioux, 2000), ou l'agro-management (CIRAD, 2016). Cette relation est aussi confirmée par les études ancrées sur les chaînes des valeurs globales (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013)

Mais même si les **définitions ne font pas appel à la collaboration**, la compétitivité peut se gagner par des voies d'approches (stratégie d'alliance coopérative) de partenariats soit entre opérateurs économiques, soit le partenariat public-privé (État – entreprise). Et ce point est bien présent dans le sens étymologique de la compétitivité.

2. Indicateurs considérés sont plutôt économiques

Les définitions mentionnées ont le mérite d'orienter les utilisateurs sur les indicateurs à utiliser selon l'angle de l'analyse effectuée mais force est de constater que **toutes ces définitions font appel à l'utilisation d'indicateurs quantitatifs**. Pourtant la compétitivité peut aussi s'apprécier par des facteurs non quantitatifs comme la capacité à produire des produits de qualité (respectant les normes internationales, ou avec d'autres critères non quantifiables comme un bon service après-vente, l'indication géographique, la fidélisation etc. Ce type de compétitivité appelé compétitivité hors prix sont les : **compétitivités non économiques (ou hors prix)**.

3. Littérature et indicateurs économiques : les indicateurs ne visent pas le long terme

Le troisième constat est que si l'on veut avoir un impact à long terme, il y a lieu de considérer les effets sur l'environnement et le bien-être social. Or force est de constater que la littérature fait plus allusion aux effets économiques à travers la croissance (qui ne va pas forcément avec la durabilité). En effet, plus il y a croissance, plus il y a utilisation de matières et d'énergie, et plus cela peut créer des dégâts sur l'environnement surtout là où il

y a par exemple des sources d'énergie non renouvelables ou de ressources qui peuvent s'épuiser.

Il n'est nullement question de songer aux générations futures donc le côté éthique, responsable n'y est pas non plus. Le défi pour tous les pays étant de surpasser les autres.

4. Les indicateurs ne considèrent pas le côté social et environnemental

Le côté social est un peu effleuré : il n'y a pas question de voir la répartition de richesse pour que les êtres humains puissent en profiter or dès lors que l'on parle de développement durable, **les côtés économiques, sociaux et environnementaux sont à considérer**

5. Littérature et réalité : l'inclusion notamment le rôle de l'État n'est pas clair

Si dans la réalité, l'on se rend compte que plusieurs pays ont réussi grâce à l'appui de l'État, et même si cela est aussi prévu parmi les conditions du développement durable, la littérature fait peu allusion à ce fait puisqu'une des conditions mentionnées est la concurrence pure et parfaite. Pourtant cela n'est que pure utopie, le terrain démontrant que chaque pays fait de son mieux pour se développer mieux que les autres. C'est ainsi que par exemple aux USA, dans l'UE ou encore en Chine, pays qui ont eu du succès en termes de compétitivité, l'intervention de l'État pour défendre les entités ou pour les appuyer afin qu'elles réussissent.

La considération des autres parties prenantes (stakeholders) n'est pas claire non plus alors que pour avoir un développement durable, tous les acteurs doivent être impliqués.

Tous ces points montrent que c'est le côté économique qui prédomine, il y a lieu de considérer l'inclusion des éléments sur le plan social et environnemental.

Les approches ont aussi été problématiques. Les méthodes appliquées selon les disciplines Économie et Management ont été complémentaires mais chacun travaillant de son côté, les économistes s'intéressaient juste au côté macroéconomique et les chercheurs en Management plutôt au côté micro-économique (Management) ; les économistes s'intéressaient à tout ce qui crée de la richesse (au sens économique) et les questions environnementales étaient l'affaire des environnementalistes.

Mais grâce à l'économie industrielle, un rapprochement s'est créé entre le Management et l'Économie ce qui permet de mieux comprendre la compétitivité (Bain) ; avec l'idée de développement durable, un rapprochement est aussi en train de se faire entre économistes et environnementalistes. Avec la globalisation, tous ces éléments sont reliés. Et c'est ce

que les chercheurs tentent de faire avec l'approche Chaîne de Valeur Globale via les clusters, ou lors du choix des approches stratégiques. : stratégie d'alliance ou de coopération ou de coopétition est une manière de justifier l'importance de la coopération (Park, Value chain in Commerce International, 2016) (Vredeveld, 2015)

- **Le Développement Durable : un sujet de préoccupation contemporaine**

Le développement durable est une notion qui a émergé en 1970 suite à la demande de club de Rome et l'étude effectuée par le Groupe d'Étude de MIT (Massachusetts Institute of Technology) (Suarez, 2010). Le rapport appelé « Halte à la croissance » est donc la base du concept développement durable. La littérature ne contient pas non plus de définition universelle sur le développement durable. Ainsi, la plupart des écrits font référence au rapport de Brundtland qui contient donc les directives convenues entre les pays pour traiter la question liée au développement durable (CMED, 1987) : Ce dernier décrit le développement durable comme un développement qui prend en considération le côté économique, social et environnemental. Et sous un autre angle, un développement qui considère les besoins de la génération présente sans compromettre ceux des générations futures. Ce point a surtout été analysé pour assurer la gouvernance et la responsabilité face au changement climatique (Geck, et al., 2013)

Le développement durable selon le dictionnaire La Toupie est « *une forme de développement économique ayant pour objectif de concilier le progrès économique et social avec la préservation de l'environnement et ce dernier est un patrimoine devant être transmis aux générations futures* » (La Toupie, 2020). Il est ainsi question de combiner la satisfaction des besoins essentiels des générations actuelles et futures, en rapport avec les contraintes démographiques (eau, nourriture, éducation, santé, emploi) ; amélioration de qualité de vie (services sociaux, logement, culture...) ; respect des droits et libertés de la personne ; renforcement des nouvelles formes d'énergie renouvelable. Selon l'OIT/GIZ ces trois dimensions sont inters reliés et fonctionnent comme un engrenage donc sont complémentaires à tel point que le changement dans l'une de ces dimensions, peut impacter sur les autres. Des indicateurs sont également proposés par OIT/GIZ en vue de l'analyse de chaîne de valeur durable. (Schneemann & Vredeveld, Guidelines for value chain selection: Integrating economic, environmental, social and institutional criteria, 2015).

L'idée du développement durable a été développée pour remédier aux problèmes de l'exploitation à fond des ressources en vue de la croissance économique : c'est le résultat du compromis entre pays riches et pauvres surtout pour éviter le désastre provenant de l'exploitation à fond des ressources, de l'inégalité qui s'est créée dans le monde (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016).

Le développement durable a eu tout son sens quand les nouveaux acteurs exigeant plus de responsabilité de la part des opérateurs économiques ont fait leur apparition : il s'agit des « stakeholders ». Ce qui a donné lieu à la théorie de « triple Bottom line » servant de base aux stratégies d'approche au XXIème siècle.

Initié par (Elkington, 1998) disant que la performance se mesure par l'effort effectué sur « peuple, planète et profit », la compétitivité se mesure par l'impact des activités d'une entreprise dans le monde en termes de rentabilité et des valeurs pour les actionnaires et en termes de capital social, humain et environnemental. L'idée a également été lancée par Porter et Kramer (2006), puis par Balkyte et al. (2010) soulignant l'utilité de réparer le business model existant en y intégrant le développement durable.

Pour ce faire il préconise l'utilisation de l'approche chaîne de valeur. Il s'agit de gérer en plus des « shareholders », les « stakeholders » pour assurer l'éthique (Marilyn ONG Siew AI, 2011) par le biais de responsabilité sociétale des entreprises (corporate social responsibility) – le concept Stakeholder a été inventé en 1960 et est défini comme « *any group or individual who can affect or is affected by the achievement of the organizations' objective* » c'est-à-dire tout groupe ou individus affectés ou dont dépend l'atteinte des objectifs de l'organisation.

Le Développement durable a été vu comme « environnementalisme » au départ, et son aspect économique a été développé à partir du concept de « *triple bottom line* » et depuis le développement durable est travaillé sous les trois dimensions : économique, social et environnemental (Park, Nayyar, & Low, 2013).

- Le développement durable : des avis partagés

- ✓ Le développement durable, un concept pouvant susciter l'exclusion

Lors de la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le développement, la lutte contre la pauvreté a été mise en avant avec un objectif de réduction d'au moins de 50% la pauvreté dans le monde mais la croissance ayant été privilégiée au détriment de pauvres le

risque de durabilité faible a été signalée (Gupta, et al., 2014). Et pour y remédier, la solution de l'inclusion a été proposée comme palliatif.

- ✓ Le développement durable remis en question par la thèse de décroissance économique

Selon la thèse de Roumain Nicholas Georgescu-Roegen, le développement durable est à remettre en question du fait que les ressources sont épuisables et les consommations dans les pays riches sont arrivées à tel point qu'il est impensable de raisonner en termes de croissance même à zéro et les pays du sud n'arriveraient pas à l'autosuffisance si la situation continuait. La solution proposée est alors la réduction de la consommation de riches et l'utilisation d'indicateurs pour mesurer le bien-être des populations : l'indicateur de développement humain, l'empreinte écologique, l'indice de santé sociale (Roegen, 1995)

1.3.3. Liens entre compétitivité et développement durable face aux exigences du XXIème siècle

« La compétitivité durable est la capacité de générer et de maintenir une richesse inclusive sans diminuer la capacité future de maintenir ou d'augmenter les niveaux de richesse actuels »²

Le lien entre l'économie et le développement durable a été proposé par Balkyte et al. et par Donough et Braungart pour qui « Sustainable competitiveness » = « *activités de croissance économique qui développent et restaurent les systèmes naturels et sociaux desquels dépend la croissance économique présente et future, tout en, dans des conditions de marché équitables, produisant des biens et services adaptés aux marchés internationaux, et qui maintiennent ou augmentent le revenu réel de tous les citoyens* » (Pilorgé, Evrard, Flenet, Pinochet, & Reau, 2006)

Ces derniers temps, la compétitivité est plus travaillée en relation avec le développement durable mais il n'y a pas de formule unique.

² Source : <https://solability.com/sustainable-competitiveness/competitiveness>

Tableau 3. Spécificité de la compétitivité (recueil par auteure)

Mathieur, et al., 2008	Le World Economic Forum définit la compétitivité comme « <i>l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui déterminent à terme le niveau de productivité, et donc le niveau de vie, d'un pays.</i> » (Mathieur, et al., 2008). Cette définition prend en compte à la fois l'aspect prix mais aussi l'aspect structurel (ou hors prix) de la compétitivité
	Sustainable competitiveness (compétitivité durable) “activités de croissance économique qui développent et restaurent les systèmes naturels et sociaux desquels dépend la croissance économique présente et future, tout en, dans des conditions de marché équitables, produisant des biens et services adaptés aux marchés internationaux, et qui maintiennent ou augmentent le revenu réel de tous les citoyens »

(Source : auteure, 2019)

Le lien entre la compétitivité et le développement durable est nécessaire pour comprendre les impacts des mesures adoptées. Des études dans ce sens ont été réalisées par (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010) qui ont ainsi tenté de réaliser une esquisse qui permet de comprendre que la compétitivité durable est le point d'intersection entre la compétitivité et le développement durable. Ces auteures pensent qu'il y a interaction entre **globalisation, la croissance le développement durable et le bien-être**. Mais le modèle proposé par Balkyte étant une esquisse, il n'y a pas de vérification scientifique effectuée sur les liens entre les facteurs supposés complémentaires.

D'autres études ont mis l'accent sur la manière de mesurer la compétitivité durable (Herciu & Mauricio, 2017) ou encore la modélisation de la compétitivité durable (Zhang & London, 2013). Le constat est cependant que dans le premier modèle, les PED sont considérés dans leur globalité c'est-à-dire qu'il n'y a pas de distinction entre Pays à revenu intermédiaire et PMA. Quant au second modèle, Zhang a pris comme référence le modèle de Porter mais déjà ce modèle n'a pas été vérifié dans le cas de la Corée selon l'étude

effectuée par Cho et Moon (Cho & Moon, 2000), est- ce que ces modèles se vérifient dans le cas des PMA ?

De ce qui précède, il peut être retenu qu'une étude mettant en lumière le cas des PMA et permettant d'anticiper le futur est nécessaire en contexte de Globalisation pour tous (PMA, PD et les PED), car le Commerce International relie les pays Riches et moins riches et la pérennité des affaires des plus riches dépend de la stabilité sociale : condition pour une meilleure poursuite de leurs actions.

Or cette stabilité est assurée si le bien être des moins nantis est assuré. Faire la lumière sur les réalités des PMA serait donc une voie pour assurer l'équité et la justice dans le monde. Elle permettrait aux PMA de choisir leur voie de manière raisonnée et serait d'une utilité aussi pour une meilleure fixation de la politique de Responsabilité sociétale dans les Pays Riches. Sur le plan scientifique, une telle étude permettrait de combler le vide actuel sur le cas des PMA.

Partant de tous les éléments vus ci-avant, le tableau suivant permet de récapituler les limites et les moyens pouvant permettre d'y remédier.

En somme, la compétitivité est donc omniprésente dans tous les débats, mais manque d'universalité tant au niveau de la signification qu'au niveau du mode de calcul. Le côté coopération est occulté par la littérature bien que ce point soit prévu dans la définition originelle et dans la pratique (guide BM 2009). Pour assurer le suivi et l'évaluation de la compétitivité, par manque de repère, des indicateurs sont utilisés parmi lesquels, les indicateurs globaux de compétitivité de WEF . Le constat est aussi qu'actuellement, beaucoup de pays font usage des indicateurs globaux de compétitivité par manque de repère. Il s'agit d'indicateurs globaux diffusés par le World Economic Forum mais force est de constater que ces indicateurs bien que faciles d'accès ne correspondent pas forcément à la réalité. C'est le cas par exemple des Indicateurs Globaux de Compétitivité testés sur le cas de Madagascar (un Pays Moins Avancé).

Tableau 4. Limites conceptuelles de la compétitivité

Limites	Références problématiques	Points à considérer et littérature de référence pour rectification
Indicateurs juste quantitatifs économique, Compétitivité hors prix non considérée	Porter (1990), Cho et Moon (2000), Roland (2013) OCDE	Aspect qualitatif–indicateurs qualitatifs (compétitivité hors prix) - Gautam (2013), Zhang (2013)
Aspect coopération non considérée	Porter, Cho et Moon, OCDE, CE vs sens étymologique (Tomasz, 2014)	Coopération (partenariat au sens de l’ODD 17, le sens étymologique de la compétitivité) (ODD, 1987 ; SDG rapport 2020)
Étude soit micro soit macro et pas les deux selon qu’il s’agit d’entité ou de pays	Économie (micro) Management (macro)	Relation macro-micro (Porter 1990, Roland 2013, CIRAD 2017) –stratégie d’alliance, cluster, coopération verticale, horizontale (BM, 2009)
Absence du côté durable	Porter (1990), Cho et Moon (2000), Roland (2013),	ODD, compétitivité durable au sens de Balkyte , économique social environnemental sur ODD (WCEF 1987), et Zhang (2013)

Source : auteure (après revue littérature)

La nouvelle théorie du Commerce International prend en considération l’évolution du contexte via le passage à la nouvelle théorie du commerce international et la considération

des nouveaux modes de fonctionnement comme économie d'échelles internes et externes, commerce intra-branche (Rainelli, 2003) (Rainelli, 2019) appliquée en situation de chaîne de valeur global : mais tout ceci concerne l'économie et est dans l'intérêt des pays riches ou plus avancés (car nécessite des moyens), qu'en est-il des pays pauvres ? A part la création d'emploi par la division internationale du travail, et l'invitation de ces derniers à participer dans la Chaîne de valeur globale, il n'y a pas d'étude précise sur leur cas. D'où l'intérêt de cette étude qui va puiser les éléments manquants en commerce international via les autres disciplines pour compléter ce qui se passe en commerce international.

- [La compétitivité internationale soutenable comme source d'harmonie](#)

La compétitivité est une jauge de l'avancement d'une économie mais il n'y a pas de définition universelle dessus donc elle varie selon l'objet étudié (entreprise, région ou nation) ou le contexte visé (National ou International) (Tomasz & Aldona, Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research, 2014). La compétitivité internationale s'intéresse aux relations d'échange impliquant des liens avec l'international. Selon Tyson : « c'est notre capacité à produire des produits et services qui répondent au test de la compétition internationale et permettant aux citoyens de jouir d'un standard de vie qui est en hausse et durable » (TYSON, 1992).

D'après cette définition, il y a un lien entre ce qui se passe au niveau national et international car les efforts menés sont évalués au niveau international et les résultats seraient la croissance et un développement du standard de vie des ménages. Elle a ainsi pour avantage de dépasser le cadre National et de considérer le côté économique et le côté social. Elle fait allusion au concept de compétitivité soutenable qui signifie « générer et maintenir le bien-être et un standard de vie décent pour les citoyens sans réduire la capacité future à maintenir ou à augmenter le niveau actuel de richesse » (Alginger, Barenthaler-Sieber, & Vogel, 2013) . Ainsi, en plus d'acquérir de la richesse, il faut aussi contribuer à l'éradication de la pauvreté. Mais recevoir et partager équitablement demande un sacrifice que tout le monde n'est pas prêt à faire. C'est pourtant important parce que si l'exclusion persiste, elle peut entraîner le désordre.

En somme une compétitivité internationale soutenable serait alors une compétitivité résultante de la croissance relevant de la relation avec l'international qui va générer un impact économique (croissance) et social (réduction pauvreté) Elle peut donc s'apprécier à travers l'ensemble des indicateurs PIB ou la part de marché et l'IDH. Un travail sur l'IDH

est d'ailleurs nécessaire car juste 5 pays ont un IDH élevé en Afrique (El Jabri & Abdelkader, 2020).

- Le développement durable et l'inclusion économique : en tant que défis

Le développement durable est un développement responsable considérant en plus de l'intérêt économique, les questions touchant le côté social et environnemental selon le Rapport de Brundtland (CMED, 1987). Durant la mise en œuvre des mesures pour le développement durable, la lutte contre la pauvreté a été envisagée car la pauvreté avait gagné du terrain du fait de la priorisation de la croissance économique. La pauvreté a pu être éradiquée en Asie mais l'effet a été limité pour l'Afrique et les écarts entre riches et pauvres ont augmenté (GUPTA, et al., 2014) (Ahmed, et al., 2022).

Afin d'arriver à l'inclusion, il faut réduire l'inégalité (Ngono, 2020) ; une économie qui n'exclue personne est bénéfique car permet à tous de donner et d'être rétribué dignement selon la définition de l'équipe du HEC. Dans la littérature, une croissance est dite inclusive si considère les intérêts des pauvres et réduit l'inégalité c'est-à-dire qu'elle peut être analysée par comparaison interne ou dans l'espace : une inégalité peut être interne ou nationale (à l'intérieur de la Nation) ou externe (entre les Nations) (Jallab, 2012) (Osmani, 2005). L'inégalité à l'intérieur de la Nation peut se mesurer par l'indice GINI et l'inégalité entre pays par le biais de l'indicateur PIB par tête en PPP (Parité de Pouvoir d'achat) pour permettre la comparabilité entre pays (OSMANI, 2005).

Conclusion du chapitre 1

Nous avons présenté dans le premier chapitre les changements entraînés par la globalisation sur l'économie, sur les modalités d'approches ainsi que l'évolution de la littérature sur la Compétitivité en analysant les concepts, les théories et modèles de compétitivité. Nous avons pu découvrir que le concept de compétitivité manquant de définition universelle, commence aussi à s'écarter de son sens originel alors que de nouvelles données issues de la globalisation exigent une remise en question de ce concept. Le développement durable est le nouvel apport qu'il y a lieu de considérer mais pour le moment, la communauté scientifique a commencé à s'y intéresser par ordre dispersé, toutefois, la conscience d'une remise en question est bien présente ce qui a poussé les chercheurs à intégrer le concept de développement durable dans leurs travaux de réflexion. Pour le moment il y a des pistes pour le développement soutenable (économique et social) grâce à la théorie de croissance mais un travail précis sur le cas des PMA fait défaut. Du côté des théories, l'on se rend compte que la recherche continue depuis trois siècles maintenant depuis les apports des économistes de la catégorie classique et néo-classique. Des remises en question proviennent de ceux qui ont élaboré la nouvelle théorie du commerce international, et des écarts se retrouvent entre les travaux théoriques et les recherches empiriques. Il n'y pas de référence précise pour les PMA. Enfin, l'analyse des modèles permet de relever que la tendance est évolutive selon le contexte mais beaucoup reste à faire pour que ces derniers puissent permettre de travailler de manière proactive et faire ressortir les impacts sur le plan économique, social et environnemental. Il a été aussi remarqué que plusieurs travaux existent en ordre dispersé et cela comme des morceaux d'un puzzle. Il n'y a pas non plus de modèle dédié aux Pays Moins Avancés. D'où l'idée d'explorer les gaps identifiés et de songer à un modèle conceptuel pour remédier aux constats effectués

CHAPITRE II. ANALYSE DES MODELES ET CADRE CONCEPTUEL

Ce second chapitre est dédié à l'analyse de modèles pour trouver le cadre conceptuel de la recherche. Il s'agit d'abord de mettre en lumière les problèmes pour pouvoir identifier les points à considérer. L'étude va montrer qu'aucun des modèles en vigueur n'est en même temps statique et dynamique, les modèles les plus en vogue ne sont pas forcément adaptés au contexte et l'évolution de modèle statique vers le développement durable est une nécessité suite à la signature de l'Accord de Paris. A partir des limites, les facteurs à considérer dans le nouveau modèle sont expliqués. Et le tout permet de définir le cadre théorique global de la recherche

2.1. Analyse des modèles de compétitivité

LA compétitivité est travaillée à partir des modèles pour en faciliter la compréhension. Il y a plusieurs modèles dans la littérature qui ont chacun une partie intéressant la présente recherche mais qui ne regroupent pas tout ce qu'il faut pour un développement durable, dès fois complémentaires des fois insuffisants donc il faudra combler à l'instar d'un PUZZLE.

2.1.1. Les problématiques sur les modèles

L'analyse effectuée sur les modèles permet de relever que les modèles peuvent être statiques ou dynamiques. Lorsque le modèle est statique, il est évalué à posteriori et donc ne permet pas d'anticiper ou d'agir au moment du fait. Les modèles de Porter et Cho sont plutôt statiques et celui de Silitonga : dynamique.

Si le modèle statique est choisi, l'étude s'effectue à partir des données passées : c'est le cas du modèle de Cho qui nécessite des données historiques sur les trois années passées

Les résultats de l'analyse effectuée peuvent se présenter sous forme de rang lorsque le positionnement est utilisé mais il est difficile d'évaluer les efforts à faire si les résultats sont sous forme de rang

La vérification effectuée par Cho sur la Corée à partir du modèle de Porter démontre qu'un modèle réalisé en Pays développé ne se vérifiait pas en Pays en Développement, et selon Cho, c'est parce que les réalités des PED et PD ne sont pas pareilles, il faut ajuster. Partant de la définition des Nations Unies, les Pays Moins Avancés ont des réalités différentes des pays développés et des Pays en développement donc une adaptation au contexte est

nécessaire pour mieux comprendre la situation (territorialisation). Ce point rejoint l'avis de Krugman qui disait que rien ne vaut la localisation (Rainelli, 2003)

Les anciens modèles privilégient le côté économique comme ceux de Cho et Porter, les modèles récents vont dans le sens du développement durable : c'est le cas des derniers modèles sur l'Union Européenne (Herciu & Mauricio, 2017)

Les relations macro-micro existent dès le modèle de Porter avec plus de place au micro Roland a signalé relation mais est plus ancrée sur le meso mais dans une Chaîne de valeur globale, il est possible de considérer les facteurs macro international, national et le micro au 21^{ème} siècle ;

Les modèles en Commerce International sont plus économiques et traitent plus le cas du côté des pays développés et ce qui se passe du côté des pays non développés est occulté par ailleurs il n'est pas fait allusion aux nouveaux acteurs (stakeholders) : c'est un contre-pouvoir qu'il faut considérer. Mais avec le développement durable, la coopération est bien envisagée (IFDD, 2020) .

✓ La compétitivité à travers des modèles : objet de plusieurs débats

La plupart des recherches ont privilégié le côté économique de la compétitivité et l'approche statique. Les modèles statiques permettent de connaître les atouts et les faiblesses mais après que les faits soient accomplis : c'est par exemple le cas du modèle de Cho. Or avec la globalisation, pour pouvoir agir à temps, en plus de la réactivité, la proactivité est nécessaire. C'est ainsi que le recours à des modèles dynamiques est nécessaire afin de pouvoir procéder à des simulations et pouvoir identifier les impacts des facteurs mobilisés. Le modèle proposé par (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto., 2013) permet de travailler la relation de manière dynamique et prévisionnelle et ce modèle utilisant l'approche chaîne de valeur globale présente aussi plusieurs atouts : la possibilité de travailler les relations de manière verticale (considérant les facteurs macro et micro économiques) ou de manière horizontale (considérant les input et output c'est-à-dire de la matière première jusqu'au marché).

Mais le problème est que pour des raisons de convenance, les auteurs traitent juste la relation Input –output (matière première et part de marché) et le modèle s'intéresse juste à la partie économique. Pourtant avec une chaîne de valeur, il est possible de travailler sur le développement durable (Duk & Trienekens, 2012).

Le modèle de Balkyte met en relation la partie économique et non économiques par un rapprochement de la compétitivité avec le développement durable (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010). Mais ce modèle ne montre pas comment faire pour évaluer la compétitivité durable.

Bhagwati propose une piste qui permet d'y remédier en travaillant la relation entre l'ouverture, la croissance et la pauvreté (Bhagwati & Srinivasan, 2002) (Baghwati & Panagariya, 2013). Cette théorie a pour mérite de permettre de travailler les liens entre **l'ouverture de marché** marquant la globalisation et tente de trouver les impacts sur le côté économique et le côté social : croissance et **la pauvreté** éléments intéressant les pays pauvres.

La pauvreté : c'est le manque des éléments caractéristiques de bien-être (le bien-être provient de la maîtrise des biens ou ressources pour accéder aux actifs ou la capacité de fonctionner dans la société) (Nallari & Griffith, 2011). Une manière d'évaluer la pauvreté est de vérifier si individus et ménage ont suffisamment de ressources pour satisfaire les besoins basiques. Ce point est important pour la partie impact économique en PMA.

L'avantage est que cette théorie se penche sur une des préoccupations des PMA : la croissance vs la pauvreté. Il est ainsi possible de relier un facteur : l'ouverture commerciale avec l'impact sur la croissance (richesse) et à partir de là, sur la pauvreté (effet inverse). Cette théorie est intéressante pour traiter la pauvreté (côté social) en plus du côté économique (croissance). Mais le constat est que les études empiriques basées sur cette théorie donnent des résultats variés et la dimension environnement du développement durable n'y est pas considérée.

Mais les variables du facteur environnement dans une chaîne de valeur sont par contre présentes dans la guide de l'OIT/GIZ et dans le modèle de Gautam (Vredeveld, 2015) (Gautam, 2014). Par ailleurs, en considérant l'ouverture qui est juste commerciale, Bhagwati ignore un fait sur terrain : celui **des mesures de taux de change** (dévaluation ou dépréciation) qui y sont aussi appliquées par les institutions financières (Sen). Cette mesure figurait parmi les 10 commandements de consensus de Washington selon lequel : *« le taux de change compétitifs favorise les exportations tout en maintenant le déficit de la balance courante à un niveau qui peut être durablement financé. Il convient donc de dévaluer la monnaie dans un régime de change fixes ou de la laisser se déprécier dans un régime de changes flexibles »* (Mbandza, 2009). En testant l'impact de cette mesure, il

serait possible de comprendre quelle mesure apporte quel impact et donnerait plus d'éclairage sur l'orientation à adopter.

Les études empiriques effectuées à partir de la théorie de Bhagwati font ressortir des résultats variés. C'est ce qui a poussé Sen à introduire des variables explicatives pour mieux éclairer la question : à ce sujet, il a testé l'impact de la gouvernance (Dreze & Sen, 2013). Les conclusions de ces deux auteurs sont contradictoires. Si Bhagwati pense que la croissance est source de l'éradication de la pauvreté, Sen lui, démontre que tout dépend de la gouvernance. C'est ainsi que de Rudra et Tirone tentent de rapprocher les deux pour éclairer davantage les résultats. Ils utilisent les indicateurs de la gouvernance et l'ethnicité (Rudra & Tirone, 2017).

Ces modèles permettent de mettre en relief les causes et les conséquences des facteurs mobilisés mais ils sont tous ancrés sur les Pays en développement (PED) en général or c'est dans les PMA qu'il y a la véritable pauvreté. Par ailleurs, ils utilisent tous l'ouverture comme facteur de croissance pourtant sur le terrain, la dévaluation/dépréciation est la mesure la plus recommandée par les bailleurs et appliquée dans des PMA à l'instar de Madagascar. Tous ces modèles sont ancrés sur les impacts en termes de compétitivité soutenable (croissance et pauvreté), comment pourrait-on procéder pour arriver à estimer le modèle sur le plan économique, social et environnemental ?

Balkyte propose une esquisse qui rapproche l'économique avec le non économique (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010). Et Gautam propose une piste pour l'analyse du non économique (Gautam, 2004). Les variables à tester sont aussi proposées dans le guide de l'OIT/GIZ (Vredeveld, 2015). Mais il reste à vérifier si les éléments proposés sont vérifiés en PMA.

De ce qui précède, les points suivants sont retenus :

1. Il faut donc un modèle qui soit territorialisé (spécifique pour PMA) et qui permette de vérifier s'il existe des indicateurs spécifiques
2. Si l'étude porte sur le côté économique et social, le modèle serait soutenable et pour le rendre durable, il faudrait trouver des moyens pour avoir les indicateurs environnementaux.

3. L'exhaustivité et l'adaptabilité de l'indicateur au territoire permettraient une meilleure évaluation Exhaustivité, adaptabilité-indicateur

Mais l'analyse effectuée sur les modèles fait ressortir plusieurs limites détaillées ci-après.

- **Modèles de compétitivité : soit statiques soit dynamiques mais pas les deux**

Un modèle de compétitivité durable est un modèle qui marie les facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Le fait de présenter ces facteurs sous forme de modèle facilitera la lecture et l'interprétation.

Mais le constat est que soit le modèle est statiques donc ne permet pas d'agir en temps réel ni d'anticiper, soit il est dynamique donc permet la proactivité mais ne permet pas d'avoir une idée sur les ressources à utiliser.

- **Modèle de compétitivité Porter, Cho et Zhang : problème d'adaptabilité**

Ces trois modèles ont pour mérite de démontrer les facteurs à considérer avec les variables y afférentes pour pouvoir déterminer la compétitivité. Mais aucun de ces modèles ne traite du cas des Pays Moins Avancés. Ils sont statiques donc ne permettent pas non plus de changer selon les évolutions de l'environnement. Et ils sont évalués a posteriori donc ne permettent pas d'anticiper le futur

Bien que la compétitivité soit l'affaire de tous les pays riches ou pauvres, force est de constater que les modèles sont plus standardisés mais en fait ne correspondent pas forcément aux réalités des pays en développement classifiés dans la catégorie moins avancée.

L'analyse de la littérature sur les modèles de compétitivité permet de constater qu'il y a des facteurs considérés avec des variables précises. En plus, ils ressortent des chiffres précis qui sont souvent utilisés pour établir le rang (le positionnement du pays). Mais il y a lieu de signaler que la base des modèles de compétitivité très utilisée dans la pratique et qui a suscité beaucoup de travaux de recherche également, depuis la sortie de l'ouvrage sur l'avantage compétitif est celui de Michael Porter, lequel a fait l'objet de plusieurs ajustements par les chercheurs pour le rendre adapté au contexte étudié.

En effet, il a été reproché à Porter d'avoir élaboré un modèle qui est plus adapté au contexte de Pays développé, ne considérant pas les particularités des pays en développement. C'est ainsi que Cho, puis Cho et Moon ont retravaillé ce modèle pour le

rendre approprié au cas de la Corée. D'autres chercheurs y ont apporté des améliorations pour qu'il puisse être utilisé là où il y a relation avec l'international (ex le modèle double diamant).

Mais si ces modèles apportent des grilles de lecture intéressantes quant au positionnement du pays par rapport à d'autres, ils ne permettent pas d'avoir une idée sur les variables à utiliser pour pouvoir optimiser les résultats. C'est ainsi que lorsque l'on utilise le modèle dans un pays comme Madagascar, l'on se rend compte que plusieurs éléments ne sont pas considérés (les pierres précieuses, les plantes, les oiseaux, etc. pourtant pouvant être utilisés pour générer de la richesse. Ce point amène à porter une réflexion sur la manière de calculer le PIB car toutes ces ressources naturelles apportent de la richesse mais n'y sont considérés.

Notre second constat est que le modèle de Cho les variables sont considérés à posteriori et sont plutôt statiques. Intéressant pour comprendre état des lieux mais pas pour agir en temps réel.

Tous les chiffres qui ressortent donnent l'état des lieux à une date précise à l'instar d'un Bilan (en comptabilité générale) donc sont plutôt statiques et travaillés à posteriori. Or pour fixer les orientations stratégiques, il faut connaître ses atouts et faiblesses mais aussi comprendre sur quel levier appuyer pour avoir le meilleur output futur (donc de manière anticipée). **Nous en concluons que le modèle de Cho peut servir de base mais n'est pas suffisant**, il faut considérer les variables caractéristiques du pays et trouver les moyens pour pouvoir les travailler de manière proactive en vue de décisions futures des facteurs économiques et des facteurs touchant le développement durable et permettant lien avec monde.

- Les modèles dynamiques de Roland et Gautam : complémentarité à creuser

Le modèle de (Roland, 2013) permet de faire une analyse dynamique (comblant donc ce manque dans le modèle de Cho), il met en exergue l'existence de la complémentarité au niveau macro et microéconomie et est travaillé selon l'approche de la chaîne de valeur. Mais d'une part, les variables macroéconomiques ne sont pas toutes prises en considération et d'autre part, le modèle est plus économique donc donne des résultats plutôt économiques. Il y manque les impacts sociaux et environnementaux.

Ce modèle pourrait donc servir de référence pour la partie économique mais devrait être complété sur le côté social et environnemental (conditions du développement durable)

Les nouveaux modèles sont à la recherche d'indicateurs pour l'évaluation de l'impact sur le développement durable.

L'approche de (Gautam, 2015) pour l'analyse de l'environnement social et environnemental permet de mettre en exergue quelques facteurs à considérer. Mais ce travail ne considère pas tous les facteurs possibles d'où l'importance d'avoir des références à partir des expériences sur terrain. L'on peut par exemple identifier des indicateurs développement durable appliqué dans l'approche chaîne de valeur est prévu par les organismes internationaux (OIT/GIZ). Cet apport pourrait servir à combler le manque dans le travail de Roland Silitonga et al. .

*« Il y a de plus en plus d'accord entre société civile, gouvernement et secteur privé que pour rester dans l'affaire et rester profitable à long terme, les entreprises et les chaînes de valeur où ils opèrent doivent être inclusifs et verts. **Le fait d'être ancrés sur le côté économique seul risque de perpétuer les disparités sociales et les dommages sur l'environnement donc en combinant ces éléments, il y a amélioration de la qualité de la croissance** »* (Schneemann & Vredevelde, 2015)

Les dimensions institutionnelles, économiques, environnementales et sociales sont interreliées ce qui fait que si une dimension négligée, cela peut impacter la performance des autres dimensions.

La particularité des PMA comme Madagascar est son atout en terme social notamment l'abondance de ressources humaines et environnementales (ressources naturelles). L'analyse de la compétitivité est très importante car c'est un déterminant crucial de la survie de l'économie Nationale et de la future prospérité, celle-ci joue le rôle de moteur dans la compétitivité Nationale (Audrone, 2000), d'ailleurs il y a une corrélation entre la compétitivité durable de l'économie et la croissance de la productivité de ses différents secteurs dans le marché global (Wysonkesk, 2000) et les pays à rang élevés en compétitivité ont aussi un rang élevé en terme de standard de vie (Schuller lidborn, 2000).

- Un mélange de facteurs économiques et non économiques

Les trois mélangés peuvent faire l'objet de test sur terrain pour avoir un profil de facteurs pouvant permettre de décrire le contexte d'un PMA à l'instar de Madagascar.

Pour avoir un modèle de compétitivité durable, la partie non économique pourrait être extraite du modèle de Gautam mais amélioré avec les indicateurs du guide de l'OIT/GIZ

Le schéma suivant permet de synthétiser les constats obtenus suite à la revue de la littérature et d'avoir une description du modèle à concevoir.

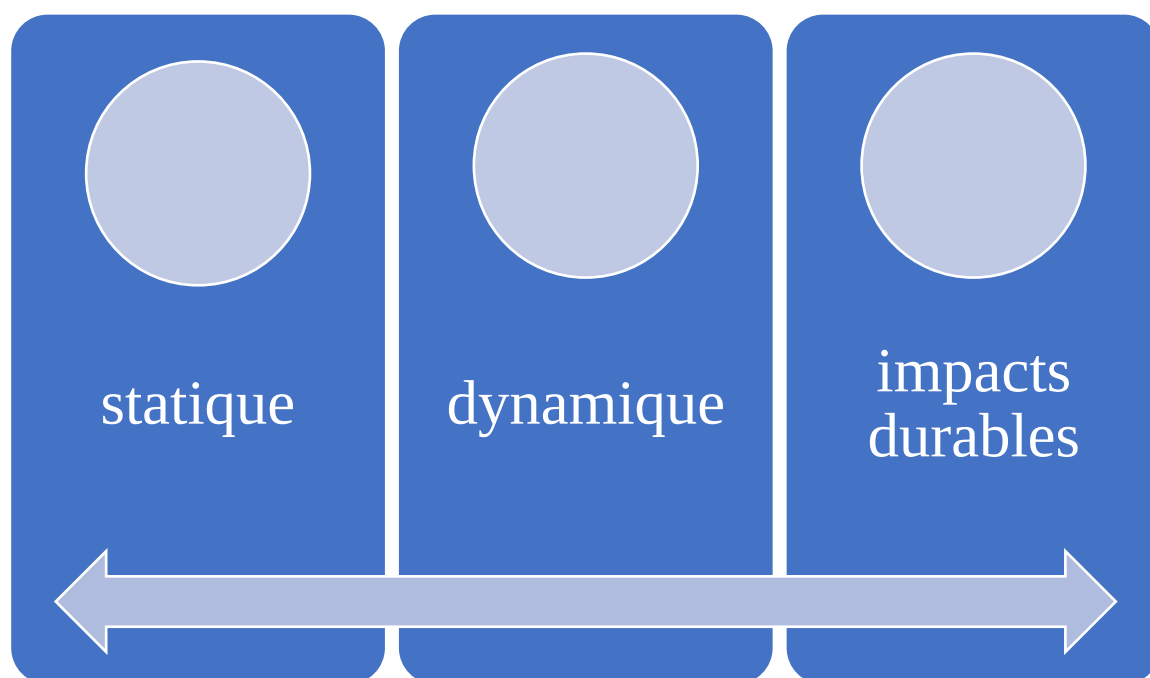


Figure 1 Schéma du modèle indicatif

Ces choix se justifient par le fait qu'ils traitent tous les questions de compétitivité, celui de Porter étant le modèle original modifié par Cho, il y a lieu de le considérer pour mieux comprendre l'écart. Le modèle de (Cho, 1994) étant destiné aux PED et testé comme modèle utilisable en contexte de PMA, le modèle de (Roland, 2013) traitant les relations dans une chaîne de valeur, le modèle de Gautam traitant les données qualitatives touchant le développement durable, et le modèle de (Zgurovsky, 2009) modèles mathématiques traitant les questions de développement durable.

Le modèle de Cho a pour avantage de considérer des facteurs plus adaptés au contexte de PED comme les ressources naturelles et les ressources humaines, il permet d'identifier les facteurs positifs et négatifs du contexte étudié (mais a posteriori). Plusieurs variables spécifiques au cas de Madagascar ne s'y retrouvent pas comme par exemple : les ressources minières, les ressources forestières, les oiseaux, les végétaux, l'or (pourtant ce

sont des ressources qui peuvent générer de la richesse). Les indicateurs sont fixes, statiques et a posteriori et les impacts ne sont pas obtenus avec ce modèle. Il est plus comme un bilan (état des actifs et passif à une date donnée).

Le modèle de (Roland, 2013) utilise le HMLS base (Haimès, 1995) a pour mérite la possibilité de voir visuellement les acteurs, les apports, les relations et traite de la relation macro-micro et surtout utilisable en commerce international, mais il ne donne pas d'indicateurs pour les questions sociales et environnementales, il ne traite pas la relation verticale et est juste économique.

Le modèle de (Gautam, 2014) permet une analyse des indicateurs de développement durable à partir du cas de Népal, approche plus dynamique basée sur le modèle de (Zgurovsky, 2009). L'output reflète un scénario possible donc limité. Quant au modèle de Zgurovsky, il plus sur le Développement Durable mais Madagascar n'y est pas.

La récapitulation des atouts et problèmes de ces modèles selon notre analyse par rapport aux exigences de développement durable est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 5 Atouts et limites des modèles de compétitivité

Auteurs	Travail effectué	Atouts	Problèmes	Idées à développer
Roland (2013)	Un modèle de compétitivité avec HMLS (hierarchical modeling level system) basé sur Haines 1975	Met en exergue relations dans CVG Indicateurs pour PD et PED Economique	Incomplet Pas vertical Limité (pas de développement durable) Juste économique	Travailler le côté vertical Compléter avec variables non économiques
Gautam (2014)	Une analyse des indicateurs de DD de Népal avec approche dynamique de Zgurovsky (2009) soit le DSR Model	Plateforme pour décideur politique Praticiens de développement Académiciens	Output reflète un scénario possible, Pas comparable Futurs aspects possibles	A développer
Zgurovsky (2009)	Modèle mathématique SDGM	développement Durable	Madagascar n'y est pas	S'y référer en cas de besoin

Source : Auteure à partir littérature

Bien que la compétitivité soit l'affaire de tous les pays riches ou pauvres, force est de constater que les modèles sont plus standardisés mais en fait ne correspondent pas forcément aux réalités des pays en développement classifiés dans la catégorie moins avancée.

L'analyse de la littérature sur les modèles de compétitivité permet de constater qu'il y a des facteurs considérés avec des variables précises. En plus, ils ressortent des indicateurs composites qui sont souvent utilisés pour établir le rang (le positionnement du pays). Il y a plusieurs modèles basés sur le modèle de (Porter M. , 1990) lequel a fait l'objet d'extensions. Les ajustements ont été effectués pour le rendre adapté au contexte étudié.

En effet, il a été reproché à Porter d'avoir élaboré un modèle qui est plus adapté au contexte de Pays développé, ne considérant pas les particularités des pays en développement. C'est ainsi que Cho par exemple a retravaillé ce modèle pour le rendre approprié au cas de la Corée.

D'autres chercheurs y ont apporté des améliorations pour qu'il puisse être utilisé là où il y a relation avec l'international (ex le modèle double diamant-). Mais si ces modèles apportent des grilles de lecture intéressantes quant au positionnement du pays par rapport à d'autres, **ils ne permettent pas d'avoir une idée sur les variables à utiliser pour pouvoir optimiser les résultats**. C'est ainsi que lorsque l'on utilise le modèle dans un pays comme Madagascar, l'on se rend compte que plusieurs **éléments pourtant importants pour la création de la richesse ne sont pas considérés** (les pierres précieuses, les plantes, les oiseaux, etc.

Par ailleurs, le modèle de Cho est applicable aux PMA mais la variable considérée a posteriori ne sont pas forcément adaptées au contexte de Pays Moins Avancés et sont plutôt statiques. L'analyse des indicateurs utilisés par Cho dans son modèle permet de constater que les indicateurs sont basés sur des faits passés, c'est-à-dire que l'étude est effectuée à posteriori à l'instar d'un tableau de bord. Ce tableau a pour avantage de faire ressortir les points où il faut des efforts supplémentaires. Mais force est de constater que ce genre d'outil peut aider à la décision mais **ne permet pas d'anticiper le futur ni d'agir proactivement**. Or dans un contexte dynamique comme celui dans lequel nous vivons actuellement, il est primordial d'avoir une vision, d'anticiper le futur.

Il faut donc connaître où mener les pieds pour avoir les impacts désirés. Il faut donc pouvoir prévoir. Or **tous les chiffres** qui ressortent donnent l'état des lieux à une date précise à l'instar d'un Bilan (en comptabilité générale) donc **sont plutôt statiques** et travaillés à posteriori. Donc pour trouver les orientations stratégiques, il faut certes connaître ses atouts et faiblesses mais il faut surtout comprendre sur quel levier appuyer pour avoir le meilleur output. Surtout avec l'engagement pris au niveau des Nations Unies en termes de Objectifs de développement Durable, il faut balancer les impacts économiques, sociaux et environnementaux. Si l'on connaît uniquement ce qu'on dispose pour des impacts économiques, **comment évaluer les impacts et comment jauger l'équilibre entre les trois facteurs à considérer ?**

Tableau 6. Tableau synoptique des modèles eu égard au cas des PMA

Type de modèle	Auteurs	Atouts	Problèmes	Conclusion
Modèle de Diamant (Porter, 1990)	Porter (1990)	Fait ressortir indicateurs de compétitivités	plus adapté aux Pays Développé ne considère pas les ressources naturelles et humaines (test de Cho, inapproprié au cas de Corée) Plutôt économique et statique	non adapté
Modèle à neuf facteurs de Cho	Cho (1994) Cho et Moon (2000)	Indicateurs de compétitivité et facteurs de compétitivité pour PED	Plusieurs facteurs PMA non considérés Étude a posteriori et statique Ne traite pas questions DD	Intéressant mais à adapter Cas PMA Côté DD Dynamiser

Source : Auteure

L'analyse des démarches fait ressortir les éléments suivants :

Tableau synoptique de méthodes utilisées dans la littérature (se rapprochant de la thèse envisagée)

<u>Auteurs</u>	<u>Méthode utilisée</u>	<u>Apports positifs (+)</u>	<u>Critiques</u>
Roland et al. (2013)	HMLS (Hierarchical Multilevel System) conçu par Mesarovic et al (1970) testé dans gestion eau par Haimès et al . (1975)	Modèle conceptuel de l'industrie d'huile de palme de l'Indonésie décrivant interactions parties prenantes dans la Chaîne de valeur avec output la compétitivité (économique) Il travaille la relation MESO MICRO avec Chaîne de valeur pour augmenter compétitivité internationale	Limites : recherche nécessaire pour choix input et contrôle inputs, les relations entre eux, Étude par fonction verticale non effectuée Ne traite pas les effets sociaux, environnementaux
<u>Roland et al.</u> <u>(2016)</u>	Value Chain Analysis (VCA) + Environnement macro (4 facteurs : demande, produits de substitution, taux de change, problèmes environnementaux) +	Permet d'avoir un modèle de compétitivité de l'industrie d'huile de palme considérant la politique gouvernementale comme coordinateur Relation entre process, gouvernement et	Modèle plutôt économique même s'il permet d'avoir les aspects techno-économiques

	Comparaison Part de marché entre les deux grands pays exportateurs (Indonésie et Malaisie) + HMLS (Mesarovic et al. 1970) avec Gvmt policy and regulations as coordination – market share and added value –Fiscal policies to support industries Policy Mix applied on models : Fertilizer subsidies CPO export tax RPO export tax Subsidies (plantation area replanting subsidies), Mandatory ISPO certification for CPO exports Le modèle maximise l'indice de compétitivité	environnement macroéconomique Modèle applicable à tout autre agri-industrie avec une chaîne longue, plusieurs produits downstream Sous process comme R et D si traité permet de trouver politique d'appui Ou pour autres mix de politique pour autres scenarii (macro situation, politique, mix gouvernement, changement chez concurrent)	Les aspects environnementaux et sociaux n'apparaissent pas
--	---	---	---

	sous forme de part de marché		
<u>Gautam</u> <u>(2014)</u>	Theories and techniques of systems thinking and systems analysis (driving Pressure –State-Response framework) Conceptual sustainable dvpt model with three systems (compiled from Bossel (1999) et lektauers (2010) (human, support and natural) Zgurovsky (2009) mathematical model Sustainable dvpt model with selected indicators Mental map et casual loop diagram of the model Stock and flow diagram build on vensim based on casual loop diagram	Utilise indicateurs économiques, sociaux et environnementaux Fournit comme output plateforme pour chercheurs, décideurs politiques, sur les aspects Broader future aspect of sustainable development Montre futur comportement possible des indicateurs	Ne donne pas de prévision chiffrée Fournit juste un scénario Concerne Népal seulement mais peut servir ailleurs

<u>Zgurovskhy</u> <u>(2009)</u>	Utilise System development Gauging matrix (SDGM) Data des organismes internationaux reconnus sur qualité d vie et sécurité	Méthode qttve et qltve Le SDGM permet estimation qttve de la qlté de vie Utilise cluster analysis C'est un Modèle mathématique	Madagascar ne figure pas dans son étude
--	---	---	---

Source : Auteure

Tableau synoptique les modèles et facteurs utilisés pour l'étude de la compétitivité

En somme, **le modèle de Cho peut servir de base mais n'est pas suffisant**, il faut **considérer les variables caractéristiques du pays** et trouver les moyens pour pouvoir **travailler de manière proactive**. Le modèle de Gautam peut aider dans ce sens mais comme il est incomplet et concerne le Népal, il faut une adaptation. Pour bien analyser les relations macro et micro, il serait bon de considérer l'approche chaîne de valeur comme le cas de Roland (2013) en vue de décisions futures des facteurs économiques et des facteurs touchant le développement durable et permettant lien avec monde. D'où la **nécessité de concevoir un modèle adapté au contexte du XXIème siècle**.

Le graphique présenté dans la page suivante montre comment se présentent les écrits sur les modèles utilisés pour la compétitivité actuellement, et l'idée que la présente thèse va tenter de développer par suite de ce constat.

A ce sujet l'auteure présente ce qui est visible sur le plan scientifique (à partir de la revue de la littérature) et ce qui est utilisé sur le terrain (à partir de l'expérience terrain). A partir de là, une réflexion est menée pour pouvoir obtenir un modèle qui soit exhaustif .

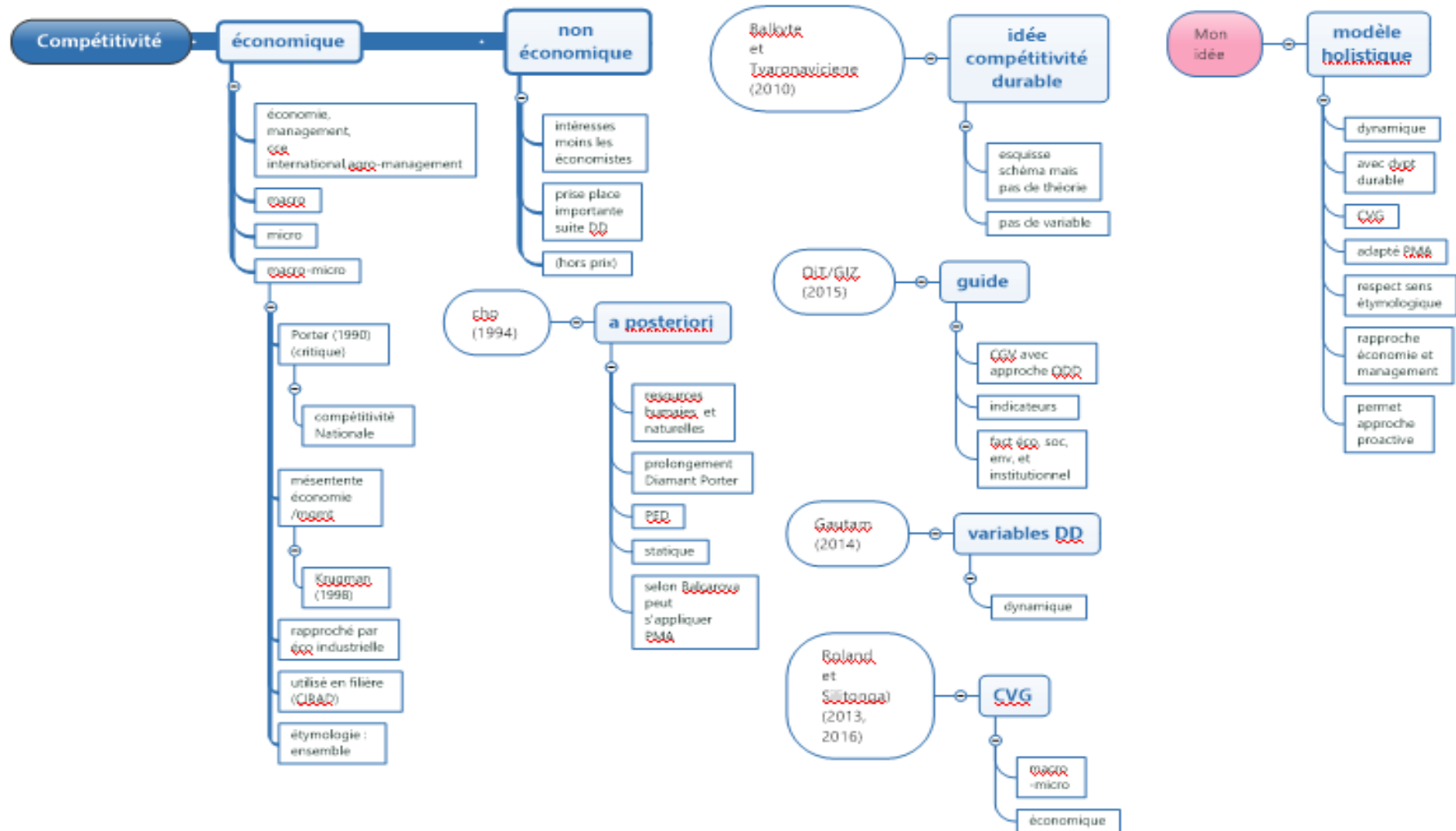


Figure 2. Idées sur modèle holistique (source : auteure)

2.2. Vers un nouveau modèle de compétitivité : quels éléments considérer ?

2.2.1. Les problématiques relevées à partir de l'analyse de la littérature

- Les problématiques sur les concepts

- Le sens original semble être ignoré : l'étude permet de retenir à ce sujet le côté « coopération » pour faire face à la concurrence.
 - Le concept n'a pas de sens universel donc est flexible : ce côté a pour avantage de permettre l'adaptation du concept aux situations qui prévalent mais pose problème en termes de comparabilité.
 - Le concept varie selon les disciplines : ceci peut être positif si la complémentarité est travaillée mais peut causer aussi problème en cas de non collaboration.
 - Le besoin est d'aller vers le « développement durable » compte-tenu de l'engagement des pays mais auprès des Nations Unies mais il y a des facteurs ignorés dans le concept comme le côté environnemental ;
 - Le concept de compétitivité durable est en phase embryonnaire (mais on en parle sans théorie précise par exemple : tourisme)
 - Il existe indicateurs de développement durable qui sont utilisés par les organismes internationaux à l'instar de l'Organisation Internationale du travail et utilisés dans les projets)
- ⇒ Le nouveau concept devrait donc aller dans le sens de la coopération, selon la discipline commerce international mais pouvant s'inspirer des autres en cas de besoin, avec les caractéristiques de durabilités (les indicateurs peuvent être basés sur ceux utilisés dans les projets).

- Les problématiques sur les théories

- La concurrence n'est plus parfaite, il est possible d'agir sur les prix : il est ainsi possible de travailler sur cette variable pour voir l'impact.

- La globalisation permet le mouvement de personnes, de capital et de travail hors territoire, cela veut dire que les anciennes conditions posées dans les anciennes théories du commerce international sont dépassées
- La globalisation permet aussi le travail à distance
- Croissance et pauvreté, libéralisation face à croissance sont les plus utilisés mais ne font pas de distinction entre PMA et PED (il est important d'analyser ce cas par rapport à la spécification territoriale)
- Le côté durable n'est pas très apparent dans la théorie c'est-à-dire que la condition d'avoir les trois éléments de la définition du rapport de Brundtland (1987) : économique, social et environnemental n'y sont pas traités mais juste le côté économique et social : donc il est question de développement soutenable (selon la définition de CNUCED)
- Le problème qui se présente est sur le plan de l'inclusion si l'on se réfère à la littérature, et à ce sujet la CNUCED fait remarquer que les études sur le développement durable étudient plus les impacts et très peu les causes (Gupta, et al., 2014)

Les théories devraient ainsi être ajustées pour tenir compte des impacts économiques, sociaux et environnementaux (et suivant pays étudié) et cela devrait se faire en fonction du problème rencontré sur terrain et de la disponibilité de données.

- Tableau synoptique des théories de compétitivité

École	Concept/Théorie et auteur	Contenu	Source
Théories classiques	Concept de main invisible (Adam Smith) – Scotland	Chaque partie impliquée dans un commerce libre international peut gagner des bénéfices en se spécialisant dans la production de marchandises dans lequel il détient un avantage absolu. Donc laissez chaque pays exporter les produits qu'il produit au coût le plus bas et importer les produits qu'il produit aux coûts les plus élevés.	Thomasz et al. (2014)
	Concept de l'avantage comparatif (David Ricardo) -England	Un pays peut bénéficier du commerce extérieur (foreign trade) même s'il manque d'avantage absolu face à ses partenaires au commerce dans la production de marchandises. Cela nécessite juste d'avoir un avantage relatif dans n'importe quelle marchandise dans le but de le vendre à l'étranger	Thomasz et al. (2014)
	Heckscher-Ohlin théorie sur le commerce (théorie de l'abondance des ressources) - Suède	Un pays se spécialisera dans la production et l'exportation des produits qui requièrent l'utilisation relativement intensive des facteurs de production abondants localement. Les pays à abondance de capital vont exporter les produits à capital intensif et ceux à travail abondant vont exporter des marchandises à travail abondant	

Théories néoclassiques, australiennes, et institutionnelles sur la compétitivité	Théorie de compétition efficace (theory of effective competition) John M Clark (USA)	L'avantage compétitif est poussé (driven) par les innovations introduites par la compagnie. Innovations motivent les firmes à concurrencer agressivement dans le but d'avoir le l'avantage compétitif, qui en retour mène au progrès technologique et croissance économique au niveau macro	Thomasz et al. (2014
	Théorie de comportement marketing Wine Alderson (USA)	Il y a six sources potentielles d'avantage compétitif pour les firmes : la segmentation, la voie de la communication (ie promotion et publicité), l'atteinte de consommateurs (choix de canaux de distribution), développement de produits, amélioration de process et innovation de produits	Thomasz et al. (2014
	Théorie de l'école australienne Ludwig Von Mises (Australie)	La concurrence de marché est un process dynamique et automatique et non pas une structure spécifique de marché . La tendance à travers l'équilibre de marché est le résultat de l'activité entrepreneuriale. Une entreprise gagne ou perd en concurrence dépendant de la force de ses capacités et le degré selon lequel ses offres correspondent aux besoins du marché.	Thomasz et al. (2014
	Économie évolutionnaire Joseph Schumpeter (Australie)	Le constant ajustement au changement de l'environnement est crucial à la survie à long terme des firmes sur la place du marché essentiellement dû à la recherche de combinaison innovative de ressources utilisées.	Thomasz et al. (2014
	Théorie de l'entrepreneuriat et		Thomasz et

	innovation Joseph A.Schumpeter (Australie)	La capacité de company à innover est la clé pour atteindre l'avantage compétitif face à ses rivaux. La capacité à créer de nouvelles solutions et la prédisposition à prendre des risques associés avec leur test dans le marché définit le process et l'entrepreneuriat. Différences dans le niveau de la capacité innovative et l'entrepreneuriat résulte en différences dans la position concurrentielle de tout agent économique	al. (2014
	Institutional economics streams Friedrich List (Allemagne) Max Weber (USA) James Buchanan	En sus des facteurs économiques, la compétitivité de quelqu'un est affectée par les institutions sociales comme les autorités publiques, les unions commerciales, les institutions financières, l'organisation socio-politique, la propriété (ownership) est les structures organisationnelles et les habitudes mentales, les règles et les codes de conduite.	Thomasz et al. (2014 Thomasz et al. (2014
Concept contemporains et théories de compétitivité	Concept de compétitivité de Krugman Paul R. Krugman USA	La croissance de la productivité est le moteur (drive)r principal de la compétitivité. La compétitivité internationale des pays est associée à leur haut standard de vie.	Thomasz et al. (2014
	Théorie de compétitivité de Porter	La compétitivité dépend de la productivité à long terme, dont la croissance requiert un environnement d'affaires qui supporte l'innovation continue de produits, process et management. Les quatre condition qui sous-tendent la	Thomasz et al. (2014

	Michael Porter USA	compétitivité de produit sont : les allocations de facteur, les conditions de la demande, les industries de support et reliés (clusters) et les stratégies de firmes, structure et rivalités	
--	--------------------	--	--

(Source : Auteure 2018)

Le concept de compétitivité en tant que tel a été développé dans le modèle d'Affaires de Porter. Ce concept même **très apprécié est cependant sujet à plusieurs débats**. Nombreux auteurs soulèvent l'idée que la Compétitivité Nationale intéresse au plus haut point les chercheurs, les politiciens et les hommes d'affaires mais les divergences sur l'interprétation de ce concept ont amené à deux écoles de pensée : celle qui la soutient (Management) et celle qui réfute ce concept (Économie) dont le célèbre Krugman (1987) qui rejette l'idée de Porter (1990) en soutenant que ce ne sont pas les pays qui sont en compétition mais plutôt les entités (AJ Smit 2010).

Il a aussi mentionné qu'il est dangereux de se concentrer sur le concept de compétitivité nationale, car pourrait amener les Nations à recourir à des pratiques injustes. Mais Michael Porter (1990) soutient qu'il est important de connaître ce qui marche, de manière simple et ainsi que les raisons en vue d'une application. En effet, les idées divergent au sujet de la compétitivité : certains chercheurs la voient comme un phénomène macro-économique guidé par les taux de change, les taux d'intérêt, les déficits de Budget. Il y en a qui pensent que c'est lié à la détention de forces de travail bon marché et en quantité. Pour d'autres le concept est lié à la détention de ressources naturelles abondantes.

Mais Porter (1990) se demande pourquoi y a-t-il beaucoup de pays qui ne respectent pas ces conditions mais qui malgré tout, sont compétitifs. A l'instar de Allemagne, Japon, Suisse, Italie, Corée du Sud ; l'idée selon laquelle la compétitivité est due à la politique commerciale comme le ciblage, la protection des importations , les subventions qui ont boosté les économies de Japon et de Corée est aussi rejetée par Porter car il dit : pourquoi y a-t-il des pays où ces interventions ont plutôt eu des effets pervers comme l'Italie et enfin la considération du style de management et du type de relation entre Dirigeants et force de travail lui paraissent aussi injustifiés car ce qui marche dans un pays ne le serait pas dans un autre.

Pour Porter : « le standard de vie d'une population ne peut s'améliorer que si ses entités sont capables d'atteindre **un haut niveau de productivité et capables d'assurer la montée en grande par eux-mêmes** ». Mais force est de constater que ce n'est pas uniquement le concept de compétitivité Nationale proposé par Porter (1990) qui est remis en question par les chercheurs : Nebojsca S. (2012), Pavlina B (2013), Audrone B et Manuela T. (2010), mais aussi l'applicabilité du modèle de Diamant qu'il a élaboré. C'est pourquoi, des extensions au modèle de Diamant ont été effectuées pour le rendre plus

adapté au contexte par : Rugman (1991), Rugman et D. Cruz (1993) ; Cho (1994) ; Moon, Rugman et Verbeke (1998) ; Dunning (2003) ; Cho et Moon (2000) ; Cho (2006), Thomas B (2008).

Nebojsca stojcic (2012) avait signalé qu'il n'y avait pas de consensus sur la concept de compétitivité à cause de la non considération de la multi-dimensionnalité du concept ; Moon et Cho (2000) avaient avancé que les rapports sur la compétitivité nationale n'étaient pas suffisamment robustes et Cho (2006) avait démontré que le modèle de Diamant de Porter fonctionnait mieux sur les Pays Développés mais pas sur la Corée (qui est passée de Pays Moins Avancé (PMA) à Pays en Développement (PED) ; Audrone Balkyte et Manuela Tvaronaviciene (2010) avaient à leur tour proposé plusieurs définitions du concept et Lachaal (2001) avait conclu que le concept de compétitivité n'est pas statique et la perception change avec le niveau d'analyse menée. Thomas Berger (2008) en a déduit qu'il n'y avait pas de théorie de compétitivité nationale acceptée mais il y a plutôt plusieurs concepts derrières. En somme, ce qui fait l'unanimité ici, c'est que la communauté scientifique partage l'idée que la compétitivité manque d'universalité pourtant c'est un concept fort utile ; ce qui démarque les scientifiques c'est leur manière d'agir face à ce constat car si certains ont carrément proposé de nouvelles méthodes, d'autres se sont contentés de tester les modèles.

Pour nous, les questions que Porter (1990) se posent sont intéressantes mais le problème est qu'il **compare des pays à niveau de développement différent** et des **activités différentes donc incomparables**. Il est ainsi normal que des facteurs qui semblent marcher dans un pays ne donnent pas les mêmes conclusions ailleurs. C'est pourquoi, le modèle de Porter n'est pas valide en Corée comme le signale CHO (2000) ni au Canada comme l'a remarqué Rugman (1997).

Par ailleurs, Porter est parti de l'étude sur le plan micro économique (au niveau des industries) pour apporter des explications sur le plan macro-économique et surtout au niveau international sans avoir travaillé véritablement les impacts des **mesures prises par les Gouvernements sur le plan macro et méso-économiques** de manière scientifiques et sa déduction n'est basée sur aucune théorie scientifique. Les questions qu'il se pose amènent à penser la compétitivité comme étant basée tantôt sur **l'innovation** (car ses questions de recherche portent sur les déterminants de l'innovation), tantôt sur le standard de vie de la population.

Pourtant, **tous les pays n'innovent pas**, beaucoup ont eu des résultats en ne respectant pas les règles de jeux sur le marché et enfin, une croissance économique n'amène pas forcément l'augmentation du standard de vie dans un pays notamment lorsque l'on constate que dans le monde, il y a une répartition inégale de revenu. A titre d'exemple, l'Inde a affiché de fortes croissances économiques à l'instar des pays du BRICS mais nul n'ignore que le standard de vie de sa population est disparate. Donc il est possible que la productivité augmente, que le pays soit compétitif mais cela n'entraîne pas forcément l'augmentation du standard de vie de la population.

Par ailleurs, selon Simona Roxana (2016), le Modèle de Diamant de Porter met l'accent sur les aspects micro-économiques car selon lui la richesse se crée à ce niveau mais il admet que les facteurs macro-économiques sont nécessaires mais pas suffisantes. Mais si Porter insiste sur le fait que la compétitivité est plus explicable par la productivité, Osen et Olengin () critiquent l'idée de confondre compétitivité avec productivité car pour eux, la productivité permet de qualifier l'État tandis que la compétitivité permet de leur attribuer un rang par rapport aux autres.

D'autres trouvent que le modèle de Diamant permet de cerner le cadrage de l'environnement favorable à l'apprentissage de la compétition(Macerinski et Sakhanova (2010) Et Stateskeviciute and Tamosiuniene () ont identifié neuf déterminants de la compétitivité d'une Nation : *high standard of living, high rate of employment, high productivity, commercial equilibrium, high national attractiveness, high ability of objective implementation, healthy politics, high flexibility and ability of sustaining growth*. Simona Roxana (2016) déduit que tous ces déterminants font référence aux performances au niveau **macro-économique**.

Ces affirmations confirment l'idée de Cho (1994) qui a proposé le modèle à neuf facteurs comme extension du modèle de DIAMANT de Porter en vue de l'adaptation aux réalités des pays en développement et confirmé par l'étude empirique (Cho et Moon (2000)). **Nous en déduisons que pour avoir un modèle exhaustif, il faut considérer les facteurs micro et macroéconomiques et savoir les adapter selon le contexte.**

Sur le concept de compétitivité nationale Krugman dit que la compétitivité n'est autre que la productivité donc il ne faut pas parler de compétitivité nationale : il voit mal le lien entre ce qui se passe au niveau local et national. Mais Tyson démontre que le lien est bien existant an entre ce qui se passe au niveau local, l'international et le retour.

Cho critique Porter sur la non considération des facteurs spécifiques aux PED : les ressources humaines et naturelles car le modèle Porter ne se vérifie pas par rapport au contexte de la Corée : ce dernier a alors proposé le modèle à neuf facteurs. Mais l'étude porte sur Corée (PED). Il n'y a pas de repère justifiant si ce modèle fonctionne en PMA.

Herciu fait une évaluation et proposition pour les PED dans la globalité. La théorie de croissance de Bhagwati permet de se faire une idée sur les pays pauvres. Mais il y a contradiction entre Bhagwati et Sen. Rudra et Tirone travaillent leur complémentarité en analysant les variables gouvernance, ethnicité, éducation en PED.

Un modèle dynamique en commerce international est travaillé par Sinarkaruniya dans une chaîne de valeur. Il faut le compléter. Retrouver l'impact du prix international et sur le plan national les effets des mesures adoptées (ouverture, taux de change) pour partie verticale puis trouver les facteurs spécifiques (éco, env) et voir comment mélanger. (Partie horizontale).

Des chercheurs à l'instar de Balkyte et Tvaronaviciene, ont proposé une esquisse de modèle de compétitivité durable et ont détecté des liens qui peuvent être travaillés. Selon elles, les liens à travailler se situent entre : Globalisation, compétitivité, croissance et bien-être. (Balkyte & Tvaronaviciene, 2010) Cependant, comme il s'agit d'une recherche théorique, il n'y a pas de test empirique dessus.

Dans la littérature, la compétitivité est évaluée par le biais de la théorie de croissance dont celle de Bhagwati (Bhagwati, 2002). Ce dernier ayant prouvé l'existence de lien entre l'ouverture de marché et la croissance d'une part, et entre la croissance et la pauvreté d'autre part. Il est arrivé à la conclusion que, l'ouverture du marché entraîne la croissance et la croissance entraîne la réduction de la pauvreté. Cette théorie est intéressante car permet de travailler la relation de cause à effet entre trois variables : l'ouverture du marché, la croissance et la pauvreté. Cette théorie a pour avantage de considérer le facteur économique et social de la compétitivité.

Cependant, elle ne fait pas allusion aux mesures préconisées par les institutions financières internationales qui sont en vigueur dans les Pays pauvres : la dévaluation ou la dépréciation, par ailleurs, la théorie ne considère pas l'impact environnemental. Et les travaux empiriques sur ce modèle entraînent des résultats variés et il n'y a pas de prise de

position sur le cas des PMA. Quelques-unes des études empiriques réalisées et résultats (Bhagwati & Srinivasan, 2002) et Dollar and Kraay (2004) : la libéralisation du commerce aide à réduire la pauvreté à travers la croissance spécialement en PED (source Adugna Lemi, 2011 – Trade liberalization and Change in Poverty status in Rural Ethiopia :what are the links ?)

Harrison et al (2003, 2004) :les pauvres gagnent à partir de la libéralisation du commerce cela par étude empirique sur Turquie et Brésil (source : Adugna Lemi, 2011).Carneiro & Arbache (2003) : l'effet de la liberalization n'est pas suffisant et n'entraîne pas directement un bénéfice pour les pauvres (the effect of trade liberalization is not enough and is not straightforward to benefit the poor in developing countries source (Adugna Lemi, 2011) : prouve le contraire.

L'effet négatif de la libéralisation du commerce sur la pauvreté –(Negative effect of trade liberalization on poverty (Annabi et al. 2005; Cororaton et al. 2005; Sharma 2005).

Littérature revue de la relation entre commerce libéralisé et pauvreté (Review of literature on the relationship between trade liberalizati(on and poverty (winters, 2002; McCulloch al. 2001; Winters et al. 2004; Cline 2004) –source (Adugna Lemi, 2011)

Selon les études récentes, la théorie de Bhagwati est reniée par Sen (Himanshu & Sen, 2010) et (Baghwati & Panagariya, 2013) se sont défendus en disant que l'ouverture entraîne la baisse de la pauvreté car entraîne la répartition de revenu. Mais Sen rétorque que ce n'est pas automatique mais dépend de la gouvernance.

Rudra et Tirone après rapproche ces deux auteurs et trouvent que l'ethnicité y est pour quelque chose (Rudra & Tirone, 2017).

Ces études sont intéressantes mais elles sont effectuées sur les PED en général et pas sur le PMA en particulier alors que selon la définition de la CNUCED, c'est dans les PMA qu'il y a plus de vulnérabilité. Par ailleurs, ils ont pris l'ouverture commerciale alors que sur le terrain il y a aussi les mesures sur taux de change.

⇒ De ce qui précède l'étude sera menée en Pays Moins Avancé et prendra en considération en plus de la mesure de l'ouverture commerciale qu'est le prix international, les mesure de taux de change.

Partant de tous ces constats : il y lieu de travailler la relation verticale entre **Prix international et la CVG au niveau national.**

Pour vérifier la pertinence des facteurs : vérifier les variables trouvées par la théorie de Bhagwati et pour aller vers le DD, combler le travail selon idée de Balkyte. Ainsi :

le test théorique peut se présenter alors comme suit :

- Effet prix international sur la compétitivité soutenable

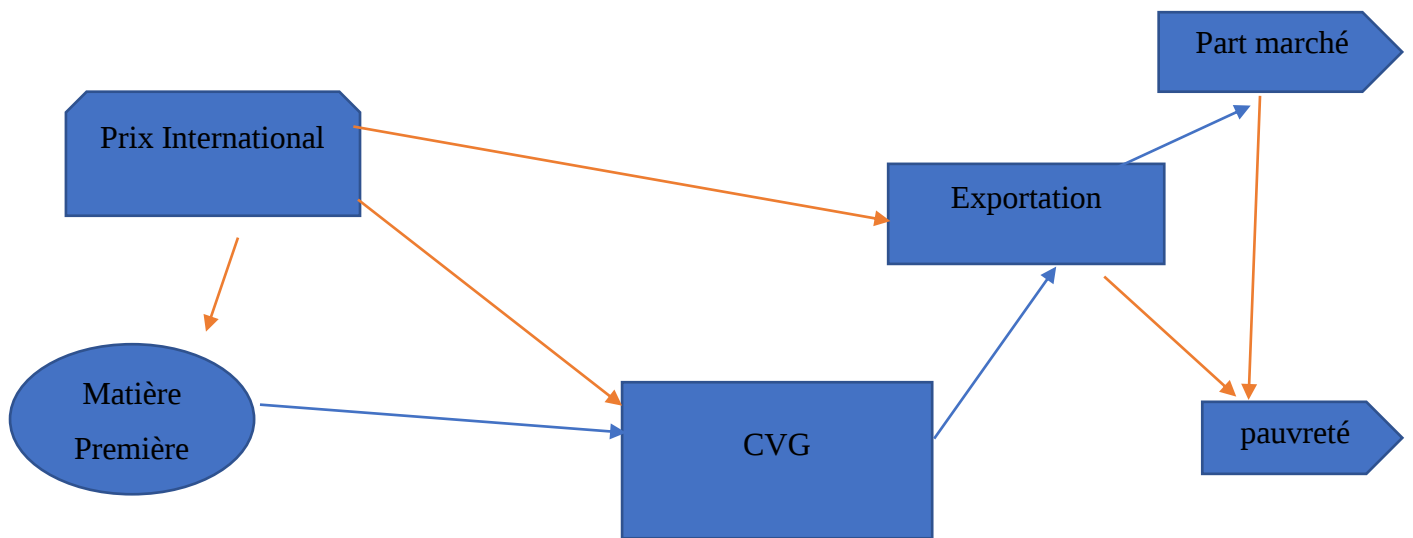


Figure 3 : Effet prix international sur la compétitivité soutenable

(Source : auteure, 2019)

Test de l'impact du prix international sur le prix de la matière, sur la répartition dans la CVG, sur exportation, sur part marché, et standard de vie ménage

- Identification facteurs spécifiques sur terrain pouvant impacter positivement ou négativement sur la compétitivité soutenable

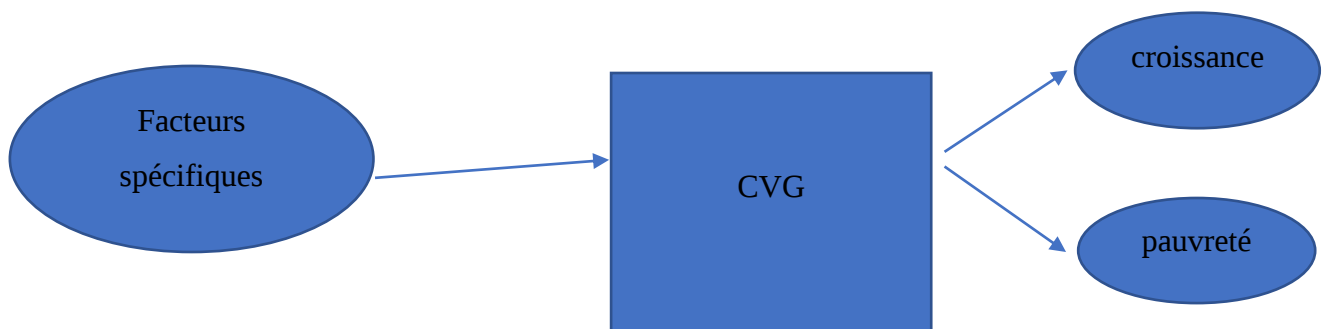


Figure 4 : facteurs spécifiques affectant la compétitivité soutenable sur terrain

Quel modèle pour compétitivité durable en PMA ?

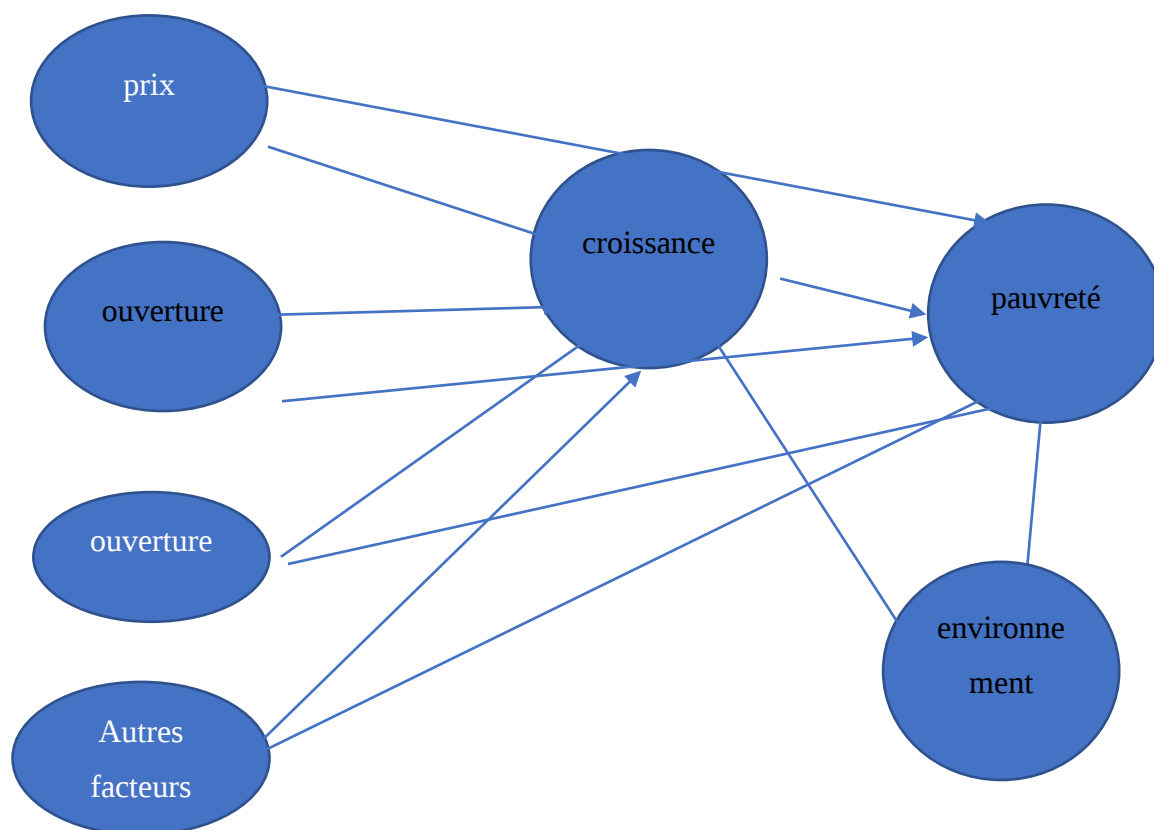


Figure 5 : Modèle de compétitivité durable pour PMA

(Source : auteure, 2019)

2.3. Cadre théorique global de la recherche

Dans cette section, sont présentés le **thème et le sujet de recherche**, l'**objectif** général et les objectifs spécifiques, ainsi que les **hypothèses de recherche qui vont servir à vérifier les relations dans le** modèle de compétitivité théorique.

Mais au préalable, il convient de noter que la recherche est conduite au 21^{ème} siècle, c'est-à-dire à une époque où la mondialisation est en vigueur. Ce contexte présente deux facettes paradoxales : l'une dynamisante puisqu'invitant le monde à s'ouvrir et à développer des activités au niveau mondial en explorant au maximum les ressources (ouverture), et l'autre plus réservée incitant à la modération pour songer aux générations présentes et futures (développement durable). La recherche est menée dans le cadre de la CVG de cacao en considérant le cas de Pays Moins Avancés (PMA). Nous présentons ci-après

successivement les thème et sujet de la recherche, l'objectif général et les objectifs spécifiques ainsi que les hypothèses de la recherche.

2.3.1. Thème et sujet de la recherche

Deux éléments attirent l'intérêt de la présente recherche : la conciliation de la compétitivité avec le développement durable, d'une part ; et la considération des PMA, d'autre part.

- *Compétitivité et développement durable : quel mariage possible ?*

Etant donné que le 21^{ème} siècle est un contexte de mondialisation où le monde est invité à s'ouvrir et donc la compétition est très rude, l'une des principales préoccupations des Nations est ainsi le suivi de leur performance ; d'où le recours à la compétitivité. La compétitivité étant une jauge de la richesse engrangée par la Nation. L'analyse de la littérature révèle que la compétitivité est un concept multi-facette pouvant être travaillé sur le plan micro-économique et sur le plan macro-économique et est très prisée aussi bien du côté de **la communauté économique** que du côté de la **communauté scientifique** et même par les **Décideurs Politiques** (Tomasz & Aldona, Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research, 2014) (Balkyte & Tvaronavičienė, 2010).

Cet intérêt pour la compétitivité ne date pas d'aujourd'hui, l'histoire montre que l'origine se situe à l'ère Adam Smith (Rainelli, 2003) (Carluier, Frederic, Sarzier, & Miguel, 2020). Mais constatant que le recours à l'aspect économique uniquement n'est pas suffisant pour assurer le développement (Balkyte & Tvaronavičienė, 2010), et conscient de l'impact néfaste de la course à la concurrence sur l'environnement et sur le plan social (Biénabe, Rival, & Loeillet, 2016), les pays Membres des Nations Unies ont opté pour le « **développement durable** ».

Lequel engagement est concrétisé par la signature du traité international connu sous l'appellation « Accord de Paris » (UNFCCC, 2015) qui en fait, est l'aboutissement des idées du rapport de Brundtland 1987 « notre avenir à nous tous » pour une prise de responsabilité. Selon cet engagement, les pays sont tenus de considérer les dimensions de développement durable dans leur Plan National de Développement pour les intérêts de la génération présente et future. Il est alors attendu que le comportement soit responsable et éthique (IFDD, 2020) (Bedoui H. e., 2018). La recherche scientifique est également en train de suivre cette tendance.

D'où les tentatives de rapprochement entre les deux concepts compétitivité et développement durable trouvés du côté scientifique soit pour identifier les liens possibles

entre la compétitivité et le développement durable (Balkyte & Tvaronavičiene, 2010) soit pour modéliser la compétitivité durable (Zhang & London, 2013) soit pour trouver la corrélation entre les facteurs de compétitivité (Herciu & Mauricio, 2017) ou pour analyse d'impacts (Rudra & Tirone, 2017).

Selon les écrits, les sources de compétitivité sont dans la discipline Commerce International et proviennent du travail de recherche d'Adam Smith sur l'origine de la création de Richesse (Smith., 1776). Il s'agit des anciennes théories du Commerce International en l'occurrence : l'Avantage Absolu identifié par Adam Smith qui s'est développé en avantage comparatif selon les travaux de David Ricardo (Ricardo, 1817) . Ces théories encourageaient l'échange entre les Nations via la division du travail par spécialisation. Des approches qui laissaient la possibilité à tous de profiter de l'échange et reposaient sur les conditions de concurrence pure et parfaite. A ce moment, aucun acteur n'intervenait sur le prix.

- [PMA : les oubliés de la littérature scientifique](#)

Avec la mondialisation, les marchés sont de plus en plus ouverts et des mesures sont prises pour rester compétitifs. La nouvelle théorie du Commerce voit le jour et elle repose sur les conditions de concurrence imparfaite (Rainelli, 2003). Celle-ci se concrétise par les interventions diverses sur le prix et d'autres facteurs pour rester compétitifs. Les questions touchant l'économie d'échelles internes et externes, le commerce intrabranche emmenant à la situation de monopole (Norton, 2016) (Rainelli, 2019) qui est une préoccupation plutôt **économique et ne considérant que les Pays de niveau de développement identique**. Ce qui fait que les pays ayant un niveau de développement moindre sont occultés. Les Pays Emergents à l'instar de la Chine et de l'Inde ont pu se faire une place, mais les Pays Moins Avancés qui sont des Pays en Développement dans la catégorie la plus vulnérable se trouvent écartés.

A côté de cela, des modèles d'Affaires comme le modèle de Porter ont vu le jour (Porter M. , 1990). Ce modèle malgré son succès a été critiqué par Cho car il est élaboré **selon la réalité des Pays Développés, et ne considère pas les spécificités des PED** et cela a amené Cho et Moon à proposer un modèle adapté à la réalité de Corée qui est un PED (Cho, 1994) (Cho & Moon, 2000). Ces derniers temps, un modèle de compétitivité durable est aussi élaboré à partir du modèle de Porter (Zhang & London, 2013) mais la question se pose quant à l'adaptabilité de ce modèle en contexte de PMA.

La littérature révèle qu'il est possible de mesurer la relation entre compétitivité et développement durable (Herciu & Mauricio, 2017) ou la relation entre l'ouverture de marché avec la croissance et la pauvreté (Rudra & Tirone, 2017) mais ces travaux **traitent les PED dans la globalité**, pourtant les PED comprennent à la fois des pays émergents c'est-à-dire à niveau plus avancé (comme la Chine et l'Inde) et les Pays Moins avancés à l'instar de Madagascar. Les PED comprennent certes des pauvres mais dont les conditions ne sont pas les mêmes. En effet, selon la définition des Nations unies, les PMA sont les pays en situation de vulnérabilité plus forte sur plusieurs plans : revenu, développement humain, et catastrophe naturelle (CNUCED, 2019).

C'est pourquoi, ces pays sont regroupés dans une catégorie spécifique et de ce fait, bénéficient de conditions spécifiques au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC, Comprendre l'omc - pays moins avancés , 2022). Pourtant ce n'est pas le cas sur le terrain de la compétition où ils doivent affronter le monde sur un même terrain que les pays riches. Mais le constat est qu'ils sont en train d'être éjectés du terrain de la compétition.

Partant de tous ces constats, le choix porte sur le thème : « Ouverture et Développement durable »

Les statistiques du Commerce International permettent de justifier ce choix. Celles-ci montrant que c'est la catégorie PMA qui font face à plusieurs problèmes. A ce titre, il y a lieu de noter que malgré l'ouverture, leur part de marché dans le commerce mondial est passée de 2,95% en 1950 à 0,97% en 2018 et stagne autour de 1% du commerce mondial (CNUCED, 2020) alors qu'ils sont orientés par les institutions financières internationales dans leur Politique Economique (Sen, 2010) (Mbandza, 2009). Comment s'explique ce paradoxe ?

Par ailleurs, si selon la Banque Mondiale, la pauvreté a baissé dans le monde (Nallari & Griffith, 2007), le constat est que cette appréciation est vérifiée dans le cas de la Chine et des pays de l'Asie, mais pas vraiment pour l'Afrique Subsaharienne et pire, elle est plutôt en hausse dans le cas de Madagascar (PMA) (voir page : 240). Alors comment cela s'explique-t-il ?

La situation est encore plus préoccupante depuis la crise COVID car le nombre de personnes qui vont rejoindre le rang des pauvres va augmenter de 100 millions selon la Banque Mondiale dans son rapport pour l'année 2020. Pour Madagascar particulièrement, la Banque Mondiale annonce un chiffre 1 380 000 supplémentaires plongés dans la

pauvreté extrême (Banque Mondiale, 2020). Et la CNUCED annonce qu'il n'est pas sûr de pouvoir atteindre les ODD (CNUCED, 2020)

Tous ces constats amènent à déduire qu'une recherche sur la Compétitivité et le Développement Durable en PMA est très indispensable tant sur le plan théorique que pratique. Sur le plan théorique : combler le vide afférent au cas des PMA dans la théorie du commerce International. Sur le plan pratique : créer un outil adapté au contexte de PMA leur permettant d'aller vers le développement durable conformément à leur engagement international.

Les PMA grâce à cette recherche, auraient aussi la possibilité de comprendre les causes des échecs passés et trouver des pistes pour leur future orientation stratégique. Et enfin le monde pourrait rétablir l'équité en ne laissant personne derrière.

C'est ainsi que la présente thèse s'intitule : « **Ouverture et développement Durable : modélisation de la compétitivité pour une compétitivité soutenable et inclusive des pays moins avancés (PMA)** ». Il s'agira donc de créer une représentation sous format réduite des éléments pouvant apporter des impacts sur développement soutenable et l'inclusion des PMA.

2.3.2. Objectif général et objectifs spécifiques de la recherche

Dans cette section, seront présentés l'objectif global et les objectifs spécifiques de la recherche. L'idée est de montrer à travers des éléments précis, réalistes et mesurables comment arriver à d'atteindre le but. Pour ce faire, l'écart entre la théorie et la réalité servira à fixer l'objectif global, et les questions soulevées ou points problématiques, serviront à fixer les sous-objectifs.

- *Mise en lumière du cas des PMA*

Le parcours de la littérature permet de relever qu'il y a plusieurs types de modèles de compétitivité mais le modèle de compétitivité de Porter est celui qui est le plus utilisé par les praticiens. Toutefois, il sied de noter que ce modèle a fait l'objet de plusieurs critiques. Parmi ces critiques, le fait qu'il soit conçu selon la réalité de pays développement faisant de sorte qu'il omet de considérer certains facteurs clés des pays en développement : comme les ressources naturelles et les ressources humaines. C'est ce qui a poussé Cho à créer un modèle adapté au contexte de la Corée et considérant les éléments omis (Cho, A dynamic approach to international competitiveness. The case of Korea., 1994). Mais il n'y

a pas d'étude permettant de vérifier si ce modèle fonctionne en PMA car ce dernier a aussi ses spécificités. Par ailleurs, comme les PMA sont signataires de l'Accord de Paris (2015), et sont tenus de considérer le développement durable dans leur plan National de Développement, il faudrait que le modèle considère les facteurs économiques et non économiques. Or, ce n'est pas le cas du modèle de Cho. Celui-ci étant économique. Pourtant il n'y a pas de modèle dédié pour les Pays Moins Avancés dans la littérature.

Il y a alors nécessité d'un modèle visant à mettre en relation des facteurs économiques et non économiques afin de pouvoir aller vers la compétitivité durable en PMA. Partant de ces éléments, l'objectif global de la recherche est de **trouver le type de modèle mariant facteur économique et non économique et adapté au cas des PMA.**

- [Rapprochement de la théorie à la réalité du XXIème siècle](#)

Le rapport de la CNUCED montre que la part de marché en commerce internationale des PMA ne cesse de baisser (CNUCED, 2020). Et la littérature mentionne que selon la théorie de la croissance, l'ouverture du commerce entraîne la croissance et la réduction de la pauvreté, (Baghwati & Panagariya, 2013), et la dévaluation/dépréciation permet aussi de baisser la pauvreté (Rodrik, The Real Exchange Rate and Economic Growth, 2008). Or les statistiques révèlent que la pauvreté ne cesse d'augmenter.

Un des sous- objectifs est ainsi de vérifier si l'impact sur la croissance et sur la réduction de la pauvreté en PMA provient des mesures adoptées

A côté de cela, la littérature révèle que le contexte ayant évolué, les conditions du marché ont aussi suivi (Rainelli, 2003). De ce fait, pour rester compétitifs, les pays riches et émergents sont en train d'**intervenir sur les prix** à travers des mesures comme les subventions, par des facteurs hors prix comme la qualité (Norton, 2016) mais le fait est que les prix des produits de rente ne sont pas fixés par les pays producteurs, et dans le cas du cacao, sont fixés par les marchés boursiers de Londres et de New York (Arrion, 2021).

Par ailleurs, comme les mesures **prises dans les PMA sont dictées par les institutions financières internationales** (Himanshu & Sen, 2010), **ces mesures vont encore dans le sens du consensus de Washington** donc selon la règle de concurrence pure et parfaite (Mbandza, 2009). Le paradoxe réside alors dans le fait qu'au Nord on peut intervenir sur le prix mais pas au Sud. A cela s'ajoute le fait qu'Etant exportateurs de produits de rentes, les pays du Sud notamment ceux de l'Afrique, sont **dépendants de prix qui sont fixés ailleurs pour leurs produits agricoles.** C'est le cas du Cacao dont le prix est fixé dans les

bourses de Londres et de New York (Fages, 2021). **Les impacts de ces pratiques ne sont pas travaillés dans la littérature.**

Les questions qui se posent sont : Comment l'ouverture affecte-t-elle la croissance et la pauvreté en PMA ? Quel est l'effet de la croissance sur le standard de vie et l'inclusion ? Quel est l'impact de l'ouverture sur le standard de vie et l'inclusion ? Quels sont les autres facteurs qui peuvent contribuer à la compétitivité durable et inclusivité en PMA ?

De tout ce qui précède les points suivants peuvent être retenus, l'objectif global est : **trouver un modèle de compétitivité qui va permettre d'arriver en compétitivité soutenable et assurant l'inclusion des PMA**

Les objectifs spécifiques sont :

- Trouver les effets de l'ouverture sur la croissance
- Détecter les impacts de la croissance sur le standard de vie des ménages et l'inclusion
- Trouver l'impact de l'ouverture sur le standard de vie des ménages et l'inclusion
- Détecter les autres pistes pour aller vers la compétitivité durable et inclusive en PMA

L'idée est de pouvoir évaluer de manière anticipée les impacts car la majorité des modèles d'affaires sont élaborés a posteriori or en contexte de mondialisation il faut pouvoir agir de manière proactive pour pouvoir agir à temps et surtout pour pouvoir faire de bonnes prévisions sur le futur.

2.3.3. Formulation des hypothèses de recherche

Quatre hypothèses sont posées pour pouvoir tester les relations entre les variables. Elles sont fixées pour pouvoir atteindre les objectifs spécifiques fixés.

Etant donné que les résultats sur le terrain sont contraires à ceux prévus par la théorie, il peut être admis que les mesures adoptées ont des effets pervers sur la compétitivité durable des PMA.

H1. Le facteur ouverture entraîne des effets pervers sur la croissance

H2. La croissance a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion

H3. Le facteur ouverture a des effets directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion

H4. Il existe d'autres pistes pour aller vers la compétitivité durable et inclusif en PMA

Conclusion du chapitre II

Il a été montré après l'analyse des modèles existant et utilisés sur terrain qu'aucun des modèles ne permet de satisfaire totalement l'idée de compétitivité durable en PMA. Parmi les points problématiques, soit le modèle est élaboré en Pays Développé, donc relate la réalité de ces pays qui n'est pas forcément celle d'un pays en développement et encore moins d'un pays moins avancé (c'est le cas du modèle de Porter), soit il relate la réalité du pays en développement avec des facteurs supplémentaires comme les ressources mais il y a encore d'autres réalités des Pays Moins Avancés qui n'y sont pas (c'est le cas du Modèle de Cho). Mais en plus, ces modèles étant plus économiques, les côtés sociaux et environnementaux ne s'y retrouvent pas. Et étant statiques, ils permettent de décrire la réalité après que les faits soient accomplis. Pour considérer le côté dynamique c'est-à-dire la possibilité d'anticiper, il est fait appel au modèle dynamique de Silitonga à travers la chaîne de valeur, avec ce modèle, le commerce international peut être analysé par l'analyse des relations macro et micro-économiques de manière anticipée mais ce modèle est aussi économique, les facteurs non économiques ne s'y retrouvent pas. C'est pourquoi, l'analyse est effectuée sur les modèles traitant de la compétitivité durable : mais celui de Balkyte donne une esquisse et celui de Zhang plus de détails sur la compétitivité durable mais ils ne sont pas testés empiriquement et ce dernier est basé sur le modèle de Porter donc reflète plus la réalité de pays développé. Les modèles statiques donnent des informations après que les faits soient accomplis donc ne correspondent pas véritablement aux soucis du XXIème siècle : d'où l'analyse des modèles dynamiques. Et c'est là que la théorie de Bhagwati apparaît comme intéressante car permettant de vérifier la relation entre facteurs mobilisés et l'impact sur le plan économique et social. Avec cette théorie, il est possible de travailler la compétitivité soutenable et comme c'est destiné aux pays pauvres, cela répond au souci de la présente recherche. Pour la partie restante, c'est-à-dire, les autres facteurs, il sera fait recours au modèle de Gautam qui permet d'avoir plus d'explication sur les facteurs et les impacts sur le plan économique, social et environnemental. . En somme, il y a plusieurs types de modèles dans la littérature, mais ne sont pas complets et ce qui leur manque se trouvent dans d'autres modèles ou dans les outils réalisés par les acteurs du terrain. Il y a donc lieu de travailler cette complémentarité comme dans le cas d'un PUZZLE. Alors comment serait-il possible de procéder ? c'est l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE III - DEMARCHES METHODOLOGIQUES

L'objectif de ce chapitre est la présentation de la démarche scientifique qui est appliquée à la réalisation de la recherche. Organisé en trois sections dont : la première est consacrée au cadre de recherche. Il s'agit d'expliquer au lecteur la problématique que la recherche va tenter de résoudre, les objectifs fixés pour arriver au but visé ainsi que les hypothèses qui vont faire l'objet de vérification.

La deuxième section est consacrée à la présentation du modèle théorique d'analyse quantitative du présent travail de recherche. Ce modèle est analysé à partir de test économétrique. Cette section sera consacrée à la présentation des variables utilisées, la formulation des hypothèses ainsi que la démarche de vérification des hypothèses qui sera suivi de la présentation de la forme générale du modèle ainsi que les techniques vont en assurer la robustesse. Il sied de noter que ce travail de recherche a fait l'objet d'un article qui a été sélectionné pour publication dans la revue internationale *Alternative Managériale et Economique* (Abdirassoul & Ravelomanana, 2022).

La troisième section est dédiée au modèle théorique d'analyse qualitative. Ce modèle viendra compléter l'étude précédente. Les variables, les méthodologies de collecte d'information ainsi que la méthodologie de validation des résultats y seront expliquées.

La recherche est effectuée selon la philosophie du « positivisme », c'est à dire à partir des faits réels vérifiés (Auguste Comte) pour la partie quantitative, et par « pragmatisme », c'est-à-dire en se basant sur l'idée qu'il y a succès si c'est vérifié sur le plan pratique pour la partie qualitative. L'approche mixte c'est-à-dire qualitative et quantitative est donc choisie pour permettre une meilleure compréhension du modèle.

L'étude de cas de la Chaîne de Valeur Globale de Cacao va servir à l'illustration de l'idée.

3.1. Cadre de recherche

L'étude s'effectue dans un contexte où les statistiques démontrent que les PMA sont en train d'être éjectés du terrain de la compétition et la situation est en train de s'empirer avec l'arrivée de COVID19. Cette dernière ayant mis en péril de nombreuses activités dans le monde et particulièrement dans les PMA. En effet, la course acharnée pour accumuler de la richesse a mis certains sur la touche, et ce que l'on sait, c'est que l'écart entre riches et pauvres est en train de s'aggraver car une minorité détient la majorité de la richesse. Dans

le cas particulier de Madagascar, les pauvres sont en train de migrer vers la pauvreté extrême : la famine rencontrée dans le sud du pays en est une preuve tangible.

C'est pourquoi, l'instauration d'une équité, d'une justice devient une nécessité et le développement durable est une des voies qui permet d'aller dans ce sens. Mais il n'y a pas encore de théorie sur la compétitivité durable.

Ainsi se posent les questions suivantes : Si l'ouverture entraîne la croissance et réduit la pauvreté, Comment s'explique le fait que l'ouverture n'ait pas apporté les résultats attendus dans le cas des PMA ? et comment un PMA pourrait-il avoir des impacts positifs durables sur sa compétitivité ?

3.1.1. La problématique

La compétitivité des PMA est très faible et l'historique montre qu'elle n'a cessé de baisser pourtant ils sont tenus d'adopter des mesures pour aller vers le développement durable compte-tenu de la signature du traité international « Accord de Paris 2015 », pourtant il n'y a pas d'outils qui leur sont dédiés. De ce fait, ils se retrouvent face à deux défis : d'une part, surmonter les problèmes du passé, et d'autre part, aller dans le sens du développement durable pour plus d'équité et dans le but de respecter les engagements découlant du traité international. Cependant, il n'existe pas de modèle qui leur sont dédiés dans la littérature. Comment peuvent-ils arriver à une compétitivité soutenable et inclusive ? Telle est la préoccupation et cela n'est pas décrit dans la littérature.

Ceci amène à la problématique « **Comment concilier ouverture et développement durable pour aller vers la compétitivité soutenable et l'inclusion économique en PMA** »

3.1.2. Les objectifs et les hypothèses de l'étude

L'objectif global est de trouver un modèle pour pouvoir aller vers la compétitivité soutenable inclusive. Pour y arriver, l'objectif est de détecter les causes des échecs passés et de trouver des pistes permettant d'aller vers la compétitivité soutenable et inclusive.

Ainsi les réflexions sont menées sur tous les facteurs décidés à l'extérieur mais appliqués localement : le prix international, l'ouverture de marché par la dévaluation/dépréciation : est ce qu'ils apportent vraiment les impacts attendus en termes de croissance, pauvreté, répartition de revenus dans la CVG. Puis, il s'agit de détecter les facteurs spécifiques au contexte qui pourraient impacter la compétitivité durable. Enfin identifier si les facteurs testés ailleurs sont justifiés ou s'il y en a qui sont spécifiques au contexte.

L'objectif est de trouver parmi les mesures qui s'appliquent actuellement les éléments qui contribuent à la compétitivité soutenable et inclusive et celles qui jouent de manière perverse dans un premier temps. (Étude quantitative) Puis, d'identifier s'il y en a des éléments supplémentaires non considérés qui peuvent jouer sur cette compétitivité (étude qualitative). Cette combinaison de l'approche quantitative complétée par l'approche qualitative permettra de modéliser la compétitivité soutenable des PMA, et plus spécifiquement de Madagascar.

3.1.3. Démarche globale d'étude

L'étude est menée sur la chaîne de valeur globale de Cacao de Madagascar. L'idée est de pouvoir tester le modèle théorique qui se trouve dans la première partie de la présente thèse. Pour permettre d'apprécier l'apport de la présente recherche, les résultats provenant des modèles traditionnels seront d'abord présentés avec leurs limites.

- *Les étapes de l'étude*

Dans un premier temps, par le biais d'un Inventaire des atouts : l'idée était de connaître, disposer et comprendre les atouts. L'objectif était de connaître l'existant et pour ce faire, une collecte d'informations et la création de liste d'indicateurs de richesse été effectuée.

Ensuite identification des théories adaptées au contexte de PMA : l'objectif était de trouver les relations pertinentes entre les variables, vérifier scientifiquement les théories si justifiées dans le contexte (ou contexte identique) en donnant des résultats en terme d'augmentation de richesses et de réduction de la pauvreté ainsi que celles augmentant les impacts sur le plan social et environnemental et réduisant les impacts négatifs sur l'environnement et social (prise en considération de tout ce qui est testé positif).

Ce travail a été suivi de l'analyse des modèles pour voir les liens qui sont adaptés au contexte et pouvant impacter la compétitivité.

Après, il a été décidé d'identifier les outils et méthodes appropriées, adaptés au contexte et pour pouvoir obtenir et traiter facilement l'analyse et permettant de tester a priori les impacts durables attendus (économiques sociaux et environnementaux) ou (richesse et répartition équitable)

Et enfin : une simulation et analyser les résultats suivi de validation par experts pour le résultat

- La démarche empirique adoptée

Il faut donc dans un premier temps, tester les théories classiques, néoclassiques et théories de croissance à partir des informations sur terrain et des données macro collectées, puis voir après comment s'apprécie la compétitivité soutenable et inclusive.

Dans un deuxième temps, les analyses économétriques sur les indicateurs macroéconomiques sont appliquées au cas de Madagascar pour vérifier les modèles d'analyses retenus.

Finalement, une analyse qualitative en guise de validation et d'extension des résultats quantitatifs finalisera la mise en place du modèle adapté au contexte de Madagascar.

3.2. Le Modèle théorique de l'analyse quantitative

Il s'agit d'éclairer les relations de cause à effet entre les facteurs de la chaîne de valeur globale (CVG), la compétitivité soutenable internationale et l'inclusion économique. Selon la littérature, la CVG est utilisée pour l'analyse des marchés d'exportation (Kaeraa, 2011), le commerce pour vérifier la croissance et la réduction de la pauvreté (Dollar & Kraay, 2004), et la dévaluation (ou dépréciation) pour les effets dans de pays pauvres (Rodrik, *The Real Exchange Rate and Economic Growth*, 2008). Pour ce qui a trait au modèle, il y a deux visions paradoxales : la croissance associée à la productivité (KRUGMAN, 1994) et la compétitivité internationale vue dans le sens de l'affrontement du marché international et de la récupération du résultat dans le ménage (TYSON, 1992) : avec le premier modèle, la richesse nationale est considérée comme importante pour les ménages, mais il n'y a pas de lien avec ce qui se passe à l'international ; le second y remédie mais aucun des deux n'étudie l'inclusion. C'est pourquoi, il y a lieu de recourir aux facteurs de la CVG.

La CVG dépend des facteurs globaux, nationaux et internes qui peuvent impacter positivement ou négativement la compétitivité soutenable et l'inclusion (Dijk & Trienekens, 2012). Ce sont les mesures qui conditionnent l'inclusion (GUPTA, et al., 2014). Et Parmi les facteurs globaux dans la CVG et décidés par les marchés internationaux et par les institutions internationales, figurent le Prix international des Matières et le Taux de change. De tout ce qui précède, il peut être déduit que les facteurs ouverture (le prix, le taux de change) peuvent affecter la Compétitivité internationale soutenable. La croissance qui peut être évaluée soit par le PIB (au niveau national) ou la Part de marché (compétitivité internationale) ; le Standard de vie des ménages mesuré par l'IDH et l'inclusion économique (évaluée par PPP ou le GINI). En synthétisant les théories

mobilisées, les liens entre les facteurs théoriques, correspondent au modèle théorique présenté dans la figure suivante :

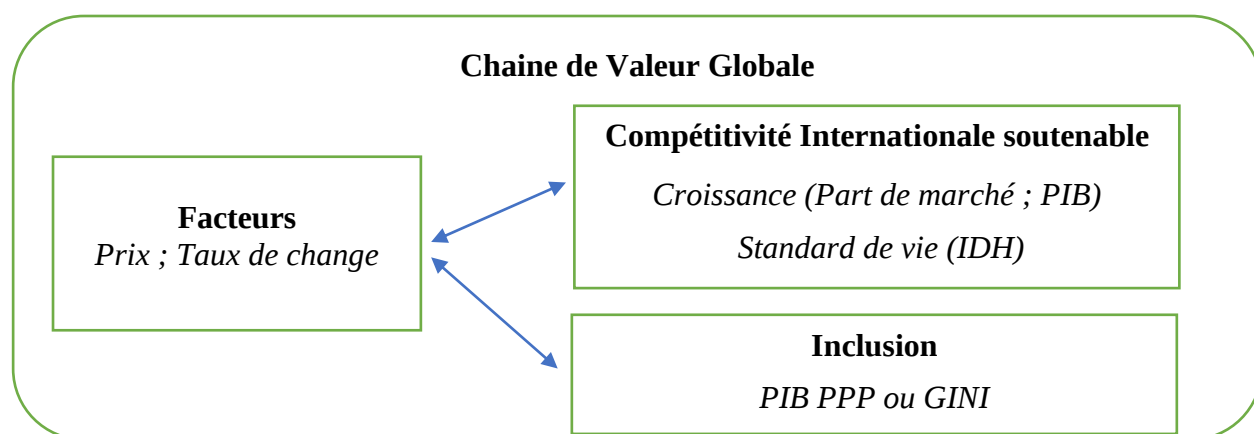


Figure 6 : Modèle théorique construit par synthèse de la littérature

(Source : Auteure)

3.2.1. Les variables du modèle

L'étude porte sur quatre principales variables du modèle, en l'occurrence : les facteurs influençant la chaîne de valeur globale qui sont appelés facteur ouverture ; la croissance ; et le standard de vie des ménages ainsi que l'inclusion.

L'application se fait dans le cas de Madagascar sur la période de 2000 à 2018. Les données mobilisées proviennent de la plateforme TRADEMAP du Centre du Commerce International, de la Banque Mondiale via le centre KNOEMA, et celles de la Banque Centrale. Les données provenant de TRADEMAP étant celles touchant les échanges effectivement réalisés sur terrain et pouvant être confrontées avec les données miroirs (provenant des partenaires).

- **Le facteur ouverture** : pour améliorer les exportations, il est possible de travailler sur le prix, la quantité ou le taux de change ; mais les facteurs retenus sont le Prix international, le prix local et le taux de change. Le prix peut jouer en faveur ou en défaveur de la croissance, pourtant le Prix International est décidé en dehors de l'Afrique dans les marchés boursiers de l'Europe et de New York (facteur global de la CVG). Le Prix local est celui qui est payé aux paysans, bénéficiant les ménages, c'est un facteur interne. Par ailleurs, le taux de change a pour effet de faire fluctuer le prix local et par conséquent la compétitivité du pays ; ce taux dépend des agrégats macro-économiques nationaux. Il est possible de l'influencer pour motiver les exportations (RAINELLI, 2013).

- **La croissance** : elle pourrait être appréciée soit par le PIB soit par la part de marché générée. Cette dernière donne la performance par rapport aux concurrents dans le marché international et sert de déterminants de la compétitivité internationale (Sargsyan, 2018). La croissance est le succès dans les marchés internationaux s'expliquant par la part de marché générée (Silitonga, Bahagia, Simatupang, & Siswanto, Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach, 2013). La dévaluation/dépréciation favorise aussi la croissance en diminuant les prix (Rodrik, The Real Exchange Rate and Economic Growth, 2008).

- **Le standard de vie des ménages** : s'améliore lorsqu'il y a réduction de la pauvreté et amélioration des conditions de vie. Les impacts des actions prises sur les ménages peuvent être qualitatifs et quantitatifs, et peuvent s'apprécier par l'indice de développement humain (CNUCED, 2019). L'Indice de développement humain (IDH) est un indice fondé sur des données économiques quantitatives et qualitatives considérant trois facteurs : d'abord l'espérance de vie à la naissance traduisant les conditions de vie et le niveau de santé de la population ; ensuite, le niveau d'éducation qui est la garantie de son autonomisation économique et son avenir professionnel ; et enfin, le facteur revenu brut par habitant lui assurant le niveau de vie et l'accès à tous les services dont il a besoin (CNUCED, Rapport 2020 sur les Pays Moins Avancés, 2020). La croissance entraîne le standard de vie élevé (TYSON, 1992) (TOMASZ & ALDONA, 2014) (Birnie, Johnston, Heery, & Ramsey, 2019).

- **L'inclusion** : elle est évaluée ici à partir du PIB par habitant calculé selon la parité du pouvoir d'achat. Autrement dit, la richesse générée considérant la parité du pouvoir d'achat c'est-à-dire enlevant les effets monétaires en prenant en compte le pouvoir d'achat et permettant ainsi une comparaison dans l'espace (entre pays). L'inclusion peut s'évaluer par la diminution de l'écart entre pays (JALLAB, 2012). L'inégalité interne ne sera pas évaluée ici car l'idée est de se comparer entre pays œuvrant dans la Chaîne de Valeur Globale, et aussi parce que les données de l'indice de GINI de Madagascar ne sont pas suffisantes pour cette étude qui porte sur la période 2000-2018.

3.2.2. Formulation des hypothèses

La littérature permet de relever qu'il y a un lien entre le facteur ouverture et la croissance d'une part, la croissance et le standard de vie des ménages d'autre part (Baghwati & Panagariya, 2013) ; et le bien être dépend de l'inclusivité . Compte-tenu de la revue

effectuée dans les chapitres précédents, les hypothèses d'étude quantitative ont pu être fixées. De ceci, il peut être déduit que la productivité ou la part de marché, le standard de vie et l'inclusion servent à évaluer respectivement l'enrichissement, l'amélioration du standard de vie et le bien être au niveau des ménages.

Comme la croissance provient du commerce (ouverture et réduit la pauvreté, et que la pauvreté a augmenté (le contraire), alors la première hypothèse de recherche fixée est :

H1. Le facteur ouverture entraine des effets pervers sur la croissance

Ensuite, la croissance est souvent perçue comme source de développement et d'inclusion, mais la réalité montre le contraire. Par conséquent, la deuxième hypothèse de recherche posée est :

H2. La croissance a des effets négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion

Enfin, par syllogisme, on pourrait supposer qu'il y a eu exclusion donc l'exportation serait néfaste au standard de vie des ménages. D'où la troisième hypothèse

H3. Le facteur ouverture a des effet négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion.

3.2.3. Démarche de vérification des hypothèses

Les trois hypothèses fixées sont testées à partir des données collectées. Les différents modèles économétriques élaborés pour la présente étude sont estimés à travers une régression linéaire multiple par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) ; le test de Fisher servant à évaluer la pertinence du modèle empirique (appliqué sur les données de Madagascar).

Pour assurer la robustesse du modèle, des tests statistiques sont également effectués sur les résidus du modèle sur la normalité, l'autocorrélation et l'homoscédasticité pour assurer la robustesse du modèle. Un test de Granger est effectué pour vérifier les liens de cause à effet entre les variables. Tout ceci pour garantir la fiabilité et la significativité scientifique du modèle. La significativité des résultats d'estimation sont vérifiés avec le test de Student. Le logiciel utilisé pour mener ces analyses est le logiciel Eviews capable de réaliser plusieurs types de tests de robustesse, tout en étant très pratique dans l'analyse multidimensionnelle.

- Forme générale des modèles servant à la vérification de chaque hypothèse :

La forme économétrique du modèle est :

$$Y_t = \alpha + \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \dots + \beta_p X_{pt} + \xi$$

Avec Y_t : la variable endogène dépendante au temps t

$X_{1t} \dots X_{pt}$: variables exogènes dans le temps

α : est la constante du modèle ; β_1 à β_p : les coefficients de chaque variable exogène

ξ : représentant les résidus du modèle

Les variables mobilisées sont présentées ci-après :

Tableau 7 : Notation des variables mobilisées dans l'étude

Notation	Libellé
Cscaomg	Croissance part de marché de cacao de Madagascar
CPIBmg	Croissance du Produit Intérieur Brut par habitant de Madagascar (réel)
Cusdmga	Croissance du taux de change USD-MGA
Cpucaow	Croissance du prix unitaire cacao du monde
Cpucaomg	Croissance du prix unitaire cacao de Madagascar
Cxcaomg	Croissance de la quantité d'exportation du Cacao de Madagascar
Cxchomg	Croissance de la quantité de chocolat exportée par Madagascar
CIDHmg	Croissance IDH à Madagascar
CPPPcapitamg	Croissance du PIB en Parité du pouvoir d'achat par habitant à Madagascar
Cscaomg	Croissance de la part de marché de Madagascar en cacao de Madagascar
CsChomg	Croissance de la part de marché de chocolat de Madagascar

(Source : Auteure)

- Modèle économétrique de chaque cas étudié

Hypothèse 1 : Le facteur ouverture a des effets pervers sur la croissance.

Afin de vérifier cette hypothèse, deux cas de figures sont étudiés : le premier modèle correspond à la conception de Krugman, avec la croissance en termes de PIB/tête en PPP.

Et le second selon la vision de Tyson, qui considère la croissance par le biais de la part de marché ;

$$\text{Équation 1: (cas Krugman) : } cPIBmg = \alpha + \beta_1.cusdmga + \beta_2.cpucaow + \beta_3.cpucaomg + cxcaomg + \varepsilon$$

$$\text{Equation 2: (cas Tyson) : } cscaomg = \alpha + \beta_1.cusdmga + \beta_2.cpucaow + \beta_3.cpucaomg + \varepsilon$$

Hypothèse 2. : La croissance a des impacts néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion.

Pour étudier cette hypothèse, deux cas de figures sont testés : celui où l'IDH représente le standard de vie des ménages, d'une part ; et celui où le PIB par tête en PPP représente l'inclusion d'autre part.

$$\text{Équation 3: } cidhmg = \alpha + \beta_1.cscaomg + \beta_2.cschomg + \varepsilon$$

$$\text{Equation 4: } cpppcapitamg = \alpha' + \beta'_1.cscaomg + \beta'_2.cschomg + \varepsilon$$

Hypothèse 3. : Le facteur ouverture a des effets directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion.

Pour vérifier cette hypothèse, deux cas seront étudiés : le premier, posant l'IDH comme variable expliquée ; et le second, fixant le PIB par tête en PPP comme variable expliquée.

$$\text{Équation 5: } cidhmg = \alpha + \beta_1.cscaomg + \beta_2.cschomg + \beta_3.cPIBtetemg + \beta_4.cusdmga + \beta_5.cpucaow + \beta_6.cpucaomg + \beta_7.cxcaomg + \beta_7.cxchomg + \varepsilon$$

$$\text{Équation 6: } cpppcapitamg = \alpha' + \beta'_1.cscaomg + \beta'_2.cschomg + \beta'_3.cPIBtetemg + \beta'_4.cusdmga + \beta'_5.cxcaomg$$

Les informations obtenues à partir du test économétrique utilisant ces équations constituent le résultat de test quantitatif.

A noter que le résultat obtenu de ce travail a fait l'objet d'une publication dans une revue internationale (avec revue par les pairs) (Abdirassoul & Ravelomanana, 2022)

3.3. Le Modèle théorique d'analyse qualitative

Le modèle qualitatif est élaboré en se basant sur celui de Gautam, étoffé avec les indicateurs du GIZ et de l'OIT concernant les indicateurs sociaux et environnementaux ayant lien avec le développement durable (Gautam, 2004). L'objectif est de vérifier s'il y a d'autres pistes pour arriver au développement durable et l'inclusion. C'est-à-dire l'étude est réalisée pour vérifier l'hypothèse 4 qui est :

H4. Il existe d'autres pistes pour aller vers la compétitivité durable et inclusif en PMA

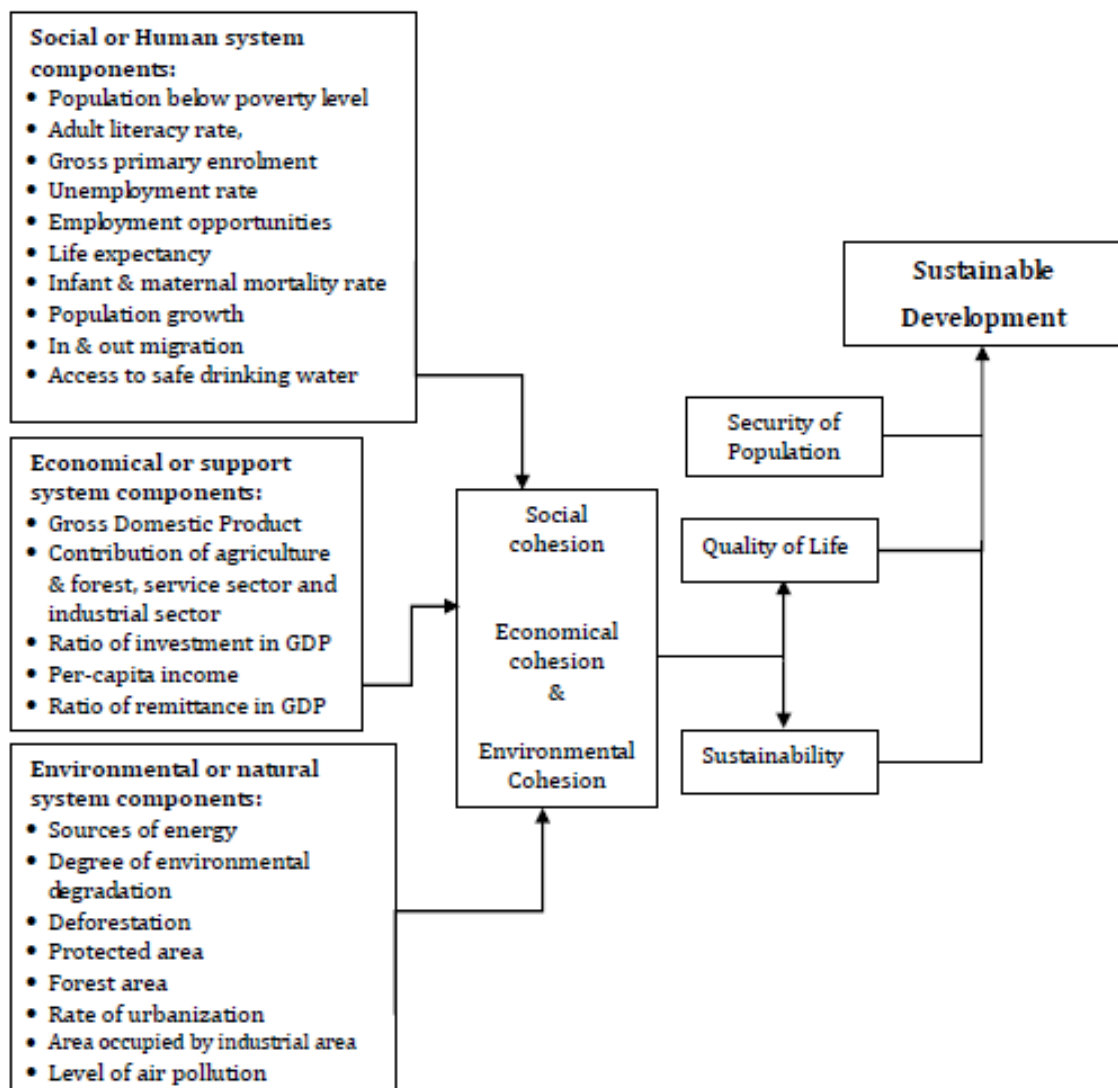


Figure 7 : Le modèle de Base de Gautam

(Source : Gautam, 2014)

Les informations provenant du guide de GIZ/OIT sont testées et confrontées sur le terrain : d'abord par enquête approfondie auprès des acteurs de la chaîne de valeur locale ; puis complétées par les informations sur les doléances (négatives) et les satisfactions (positives). Une fois complétées, les informations ont fait l'objet de validation par les Experts œuvrant sur terrain.

3.3.1. Sources d'informations

Les informations sont collectées par le biais d'une enquête approfondie auprès des acteurs œuvrant dans le cacao et le chocolat. Ces acteurs sont essentiellement ceux œuvrant dans la chaîne de valeur nationale du Cacao. Les données concernant l'environnement, les stratégies, les projets, les avis, les appréciations, les problèmes endurés sur le terrain et faisant l'objet de doléances ont été obtenues par le biais de l'analyse de discours des différents acteurs de la Chaîne de Valeur Globale provenant des différents pays présents à Antananarivo durant la Conférence Internationale du Cacao. C'était le lieu idéal pour avoir regroupé tous les acteurs internationaux et nationaux du secteur public, privé, de la société civile, des chercheurs, producteurs et même les Dirigeants de l'ICCO. Les informations sur la Chaîne de Valeur Globale du Cacao présentées ici est le résultat de l'enquête réelle effectuée sur terrain en 2017 par l'auteure à travers une enquête approfondie auprès de l'équipe Nationale et Internationale ainsi que des acquis lors du Séminaire International sur le Cacao qui s'est déroulé en 2018 et qui a vu la participation de tous les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur de Cacao.

3.3.2. Construction du modèle avec les composantes qualitatives

Les informations recueillies ont été utilisées pour réaliser le test du modèle de compétitivité conçu par l'auteure. L'idée était de tester les indicateurs et modèles selon les ordres établis ci-avant (quantitatif, qualitatif). L'objectif étant de démontrer chiffres à l'appui que pour un modèle de développement durable, la contextualisation est de rigueur car les PMA ont leur spécificité. Pour capturer les spécificités des PMA, spécifiquement Madagascar, il faut prendre en compte les variables négligés mais essentiels pour comprendre les déterminants de la compétitivité des PMA dans le contexte d'une CVG.

Les particularités du PMA étudié (et donc le modèle amélioré après le résultat de la validation de l'étude terrain) seront obtenues de cette étude et cela, à partir des modèles ci-après :

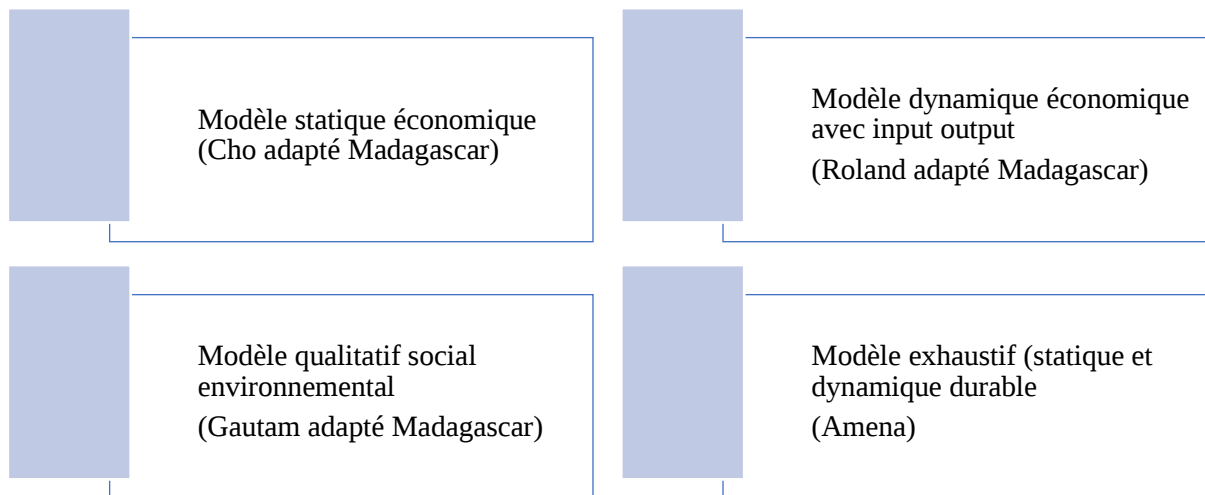


Figure 8 : Modèles de base vers modèle Amena

(Source : auteure 2018)

3.3.3. Démarche de Vérification

La population est l'élément de départ. Elle peut augmenter par les taux de naissance, les migrations et elle va baisser par la mortalité.

Il y a interaction entre le bien être humain, les équilibres environnementaux et la qualité de vie de la population. La qualité de vie de cette population est impactée par le revenu par habitant, l'effectif de la population

- **Etapas de la démarche**

- **1^{ère} étape**

Les variables prévus par Gautam et par GIZ sont vérifiés par enquête directe. Parmi ces éléments, lesquels rencontrez-vous chez vous ? Cela affecte quel facteur ? Positivement ou négativement. ? y a-t-il d'autres éléments ?

- **2^{ème} étape**

C'est l'étape qui va permettre de trouver les particularités du contexte donc les spécificités territoriales. A ce sujet, le recueil des doléances et satisfaction durant les présentations ou interventions faites par les participants locaux (de Madagascar) à partir des exposés et présentations de la conférence internationale. Le résultat obtenu de cette analyse permet de trouver des éléments spécifiques du contexte.

- **3^{ème} étape**

Le causal looping ou bouclage des causes est effectué avec le logiciel VENSIM. Cette étape permet de voir les liens et surtout de comprendre les éléments jouant sur le facteur considéré.

➤ 4^{ème} étape

Validation par les Experts : ici donc tous les résultats obtenus et transformés en modèle de bouclage causal (causal looping model) est présenté aux acteurs clés de la chaîne de valeur locale pour validation. À noter que cette partie se fait par la technique du « focus group » c'est-à-dire un groupe restreint d'experts. Dans le présent cas, il s'agit des représentants de groupements d'agriculteurs, de spécialistes de projets agissant sur le terrain, de chercheurs agissant sur le terrain.

Pour le traitement : le diagramme de cause à effet, vérifie les autres facteurs qui peuvent influencer la balance environnementale, le PIB, le bien-être social et la qualité de vie.

À noter que pour le cas de l'étude de Gautam (2013), les hypothèses étaient :

La balance environnementale est durable par la baisse de dégradation et la hausse de la zone forestière ou protégée ;

Le PIB va augmenter avec la croissance de l'agriculture, industrie, service et remittance output (ressources provenant des émigrés)

La croissance du ratio investissement dans le PIB va augmenter grâce aux opportunités d'emplois

Le bien-être social augmente avec l'augmentation de l'accès à l'eau propre, éducation, espérance de vie, opportunité d'emploi, capitaux par tête

La population va fournir le feedback pour mesurer les progrès sur qualité de vie et durabilité

Le développement durable est supporté par la qualité de vie, la sécurité de la population.

Les éléments vérifiés à partir de l'étude de Gautam sont les suivants :

Les variables considérées dans l'analyse de Gautam (2014) :

La population est tant la variable qui doit obtenir les impacts, celle-ci peut augmenter par les taux de naissance, par les migrations et diminuer par le taux de mortalité. Le nombre de personnes vivant en dehors du seuil de pauvreté sont aussi les plus vulnérables.

La qualité de vie de cette population est impactée par le revenu par habitant, l'effectif de la population, le crédit carbone (si cela arrive chez elle), et négativement par les pertes dues au vol de plants, les pertes dues au délestage, les autres pertes (catastrophes naturelles), la possession ou non de terrain.

Le bien être humain est impacté par les opportunités d'emplois (et cela en fonction du prix sur le marché), la population en deçà du seuil de pauvreté, l'espérance de vie, le niveau d'alphabétisation (éducation), l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins, la qualité de vie, les pertes d'emplois, la facilité sur les accès aux marchés (disponibilité de route, aéroport, marchés), l'application ou non des règles de la société (DINA)

Les équilibres environnementaux sont assurés par : la forestation, les arbres d'ombrages, les aires protégées, la dégradation de l'environnement (feux de brousse, coupe illicite, cyclone, urbanisation, pollution)

Il y a interaction entre le bien être humain, les équilibres environnementaux et la qualité de vie de la population.

Autres facteurs pouvant intervenir dans la compétitivité durable (autres qu'économiques, selon OIT) :

Pour le critère environnemental : soit le potentiel de compenser le GHG (green house gases) par le biais de matière première utilisée, le niveau de consommation énergie non renouvelable ; soit l'impact de la chaîne de valeur sur l'environnement : le niveau de perte de fertilité du sol, le niveau de la pollution de l'air, le niveau de l'émission de GHG, le carbon footprint, l'impact clés sur la biodiversité ; soit l'impact de l'environnement sur la chaîne de valeur à travers le niveau de vulnérabilité de la chaîne de valeur sur l'augmentation de la température, la réduction de la quantité d'eau, la pluviométrie, la résilience des acteurs (capacité d'adaptation des acteurs de la chaîne de valeur) ; soit les opportunités vertes (les nouveaux produits avec faible niveau de GHG, de pollution, de déchets, de ressources utilisées)

Au niveau social : soit les conditions de travail (liste et niveau de risque sur santé, sécurité, liberté d'association, nombre de travail d'enfants, réglementations appropriés, corps et normes) ; soit perspectives d'inclusion de groupes défavorisés (pauvres, femmes, jeunes, handicapés) par le biais de : type de fonctions pour défavorisés, part de groupe désavantagé sur la chaîne de valeur, type de niveau de barrières et solutions disponibles) ;

soit l'impact de la chaîne de valeur sur la communauté (risques et types de violation : nourriture, terrain, eau, santé) ; conflits potentiels entre acteurs de la chaîne de valeur et la communauté autour, la relation entre tensions et conflits) ; les donateurs et organisations de support prêt à collaborer et investir, les besoins d'investissement public et motif (contraintes non solvables par le marché, différence espérée grâce à l'investissement public) –preuve de plan d'investissement par le secteur privé, le gouvernement et donateurs dans la chaîne de valeur (liste de support économique en cours et planifié) le volume de budget alloué par différents acteurs

Le critère institutionnel : politique de promotion du secteur et règles en place réellement : ce qu'annoncent les gouvernements et politiques, le rang dans doing business, l'environnement favorable pour innovation, régulation et subvention

Soit la volonté des acteurs vs organisation de support à changer et collaborer pour aligner interventions (ouverture d'esprit et attitude à échanger et à coopérer, nombre et type de coopération entre acteurs, contribution donateurs et organisation de support de la chaîne de valeur, absence ou existence de stratégie d'intervention en cas de conflit)

Soit la faisabilité de l'intervention : preuve et validation, existence innovation ; liste de service et prix, demande de service, budget de service de sécurité

Du modèle de Gautam :

Selon Gautam, le modèle de développement durable contient les indicateurs suivants :

➤ Composants du système social et humain :

Population sous le seuil de la pauvreté, le taux d'alphabétisation des adultes, l'inscription en primaire le taux de chômage les opportunités d'emploi, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile et maternel, la croissance de la population, la migration (immigration et émigration), accès à l'eau potable

➤ Système de Composants économiques ou de support :

Gross Domestic product (PIB), contribution de l'agriculture et forêts, secteur service et industriel, ration de l'investissement dans le PIB, revenu par tête (per capita income), ratio of remittance in GDP (taux d'argent envoyé par la diaspora ou les émigrés dans le pays)

➤ Composant du système environnemental ou naturel :

Source d'énergie ; Degré de dégradation de l'environnement ; Déforestation ; Aire protégées ; Aire de forêt ; Taux d'urbanisation ; Surface occupée par l'industrie ; Niveau de pollution de l'air

- **Modélisation sous VENSIM**

En utilisant le logiciel VENSIM, il est possible de présenter ce modèle dynamique.

Principe : La variable impactée (est le stock) ; celle qui a effet positif vient l'alimenter ; celle qui a effet négatif en sort. Le schéma suivant permet de présenter les relations ci-dessus :

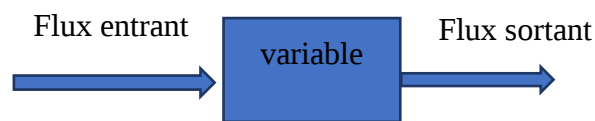


Figure 9. Composante essentielle des variables sur VENSIM

Le modèle de variable social /environnemental représenté par le graphique peut être représenté par l'équation :

$$\text{Variable} = W0 + \int_{t_i}^{t_n} \text{fluxentrant} (n) - \sum \text{flux sortante} (n)$$

Avec W0 : la valeur initiale de la variable (le stock initial),

t_i et t_n le temps début et fin de l'étude,

flux entrante (ou sortantes) (n) la fonction de la flux entrante (ou sortantes) en volume de l'unité utilisée (ex : population) par unité de temps.

VENSIM est un logiciel de simulation développé per VENTANA Systems qui fonctionne sous WINDOWS et LINUX et qui a été utilisé pour réaliser ce « causal loop diagram ».

Les flèches doubles sont les flux entrantes ou sortantes (si la flèche pointe le rectangle, c'est un flux entrant) et si la flèche double pointe à l'extérieur, c'est un flux sortant.

La flèche simple permet de voir la variable qui alimente ce flux (si la flèche pointe) la flèche – elle alimente le flux.

Les résultats ainsi obtenus permettent d'avoir le modèle suivant :

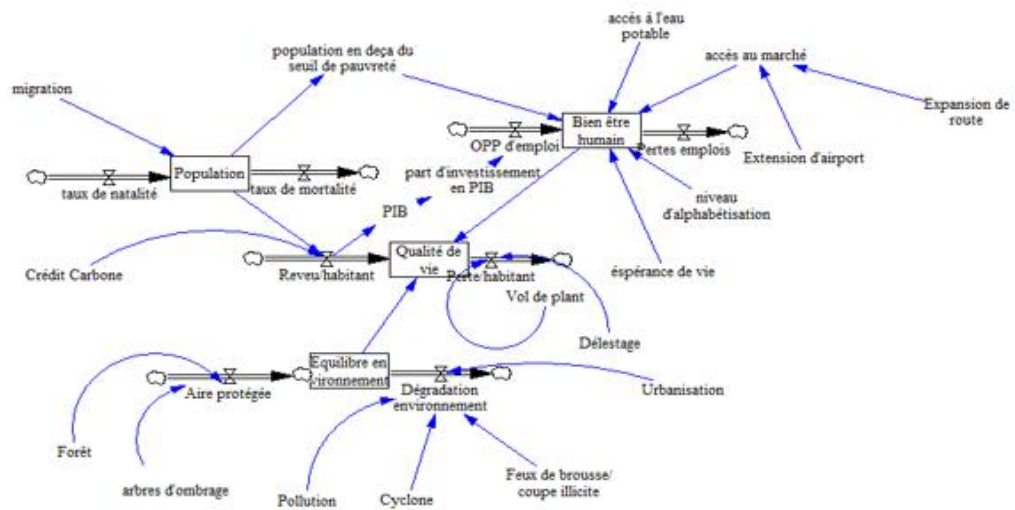


Figure 10. Modélisation des variables non quantifiées via VENSIM
(Source : Auteure)

Conclusion du chapitre III

Le chapitre III consacré à la présentation des démarches méthodologiques de la recherche. L'étude porte sur le thème de compétitivité et de développement durable dans le cadre d'une chaîne de valeur globale. L'idée est de trouver comment concilier compétitivité et développement durable pour arriver à la compétitivité soutenable en PMA. Mais étant donné que les données sur terrain montrent des résultats contraires à ceux annoncés par la théorie de Bhagwati, il est d'abord procédé à l'identification des causes. Pour ce faire, deux facteurs liés à l'ouverture de marché supposés apporter une croissance et une réduction de la pauvreté sont testés. Il s'agit du prix (puisque'il fait l'objet de beaucoup de doléances et est décidé dans les marchés boursiers de Londres et de New York) et le taux de change (puisque la dévaluation est souvent appliquée sur le terrain suite aux recommandations des institutions financières internationales). La recherche repose sur deux types d'études: une première quantitative utilisant l'analyse économétrique, hypothético-déductive portant sur deux facteurs externes s'appliquant dans la chaîne de valeur globale : le prix et le taux de change. Ces deux facteurs supposés apporter des impacts positifs sur la compétitivité soutenable selon la théorie sont vérifiés par test économétrique pour pouvoir identifier les véritables impacts qu'ils ont sur la compétitivité et sur le plan social dans un Pays Moins Avancé. La deuxième étude est plutôt qualitative, elle sert à identifier les autres facteurs pouvant impacter sur la croissance et le bien-être compte-tenu des réalités sur le terrain. Cette deuxième étude est validée par les Experts sur le terrain.

Conclusion de la Partie 1

Cette première partie a porté sur le cadrage théorique de la recherche. La revue de la littérature fait le point sur les deux facettes paradoxales du contexte de globalisation en vigueur au XXIème siècle : l'ouverture et le développement durable et les informations servent à faire le rapprochement entre les théories et les réalités du XXIème siècle. Elle permet également de présenter l'état de l'art au sujet de la compétitivité et son passage vers la compétitivité durable. Au sujet de l'ouverture, les défis posés par la guerre de prix, les normes, les nouvelles technologies, l'innovation demandent une proactivité. À côté le développement durable incite une prise de responsabilité pour pouvoir bénéficier des retombées tout en songeant aux impacts sur le plan social, et environnemental en plus de l'impact économique. Mais les PMA dont les moyens ne sont pas suffisants se trouvent face de sérieux problèmes. Le passage de la compétitivité (plutôt économique) vers la compétitivité durable montre un écart entre la théorie et le terrain. La nouvelle théorie du commerce international ne s'intéressant qu'aux cas des riches. Ainsi, l'analyse des théories révèle l'existence de points qui méritent une attention : le fait que la littérature ne traite pas du cas spécifique des PMA, l'écart entre la théorie et les mesures appliquées en PMA comme les conditions de concurrence sont imparfaites (contrairement aux Pays Développés). Et surtout le fait que les PED sont traités dans la globalité, que les interventions de l'État sont courantes ailleurs mais pas en PMA et le fait que les PMA soient des spectateurs. L'étude révèle l'absence de modèle qui permette à la fois de travailler de manière dynamique et traitant du développement durable. Par contre, la relation entre les facteurs d'ouverture et l'impact sur le plan économique et social peut être traitée de manière dynamique par la théorie de Bhagwati et le traitement avec la méthode économétrique permet la validation scientifique. En ce qui concerne la partie spécifique sur terrain, la méthode qualitative est la voie qui semble appropriée pour identifier les facteurs spécifiques au terrain.

PARTIE 2 : ILLUSTRATION SUR LA CHAÎNE DE VALEUR GLOBALE DE CACAO - CAS DE MADAGASCAR

Cette deuxième partie sert à l'illustration des théories développées dans la première partie c'est-à-dire les théories seront testées à partir des données réelles sur Madagascar pour pouvoir dégager les particularités et à avoir des explications à partir des données réelles sur Madagascar. Travaillée de manière progressive, cette partie se veut explicative. Elle va servir à comparer l'approche classique, statique, par fonction et par la CVG pour mettre en exergue les avantages et les limites. Puis l'étude selon l'approche mixte de la présente recherche consistant à tester deux facteurs : le prix et le taux de change à travers le modèle de croissance utilisant l'analyse économétrique d'une part, et l'étude qualitative mettant à l'épreuve les facteurs trouvés ailleurs par OIT/GIZ et par Gautam sur le territoire Madagascar est présenté.

L'étude qualitative est testée par le modèle causal looping et fait ressortir les spécificités du PMA étudié. L'objectif est de comprendre comment les mesures décidées à l'international affectent la compétitivité soutenable dans le cas du PMA qu'est Madagascar , et quelles autres pistes pouvant influencer positivement et négativement sur la compétitivité soutenable. L'idée est de décrire la réalité du PMA étudié, en vue de montrer sur quoi devrait se reposer le nouveau modèle prospectif reposant sur l'analyse territorialisée.

La Partie 2 est composée de trois chapitres :

Le chapitre IV est dédié à la présentation de la chaîne de valeur globale du cacao et les tendances des statistiques mondiales. Le chapitre est réparti en quatre sections : la première décrit le produit cacao, la deuxième les tendances mondiales, la troisième les enjeux globaux et spécifiques de la CVG la chaîne de valeur globale et la quatrième expose le background sur la filière cacao et son mapping dans la première section,

Le chapitre V est réservé aux résultats. Après une présentation résultats selon les différentes théories, les résultats provenant de l'analyse mixte c'est-à-dire l'analyse quantitative et de l'analyse qualitative provenant de l'enquête sur terrain seront présentés

Le chapitre VI met en avant les discussions, recommandations et les perspectives futures à partir des résultats trouvés, des recommandations sont faites en fonction des limites du travail effectué et les perspectives futures sont mises en lumière.

CHAPITRE IV - PRESENTATION DE LA CHAINE DE VALEUR ET DES TENDANCES DES STATISTIQUES MONDIALES

Ce chapitre est consacré à la réalisation du fait stylisé c'est-à-dire à l'illustration de l'étude dans la chaîne de valeur globale de cacao. L'objectif est de démontrer ici, chiffres à l'appui que les théories classiques ne permettent d'avoir toutes les informations nécessaires pour une prise de décision sur l'orientation stratégique en contexte du XXIème siècle et de présenter les limites des théories qui sont appliquées dans les Pays Moins Avancés. Le chapitre sera subdivisé en quatre sections : la première est consacrée à la présentation du produit Cacao, le second sert au « background » ou informations sur la tendance des statistiques mondiales et celles de Madagascar, la troisième les enjeux et la quatrième explique le contexte de la filière cacao à Madagascar.

1.1. Présentation du produit Cacao

Le Cacao est un des produits de rente introduits par les Colons dans différents pays colonisés et en provenance de l'Amérique Latine. Ce produit est essentiellement destiné à l'exportation mais peu consommé dans les pays de plantation. Si les pays du SUD sont plus spécialisés en plantation, généralement la transformation se fait dans les Pays du Nord. Madagascar est un des pays où le Cacao a été introduit et depuis, il est exportateur de ce produit mais aussi producteur et exportateur de chocolats. Ce qui est remarquable dans la filière, c'est sa résilience. En effet, c'est un de produits qui a tenu le coup malgré les différentes crises qui se sont succédées et qui ont sévi dans le pays. Le cacao de Madagascar est certifié 100% fine par l'ICCO (que Madagascar a rejoint officiellement le 29 Décembre 2015): l'organe qui s'occupe de la coordination de la filière dans le monde. Le Cacao de Madagascar est considéré comme étant le meilleur au monde. Ce cacao est alors très apprécié au niveau mondial malgré une quantité de production très limitée.

Au niveau mondial, le marché du Chocolat n'a cessé de se développer et la consommation affiche une croissance moyenne de 4% depuis l'intérêt manifesté par les pays asiatiques pour le chocolat. Mais à côté, il y a une montée en flèche de réclamations des ONG et des associations protégeant les Droits de l'homme qui exigent des conditions de travail plus favorables et l'abolition du travail des enfants suite au constat que la filière fait l'objet de conditions très précaires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

La filière cacao est une des filières qui constitue le fleuron de l'économie malgache et qui a résisté à différentes péripéties de l'économie mondiale et les différentes crises auxquelles Madagascar a dû faire face. En effet, les producteurs ont eu à endurer plusieurs problèmes face aux différents gouvernements qui se sont succédés et les crises cycliques que le pays a traversées. Mais malgré tout cela, la filière a pu garder une bonne place sur le plan économique.

1.1.1. La matière première : fève de Cacao de Madagascar

Introduits à Madagascar vers 1900, le cacao venait des plantations coloniales et la variété nommée CRIOLLO était la première introduite : celle-ci étant de meilleure qualité. Une quinzaine d'années plus tard, les cacaoyers FORASTERO (appelés également Tamatave), plus productive et plus résistants que les premiers ont été introduits. Et le croisement de ces deux a donné le type TRINITARIO.

La forte proportion de ce type TRINITARIO (30%) dans le cacao Malgache fait sa réputation. La qualité bio-équitable a fait son entrée entre 2000-2004



Figure 11 : Les principales variétés de cacao à Madagascar

(Source : Auteure, 2017)

La Cacao Malgache est de qualité exceptionnelle, sa réputation provient du fait qu'il est **plus acide** que les autres grâce à la **particularité du sol** et les **plantations certifiées biologiques** n'utilisent ni engrais ni produits chimiques : ce qui constitue un avantage considérable . Cette information a été confirmée lors du Séminaire international sur le Cacao qui s'est déroulé en 2018 via un témoignage de Monsieur Pierre Costet (Expert en question sensorielles et en Cacao) de Valrhona suite à des tests de plant effectués via FOFIFA qu'ils ont analysé en Europe.

D'ailleurs, l'Organisation Internationale du Cacao : **l'ICCO lui a conféré le label « Cacao fine »** lui permettant d'avoir un **prix plus élevé par rapport au prix mondial**. Le Directeur exécutif de l'Organisation Internationale du Cacao Dr Jean- Marc Anga a été présent durant le séminaire.

Entre Octobre 2015 et Septembre 2016, Lindt Cocoa Foundation à travers Helvetas Swiss interoperation Madagascar a développé un projet pour promouvoir la production durable du cacao au profit de 700 planteurs. Vu que le résultat était très intéressant, ce projet a été prolongé et durera jusqu'en fin 2019.

Selon le factsheet³ de ce projet : 33000 paysans assurent une production d'environ 6000 à 7000 tonnes de fève par an. Le secteur n'est pas réglementé, manque d'infrastructure et le secteur bénéficie de très peu ou presque pas d'appui du Gouvernement ou des organisations non gouvernementales. La productivité est donc très faible.

Le projet sur un an avait organisé les paysans en groupe et les a appuyé sur les bonnes pratiques sur : les meilleurs moments de plantation, la manière de fermenter et dessécher les fèves de cacao, les branches à pruner pour avoir des arbres solides, ce qu'il faut faire sur les arbres malades ou infectés, la manière de nourrir le sol avec de la matière organique, la manière de planter les grains, ce que les enfants sont autorisés ou non à faire dans les champs ainsi que les questions sur la nutrition et l'empowerment des femmes ⁴

³ Accord sur le changement climatique visible à l'adresse www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/timeline/

⁴LindtCocoa Fondation : empowering agricultural development innovation, Fostering Sustainable Cocoa Production – Madagascar
Razanakoto, RSCE2 Abidjan, Madagascar

La prévision faite par le projet PIC2⁵ fait état d'une production d'environ 9000 à 10000 tonnes par an.

Le cacao de Madagascar représente environ 5% de la production mondiale, les pays de l'Afrique de l'Ouest notamment Côte d'Ivoire et Ghana sont les principaux approvisionneurs du marché.

1.1.2. Étude du processus de production : du plant de cacao au Chocolat

Les différentes phases de préparation du cacao sont : l'entretien des plantes, la cueillette, le cabossage, le transport, la mise en bac, la fermentation, le séchage, le triage, le conditionnement, l'entreposage.

Les acteurs inscrits sont : les fournisseurs de matière, les planteurs, les préparateurs, les traders, les transport et logistique, les traders et le marché des échanges de Londres (OIT, 2007)

La chaîne était répartie en deux parties : la production et la vente au détail. Dans production, il y avait : ingrédients, production, packaging, logistique, administration, publicité et marketing ; dans détail il y a le personnel, l'énergie, le stock, l'administration, la TVA, le profit du détaillant.

Selon cette étude, depuis 1970 le prix de la tonne de fèves de cacao a varié énormément passant de 586 USD (1970) à 2149 USD (1985/1986) à 1465 USD (en janvier 2006)

Les consommateurs allemands payaient le chocolat à 69 euro-cents la barre de 100Gr avec 45% de Cacao – alors que seuls 11 cents revenaient à Madagascar (et encore répartis entre les traders, fournisseurs de logistiques, préparateurs et autres ainsi que le planteur) selon une étude de l'Organisation Internationale du Travail. (Tomlinson & Gasser, 2007)

Cette étude **démontrait donc que la plus forte valeur revenait aux pays extérieurs**, que seules des miettes restaient à Madagascar vu l'**absence de valeur ajoutée sur le plan nationale**.

L'enquête sur la filière cacao réalisée par l'auteure en juillet 2017, fait ressortir plusieurs différences tant au niveau des acteurs qu'au niveau des valeurs ajoutées au produit.

- Les produits sont soit vendus sur le marché local soit sur le marché international soit les deux avec valeur ajoutée ;

⁵ Enquête sur terrain, 2016

- il y en a qui vendent les fèves fermentées, séchées, triées et il y en a qui vendent du chocolat (produit fini) ;
- Le chocolat est même vendu dans les marchés internationaux via magasin direct (cas de Robert Malagasy) ou via des supermarchés (cas de CINAGRA) ;
- le cacao malgache étant de très bonne qualité, il y a des planteurs industriels qui arrivent à le vendre très cher (plus que le prix du marché) et par voie directe (cas de Akesson)
- les ONG ont des voies directes pour la vente (cas de l'ONG ETIQUABLE) ;
- la quantité considérée comme BIO ETIQUABLE est limitée et certifiée par ECOCERT.
- Des entretiens approfondis ont été menés auprès de tous les acteurs de la filière.
- Le prix du Chocolat est fixé à l'international pour le CACAO et à travers le concept RAISE TRADE (qui est un concept adopté par une Association internationale pour motiver les producteurs locaux –notamment les paysans)

La cartographie établie à partir des informations fournies par Monsieur Hery Rajaomampianina, Directeur Technique de la Chocolaterie Robert, permet de voir clairement que les produits et sous-produits sont : d'une part ; destinés aux marchés internationaux : la fève et le chocolat en paquet ; d'autre part, destinés au marché local : l'enveloppe (comme engrais), la poudre de cacao, tablette de chocolat, bonbons de chocolat, pâtisserie et pâte pour glace des glaciers. La distribution locale se fait soit à travers les boutiques appartenant au chocolatier soit chez les grossistes de Madagascar soit chez les glaciers.

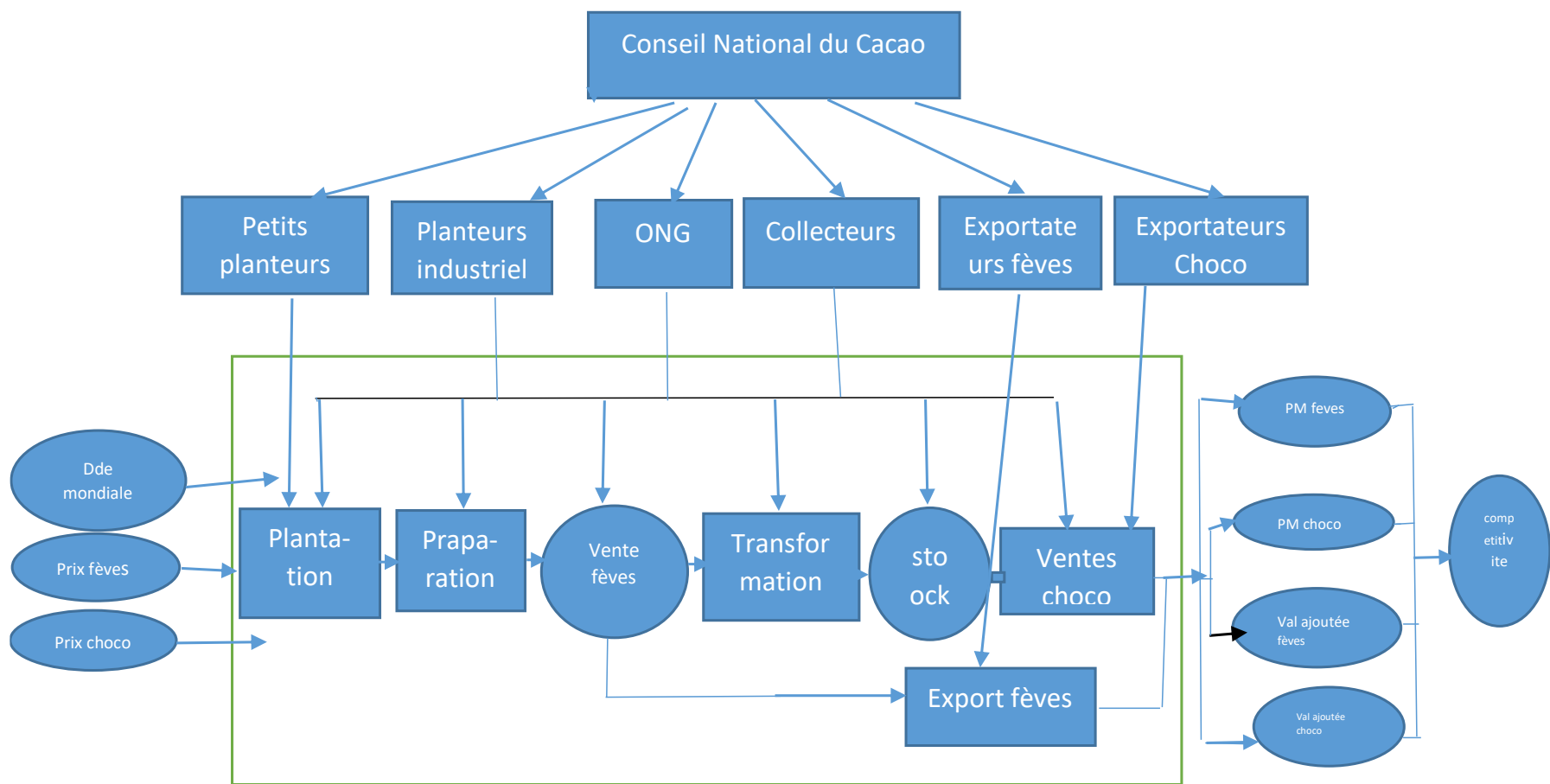


Figure 12 ; Modèle conceptuel filière cacao (adapté de Silitonga 2013 et Brundtland 1987)

(Source : auteure, 2017)

Une présentation sur l'état des lieux des efforts entrepris sur le terrain a été effectuée par l'ONG ETIQUABLE, le PROJET PIC, ainsi que la Compagnie MADECASSE (une compagnie américaine qui amène directement les clients sur terrain pour voir les producteurs et qui propose des chocolats à la vente)⁶.

Selon l'organe chargé du contrôle de normes (CTHT), les normes exigées par Madagascar sont plus exigeantes que celles exigées à l'international – les détails suivants ont pu être relevés durant le séminaire international :

Tableau 8. comparaison de normes (source FTHT 2018)

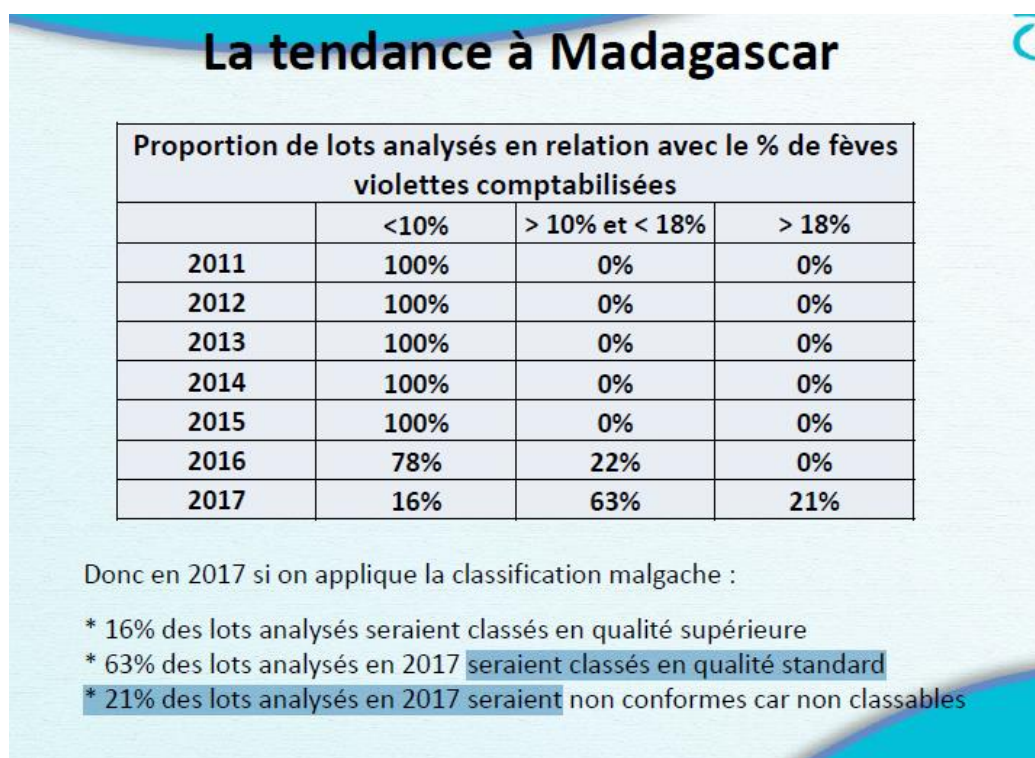
Comparaison entre la norme FCC et la classification Malgache en cours de ratification			
Qualité selon norme FCC	Bonne fermentation (Good fermented)	Fermentation acceptable (Fair fermented)	Qualité limite (Fair average quality)
% moisies + mitées	< 5%	>5% et < 10%	>10% et < 12%
% ardoisées	< 5%	>5% et < 10%	>10% et < 12%
Qualité selon classification Malgache	Bonne fermentation (Qualité supérieure)	Fermentation acceptable (Qualité standard)	Qualité limite (Fair average quality)
% moisies + mitées	< 1,1%	< 3,1%	
% ardoisées	< 2%	< 6%	

Source FTHT (2018)

Les impacts de l'application des normes sur les rejets montrent que les normes appliquées localement sont plus strictes que celles exigées au niveau mondial ce qui fait que le taux de produit destiné au rejet est élevé. La tendance à Madagascar présentée dans le tableau qui suit montre clairement ce phénomène.

⁶ <https://madecasse.com>

Tableau 9. impact normes en termes de rejet à Madagascar



Source : FTHT (2018)

1.1.3. Période de production

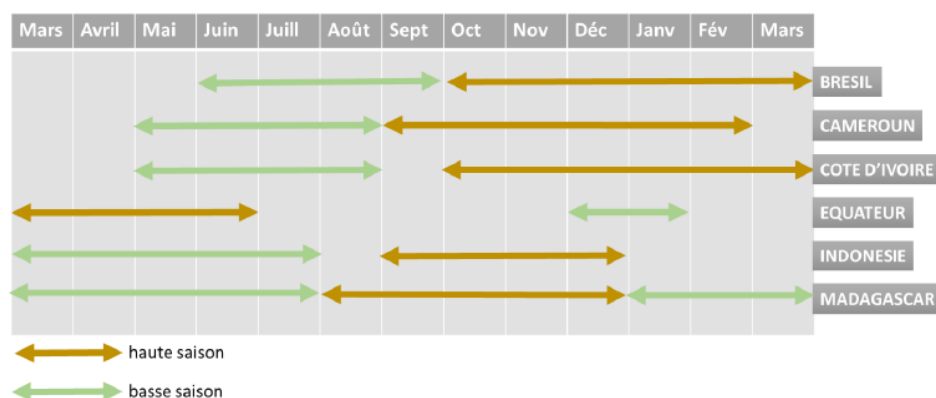


Figure 13. Période de production Madagascar (source Ramarline ICCO 2014)

Ce tableau permet de relever que la haute saison est entre Août et Décembre et contrairement à tous les autres pays, Madagascar fait une production tout au long de l'année.

Le système correspondant à la filière cacao de Madagascar est présentée comme suit :

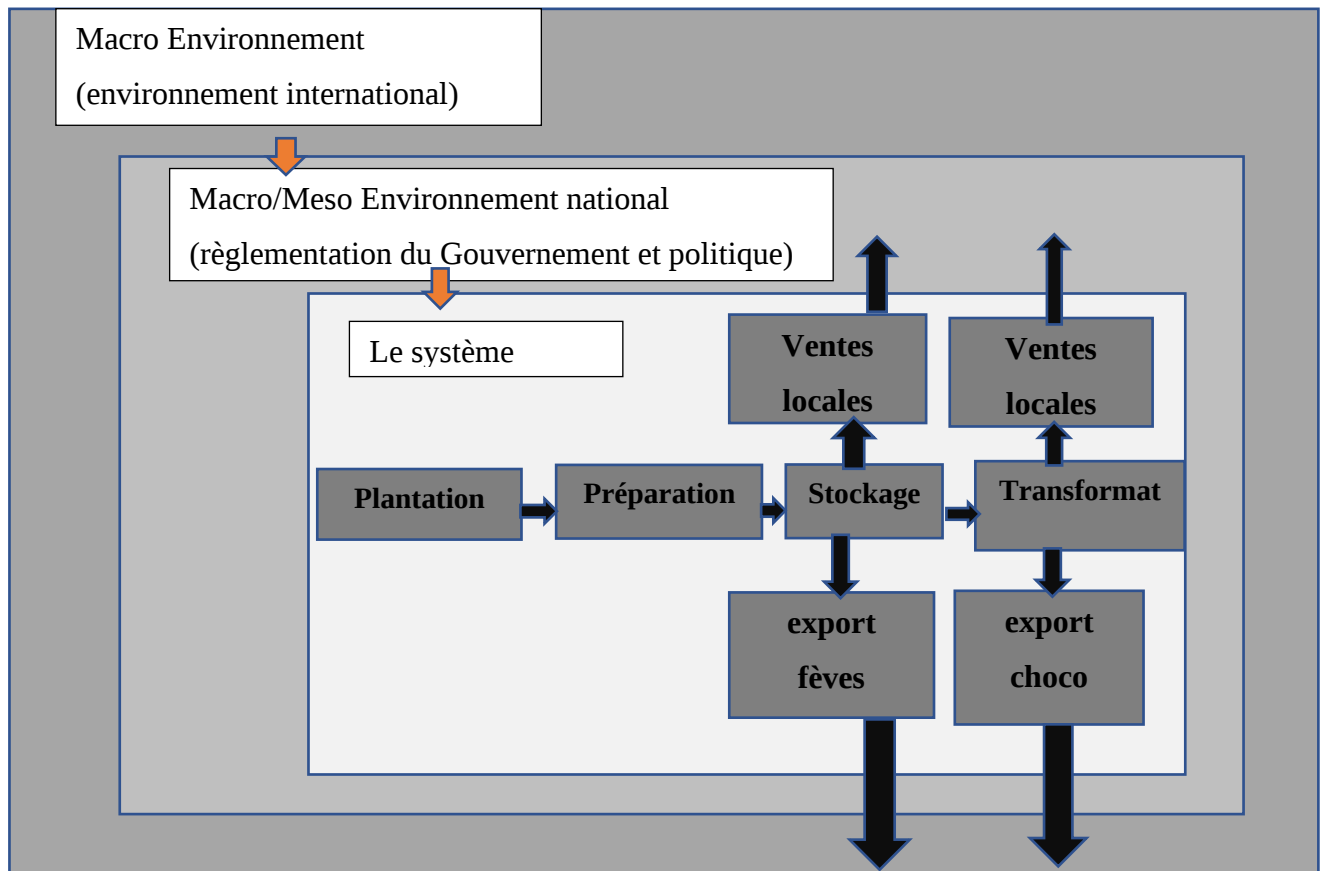


Figure 14 : Système afférent à la filière cacao

(Source :auteure, 2017)

1.2. Présentation des tendance mondiales concernant la chaine de valeur globale de Cacao et Madagascar

L'étude est menée dans la chaine de valeur globale de Cacao et le cas de Madagascar parce que la chaine de valeur Globale de Cacao regroupe des pays riches (transformateurs du cacao en chocolat) et pays en voie de développement (producteurs de cacao) et contrairement à ce qui se passe chez l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole), le prix international des fèves de Cacao sont fixés par les marchés internationaux et non par les pays producteurs. Selon l'observatoire du Cacao, la Société civile se plaint car des paysans se trouvent lésés sur le prix. Des mesures ont été prises en Afrique de l'Ouest par les Gouvernants pour assurer sa stabilité.

Dans le cas de Madagascar, l'étude effectuée par l'OIT sur la chaîne de valeur en 1987, révèle qu'un écart important existe entre ce qui revient aux paysans par rapport à la partie gagnée par ceux qui s'occupent des chocolats alors que Le cacao exporté par Madagascar est d'excellente qualité, et certifié à 100% de qualité fine par l'ICCO. Madagascar a aussi opté pour le développement durable en 2015. Mais des problèmes sur la croissance et l'inclusivité sont signalés par la CNUCED 2022. En termes d'inclusion économique, le rapport de la CNUCED annonce un résultat défavorable et Madagascar fait partie des pays qui n'ont pas atteint le développement durable et l'inclusion (voir Annexe XIX, page 272).

Les différents graphiques ci-après montrent les différentes tendances statistiques identifiées sur le cas de Madagascar dans la chaîne de valeur de Cacao.

L'historique de l'exportation de cacao de Madagascar montre une tendance à la hausse entre les années 2000 et 2018. Cela démontre que le pays a pu exporter une quantité croissante sur les 18 années pour atteindre le quintuple de l'année 2000. Ainsi, la demande du cacao de Madagascar est en hausse.

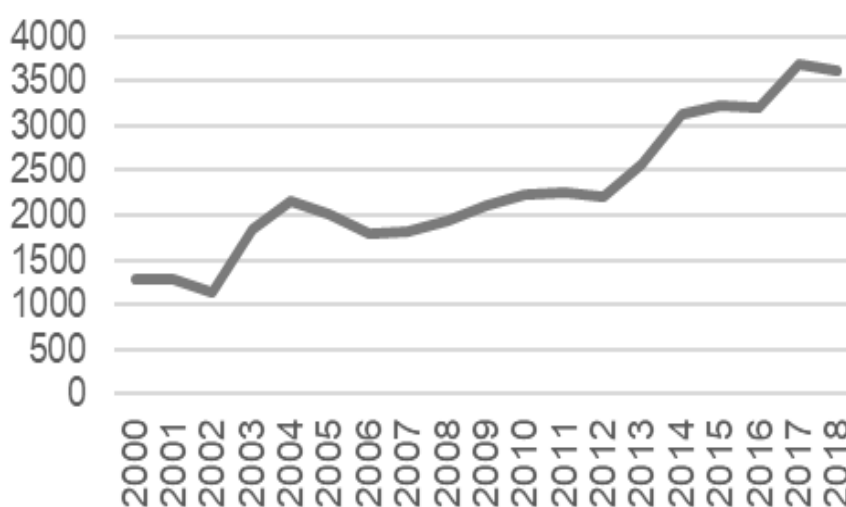


Figure 15 : Exportation annuelle (USD) de Cacao Madagascar
(Source : TRADEMAP, Auteure, 2021)

Sur le plan financier, les exportations du Cacao se font à travers la devise libellée en USD. A ce sujet, le constat sur la période étudiée est que la valeur de l'USD par rapport à la monnaie locale a cru ; autrement dit : la monnaie ariary s'est dépréciée au fil du temps.

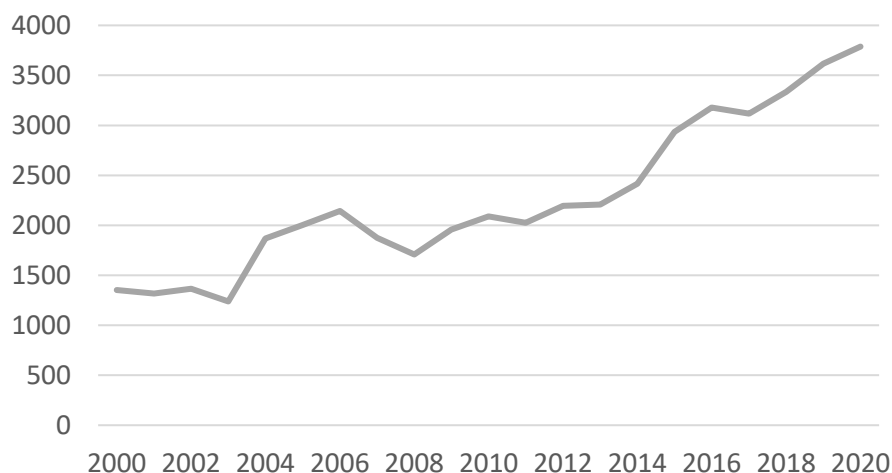


Figure 16 : Evolution annuelle du taux de change USDMGA

(Source : Banque Mondiale)

Les prix de la fève présente un pic en 2006 mais ils ont ensuite baissé puis stagné. Le taux de la pauvreté affiche aussi une croissance élevée et le pays figure parmi ceux où l'inclusion est problématique.

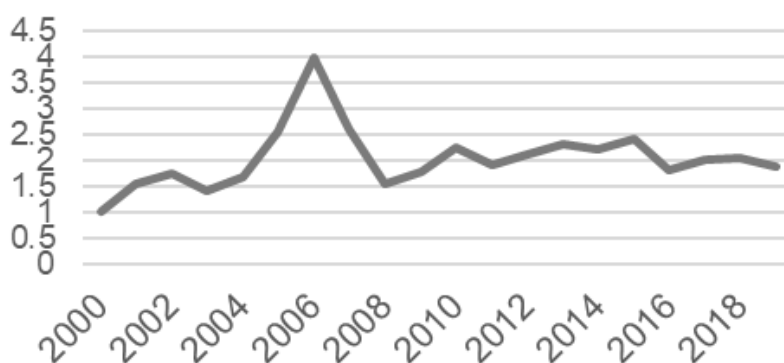


Figure 17. Evolution annuelle du prix unitaire de la fève à Madagascar (USD)

On observe un appauvrissement quasi-continu de la population malgache en générale.

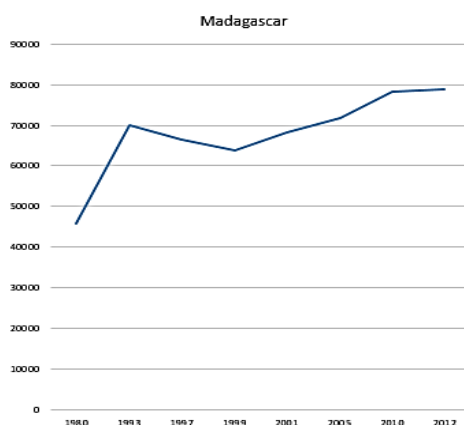


Figure 18. Evolution de la pauvreté à Madagascar (1980 à 2012)

Pourtant du côté social, l'indice de développement humain affiche une croissance soutenue entre 2000 et 2018 soit une amélioration du bien-être des ménages.

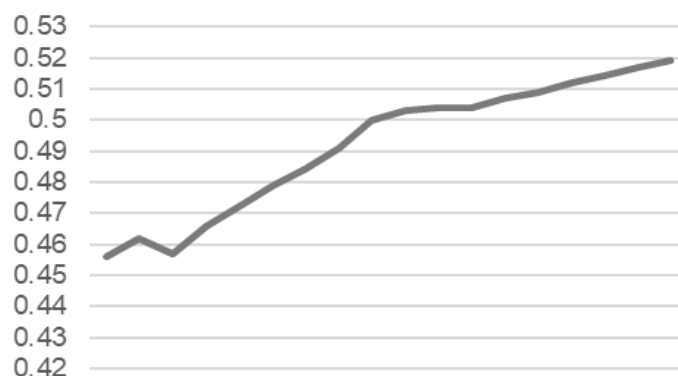


Figure 19. Evolution annuelle de l'IDH Madagascar

Source : Université Sherbrooke, 2021

1.2.1. Concurrence Internationale

Les matières premières constituées de fève de cacao sont plutôt vendues par les pays du Sud. Les plus grands producteurs mondiaux de cacao sont : la Côte d'Ivoire (2020t), le Ghana (970t), l'Indonésie (290t) donc les deux grands pays concurrents de Madagascar sont : la Côte d'Ivoires et le Ghana.

Les produits finis (ou chocolat) c'est-à-dire ceux avec de la valeur ajoutée issue de la transformation sont essentiellement produits et vendus par les pays du Nord.

Entre Octobre 2015 et Septembre 2016, Lindt Cocoa Foundation à travers Helvetas Swiss intercooperation Madagascar a développé un projet pour promouvoir la production durable du cacao au profit de 700 planteurs. Vu que le résultat était très intéressant, ce projet a été prolongé et durera jusqu'en fin 2019.

1.2.2. Le commerce international de produits issus du cacao

Selon la littérature, la compétitivité est corrélée avec la croissance. Si l'on se réfère aux chiffres du commerce international sur les produits à base de cacao, Madagascar a affiché une croissance durant les 5 dernières années qui sont plus importantes que la croissance dans le monde. En effet, si Madagascar a eu une croissance de 26%, le monde n'en est qu'à 4% en 2016. Madagascar est donc dynamique dans cette filière et est en train de gagner des parts de marché importantes.

Le dynamisme de la filière sur la scène internationale peut s'expliquer par le fait que le produit répond aux dernières tendances du marché : le marché BIO (le produit étant

naturellement bio et l'environnement naturel malgache y est pour quelque chose. Plusieurs points favorisant la mise en avant de cet élément : certification BIO par ECOCERT d'une part, la reconnaissance par ICCO de la qualité FINE du CACAO de Madagascar sont des atouts sur son écoulement.

La compétitivité, peut s'apprécier également par le fait d'augmenter les exports et de diminuer les imports. A Madagascar, particulièrement le Cacao portant le code du système harmonisé 180 100 et le Chocolat portant le code 180632 présentent des balances commerciales positives.

La compétitivité vue dans le sens de part de marché peut s'apprécier à travers les capacités des pénétrations de marché. Les analyses effectuées sur les chiffres des échanges mondiaux du produit effectuées par Madagascar font ressortir plusieurs atouts sur les produits du code 18 COCOA and Cocoa préparation (cacao et préparation du cacao)

La croissance de la demande en CACAO pour le produit proposé par Madagascar partout (des parts de marchés sont gagnées dans plusieurs marchés en croissance notamment US, Pays bas, Belgique, Canada, Espagne, Allemagne (ce sont les parts acquises dans des marchés en croissance)

Il en est de même pour les marchés de Japon, de Malaisie, Italie mais à une faible mesure. Ces marchés sont des croissances négatives. Les seuls pays où la croissance de Madagascar est moindre par rapport au marché de destination sont Grèce et France (mais ces marchés ont des croissances entre 0 et 4 donc faibles par rapport au Monde)

La diversification de marché est presque impossible à part sur la France et la Grèce. Pour tout le reste il est possible de développer la part de marché. Deux possibilités s'offrent à Madagascar soit proposition de nouvelles gammes (diversification de produits) soit communication sur le produit existant. Ces points nécessitent une vérification sur terrain.

En ce qui concerne le produit 180632 Chocolats et autres préparations contenant cacao en bloc, barres (non fourrés), Madagascar est le plus avancé dans le marché de United Kingdom (UK) suivi de la France du Japon et du Canada.

Les Etats Unis (USA) constituent aussi un grand marché dont la croissance est plus forte que celle de Madagascar- il reste à creuser ce marché. Nous n'y avons pas gagné suffisamment de part de marché.

Plusieurs marchés travaillés sont en croissance, comme UK, France, Pays Bas, Japon, USA, Australie, Canada mais de efforts restent à faire sur Israël, Grèce, Maurice, Belgique Suisse et Pologne

Pour le produit 180631 Chocolat et autres préparations en bloc moins de 2k fourré :

A part le Canada où la part de marché est très importante et où le marché est très prometteur, il y a le japon (sans avenir certain) et plusieurs marchés où l'effort semble mitigé. Des parts de marché peuvent être obtenus dans ces marchés par le biais par exemple d'actions marketing adaptées.

Enfin en ce qui concerne le produit du code 180100 Cocoa beans (fèves de cacao)

Plusieurs marchés travaillés notamment le Canada où Madagascar semble avoir bien percé, les autres sont Allemagne, USA, Espagne, Belgique Singapour, Japon - seule la France a une croissance plus forte que Madagascar mais à Madagascar, le produit manque de valeur ajoutée et les parts de marchés sont tous moins de 20-

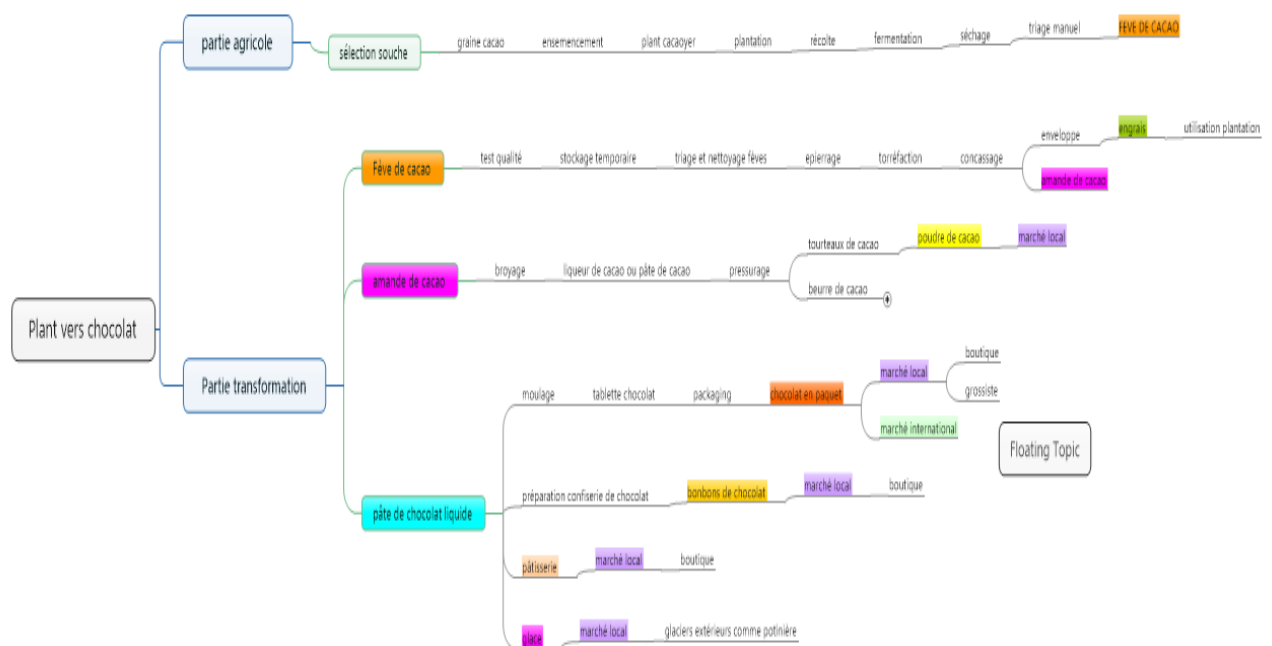


Figure 20. Chaîne de valeur Cacao : du plant vers le chocolat

Source : auteure

En ce qui concerne les prix mondiaux, une tendance à la hausse suivie d'une baisse et à nouveau une reprise sont constatées et cette tendance est présentée dans la courbe suivante. A Madagascar, le prix n'évolue pas véritablement deux types de prix sont appliqués : le prix standard et le prix supérieur .

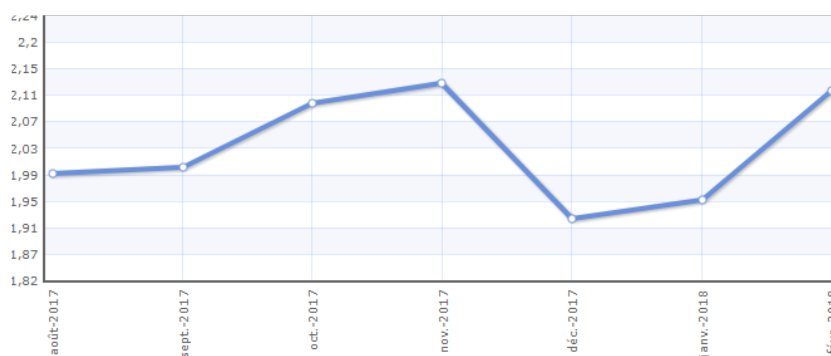


Figure 21. Tendances. Des prix mondiaux

Source : ICO

Tableau 10. Tendances des prix locaux (source Ramarline 2016)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Prix Ethiquable : cacao sec supérieur	6310	6310	6310	6310	9000	9600
Prix collecteur : cacao sec standard	4500	4267	3533	3758	5475	6933
Prix collecteur : cacao frais	1525	1500	1245	1325	1875	2417
Prix mondiaux : cacao fèves	6544	6032	5218	5383	7396	9197

Source : Ramarlina (2016)

Les prix en 2018 étaient :

le prix est : 3600 ariary/kg (18000 fmg) le standard

5500 ariary /kg (27 500 fmg) le supérieur

1.3. Enjeu global de la CVG cacao et enjeux spécifiques à Madagascar

Deux types d'enjeux sont étudiés ici : ceux découlant de la CVG de cacao et ceux spécifiques à Madagascar et pouvant être d'ordre économique, social et environnemental. Cette analyse est intéressante pour questionner sur les effets possibles de l'ouverture sur le développement durable du pays en contexte de mondialisation. Cette sous-section a pour objectif de trouver comment les mesures décidées à l'international affectent la compétitivité soutenable dans le cas de Madagascar, et quelles autres pistes pourraient influencer positivement et négativement sur la compétitivité soutenable.

1.3.1. Enjeux sur la Chaîne de valeur Globale de cacao

Au niveau mondial, la Chaîne de Valeur Globale de Cacao est une chaîne qui implique plusieurs acteurs provenant du Nord et du Sud. Cette chaîne de valeur présente des enjeux sur le développement durable de plusieurs pays sur le plan économique, social et environnemental.

- Les enjeux économiques : les retombées provenant de la vente

Le cacao est un ingrédient important pour les **industries de confiseries**, de **l'agroalimentaire** et pour les industries **pharmaceutiques et cosmétiques**. Or seuls quatre **pays au Nord sont les principaux producteurs** de chocolat : les ventes les plus importantes se faisant aux USA, Suisse, Japon et Italie. Les pays qui vendent du chocolat font entre 10 à 14 milliards de USD en Europe, l'Europe représentant 35% des ventes et l'USA à lui seul représente 30% du marché. Mais paradoxalement, les grands producteurs de Cacao se trouvent au Sud et ont un revenu en dessous du seuil de la pauvreté. En effet, la Côte d'Ivoire fait 0,50\$ par jour, et Ghana 0,84 \$ par jour. **Pourtant 65% de l'offre de Cacao** dans la production du Nord proviennent de l'Afrique de l'Ouest (Ghana et Côte d'Ivoire). Au Ghana et Côte d'Ivoire « l'or brun » **représente 10% du PIB** ; et **30% de revenus d'exportation sur la période 1995-2014 provenait de ce produit**.

La consommation globale de chocolat dépasse les **7,2 millions de tonnes⁷** et les **profits des grands acteurs de l'industrie atteignent des sommets**. L'entreprise Mars enregistre des ventes atteignant 17 milliards de USD chaque année, Hershey's 3,7 milliards et M&M's plus de 600 millions USD

Vendu à 2500 USD la tonne actuellement, Ghana et cote d'ivoire ont annoncé qu'ils ne vendraient plus leurs fèves à moins de 2600 USD.

⁷ https://www.chococlic.com/Le-chocolat-en-statistiques_a2848.html

- Les enjeux sociaux : le développement et lutte contre la pauvreté

Selon le World Cocoa Foundation (WCF), il y a **5 à 6 millions de producteurs dans le monde** de ce produit et il contribue à la **subsistance de 40 à 50 millions de personnes**. Aucun des principaux producteurs de chocolats ne sont fournisseurs de cacao et pourtant, **2/3 de Cacao utilisés pour fabriquer le chocolat proviennent de l'Afrique de l'Ouest** et 45% provient de Côte d'Ivoire (investopedia, 2021) ; les jeunes producteurs de cacao commencent à quitter les champs ce qui risque d'entraîner une baisse de la production de fève, et ainsi une pénurie de chocolat.

- Les enjeux environnementaux : la déforestation et la reforestation

Plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest, la plantation du cacao entraîne la déforestation. Il y a donc de sérieuses menaces pour l'environnement découlant de l'exploitation à fond des ressources naturelles. Mais la reforestation est aussi une opportunité grâce aux normes environnementales qui sont de plus en plus en vogue dans le monde.

1.3.2. Les enjeux de la chaîne de valeur globale cacao dans le cas de Madagascar

Le cas de Madagascar dans la chaîne de valeur globale nous intéresse particulièrement car c'est un Pays Moins Avancé qui a opté pour l'ouverture du marché. Reconnu comme fournissant le meilleur cacao au monde disposant d'une certification internationale par l'organe regroupant les grands acteurs du monde nommé ICCO. Ce pays a aussi gagné plusieurs prix pour la qualité de son produit. Cependant, Madagascar fait face à des problèmes grandissant en termes de pauvreté et de poursuite des ODD. Et plusieurs informations recueillies sur le terrain laissent penser qu'il y a matière à réflexion sur plusieurs points particulièrement sur le plan économique (le prix et les mesures) social. (les effets sur le bien-être des ménages) et environnemental.

- La pertinence du choix de Madagascar dans la CVG du cacao

Madagascar étant reconnu mondialement pour la qualité exceptionnelle de son cacao. Il est possible de faire intervenir les facteurs de compétitivité prix et hors prix dans cette filière. Et comme beaucoup de familles vivent de la production, la question sociale peut être analysée à travers cette chaîne de valeur. Et comme la production s'effectue dans une région où les problèmes climatiques sont récurrents, (le climat, la forêt, l'énergie etc.), le cas se prête à plusieurs simulations selon l'approche développement durable et les résultats pourraient être reproduits sur d'autres filières (exemple : vanille, café, baie rose, thé etc.) à Madagascar et ailleurs dans la même catégorie (ex : cadre intégration Régionale

SADC, COMESA ...). Et vu que le produit génère beaucoup de recettes d'exportation, il est donc source de revenus et de création d'emplois. Il intéresse aussi bien les pays producteurs du Cacao et les Pays consommateurs (Samuel K Gayi et Komi Tsowou, CNUCED 2015)

Les PMA exportant essentiellement les produits de rente, ne transforment pas sur place et laissent cette partie aux Pays Riches, alors que la CVG de Cacao comprend les deux cas : juste matière première, juste produit fini ou même les deux c'est-à-dire l'exportation avec la partie distribution effectuée à l'extérieur et l'exportation avec toute la partie transformation et distribution à l'extérieur. Avec différents canaux de distribution ainsi que l'utilisation du modèle « Commerce équitable » - c'est donc un terrain laissant libre cours à l'innovation.

L'ICCO qui est l'organe regroupant les acteurs de la CVG a opté pour le développement durable dans son modèle de développement (Agenda Global du Cacao Abidjan 2012 1^{ère} conférence, et confirmation lors de la deuxième conférence en 2018) implique différentes parties prenantes (internationales, nationales), société civiles, collecteurs, industriels, paysans. (Toutes ces parties prenantes sont très impliquées) et différents pays sont concernés.

La CVG de Cacao à Madagascar, est la seule qui malgré les différentes crises qui se sont succédées dans le pays, a pu résister, c'est donc un modèle qui est résilient malgré toutes les péripéties de la vie. Elle comprend plusieurs combinaisons possibles : complète sur le plan national ou partielle avec une partie au niveau international ;

Elle a aussi une valeur historique et culturelle très riche : selon l'histoire, le cacaoyer est appelé arbre du paradis, les rituels, les traditions y sont présentes et le lien colonial est très présent aussi dans cette filière ;

Il est possible d'obtenir des informations sur les principaux pays concurrents ainsi que sur toutes les parties de la chaîne de valeur par participation à la conférence internationale ayant regroupé toutes les parties concernées et aussi via une enquête face à face et par focus groupe ;

L'étude sur la CVG effectuée par l'OIT en 1987, menée sur le plan économique, et sociale a permis de faire ressortir des répartitions inégales de revenu entre les pays du Nord et les Pays du Sud – entre temps, le paysage économique a vu la naissance de nouvelles industries sur le territoire national. Il serait intéressant de questionner sur l'évolution c'est-à-dire vérifier si les conditions ont évolué sur le plan économique d'une part avec les

raisons possibles. En plus la présente étude va permettre d'enrichir les acquis en faisant ressortir d'autres aspects touchant le côté social et environnemental. Ce qui rendra le modèle utile sur le plan scientifique, politique et pratique pour la future stratégie de développement de la filière avec de nouveaux apports adaptés au contexte.

A noter qu'une étude sur l'industrie du Cacao dans le but d'intégrer les petits exploitants a été effectuée par la CNUCED mais elle ne tient pas compte du cas de Madagascar et ne permet pas de faire ressortir où agir et comment.

- Les enjeux économiques de la chaîne de valeur de cacao dans le cas de Madagascar

Le paradoxe entre la qualité du produit et le prix payé au paysan est un des enjeux majeurs de la filière Cacao. En effet, selon une étude effectuée par l'OIT en 1987 (Tomlinson & Gasser, 2007) : pour un paquet de chocolat qui vaut 6,36 à 8,27 USD, seuls 0,11 USD restent au niveau paysan soit juste 15,94%.

L'enquête effectuée sur terrain par l'auteure en 2018 montre que le prix du chocolat noir 100 gr est passé de 69 cents à 6,36 euros (soit une croissance de 821%), mais la fève est passée de 11 cents à juste 17 cents (soit une augmentation de seulement 54%). Alors que s'il n'y avait qu'une industrie à cette époque, désormais il y en a quatre dans le pays mais la situation du Paysan est toujours précaire.

La non disposition de moyens sophistiqués n'est pas le problème car il est prouvé que la Belgique fabrique à la main et arrive à atteindre un chiffre d'affaires de 12 milliards de \$ par an. Une comparaison entre ces deux études montrant cette évolution asymétrique est présentée ci-après

Tableau 11. Evolution du prix de Cacao et Chocolat tablette 100 grammes noir

	1987 part		2018 part		Croissance
Fève	0,11	15%	0,17	2%	+54%
F	0,69	85 %	6,36	98%	+ 821%
Total	100%		100%		

Source : OIT(1987) et Auteure (2018)

- Les enjeux sociaux et environnementaux rattachés au cas de Madagascar

Les fèves de cacao qui approvisionnant les usines au Nord proviennent essentiellement des pays de l'Afrique de l'Ouest notamment la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Ils représentent presque 65% du marché alimentant les industries chocolatières du Nord. Mais les prix sont fixés par les marchés boursiers du Nord. Madagascar est présent dans la Chaîne de Valeur mais contrairement aux pays de l'Afrique de l'Ouest, il propose du Cacao de qualité au marché mondial avec une quantité moindre représentant à peu près 1% du marché mondial. Cependant, malgré cette faible quantité, la fève de Cacao de Madagascar est reconnue mondialement grâce à la certification fine par l'ICCO. Le produit faisant l'objet de strict contrôle (voir tableau 9, page 147).

Normalement, l'enjeu serait celui de pouvoir appliquer un prix élevé du fait de la qualité exceptionnelle de ce cacao : ce qui contribuerait au développement social mais les prix sont fixés par les marchés boursiers et les mesures pour le développement des exportations sont décidées par les institutions internationales comme le FMI et la BM.

La présence d'une transformation locale donne la possibilité de générer de la valeur ajoutée locale pour une contribution à la création d'emplois locaux. La Chocolaterie Robert est la plus ancienne chocolaterie de ce pays créée en 1937 est un exemple d'entité qui fait de la transformation locale et qui exporte aussi les fèves. Elle vend localement le chocolat sous la marque Robert mais le nom change en chocolat de Madagascar dès qu'il franchit le territoire international. Les propriétaires disposent d'un terrain de production et même d'un magasin de vente en France et alimentent aussi d'autres marchés comme ceux de la Grande Bretagne. Ces derniers temps, de nouvelles chocolateries ont vu le jour notamment CINAGRA qui propose le Menakao Chocolate sous la marque Tsara, depuis 2006, et exporte vers les îles Maurice, Afrique du Sud, États Unies depuis 2011. La marque MADECASSE dessert le marché américain sous le concept commerce équitable ; la toute dernière est Amcho (American Malagasy Chocolate : une usine de chocolat œuvrant en zone franche. Donc Contrairement aux autres pays, Madagascar a pu ainsi développer des industries. De là, il peut être déduit que le pays a déjà de la valeur ajoutée locale et peut l'améliorer et des repercussions sur le plan social peuvent en découler.

Par ailleurs, vu que plusieurs sortes d'acteurs se côtoient dans la filière locale et sont soit en amont ou en aval de la chaîne de valeur : les petits paysans locaux, les agriculteurs

industriels, les intermédiaires (collecteurs), les Exportateurs directs, les transformateurs (locaux), les distributeurs (locaux) et internationaux (voir figure 21, page 153). Nombreux projets y sont développés à travers des ONG internationales. Et tout ceci peut apporter des impacts sociaux et environnementaux.

1.4. Etude du cas de la filière cacao à Madagascar

L'illustration porte sur la Chaîne de Valeur Globale de Cacao de Madagascar. Ce choix est justifié par le fait que Madagascar est un PMA où la chaîne de valeur globale de Cacao a gardé le lien traditionnel connu entre les pays du Sud et les pays du Nord ancien colonisateur. Les Pays du Sud étant fournisseurs de Matière Première. Contrairement aux autres pays qui effectuent une partie de la chaîne de valeur, Madagascar a pu développer des industries chocolatières donc il est possible d'y trouver également une chaîne de production allant jusqu'au produit fini localement et internationalement.

Plusieurs sortes d'acteurs s'y côtoient : les petits paysans locaux, les agriculteurs industriels, les intermédiaires (collecteurs), les Exportateurs directs, les transformateurs (locaux), les distributeurs (locaux) et internationaux. Le Cacao est une filière où il est reconnu mondialement pour sa qualité exceptionnelle. Il est possible de faire intervenir les facteurs de compétitivité prix et hors prix dans cette filière. Malgré l'insuffisance de données dans les PMA, les données macro-économiques sur cette filière peuvent être récupérées à la douane, dans la base de données COMTRADE des Nations Unies, au niveau du FAO ainsi qu'au niveau de la Banque Mondiale. En cas de non déclaration par la Douane, des données miroirs peuvent être obtenues auprès des partenaires. Il est possible de faire des comparaisons dans le temps et dans l'espace. Il y a des normes qui s'appliquent dans la chaîne ; beaucoup de familles vivent de la production (question social) et l'environnement y est très important (le climat, la forêt, l'énergie etc.) Donc c'est un cas qui permettrait de bien simuler un modèle selon l'approche développement durable et dont les résultats pourraient être reproduits sur d'autres filières (exemple : vanille, café, baie rose, thé etc. ;) à Madagascar et ailleurs dans la même catégorie (ex : cadre intégration Régionale SADC, COMESA etc.)

La Chaîne de Valeur Globale du Cacao présentée ici est le résultat de l'enquête réelle effectuée sur terrain en 2017 par l'auteur ainsi que des acquis lors du Séminaire International sur le Cacao qui s'est déroulé en 2018 et qui a vu la participation de tous les

acteurs impliqués dans la chaîne de valeur de Cacao. Les informations recueillies ont été utilisés pour réaliser le test du modèle de compétitivité conçu par l'auteure.

L'idée était de tester les indicateurs et modèles selon les ordres établis ci-avant (quantitatif, qualitatif, holistique). L'objectif : démontrer chiffres à l'appui que pour un modèle de développement durable, la contextualisation est de rigueur car les PMA ont leur spécificité, qu'il ne suffit pas de faire une étude statique mais il faut aussi une étude dynamique, et le modèle holistique est celui qui permet de combler toutes les lacunes signalées dans la partie théorique. Nous allons aussi démontrer que les indicateurs traditionnels sont insuffisants pour une compétitivité durable, qu'un suivi régulier est nécessaire pour le jonglage et là les institutions gouvernementales ont leur rôle à jouer par le biais de mesures (incitatives ou répressives).

Les particularités du PMA étudié (et donc le modèle amélioré après le résultat de la validation de l'étude terrain) seront obtenues de cette étude et cela, à partir des modèles ci-après : le modèle économétrique qui va analyser la relation entre mesures prises (prix et taux de change), la croissance (mesuré à travers le PIB par tête ou la part de marché), l'impact social à travers l'indicateur de développement humain (IDH) et les possibles répercussion sur le PIB en parité de pouvoir d'achat ; le modèle qualitatif analysant les autres pistes sur le plan social et environnemental.

Le Cacao est un des produits de rente introduits par les Colons dans différents pays colonisés et en provenance de l'Amérique Latine. Ce produit est essentiellement destiné à l'exportation mais peu consommé dans les pays de plantation. Si les pays du SUD sont plus spécialisés en plantation, généralement la transformation se fait dans les Pays du Nord. Madagascar est un des pays où le Cacao a été introduit et depuis, il est exportateur de ce produit mais aussi producteur et exportateur de chocolats. Ce qui est remarquable dans la filière, c'est sa résilience . En effet, c'est un de produits qui a tenu le coup malgré les différentes crises qui se sont succédées et qui ont sévi dans le pays. Le CACAO de Madagascar est certifié 100% fine par l'ICCO : l'organe qui s' occupe de la coordination de la filière dans le monde.

Au niveau mondial, le marché du Chocolat n'a cessé de se développer et la consommation affiche une croissance moyenne de 4% depuis l'intérêt manifesté par les pays asiatiques pour le chocolat. Mais à côté, il y a une montée en flèche de réclamations des ONG et des associations protégeant les Droits de l'homme qui exigent des conditions de travail plus

favorables et l'abolition du travail des enfants suite au constat que la filière fait l'objet de conditions très précaires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

La filière cacao est une des filières qui constitue le fleuron de l'économie malgache et qui a résisté à différentes péripéties de l'économie mondiale et les différentes crises auxquelles Madagascar a dû faire face. En effet, les producteurs ont eu à endurer plusieurs problèmes face aux différents gouvernements qui se sont succédés et les crises cycliques que le pays a traversées. Mais malgré tout cela, la filière a pu garder une bonne place sur le plan économique. Le Cacao de Madagascar est considéré comme étant le meilleur au monde et est certifié 100% fine par l'ICCO que Madagascar a rejoint officiellement le 29 Décembre 2015. Ce CACAO est alors très apprécié au niveau mondial malgré une quantité de production très limitée

Une étude sur la chaîne de valeur de Cacao de Madagascar a été effectuée en 2007 par l'Organisation Internationale du Travail. Cette étude montre que la chaîne de valeur rapporte une très faible marge aux producteurs locaux et que la plus forte part revient aux acteurs internationaux. Mais entre temps, des chocolateries ont vu le jour sur le territoire national.

En 2015, les pays Membres de l'Organe des Nations Unies ont signé un Accord en faveur du développement Durable connu sous l'appellation Accord de Paris lors du Cop21. Prévu pour aider à la résilience face au changement climatique, les efforts de la mise en œuvre des Objectifs du Développement durable par les pays membres des Nations Unies prennent de l'ampleur, les revendication pour l'adoption des condition pour la protection de l'environnement, le développement des conditions sociales et économiques sont devenues prioritaires notamment dans la filière cacao

1.4.1. Les tendances dans la filière cacao malgache

L'étude est menée dans la chaîne de valeur globale de Cacao et le cas de Madagascar est traité parce que la chaîne de valeur Globale de Cacao regroupe des pays riches et pauvres et contrairement à ce qui se passe chez OPEP (Organisation des Pays Producteurs de Pétrole), le prix international des fèves de Cacao sont fixés par les marchés internationaux. Selon l'observatoire du Cacao, les paysans se trouvent lésés sur le prix et c'est l'objet de la plaidoirie de la Société civile. Des mesures ont été prises en Afrique de l'Ouest par les Gouvernants pour assurer sa stabilité mais pour le moment rien n'est prévu dans ce sens à Madagascar. Or les constats suivants peuvent être faits à partir des indicateurs

économiques identifiés : les exportations de cacao sont en hausse mais parallèlement, il apparaît que le taux de pauvreté l'est aussi. Les prix locaux sont stagnants et la dépréciation monétaire est en hausse tout comme l'indice de développement humain. Tous ces éléments justifient la nécessité d'une analyse approfondie pour pouvoir identifier des pistes permettant d'aller vers le développement soutenable et inclusif.

1.4.2. Le paradoxe dans la filière

Malgré le fait que le CACAO soit certifié d'excellente qualité par l'ICCO de par sa qualité fine, la valeur qui revient aux véritables producteurs est très faible : et c'est ce qui a amené l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en 2007 à mener une étude sur la filière et la conclusion est que c'est un produit qui enrichit plus les pays du Nord.

Lors du séminaire international sur le CACAO qui s'est déroulé à Madagascar les 30, 31 janvier et 1^{er} février 2018 à l'hôtel Carlton Anosy, Helvetas une ONG Suisse avait rapporté que selon la voix du Nord, le CACAO est un « PRODUIT CHIC AUX MARGES CHOC : qui ne rapportent presque rien aux producteurs » - pourtant plus de 27 000 ménages sont impliqués dans la filière à Madagascar (CNC, 2018). Par ailleurs, comme Madagascar est l'un des pays qui est exposé au changement climatique, l'endroit où le CACAO est cultivé est assez sensible et l'enclavement incite les paysans à se consacrer à d'autres activités. Pourtant le CACAO Malgache est très prisé sur le marché international vu son goût acidulé incomparable (Valrhona, 2018).

Malgré le problème qui se pose déjà sur le plan économique, le pays s'est engagé comme les autres Membres des Nations Unies à engager les démarches pour le développement durable c'est-à-dire la considération des avantages de la génération présente et celle à venir, la considération des impacts économiques, sociaux et environnementaux conditions du Développement Durable.

1.4.3. Mapping de la Chaîne de valeur cacao Madagascar

De manière simplifiée, la chaîne de valeur comprend les fonctions suivantes : la plantation, la préparation de fève, la transformation et la distribution.

Toutes ces étapes sont présentes dans la chaîne de valeur de la chocolaterie Robert : la seule particularité est que la distribution internationale se fait à travers une équipe du groupe à l'internationale.

La Chaîne de Valeur du Cacao de Madagascar (Conventional Cocoa Value Chain of Madagascar) peut se présenter comme suit considérant les étapes et les moyens :

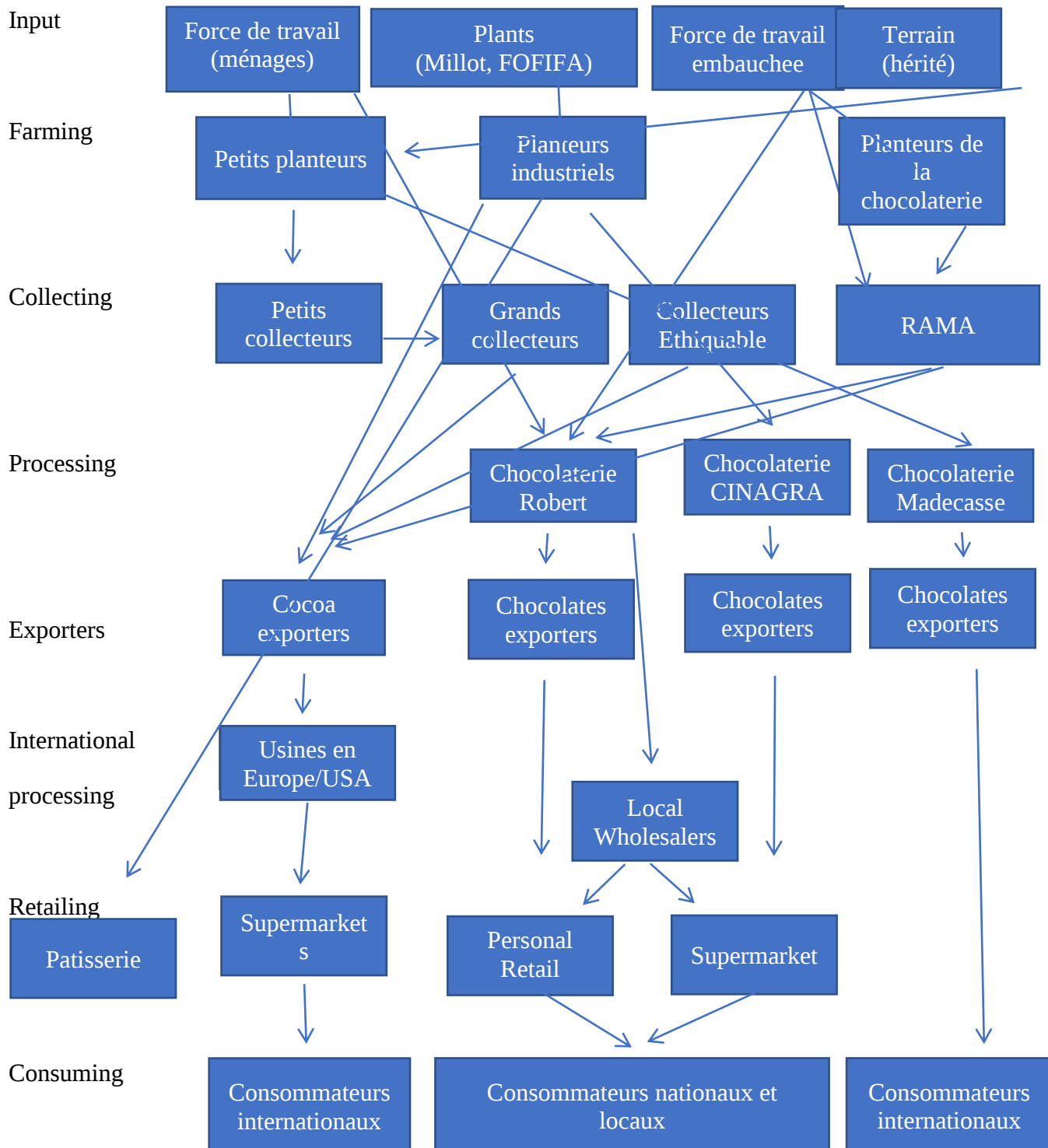


Figure 22. La Chaîne de valeur de Cacao de Madagascar

(Source : auteure, 2017)

Il y a deux types de produits présentés au marché : d'une part les **fèves de cacao** vendus soit aux chocolatiers locaux, soit aux chocolatiers internationaux et **les chocolats** qui sont vendus sur le marché local (à travers les grossistes, les détaillants, les GMS ou magasin spécialisé du chocolatier et les chocolats vendus à l'international (à travers des magasins malgache installés à l'extérieur ou vendus à des chocolatiers internationaux (Union Européenne, États Unis) ; La plantation industrielle est assurée par : Akesson, Millot et Celia (appartenant à l'État) ; Les industriels du chocolat sont la Chocolaterie Robert appartenant au Groupe Ramanandraibe et CINAGRA appartenant à la famille Cassam Chenai.

Les chocolats vendus dans le marché de l'Allemagne par exemple la barre Akesson 75% au prix de 9,67 Euro la barre de 100gr (soit l'équivalent de 35 779 ariary) ; Robert Malagasy au prix de 7,06 Euros la barre de 100 gr (l'équivalent de 26 122 ariary) ; et Menakao de Cinagara à 80 % vendu au prix de 5,60 Euros la barre de 100gramms (l'équivalent de 20720 ariary)

la fève de cacao fraîche est vendue entre 120 ariary et 240 ariary les 100 grammes et la fève fermentée, séchée est achetée à : 400 ariary les 100 gr par les Grands collecteurs, à 620 ariary par l'Union et 807 ariary par l'ONG Etiquable.

L'étude permet de réaliser aussi que la famille Ramanandraibe **a pu faire une intégration verticale totale et la famille Chenai partielle (dans les deux cas il y a de la valeur ajoutée)** ; Les grands planteurs industriels ne font pas de la transformation mais approvisionnent les chocolatiers locaux et les chocolatiers internationaux. C'est le cas de Millot qui est aussi le fournisseur de plants de cacao. Il y a donc **une coopération partielle** ; D'autres se contentent de vendre les fèves : c'est le cas de Akesson, qui a la **possibilité de vendre très cher par contact direct** ; La filière comprend le vendeur de plants, les petits planteurs et les planteurs industriels, les petits collecteurs, les grands collecteurs , les coopératives et union de coopératives, les industriels ainsi que les distributeurs locaux et internationaux ainsi que les chocolatiers locaux et internationaux ; Des **ONG sont impliqués** dans le **commerce équitable** donne des prix assez élevés, mais s'approvisionnent en **quantité limitée**

Un regroupement de tous les acteurs existe au sein du GACM ou **Groupement des acteurs du cacao de Madagascar**. Ce groupement collabore avec le Gouvernement sur le

partenariat public Privé – et c’est une plateforme d’échange ; une offre d’emploi pour secrétariat exécutif de ce groupement (journal express du samedi 23 Juillet 2017)

La filière fait partie de la priorité du projet PIC 2 (financé par la Banque Mondiale). Une extension vers Tamatave est aussi envisagée et presque tous les marchés percés sont en croissance et le Cacao ainsi que le chocolat 180632 sont bien travaillés. Des efforts en pénétration de marché sont possible.

1.4.4. Développement durable

Selon l’un des chocolatiers du pays (MENAKAO) : la culture de cacao est une activité exclusivement rurale, de par sa nature, le cacao fournit à la fois un revenu et un statut social aux communautés rurales contribuant ainsi à contenir les migrations vers les zones urbaines avec tous les problèmes de chômage et de qualité de vie précaire qu’elles engendrent. Il explique que tout comme les grandes plantations et autres coopératives, il veille à ce que les cacaoculteurs soient payés avec une juste rémunération permettant à chacun de vivre dignement. Réduire les impacts négatifs environnementaux tout au long de la filière. Encourager le développement de l’agriculture biologique et la réduire l’empreinte écologique sont le crédo des grandes plantations reconnues. La plupart des plantations malgaches, auprès desquelles nous nous approvisionnons sont certifiées biologiques (Ecocert), elles n’utilisent pas de produits chimiques, ni engrais, ni pesticides, Certaines sont considérées 100% bio car elles suivent un processus de fabrication qui respecte la nature et son équilibre, d’autres préservent et au besoin contribuent à restaurer la biodiversité.

Conclusion du chapitre IV

Le chapitre IV a servi à la présentation de la chaîne de valeur globale du cacao et ses enjeux tant au niveau mondial que dans le cas particulier de Madagascar. Cette présentation a permis de mettre en avant les particularités du produit cacao, sa valeur historique et surtout ses nombreux enjeux sur le plan économique, social et environnemental. Les tendances mondiales révèlent qu'il y a plusieurs points problématiques dont notamment l'exclusion des pays pauvres du commerce mondial, la stagnation du prix mondial du cacao. Pour Madagascar particulièrement les statistiques révèlent que les exportations de cacao sont en hausse, de même que le taux de la pauvreté. Les prix locaux sont stagnants et la dépréciation monétaire est en hausse tout comme l'indice de développement humain. Nombreux sont aussi les enjeux sur le plan économique, social et environnemental dans la CVG de cacao. Mais le point qu'il mérite de signaler est l'écart de revenu entre les pays du Nord et les pays du Sud : la présentation des informations relevées sur le cas de Madagascar et relevé durant la conférence internationale sur le cacao ainsi que l'enquête sur le terrain démontrant que la société civile est bien en train de tirer la sonnette d'alarme. Et le mapping de la chaîne de valeur de Madagascar réalisé à partir de l'enquête terrain est expliqué avec ce que révèlent les chocolatiers locaux sur le plan du développement durable.

CHAPITRE V. RESULTATS DES RECHERCHES EFFECTUEES

Le présent chapitre est réservé à la présentation des résultats de la recherche quantitative et qualitative effectuée dans le cadre de cette thèse. Ces résultats sont basés sur des données réelles de Madagascar et servent à mettre en lumière ce qui entraîne la croissance, la réduction de la pauvreté d'une part et l'inclusion d'autre part. Il présente aussi des pistes identifiées lors de l'étude qualitative effectuée sur le terrain mais qui n'existent pas dans la littérature scientifique. Mais avant de montrer les résultats de ce travail, et dans le but de montrer que le résultat obtenu par la démarche adoptée, est plus exhaustif que celui provenant des anciennes théories, les résultats de tests effectués avec les anciennes théories ainsi que leurs limites sont aussi présentés dans la première partie de ce chapitre. Ces tests analysent le cas de Madagascar sur le cacao et les chocolats selon les anciennes théories. Ainsi les résultats sont répartis en trois étapes : d'abord dans une première section, ceux issus des anciennes théories du commerce international simulant l'échange de fèves et chocolats entre Madagascar et la Suisse d'une part, et entre Madagascar et la Côte d'Ivoire, d'autre part. Après cette simulation, l'analyse des valeurs ajoutées par fonction dans une chaîne de valeur est complétée par le test du modèle de Cho dans le cas de Madagascar. La deuxième section est dédiée aux résultats provenant de la modélisation économétrique effectuée dans la chaîne de valeur globale de cacao selon la méthode d'équations structurelles. Cette étude ayant fait l'objet de plusieurs tests rigoureux pour en assurer la robustesse, montre ainsi les résultats de la recherche quantitative sur le modèle envisagé. Enfin, la troisième section porte sur les pistes provenant de la modélisation par l'analyse de système : il s'agit du résultat provenant de la recherche qualitative traitée selon la technique de la boucle causale (Causal loop System). Ces résultats sont utilisés pour vérifier les hypothèses prévues au début de la recherche.

Le Chapitre V comprend le résultat réparti en trois sections :

Première section Résultats provenant du test des théories existantes au contexte actuel de Madagascar.

Deuxième section. Résultats issus du test économétrique effectué dans la chaîne de valeur selon la théorie de **croissance**.

La troisième section : Résultats de l'analyse qualitative sur les facteurs communs et spécifiques au terrain étudié.

5.1. Résultats provenant de test des théories existantes face au contexte actuel de Madagascar

Cette section comprend les résultats provenant du test effectué par l'application des anciennes théories du commerce international au cas de Madagascar. Sont particulièrement abordés ici, la théorie de l'Avantage Absolu (Adam Smith), la théorie de l'avantage comparatif (Ricardo), la théorie de HOS, la technique de l'OIT, l'analyse de la compétitivité nationale de Madagascar avec le modèle de Cho afin de comprendre ce qui amènerait à la croissance selon ces anciennes du commerce international.

1^{er} Test : Compétitivité selon les anciennes théories du commerce international

Théorie de l'avantage absolu : « *Chaque partie impliquée dans le commerce international libre peut bénéficier en se spécialisant dans la production des produits où il détient l'avantage absolu* ». Donc laissez chaque pays exporter les produits qu'il produit à coût le moins élevé et importer les produits qu'il produit aux prix les plus élevés. - **Adam Smith**

Théorie de l'avantage comparatif : « *Un pays peut bénéficier du commerce extérieur même s'il n'a pas d'avantage absolu par rapport à ses partenaires du commerce dans la production du bien. Il a juste besoin d'avoir un avantage relatif dans quel que soit le produit pour le vendre à l'extérieur.* » - **David Ricardo**

Le concept de Krugman : « *croissance de la productivité est le principal moteur (driver) de la compétitivité, la compétitivité internationale des pays est associée à des standards de vie élevé* ». - **Krugman**

Ces théories sont utilisées dans le cadre de l'échange entre Madagascar et la Suisse : ces deux pays étant connus respectivement pour le cacao et les chocolats de qualité.

Comparaison entre la Suisse et Madagascar

L'étude consiste à comparer donc deux pays : la Suisse et Madagascar en supposant qu'il n'y a que les deux produits le Cacao et le Chocolat. Les données de la base de données COMTRADE des Nations Unies sont utilisées et extraites de la plateforme TRADEMAP.

L'AVANTAGE ABSOLU APPLIQUE AU CAS DE MADAGASCAR ET LA SUISSE

Tableau 12. Comparaison entre Madagascar et la Suisse

Pays	Cacao (tonnage par jour)	Chocolat (tonnage par jour)
Madagascar	30,47	0,3
Suisse	0,93	320

Source : Calcul auteure à partir données TRADEMAP

NB : en supposant que toute la production est exportée, la quantité en tonne divisée par 360 jours donne le tonnage par jour.

Madagascar peut faire 30 tonnes par jour de Cacao et 0,3 tonnes par jour de Chocolat. La Suisse peut produire 0,93t de cacao par jour et 320t de chocolat par jour. D'après la théorie d'Adam Smith, il faudrait se spécialiser dans le produit où on a un avantage absolu. Ici la Suisse a un avantage absolu en production de Chocolat et Madagascar en Cacao. Il faudrait donc que **Madagascar se spécialise en Cacao et la Suisse en Chocolat ; Madagascar devrait importer du chocolat et la Suisse du Cacao.**

Avec la **théorie de Ricardo**, il faut que le pays se spécialise là où il a un avantage comparatif le plus important ou le moins pire par rapport à l'autre partie. Si on suppose que le rapport d'échange interne reflète les écarts de productivité,

A Madagascar, on échangerait : 30,47 unités de cacao contre 0,3 unités de choco soit 101,56 unités cacao contre 1t chocolat (ou **1 cacao contre 0,009 choco**). Et en Suisse, on échangerait : 1 cacao avec 344 chocolat.

En se spécialisant en Cacao, Madagascar abandonnerait le choco et ferait $0,3 \times 101,56$ cacao = 30,46 cacao de plus. En échangeant en Suisse ce cacao, Madagascar aurait : $30,468 \times 344 = 10\,480,992$ chocolats. Le gain supplémentaire sera alors de $10\,480,992 - 0,3 = 10\,480,692$ chocolat pour Madagascar.

La suisse, en se spécialisant en Chocolat, va faire : $0,93 \times 344 = 319,92$ chocolat de plus, qui échangés à Madagascar donnerait : $319,92 \times 101,56 = 32\,491,075$ cacao supplémentaire. La suisse aurait un gain supplémentaire de : $32\,491,075 - 0,93 = 32\,490,145$ cacao

La deuxième comparaison est effectuée entre Madagascar et la Côte d'Ivoire tous les deux constituant des pays du Sud.

L'AVANTAGE RELATIF DANS L'ECHANGE MADAGASCAR /COTE D'IVOIRE

Tableau 13. Comparaison entre Madagascar et la Côte d'Ivoire

Production/jour	Madagascar	Côte d'Ivoire
Cacao	30,47	3886
Choco	0,3	118
Cacao/choco	101,567	32,93
choco/cacao	0,00984575	0,030365414

(Source : Auteure, 2019)

La *Côte d'Ivoire a un avantage absolu sur les deux produits* : le cacao et le chocolat comparé à Madagascar. Toutefois elle se spécialiserait là où elle est meilleure et laisser là où elle est moins bonne à l'autre. La côte d'Ivoire ferait alors du Cacao et laisserait le chocolat à Madagascar. Avec la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo, il faut que le pays se spécialise là où il a un avantage relatif. Ici, si on suppose que le rapport d'échange interne reflète les écarts de productivité,

A Madagascar, on échangerait : 30, 47 cacao contre 0,3 choco (1 cacao contre 0,009 choco ou 1 choco contre 101,56 cacao). Et en Côte d'IVOIRE, on échangerait : 3886 cacao contre 118 choco (soit 1 cacao pour 0,03 choco ou 1 choco pour 32,93 cacao)

Si Madagascar se spécialise en Cacao, il abandonnerait le choco et produirait $0,3 \times 101,56$ cacao supplémentaires= 30,368 cacao supplémentaires ; si échangés en Côte d'Ivoire, cela donnerait : $30,368 \times 0,03 = 0,91104$ choco. Soit un gain supplémentaire de : $0,91104 - 0,3 = 0,61104$ choco de plus qu'avant.

Si la Côte d'Ivoire se spécialise en choco : elle ferait : 118 choco avec $3886 \times 0,03 = 116,58$ choco à la place de cacao abandonné ; qui échangé à Mada va donner : $116,58 \times 101,56 = 11\,839,86$ cacao. Soit un gain supplémentaire de : $11\,839,86 - 3886 = 7\,953,86$ cacao

LA THEORIE DE HOS APPLIQUEE ENTRE MADAGASCAR ET LA SUISSE

2^{ème} test : Test avec la théorie HOS

Facteurs alloués	Madagascar	Suisse
Terrain	oui	-
Travail	oui	-
Capital	-	Oui

Tableau 14. Comparaison selon HOS entre Madagascar et la Suisse

(Source : auteure, 2019)

C'est un prolongement de la théorie de l'avantage comparatif. Avec cette théorie, un pays doit exporter le produit où il est le mieux doté en terre, travail ou capital. Si tel est le cas, il est clair que la ressource terrain et les ressources humaines sont celles qui abondent à Madagascar alors que le capital se trouve en Suisse (d'ailleurs la plupart des pays du monde y ont des représentants et particulièrement les pays riches)

Selon cette théorie, Madagascar se spécialiserait en Cacao et la Suisse en Chocolat. Mais il y a d'abord avec cette méthode, plusieurs conditions ne sont pas respectées :

Tout d'abord, les produits échangés réellement sont plus de deux et l'échange peut se faire en dehors de ces deux pays (dont ne s'effectue pas uniquement entre les deux pays).

Ensuite, il est possible de faire des interventions sur le prix en Suisse (pays développé où les conditions de concurrence imparfaite donnent la possibilité d'agir sur le prix alors que ce n'est pas le cas pour le cacao de Madagascar).

Et enfin, il n'est pas possible d'avoir les trois impacts c'est à dire les impacts économique, sociaux, environnementaux des échanges avec cette théorie.

Dans le cas de Madagascar, le constat est que le pays fait plus d'exportations de cacao que de Chocolat donc normalement, selon les recommandations de Adam Smith et de Ricardo. Mais le constat est que les anciennes théories du commerce international permettent de fixer le choix de spécialisation seulement, l'étude est chiffrée : elle apporte des résultats sur le plan économique. Seulement, plusieurs conditions de ces anciennes théories sont

dépassées par la réalité du XXIème siècle et ces théories ne permettent pas de comprendre comment agissent les mesures adoptées dans la chaîne de valeur globales sur l'impact.

Il est aussi démontré que plus il y a de la valeur ajoutée, mieux le pays gagne (c'est le cas actuellement des pays qui se sont spécialisés dans la chocolat). D'ailleurs la Banque mondiale avait dit que plus on est à un stade avancé de la chaîne de valeur, mieux on gagne. Elles ne permettent pas non plus de comprendre où faut-il faire un effort d'où le test selon la répartition de valeur ajoutée par analyse de la chaîne de valeur globale.

L' ANALYSE PAR LA REPARTITION DE REVENUS DANS LA CHAÎNE DE VALEUR GLOBALE

L'étude a consisté à calculer la valeur ajoutée engrangée par chaque acteur dans la chaîne de valeur en amont et en aval de la chaîne de valeur

3^{ème} test : Test par l'analyse de la répartition de revenus dans la chaîne de valeur globale

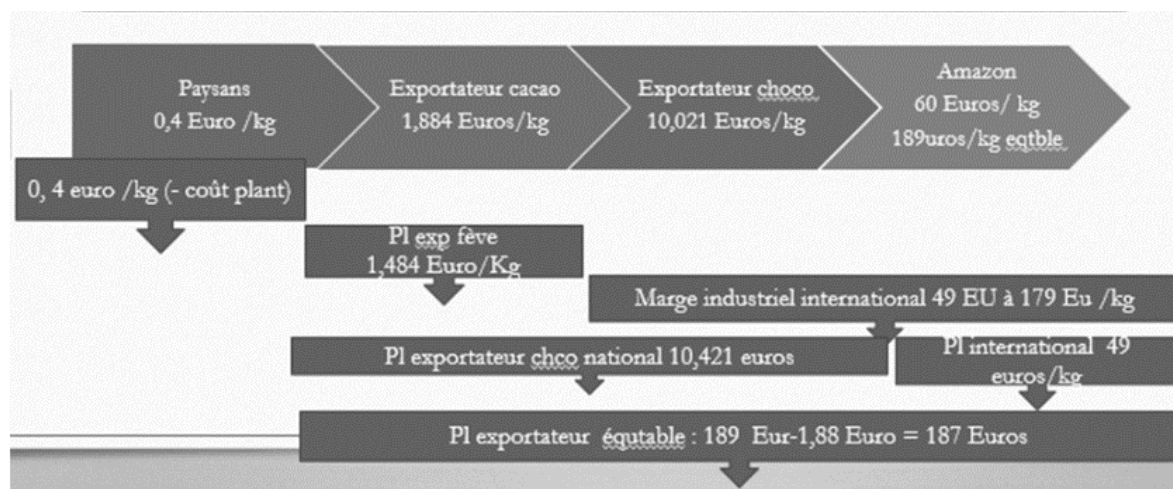


Figure 23. Répartition de revenus et valeur ajoutée par acteur dans la CVG de Cacao
(Source : auteure)

Le calcul effectué ici est par type d'acteurs (les écarts entre ce que l'acteur reçoit et ce qu'il cède permet de se faire une idée sur l'activité qui est la plus rentable).

Dans le graphique, la ligne principale représente les revenus par acteur ; et les cases en dessous (avec les flèches pointant en bas) représentent la valeur ajoutée de chaque acteur.

Les principaux acteurs dans la chaîne de valeur sont : les paysans, les exportateurs de fèves, les exportateurs de chocolat et les distributeurs internationaux.

Les paysans vendent des fèves au prix de 0,4 Euro par kilo (cette valeur leur revient nette s'ils ne renouvellent pas leurs plants (situation actuelle) – autrement, la valeur nette serait ce prix diminué de la valeur du plant.

Les exportateurs de fève reçoivent 1,884 euros par kilo – s'ils ne produisent pas de fèves de cacao et sont juste intermédiaires, ils gagnent 1,884 euros - 0,4 euro = 1,484 euros par kilo. Les exportateurs de chocolat gagnent 10,021 euros par kilos

Le chocolat est venu dans le site de Amazon (prix de référence au détail) au prix de 60 euros par kilo dans le cas normal et à 189 euros par kilo s'il est vendu sous le label « équitable » - c'est le label utilisé pour montrer que les paysans en amont ont été rémunérés à leur juste valeur et justifiant qu'il y eu des valeurs éthiques respectées dans la chaîne de valeur.

Ainsi, les industriels qui vendent du choco devraient avoir une valeur supplémentaire de 60- (10,0221 + 1,884+0,4) = environ 49 Euros (si chocolat normal) et 189-11 euros= 178 euros en cas de vente de chocolat selon le concept « équitable ».

Si le chocolatier industriel plante aussi des fèves de cacao, il aurait 10,021 + 0,4 = 10,421 euros par kilo

Et celui qui exporte sous le concept « équitable » ne supporterait juste pas le prix de la fève : 189-1,88 = 187,12 euros (je voudrais avoir le prix équitable départ ici pour vérification car apparemment ils donnent un peu plus que le prix normal)

Il apparaît clairement que la répartition de revenus est bien inéquitable c'est le paysan qui est le plus mal payé. Il est important de partir de l'analyse des valeurs ajoutée par fonction pour juger de l'iniquité ou pas dans la chaîne. ne permet pas d'avoir les 3 piliers.

Ces valeurs ramenées en valeur relatives sont présentées dans le tableau suivant

ANALYSE CHAÎNE DE VALEUR PAR VALEUR AJOUTÉE ET PAR FONCTION DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

L'étude a consisté à répartir les valeurs ajoutées par acteur et de faire ressortir le pourcentage par rapport au prix équitable et non équitable pour chaque acteur afin de

pouvoir les comparer à chaque étape de la production. L'acteur considéré ici sont les producteurs (ici le paysans), les intermédiaires, le chocolatier et les exportateurs.

Tableau 15. Répartition des valeurs dans la chaîne de valeur en valeur relative

Acteurs	Prix obtenu	Valeur ajoutée	Répartition marge obtenue par rapport au prix équitable	Par rapport au prix non équitable
Paysan	0,4 euro/kg	0,4 euro (si plant non renouvelé)	0,2 %	0,6%
Exportateur fève (intermédiaire)	1,884 euros /kg	1,484 euros	0,7%	2,47%
Industriel chocolatier international (qui achète fève)	60 euros /kg	49 euros	25,92%	81,66%
Industriel Chocolatier national exportateur (avec plantation)	10,421 euros/kg	10,421 euros/kg	5,51%	17,36%
Chocolatier avec point de vente internationale et plantation	60 euros/kg	60 euros	31,74%	100%
Exportateur EQUITABLE	189 euros/kg	187 euros	98,94%	315%

(Source : auteure)

De ce qui précède, il peut être déduit qu'il y a **répartition inégale de revenus**, l'écart est énorme **entre amont et aval de la chaîne de valeur : les paysans qui sont en amont sont les plus défavorisés** et les acteurs jouant le concept équitable sont les plus gagnants dans la chaîne de valeur. Les impacts sociaux sont ignorés. Iniquité dans la répartition de ressources. Les prix aux paysans sont pourtant apparemment meilleurs pour ceux qui œuvrent pour la chaîne équitable comparé à ceux qui approvisionnent les autres marchés.

Exportation de fève : Les marges générées par le cacao sont faibles par rapport au chocolat pourtant c'est ce qui est le plus exporté par Madagascar – et là encore, ce sont les **exportateurs (intermédiaires) qui ramassent plus que les paysans** : paysans défavorisés. Les acheteurs de fèves qui transforment ailleurs ramassent les 82%

Exportation de chocolat : l'exportateur de chocolat fait dix fois plus de marge sur le territoire, mais à l'extérieur, cette marge est quintuplée (il est plus rentable d'exporter le chocolat, et il est encore mieux d'être en aval de la chaîne de valeur) **et le concept équitable apporte trois fois plus de marges que le concept normal** – nécessité jeu sur différenciation (variables non économique plus rentable).

Cette analyse a pour limite la non considération des taxes et frais intermédiaires mais en l'absence de données précises la technique permet de combler le vide.

Cette technique a pour avantage d'identifier et de mettre en lumière les écarts de revenus dans la chaîne de valeur globale. Cependant, cette étude ne touche que les ventes et les marges et ne permet pas de déceler les ressources à mobiliser et ce que cela peut avoir comme impact. D'où l'analyse suivante selon l'approche de Cho.

ANALYSE PAR LE BIAIS DU MODELE DE CHO

4^{ème} test : Test avec le modèle de CHO

Le test consiste à déceler les éléments utiles à la compétitivité Nationale : étude de la compétitivité selon l'équilibre facteurs humains et physiques par analyse des moyennes d'indicateurs de Cho (1994).

MODELE DE CHO APPLIQUE AU CAS DE MADAGASCAR

Tableau 16 Les facteurs de compétitivité de Madagascar selon le modèle de Cho (1994)

Catégorie de ressource	Ressource	Composante	Valeur
RESSOURCES HUMAINES	FORCE DE TRAVAIL	Jeunes plus de 15 ans	86,89%
		Avec éducations tertiaires	11,6%
		PIB par heure travaillée	0,13 USD
	MANAGERS PROFESSIONNELS ET INGENIEURS	Managers professionnels	Statistique Indisponible
		Ingénieurs	Statistique Indisponible

	ENTREPRENEURS	Entrepreneurs	2%
	POLITICIENS ET BUREAUCRATES	GINI index	42,65 (inequality)
		Indice de perception corruption	Forte
RESSOURCES PHYSIQUES	ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	Connections internet	1,9%
		Abonnés mobiles	41,79%
		Durée pour ccer affaires	8j
	RESSOURCES ALLOUEES	Eau	14 296 797 m3/pers
		Terrain	24460 m2 /pers
		Pétrole	15000 bbl :
		Energie	baril par tete : 1000 gaz par tete : 62500 m3 charbon : 8,96 t/tete hydraulique, solaire etc.
	INDUSTRIES DE SUPPORT	Voies ferrées	854 km
		Routes	21269 Km (au total)
		Dépenses en RD	< 1 USD par jour
	DEMANDES LOCALES	Dépenses publiques en éducation	2% du PIB
		Dépenses finales en consommations	1162USD/hab
		Ventes produits innovants	Inexistant

(Sources : calculs effectués par auteure sur la base des données de : BM, PNUD, OIT, Knoema, doing business, Ministère énergie, Ministère environnement)

Cette analyse permet d'abord de comprendre l'existence de déséquilibre entre ressources humaines et physiques nécessaires à la compétitivité mais le constat est aussi que plusieurs données bien qu'intéressantes ne sont pas disponibles à Madagascar. C'est le cas du nombre d'ingénieurs, de managers, de ventes de produits innovants.

Par rapport aux résultats obtenus, le constat est qu'il y a beaucoup de main d'œuvre jeunes, mais très peu d'entrepreneurs et le salaire est pourtant très faible.

L'absence de données fiables sur le nombre d'ingénieurs et de managers professionnels est aussi problématique.

L'inégalité dans la répartition de revenu est forte tout comme le taux de corruption. Il y a **très faible taux de connexion** mais par contre un taux moyennement élevé d'abonnés à la téléphonie mobile.

Le pays **dispose de toutes les ressources nécessaires pour s'industrialiser** notamment le terrain, l'énergie, l'eau, le pétrole.

Mais aussi **très peu de voies ferrées et de routes**, et un **très faible budget alloué à la recherche et développement**, de même qu'à l'éducation. Les dépenses allouées à la consommation sont également faibles.

Cette analyse révèle aussi que par rapport au contexte du XXIème siècle : Madagascar a beaucoup de défis à relever notamment du fait de l'absence de connexion et de routes. L'absence de main d'œuvres qualifiées pour l'entrepreneuriat et pour le commerce est un autre problème. Il est difficile de se prononcer sur le nombre d'ingénieurs du fait de l'absence de données y afférentes aussi bien auprès des universités, écoles qu'auprès d'ARTEC. Ces éléments sont pourtant nécessaires pour pouvoir agir vite et avec dynamisme au XXIème siècle.

De tout ce qui précède, il peut être déduit que les rubriques où il y a problèmes présentent des paradoxes comme le fait de disposer de beaucoup de main d'œuvre jeunes mais non éduqués, le peu d'investissement sur l'éducation, l'absence de l'innovation, l'importance du stock d'eau et d'espaces terrain, l'absence d'industrie d'appui sont des points agissant négativement sur la compétitivité.

L'étude a permis de constater que beaucoup de choses (alors que transformables en argent, ne figurent pas dans ce tableau). Cette limite s'explique par le fait que la comptabilité nationale (enregistre les flux et pas non le stock alors que le stock est transformable en recettes). C'est le cas par exemple de toutes les richesses qui se trouvent sous la terre (mines, minerais etc.) ou sous la mer poissons, crustacés.

Il est important de connaître le stock et là où les données ne sont pas bien balancées ou sont problématiques mais dans tous les cas, cette étude étant effectuée a posteriori, et ne considérant que les aspects économiques, ne permet pas d'analyser le Développement durable et gagnerait à être complétée à travers des données du terrain étudié.

RESULTAT OBTENU PAR ANALYSE ECONOMETRIQUE

5.2. Résultats provenant de l'analyse quantitative effectuées sur les modèles quantitatifs existants par la voie économétrique selon la théorie de croissance

Cette étude sert à vérifier si l'idée défendue par Bhagwati et Panagariya (2013) stipulant que l'ouverture entre la croissance, et cette dernière amène à la réduction de la pauvreté est justifiée dans le cas de Madagascar. Le test est effectué en supposant deux cas : celui où la croissance est considérée comme accumulation de richesses au niveau national (cas Krugman) et celui où la croissance s'apprécie par rapport à l'accumulation de parts de marchés internationaux c'est-à-dire l'acquisition de richesses face aux concurrents mondiaux et ramenés au pays pour améliorer le bien être au niveau national (cas Tyson). Le modèle économétrique apporte des éléments de confirmation ou d'infirmerie testés rigoureusement par traitement statistique en respectant les conditions de fiabilité de la méthode MCO, appliqué au cas de Madagascar dans la chaîne de valeur de cacao

5.2.1. Les effets du facteur commerce sur la compétitivité

- Cas d'utilisation du PIB pour l'évaluation de la croissance

Le modèle estimé par la méthode MCO est significatif (d'après la statistique de Fisher) et explique significativement la variation de l'aryary par rapport au dollar américain. Cependant, le modèle n'est pas robuste car les résidus sont hétéroscédastiques. De ce fait, ce modèle est estimé en utilisant la méthode ARCH (permettant d'utiliser la loi normale centrée réduite) pour enlever l'hétéroscédasticité des résidus, et ce, pour avoir un modèle robuste. On a ainsi les détails suivants :

Tableau 17 : Récapitulatif de l'estimation du modèle 1 – selon PIB cas Krugman

Composante du modèle expliquant la croissance par PIB par tête	Coefficients
Constante du modèle	0,063**
Croissance taux de change	-0,613**
Croissance Prix unitaire local de cacao	0,083
Croissance Prix unitaire mondial de cacao	0,005
Croissance Quantité exporté de cacao par Madagascar	-0,101
$R^2 = 0,453/ R^2 \text{ ajusté} : 0,285$	

(Source : calculs de l'auteure)

$$cPIBmg = 0.063^{**} - 0,613^{**}Cusdarmd + 0,083Cpucaomd + 0,05Cpucaow - 0,101Cxcaomd$$

$$GARCH = 0,0001 + 0,637*Resid(-1)^2 + 0.3531*Garch(-1)$$

Tableau 18 : Analyse de robustesse du modèle : analyse de résidus

Test	Normalité	Autocorrélation	Homoscédasticité
Conclusions	Normal	Non auto corrélés	Homoscédastique

(Source : auteure)

L'hypothèse selon laquelle la dépréciation de l'ariary par rapport à l'USD a des effets pervers sur la croissance évaluée en PIB par tête se trouve justifiée. Un effet contraire à celui qui est attendu suite à une mesure de dépréciation de l'Ariary par rapport à l'USD sur le PIB de Madagascar a été révélé par le modèle. La variable Taux de change ayant un effet significatif sur le modèle : pour chaque dépréciation de l' Ariary par rapport au dollar d'une unité, il y a un effet négatif de l'ordre de (-0,613) est constaté. Le test effectué avec Granger avec un lag (retard) = 2 montre que le taux de change ne cause pas au sens de Granger la croissance du PIB par tête. La croissance du PIB par tête ne cause pas la variation de Taux change. Mais le test de Granger effectué avec un **lag=3** **montre que la variation du taux de change est la cause de la variation du PIB par tête de Madagascar**, cela signifie que l'effet se fait sentir avec un décalage de 3 ans. A part cette variable, la constante du modèle est aussi significative et impacte le PIB à raison de 0.063. Il y a donc d'autres facteurs significatifs impactant le PIB par tête de manière significative avec un effet positif de 0.063 sur le PIB .

- **Cas Tyson : croissance basée sur la part de marché**

Le modèle utilisant la part de marché de cacao de Madagascar pour évaluer la croissance révèle que la dépréciation de l'Ariary par rapport à l'USD, le prix unitaire local et le prix international du cacao sont les trois facteurs qui impactent le modèle. Et le prix local et mondial sont les facteurs les plus significatifs du modèle. Ce dernier s'explique à hauteur de 39,5% soit avec un R² ajusté de 0,395 le modèle. Les tests de robustesse effectués sur les résidus montrent que le modèle est fiable puisqu'il respecte les hypothèses de la méthode MCO même si les résidus sont anormaux.

Tableau 19 : Récapitulatif de l'estimation du modèle 1 selon le cas Tyson

Composante du modèle expliquant la part de marché	Coefficient
Constante du modèle	0,190
Croissance taux de change	-1,329
Croissance Prix unitaire local de cacao	1,219**
Croissance Prix unitaire international de cacao	-1,311**
R ² =0,502 / R ² ajusté : 0,395 / Fischer 4,7 (0.01) / DW : 2,280 / Nb observation : 18	

(Source : Calculs de l'auteure)

$$cscaomd = 0,19 - 1,329.cusdarmd + 1,219**.cpucaomg - 1,311**.cpucaow$$

Tableau 20 : Analyse de robustesse du modèle : analyse de résidus

Test	Normalité	Autocorrélation	Homoscédasticité
Conclusions	Non Normal	Non auto corrélés	Homoscédastique

(Source : auteure)

Interprétations : La dépréciation de l'ariary entraîne l'effet négatif non significatif de -1.329 sur la compétitivité, le prix unitaire local du cacao a un effet positif significatif de 1.219 tandis que le prix international a un effet négatif significatif de (-1.311) sur la part de marché. La croissance d'une unité du prix local du cacao entraîne une variation de 1,219 sur la part de marché du pays. Et une augmentation d'une unité du prix international du cacao entraîne une baisse de la part de marché de Madagascar. Avec un lag 2, le test de Granger révèle que la croissance du prix unitaire du cacao mondial est le seul qui cause significativement la part de marché de cacao de Madagascar.

Conclusions : Le résultat issu du modèle 1 est contraire à la thèse soutenant l'importance de la dévaluation/dépréciation comme moyen d'ouverture sur la croissance des pays pauvres (Rodrik, 2008), mais vient confirmer l'étude effectuée sur le cas de Finlande face à l'Euro (Gulati, Knif, & Kolari, 2013). Cela implique qu'une même mesure appliquée dans deux contextes différents ne donnent pas les mêmes résultats. Madagascar fait l'objet d'un effet inverse et cela peut s'expliquer par le fait que la production du cacao n'est pas élastique, autrement dit, même si la demande augmente, la quantité produite ne peut pas

suivre. A cela s'ajoute le fait que le prix stagne car d'une part, les autres pays producteurs de cacao récupèrent l'excès de demande ; et d'autre part, les prix internationaux sont fixés par la bourse. L'effet quantité sur le PIB est donc limité par la capacité de production locale.

Le modèle testé à partir de la part de marché (cas Tyson) montre que ce n'est pas la dépréciation qui influe positivement sur la part de marché mais plutôt la croissance du prix unitaire local du cacao. En effet, l'augmentation du prix local, fait bénéficier les paysans qui sont plus motivés à produire, et ainsi, les effets se font ressentir sur les performances du pays. Mais dans la réalité, le prix mondial du cacao a un effet négatif significatif sur la part de marché. Ce constat bien que contre-intuitif traduit bien la réalité : les prix internationaux du cacao ont peu d'effet sur les ménages, ce qui peut se traduire par l'existence de spéculation interne.

En plus ce prix présente une tendance stagnante. Deux explications peuvent justifier cette réalité : soit le prix mondial appliqué à Madagascar est faible, ce qui augmente la part de marché élevée des autres pays au calcul ; soit c'est la faiblesse des rapatriements de devises à Madagascar qui réduit la part du pays dans les calculs.

5.2.2. Les impacts de la croissance (au sens de Tyson) sur le standard de vie et l'inclusion

- Cas de l'IDH servant à mesurer le standard de vie

L'étude révèle que le modèle n'est pas significatif dans le cas de Madagascar. En effet, le coefficient de détermination R^2 tend vers 0, avec un test de Fisher non significatif. Ce modèle ne peut pas être interprété et traduit que la relation modélisée n'est pas pertinente.

- Cas du PIB PPP servant à mesurer de l'inégalité

Le constat est une non significativité du modèle 4 présentant un coefficient de détermination R^2 très faible ; et le test de Fisher est non significatif.

.

5.2.3. Les effets du facteur commerce sur le standard de vie des ménages et inclusion

- Cas de l'IDH utilisé pour mesurer le standard de vie

Le modèle estimé (entre les facteurs commerce et le standard de vie représenté par l'IDH) est significatif au test de Fisher et permet d'expliquer à 76,6%. La robustesse du modèle est justifiée par les tests de résidus lesquels respectent les hypothèses de la méthode MCO.

Tableau 21 : Récapitulatif de l'estimation du modèle sur IDH

Composante du modèle explicatif de l' IDH de Madagascar	Coefficient
Constante du modèle	0,009**
Croissance du taux de change USD vers ariary	-0,033
Croissance de la part de marché de Madagascar en cacao	-0,0011
Croissance de la part de marché de Madagascar en chocolat	-0,001
Croissance de la quantité de cacao exportée par Madagascar	0,0018
Croissance de la quantité de chocolat exportée par Madagascar	0,0041
Croissance prix unitaire cacao dans le monde	0,0245*
Croissance prix unitaire du Cacao de Madagascar	-0,006
R ² = 0, 927 / R ² ajusté : 0,734 / Fischer 4.8 / DW : 2,01 / Nb observation : 18	

(Source : Calculs de l'auteure)

$$cIDHmd = 0,009^{**} - 0,033 Cusdarmd - 0,0011 Cscaomd - 0,0001 Cschomd + 0,0245^{**} Cpucaow - 0,006 Cpucaomd + 0,0018 CXcaomd - 0,0041 Cxchomd.$$

Tableau 22 : Analyse de robustesse du modèle : analyse de résidus

Test	Normalité	Autocorrélation	Homoscédasticité
Conclusions	Normal	Non auto corrélés	Homoscédastique

(Source : auteure)

Interprétation : Cette analyse révèle que seul le **prix unitaire mondial du cacao a un impact sur l'IDH**. Cet effet est de l'ordre de 0,0245 pour chaque augmentation d'une unité de ce prix mondial. Donc la croissance n'entraîne pas d'effet positif sur l'IDH contrairement au cas de l'Inde, où la croissance réduit la pauvreté (Bhagwati et Panagariya , 2013). Le Test de causalité réalisé sur le modèle révèle qu'à court terme, le prix unitaire mondial du cacao ne cause pas au sens de Granger la croissance de l'IDH de Madagascar; mais c'est la croissance de l'IDH qui cause la croissance du Prix unitaire mondial de cacao.

- Cas du PIB PPP utilisé comme mesure de l'inclusion

Ce modèle basé sur le PIB PPP donc considérant le standard de vie représenté par le PIB par habitant en PPP de Madagascar, est significatif au test de Fischer, et les facteurs croissance de PIB par tête et croissance du taux de change arrivent à expliquer le modèle de PIB PPP à hauteur de 42%. Il est robuste et respecte les hypothèses de la méthode MCO.

Tableau 23 : Récapitulatif de l'estimation du modèle sur le PIB PPP

Composante du modèle expliquant le PIB PPP par tête Madagascar	Coefficient
Constante du modèle	-0,001
Croissance de la part de marché de cacao Madagascar	0,0977
Croissance de la part de marché en chocolat Madagascar	-0,019
Croissance PIB par tête Madagascar	0,278**
Croissance du taux de change USDMGA	0,182**
Croissance quantité exportée de cacao par Madagascar	-0,070
R ² = 0, 603 / R ² ajusté : 0,423 / Fischer 3,34 (0.04) / DW : 1,26 / Nb observation : 18	

(Source : Calculs de l'auteure)

L'équation du modèle est : $C_{pppmd} = - 0,001 + 0,0977 C_{scaomd} - 0,019 C_{schomd} + 0,278^{**} C_{PIBtetemd} + 0,182^{**} C_{usarmd} - 0,070 C_{Xcaomd}$

Tableau 24 : Analyse de robustesse du modèle PIB PPP : analyse de résidus

Test	Normalité	Autocorrélation	Homoscédasticité
Conclusions	Normal	Non auto corrélés	Homoscédastique

(Source : auteure)

Interprétation : Avec PIB par tête et taux de change comme seules variables significatives. l'analyse révèle que pour chaque croissance d'une unité du PIB par tête, il y a effet positif significatif de 0,278 sur PIB PPP par tête et pour chaque unité supplémentaire de taux de change USD par rapport à l'ariary, il y a un effet sur le PIB PPP par tête de 0.182. Ce sont ainsi le PIB/tête de Madagascar et le taux de change qui expliquent surtout le PIB en PPP (inclusion). Le modèle est expliqué à 42.3% soit avec un R² ajusté de 0.423 et il est robuste parce que respecte toutes les hypothèses de la méthode MCO. Le test de Granger

effectué sur ce modèle montre que c'est la dépréciation de l'ariary par rapport à l'USD qui est la cause du PIB en PPP

Conclusion sur l'analyse économétrique

L'hypothèse selon laquelle la dévaluation a un effet pervers sur la croissance à Madagascar, se trouve confirmée.

L'analyse économétrique révèle que la dépréciation de l'ariary par rapport à l'USD testée par rapport à la variable de croissance cPIB par tête à Madagascar a un effet négatif significatif de l'ordre de (-0.613) sur la croissance du PIB par tête c'est-à-dire que pour chaque dépréciation de l'ariary d'une unité par rapport à l'USD à Madagascar, l'effet n'est pas positif mais plutôt négatif sur la croissance du PIB par tête. Autrement dit, la politique de **dépréciation de l'ariary n'améliore pas la croissance à Madagascar.**

Ce résultat est contraire au résultat de **Baldwin (2003)** selon lequel la politique de dévaluation renforce la compétitivité et est bénéfique pour la croissance ; de même par rapport à **Ghos et Philippe (1998)** pour qui, la dévaluation est bénéfique car augmente la compétitivité à l'exportation, ainsi que **Krugman (1991)** qui avait fait remarquer que lorsque la dévaluation est appliquée, le produit devient moins coûteux donc augmente la demande et par conséquent, amène la croissance économique.

Par ailleurs, il n'y a pas de lien établi entre la croissance et l'IDH comme le montre l'étude effectuée en Inde par Bhagawati et Panagariya (2013) donc la présente recherche confirme plutôt l'idée de Sen Amariya (2010) disant que la réduction de la pauvreté découlant de la croissance n'est pas automatique.

Avec le cas Tyson, le test sur la croissance qui est assimilée à l'augmentation de part de marchés mondiaux (cas Tyson) révèle que le prix unitaire de cacao local contribue à cette croissance en part de marché de manière significative avec un effet de 1,219 et la croissance du prix mondial du cacao a plutôt un effet négatif significatif sur la part de marché. (-1.311).

Le standard de vie évalué per l'IDH s'améliore grâce au prix unitaire mondial du cacao et ce prix mondial contribue significativement à l'augmentation de l'IDH à raison de 0.245 mais avec un autre facteur qui reste à déterminer. Cela veut dire que s'il y a croissance, c'est à cause du prix unitaire de cacao local et s'il y a une amélioration du standard de vie c'est à cause de la croissance du prix mondial. Ce qui conforte l'idée que la baisse de la pauvreté dépend du prix international.

L'inclusion qui ici est analysée par le PIB en PPP s'explique par le taux de change et le PIB c'est-à-dire que le changement effectué sur le taux de change USD par rapport à l'ariary a des effets positifs sur le PIB en parité du pouvoir d'achat de l'ordre de 0.18 provenant de la dépréciation de l'ariary et de 0.27 à partir du PIB par tête qui sont significatifs.

Tous ces résultats réunis, montrent que l'ouverture n'entraîne pas la croissance et la croissance n'entraîne pas la réduction de la pauvreté à Madagascar.

Si la croissance est évaluée par la part de marché (cas Tyson) , c'est plutôt le prix local qui a un effet significatif de 1.219. Et le prix mondial y joue un effet négatif.

Ce prix mondial par contre joue en faveur du standard de vie des ménages

La dépréciation de l'ariary par rapport à l'USD a des effets sur le PIB PPP , de même que le PIB par tête.

RESULTAT DE LA MODELISATION PAR LA DYNAMIQUE DE SYSTEME (modèle de la loupe causale)

5.3. Résultat de l'analyse qualitative : identification de facteurs communs et spécifiques au terrain étudié

Ce résultat est le fruit de l'enquête sur terrain effectué par l'auteure en vue de comprendre s'il y a des pistes spécifiques sur le terrain qui devraient être considérées pour pouvoir aller vers la compétitivité durable ainsi que de l'analyse de discours durant la conférence internationale du Cacao. Divisé en deux parties, la première pour identifier lesquels des facteurs parmi ceux proposés par le GIZ/OIT et GAUTAM sont confirmés par les acteurs du Cacao sur le territoire malagasy et quels facteurs spécifiques ne se trouvent qu'à MADAGASCAR. La seconde provient de l'analyse des discours durant la conférence internationale du cacao provenant de différents types d'acteurs qui ont exposé leur ressenti sur le terrain . La première étude révèle des facteurs communs (confirmant les informations testées) et des facteurs qui sont spécifiques à Madagascar (nouvel apport de la présente recherche par la territorialisation).

Tableau 25. Les variables spécifiques de Madagascar

nouvelles	Théoriques validées
• Vol de plants sur pieds (-) • Crédit carbone (+) • Délestage (-) • Energie coût (-) • Cyclone (-) • Feux de brousse (-) • Arbres d'ombrage (+) • Changement climatique (-) • Travail des enfants (+-) • Appuis donateurs/ONG (+ -) • Sécurité de la population (+)	• Population (sous seuil pauvreté, taux alphabétisation adultes, inscription primaires, <u>taux chômage</u>, opportunité d'emploi, <u>espérance vie</u>, <u>taux mortalité maternelle et infantile</u>, <u>croissance population</u>, <u>migrativité</u>, accès à eau potable) • Qualité de vie • Bien être humain • Equilibre environnement : <u>source d'énergie</u>, <u>degré dégradation</u> environnement, <u>déforestation</u>, <u>aire protégée</u>, <u>aire forêt</u>, <u>taux d'urbanisation</u>, <u>surface occupée par industrie</u>, <u>niveau pollution air</u>)

Source : Auteure (résultat enquête terrain 2018)

Résultat du premier test : il y a des facteurs mentionnés par OIT/GIZ et Gautam qui sont validés mais aussi des facteurs spécifiques au terrain de l'étude qui ne s'y trouvent pas

➤ Les points communs

Les points communs aux constats de l'OIT/GIZ sont donc que la population est impactée par l'existence d'individu vivant sous le seuil de la pauvreté (une bonne majorité étant dans l'informel), le taux d'alphabétisation des adultes (faible notamment en brousse), l'inscription au cycle primaire (selon l'existence ou non de cantine scolaire) , le taux de chômage (fort selon le terrain et faible selon la définition de l'OIT) , l'opportunité de l'emploi (quasiment faible), la mortalité maternelle et infantile (forte à cause d'insuffisance de soin et la pauvreté). Le bien-être humain et la qualité de vie y sont recherchés.

Pour l'équilibre de l'environnement : il est attendu que le problèmes liés à l'énergie soient résolus, que les problèmes liés à la dégradation de l'environnement comme les coupes illicites de bois, les feux de brousse, l'utilisation excessive de bois dans les usines en zone franche trouvent des solutions notamment le saccage des aires protégées, la diminution des aires des forêts, le remblayage dû à l'urbanisation et pour pouvoir faire des constructions et le niveau de dégradation de la qualité de l'air ou la pollution créée.

➤ Les facteurs spécifiques à Madagascar

Cette étude permet de déterminer les autres facteurs jouant sur la chaîne de valeur globale de cacao. A ce sujet, il est constaté qu'il y a des variables spécifiques non vues dans la littérature

Les résultats suivants ont été obtenus

La population étant la variable qui doit obtenir les impacts, celle-ci peut augmenter par les taux de naissance, par les migrations et diminue par le taux de mortalité. Le nombre de personnes vivant en dehors du seuil de pauvreté sont aussi les plus vulnérables.

La qualité de vie de cette population est impactée par le revenu par habitant, l'effectif de la population, le crédit carbone (si cela arrive chez elle), les pertes dues au vol de plants, les pertes dues au délestage, les autres pertes (catastrophes naturelles), la possession ou non de terrain.

Le bien être humain est impacté par les opportunités d'emplois (et cela en fonction du prix sur le marché), la population en deçà du seuil de seuil de pauvreté, l'espérance de vie, le niveau d'alphabétisation (éducation), l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins, la qualité de vie, les pertes d'emplois, la facilité sur les accès aux marchés (disponibilité de route, aéroport, marchés), l'application ou non des règles sociales (DINA).

Les équilibres environnementaux sont assurés par : la forestation, les arbres d'ombrages, les aires protégées, la dégradation de l'environnement (feux de brousse, coupe illicite, cyclone, urbanisation, pollution).

Il y a interaction entre le bien être humain, les équilibres environnementaux et la qualité de vie de la population.

Autres facteurs pouvant intervenir dans la compétitivité durable (autres qu'économiques, selon OIT)

Pour le critère environnemental : soit le potentiel de compenser le GHG (green house gases) par le biais de matière première utilisée, le niveau de consommation énergie non renouvelable,; soit l'impact de la chaîne de valeur sur l'environnement : le niveau de perte de fertilité du sol, le niveau de la pollution de l'air, le niveau de l'émission de GHG, le carbon footprint, l'impact clés sur la biodiversité ; soit l'impact de l'environnement sur la chaîne de valeur à travers le niveau de vulnérabilité de la chaîne de valeur sur l'augmentation de la température, la réduction de la quantité d'eau, la pluviométrie, la résilience des acteurs (capacité d'adaptation des acteurs de la chaîne de valeur) ; soit les

opportunités vertes (les nouveaux produits avec faible niveau de GHG, de pollution, de déchets, de ressources utilisées)

Au niveau social : l'analyse révèle que le côté social peut être impacté soit par les conditions de travail (niveau de risque sur santé, sécurité, liberté d'association, nombre de travail d'enfants, réglementations appropriées, corps et normes) ; soit par le biais de perspectives d'inclusion de groupes défavorisés (pauvres, femmes, jeunes, handicapés) . ET cela pourrait se faire en considérant le type de fonctions pour défavorisés, la part de groupe désavantagé sur la chaîne de valeur, le type de niveau de barrières et solutions disponibles) ; l'impact de la chaîne de valeur sur la communauté fait ressortir également des mises en garde provenant de différentes sources (les risques et types de violation mentionnés étant liés à la nourriture, terrain, eau, santé) ; d'autres facteurs sont aussi importants : les conflits potentiels entre acteurs de la chaîne de valeur et la communauté autour, la relation entre tensions et conflits) ; les donateurs et organisations de support prêt à collaborer et investir, les besoins d'investissement public et motif (contraintes non solvables par le marché, différence espérée grâce à l'investissement public) –preuve de plan d'investissement par le secteur privé, le gouvernement et donateurs dans la chaîne de valeur (liste de support économique en cours et planifié) le volume de budget alloué par différents acteurs.

Le critère institutionnel : politique de promotion du secteur et règles en place réellement : ce qu'annoncent les gouvernements et politiques, le rang dans doing business, l'environnement favorable pour innovation, régulation et subvention.

Soit la volonté des acteurs des organisation de support à changer et collaborer pour aligner interventions (ouverture d'esprit et attitude à échanger et à coopérer, nombre et type de coopération entre acteurs, contribution donateurs et organisation de support de la chaîne de valeur, absence ou existence de stratégie d'intervention en cas de conflit).

Soit la faisabilité de l'intervention : preuve et validation, existence innovation ; liste de service et prix, demande de service, budget de service de sécurité.

Selon Gautam, le modèle de développement durable contient les indicateurs suivants :

- Composants du système social et humain :

Population sous le seuil de la pauvreté, le taux d'alphabétisation des adultes, l'inscription en primaire (gross primary enrolment), le taux de chômage (unemployment rate), les

opportunités d'emploi, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile et maternel, la croissance de la population, la migration (im et em), accès à l'eau potable

- Système de Composants économiques ou de support :

Gross Domestic product (PIB), contribution de l'agriculture et forêts, secteur service et industriel, ration de l'investissement dans le PIB, revenu par tête (per capita income), ratio of remittance in GDP (taux d'argent envoyé par la diaspora ou les émigrés dans le pays)

- Composant du système environnemental ou naturel

Source d'énergie ; Degré de dégradation de l'environnement ; Déforestation ; Aire protégées ; Aire de forêt ; Taux d'urbanisation ; Surface occupée par l'industrie ; Niveau de pollution de l'air.

Autres résultats identifiés à partir de la revue de la littérature :

La recherche ayant été entreprise à partir de la littérature, et par recueil d'informations sur le terrain, les points suivants ont pu être découverts par rapport à la compétitivité au XXIème siècle dans le cas de Madagascar.

Tableau 26. Les points problématiques sur la compétitivité à Madagascar

Compétitivité : Le sens originel n'est pas respecté – le développement durable fait défaut (à la recherche théorie de compétitivité durable
Absence coopération – il y a abus (taux de rejet à partir normes plus rigide) renforçant écart, iniquité.
Le Développement durable est mal interprété (juste dans l'idée de longévité: version des riches et pas dans le sens réduction pauvreté)
La répartition de revenu est bien inéquitable – les paysans sont très mal payés
Les théories traditionnelles ne sont plus d'actualité mais sont utilisées
Les théories de croissance n'ont pas les effets attendus et le taux de change est le plus dévastateur le PIB qui croît n'apporte pas d'effet positif sur les ménages
Absence intervention gouvernement pour équilibrage
Absence comptabilisation de ressources spécifiques
Existence de variables spécifiques non prévues mais impactant le bien être

(Source : Auteure après analyse résultats)

Les modèles de Porter (1990), de Cho (1994), de Roland (2013) considérés sont basés sur les variables quantitatives en vue de l'identification des impacts plutôt sur le plan économique. Cette compétitivité est celle qui est considérée le plus souvent par les économistes. Mais il a été démontré qu'en créant de la richesse juste économique, l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'amplifier, ce qui est contraire à l'éthique et ne garantit pas la durabilité.

La considération des variables économiques, sociales et environnementales a pour impact la durabilité (considération des avantages de la génération présente sans altérer ceux des générations à venir). Les impacts sociaux sont ceux qui permettent de contribuer au bien-être de la population en termes d'éducation, de santé, d'emploi. Les impacts environnementaux s'apprécient par les émissions de gaz à effet de serre, la pollution et tout ce qui peut nuire aux biens communs. Les travaux de Gautam ont été utilisés pour le test et les informations ont été obtenues par analyse de discours durant la Conférence Internationale du Cacao comparés au modèle de Zgurovsky. Tout ceci permet d'enrichir les connaissances et de se faire une idée sur le cas du PMA étudié.

Toutes ces informations recueillies durant la recherche qualitative sur le terrain montrent que la quatrième hypothèse selon laquelle il existe d'autres pistes pour aller vers le développement durable se trouve justifiée.

En effet, les possibilités de traiter les questions touchant l'environnement sont énormes et le terrain est aussi vaste donc beaucoup reste à faire. Les spécificités territoriales constituent une mine d'or pour travailler la compétitivité dans le sens du développement durable .

Conclusion du Chapitre V

L'analyse effectuée permet de mettre en exergue le fait que chaque théorie appliquée à la chaîne de valeur globale de résultat apporte un type de résultat, certes intéressant, mais démontre surtout que le modèle traité selon la technique proposée par l'auteure donne un résultat plus riche, plus explicite. En effet, les anciennes théories du commerce international servent à trouver juste le produit dans lequel il faut faire une spécialisation et celui qui devrait faire l'objet d'échange ; la technique de l'analyse de la chaîne de valeur permet de relever la fonction où il y a iniquité ; la technique de Cho permet de comprendre quels sont les ressources disponibles et comment se présente leur répartition, lesquelles sont problématiques. Alors que la méthode mixte utilisant l'analyse quantitative par la voie économétrique permet de trouver les effets des variables mobilisées sur la compétitivité soutenable et la méthode qualitative, sert à mettre en exergue les autres facteurs spécifiques qui peuvent jouer sur la compétitivité et le bien-être et les variables spécifiques au terrain étudié : ces variables n'existent pas dans la littérature.

Les résultats suivants sont retenus de l'analyse effectuée et présentée dans le chapitre V :

La première hypothèse selon laquelle les facteurs d'ouverture que sont le prix et le taux de change ont bien des effets pervers sur la croissance est bien confirmée : (H1 confirmée). La deuxième hypothèse disant que la croissance a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion est aussi vérifiée (H2 vérifiée). La troisième hypothèse qui était que le facteur ouverture a des effets directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion est partiellement vérifiée notamment par rapport au prix (H3 partiellement vérifiée). L'hypothèse selon laquelle il y a d'autres pistes pour aller vers le développement durable est aussi vérifiée (H4 : vérifiée).

Les résultats obtenus montrent que l'ouverture à travers la politique de taux de change et de prix ont des effets dévastateurs sur la compétitivité soutenable et l'inclusion des PMA à l'instar de Madagascar (terrain de l'étude). Il montre aussi l'importance de la territorialisation pour identifier les facteurs spécifiques au PMA. L'apport de la présente recherche est ainsi une meilleure connaissance du cas de PMA et la pertinence de la territorialisation du modèle. Mais un des défis des PMA est l'absence de données sur les points stratégiques. L'analyse effectuée sur le plan social permet d'affirmer que l'absence de données est aussi un handicap à la compétitivité puisque sans données, il n'est pas possible de suivre la performance.

CHAPITRE VI – DISCUSSIONS, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES POUR LES PMA

Ce chapitre a pour but d’analyser les résultats obtenus en questionnant sur les possibles tenants et aboutissants des résultats relevés durant le travail de recherche. Il complète ainsi les résultats du chapitre précédent en étoffant ces résultats à travers des éléments de discussion qui pourraient aider à étoffer les résultats provenant des tests effectués et va ainsi servir à confirmer ou infirmer les hypothèses de recherches.

Le Chapitre VI est présenté en trois sections :

La première section est consacrée à la discussion qui va porter sur les résultats spécifiques obtenus durant la recherche afin de montrer que les PMA ont bien des particularités qui méritent d’être considérées. Ce qui constituera un apport nouveau pour la recherche en cours.

La deuxième section est réservée aux recommandations et perspectives. Elle servira à apporter idées pouvant être explorées par les lecteurs pour les recherches futures afin d’éclairer les lecteurs sur les pistes pouvant être explorées.

La Troisième section : est réservée à une réflexion que l’auteure souhaite faire au sujet d’un modèle que l’auteure voudrait partager en s’inspirant des connaissances acquises et de pour pouvoir considérer les atouts par région à travers la décentralisation effective : ce modèle inspiré des normes IFRS utilisées en Comptabilité pourrait servir de réflexion aux recherches futures dans plusieurs disciplines.

6.1. Discussions des résultats obtenus : des réalités spécifiques aux PMA

La présente section a pour objectif de montrer dans quelle mesure les hypothèses de recherches posées sont validées ou non, les liens avec les autres recherches ainsi que les limites identifiées. Quatre hypothèses ont été testées :

H1. Le facteur ouverture (qu’est la dévaluation) entraîne des effets pervers sur la Croissance.

H2. La croissance a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l’inclusion

.

H3. Le facteur ouverture a des impacts directs négatifs sur le standard de vie et l'inclusion des ménages ;

H4. D'autres pistes existent pour aller vers la compétitivité durable sur le standard de vie et l'inclusion des ménages.

6.1.1. Le facteur ouverture (dépréciation) néfaste à la croissance de Madagascar

La première hypothèse H1 : « *Le facteur ouverture qu'est la dévaluation/dépréciation a des effets pervers sur la croissance* ». se trouve vérifiée c'est-à-dire que le fait que d'adopter une mesure de dépréciation est nuisible pour Madagascar. Cette situation peut s'expliquer de plusieurs manières : d'une part, le cacao de Madagascar est d'excellente qualité reconnue mondialement. Ce type de produit, avec un prix déprécié, va être moins cher pour l'acheteur cependant en faisant la dépréciation de la monnaie, comme la quantité ne va pratiquement pas augmenter, et vu que le prix international est déjà artificiel, cela ne va pas augmenter mais plutôt va diminuer les revenus du pays.

Par ailleurs, lorsqu'il y a dépréciation de la monnaie, les produits importés vont devenir plus cher or la majorité des produits consommés et même les produits de premières nécessités (PPN) sont importés puisqu'une bonne partie de matières premières sont importés également. Le pays va alors perdre dans les deux sens : d'une part, faire rentrer moins d'argent sur la même quantité qu'auparavant et d'autre part faire sortir plus d'argent. La balance commerciale s'en trouvera impactée.

Par ailleurs comme le pays n'a pas de Banque Nationale ni de banque de développement, la dépréciation va plutôt enrichir les opérateurs non nationaux qui peuvent rapatrier l'argent vers leur pays. Enfin, comme le prix du cacao sur le marché international est aussi artificiel, le pays sera doublement perdant alors qu'en utilisant la différenciation (compétitivité hors prix), le même cacao pourrait faire rentrer plus d'argent (si bien-sûr la spéculation peut être surmontée).

Cette découverte est ainsi contraire à celle de Rodrik (2008° qui révèle que empiriquement, des épisodes de sous-évaluations sont associés à des taux de croissance plus élevés et une sous-évaluation durable du taux de change réel, stimule la croissance des PED. Cela implique qu'une même mesure appliquée dans deux contextes différents ne donne pas les mêmes résultats. Dans le cas de Madagascar, l'effet est inverse et peut s'expliquer par le fait que la production de cacao n'est pas élastique, autrement dit, même

si la demande augmente, la quantité produite n'arrive pas à suivre. Et comme parallèlement, le prix stagne, les autres pays peuvent récupérer l'excès de la demande.

La présente étude vient confirmer celle effectuée sur le cas de Finlande face à l'Euro (Gulati, Knif & Kolari 2013). Et ce résultat nous incite à faire un rapprochement avec les Programmes d'Ajustement Structurel où une même mesure a été dictée à tous les pays de l'Afrique et cela a été un fiasco. La littérature rappelle justement à ce sujet que le contexte a changé mais les mesures du consensus de Washington sont toujours en vigueur dans le pays de l'Afrique (Mbandza, 2009).

Le second modèle montre que ce n'est pas la dépréciation qui influe positivement sur la part de marché mais la croissance du prix unitaire local du cacao. En effet l'augmentation du prix local fait bénéficier les paysans qui sont plus motivés à produire et ainsi des effets se font sentir sur la performance du pays. Mais dans la réalité le prix mondial du cacao a un effet négatif significatif sur la part de marché.

Ce constat bien que contre-intuitif décrit bien la réalité : les prix internationaux du cacao ont peu d'effet sur les ménages, cela traduit une spéculation interne.

En plus ce prix présente une tendance stagnante. Deux explications peuvent justifier cette réalité : soit le prix mondial appliqué à Madagascar est faible, ce qui augmente la part de marché des autres pays au calcul ; soit qu'il y a peu de rapatriements de devises à Madagascar et cela réduit la part du pays dans le calcul.

Une situation qui peut expliquer ce phénomène est le constat fait durant l'enquête terrain par les représentants des groupements de producteurs qui a expliqué durant l'enquête approfondie que Madagascar applique des normes privées plus strictes que celles exigées par le marché mondial mais le prix qui est payé aux groupements est celui d'un cacao standard. Il suffit de se référer au tableau 9 (page 146) pour constater à quel point la norme est sévère alors que les prix donnés aux paysans sont faibles.

Une présentation faite par l'entité en charge de la norme avait montré qu'avec ces normes, plus de 20% de produits sont rejetés. Il n'y a aucune solution pour recycler les rejets.

6.1.2. Le facteur croissance négatif pour le standard de vie et l'inclusion du pays

L'hypothèse 2 selon laquelle Le facteur ouverture a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion se trouve aussi vérifiée car ni l'inclusion représentée par le PIB par tête en PPP, ni la pauvreté représentée par l'IDH ne sont directement

affectés par le facteur croissance (part de marché). Le test de Granger montre que c'est le PIB/tête et la part de marché qui expliquent le PPP ou l'inclusion.

Ce résultat est contraire à celui de Dollar(2004), et à celui de Bhagwati et Panagariya (2013) sur le cas de l'INDE et partiellement identique à celui de Sen (2010) sur la partie inclusion économique.

Cette situation peut s'expliquer par le fait que Madagascar est un PMA alors que l'Inde est un pays émergent, les réalités diffèrent sur la partie effet sur pauvreté mais est identique sur la partie répartition de revenu car il y a aussi un problème de gouvernance maintes fois rappelés par les institutions financières internationales, le doing business de la Banque mondiale sur le pays et même Transparency International. S'il se trouve que le résultat trouvé par Sen se vérifie la gouvernance est donc une explication possible pour ce résultat. Faisant de sorte qu'il y a des individus qui ont de forts revenus et d'autres qui sont dans la pauvreté. Ce phénomène nous fait penser aux chiffres diffusés par le magazine Forbes sur les riches à Madagascar constitués d'une faible frange de la population.

6.1.3. Le facteur ouverture néfastes sur le standard de vie et l'inclusion

La troisième hypothèse H3. qui stipule que Le facteur ouverture a des effets directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion est partiellement vérifié notamment pour le facteur prix.

L'étude montrant que le facteur ouverture (prix unitaire mondial du cacao) explique le standard de vie IDH. L'amélioration du PIB et de la part de marché de cacao (croissance) entraîne l'inclusion avec un effet plus marqué du PIB. Le prix unitaire du cacao présente une tendance baissière ou stagnante (ARRION, 2021), et cela affecte négativement les ménages dans la mesure où leur revenu est affecté et qu'aucun effet tangible sur leur niveau de vie n'est constaté.

Le test de Granger montre que seul le prix mondial du cacao a un impact sur l'IDH et avec un décalage de 2 ans, c'est l'IDH qui cause la croissance du Prix unitaire mondial de cacao.

La réalité dans la chaîne de valeur globale de cacao montre que le prix est difficilement modifié du côté des producteurs ; mais il peut être facilement envisagé auprès des consommateurs. Cette situation explique pourquoi l'écart et les inégalités se creusent entre Madagascar et les autres pays dans la CVG du cacao. Ce point est important pour

comprendre que contrairement aux pays du Nord, les pays du Sud à l'instar de Madagascar n'ont pas la maîtrise du prix qui est pourtant essentiel pour le niveau de vie des producteurs.

Ce résultat permet de comprendre que les conditions de concurrence imparfaite annoncées par Krugman où des interventions sur le prix peuvent être faites dans les pays développés n'est pas valide dans les Pays pauvres lesquels sont tenus d'accepter les prix fixés par les marchés boursiers de Londres et de New York dans le cas du cacao. Cette remarque tient pour tous les produits de rente car contrairement à l'OPEP où ce sont les fournisseurs qui fixent les prix, ici ce sont les clients.

Ce constat est assez préoccupant parce qu'à ce jour, malgré les nombreuses doléances des producteurs dans les pays de l'Afrique de l'ouest, et les alertes de la société civile, les débats portent plutôt sur comment ramener le prix à tel niveau. A ce sujet, il sied de noter deux phénomènes inquiétants : la société civile selon l'observatoire du cacao plaide pour un prix de 2USD le kilo, chiffre que les pays importateurs peinent à mettre en œuvre. La question qui se pose est pourquoi 2USD alors que ce chiffre est toujours dans la tranche de la catégorie pauvre au niveau de la Banque Mondiale. Ensuite, lorsque les dirigeants des pays de l'Afrique de l'Ouest dont Ghana et Côte d'Ivoire ont mis en place une mesure, la réaction a été immédiate du côté des importateurs : celle de se tourner vers un produit de substitution ou d'augmenter le prix aux consommateurs. Ce manquement à l'éthique devrait constituer un débat au sein de l'ICCO et auprès des membres des Nations Unies . L'occasion est là puisque l'inégalité dans le monde post covid est une opportunité pour rediscuter sur ce point. En principe, il faudrait s'attaquer aux véritables causes du problème.

En somme le prix influant négativement sur le standard de vie de ménages pourrait aussi s'expliquer par le fait que la plupart des produits exportés sont plus à l'étape matière, donc ce sont directement les ménages qui sont impactés dès qu'il y a spéculation sur le prix puisqu'il n'y a pas de transformation mais en plus ceux qui se trouvent en amont de la chaîne de valeur gagnent moins et c'est bien le cas de Madagascar.

6.1.4. D'autres facteurs spécifiques aux PMA apparaissent comme étant pertinents

Les résultats de la validation par VENSIM : l'étude qualitative effectuée pour identifier des pistes à explorer pour aller vers le développement durable a permis de relever plusieurs

éléments qui, sont validés par les experts sur le terrain. Ces résultats constituent un ajout à la connaissance théorique sur le cas de Madagascar.

En effet, il a été remarqué que d'une part, il y a des variables prévues dans le guide de l'OIT/GIZ qui ont été vérifiées sur le territoire National, mais il y a aussi plusieurs variables qui sont spécifiques à Madagascar.

L'étude a permis également de comprendre la présence d'une relation entre les facteurs et tout cela pouvant impacter positivement ou négativement sur la compétitivité soutenable du PMA. Ce résultat est assez prometteur et permet de justifier la nécessité de collaborer avec les collectivités décentralisées puisqu'il y a des phénomènes que seuls les acteurs sur le terrain peuvent expliquer.

- les variables spécifiques sur Madagascar

L'étude révèle plusieurs éléments spécifiques à Madagascar qui sont les suivants :

- Le vol de plants sur pied : ce phénomène est très courant notamment dans la région de SAVA spécialisée en produits de rentes destinés à l'exportation puisque les gens souhaitent se faire de l'argent facile en volant. Le plan de sécurité étant absent, ce phénomène est courant et peut impacter négativement les revenus car avant même l'arrivée de la période de récolte, le produit disparaît.
- Le crédit carbone : une grande campagne a été lancée à Madagascar sur le projet d'extension de surfaces forestières et les pays riches ont promis d'acheter le droit à la pollution en encourageant les pays qui peuvent planter par l'achat de crédit carbone. Ce montant devrait bénéficier aux locaux pour les inciter à protéger la forêt et à ne pas dilapider le bois.
- Le délestage : phénomène que les pays riches ne vivent pas, déjà le nombre de personnes qui ont accès au courant est faible, mais encore comme l'État loue les transformateurs, il est courant d'avoir des coupures et cela impacte surtout les activités durant les périodes de récolte. Les grands acteurs sur le terrain disposent de produits solaires donc il y a un écart également dû au délestage.
- Le coût de l'énergie : Madagascar étant l'un des pays où le coût de l'énergie est cher, plusieurs variations sont constatées rendant les opérateurs furieux.
- Le cyclone : phénomène dû au changement climatique, Madagascar est souvent victime de cyclone et c'est le cas des pays du Nord du Pays. Ce phénomène peut impacter la compétitivité économique bien que provenant du climat.

- Les feux de brousse : phénomène spécial vécu également au pays, la culture sur brûlis est pratiquée dans plusieurs endroits. Celui-ci rapporte temporairement puis fait perdre du temps et de l'argent puisque les paysans sont obligés de se déplacer.
- Les arbres d'ombrages, le changement climatique, le travail des enfants, les appuis des donateurs, et la sécurité de la population

Parmi les éléments validés c'est-à-dire figurant parmi les variables déjà testées ailleurs, il y a : la population vivant sous le seuil de la pauvreté, le taux d'alphabétisation des adultes, les inscriptions aux primaires, le taux de chômage, l'opportunité d'emploi, l'espérance de vie, le taux de mortalité maternelle et infantile, la croissance de la population, la migration, l'accès à l'eau potable, la qualité de vie, le bien être humain, les sources d'énergie, le degré de dégradation de l'environnement, la déforestation, l'aire protégée, le taux d'urbanisation, la surface occupée par l'industrie, le niveau de la pollution de l'air.

Le troisième apport de ce travail concerne les facteurs touchés en fonction de ces éléments. A ce sujet l'étude montre que quatre facteurs principaux sont inters reliés : la population, le bien être humain, la qualité de vie, et l'équilibre environnemental. Le bien-être humain est impacté positivement par l'opportunité d'emploi et négativement par la perte d'emploi.

Les facteurs qui jouent en faveur du bien-être humain dans la chaîne de valeur locale de cacao sont : l'accès à l'eau potable, l'accès au marché, le niveau d'alphabétisation, l'espérance de vie. Ce bien être va améliorer la qualité de vie

Dans ce facteur la route et l'extension des aéroports sont les éléments jugés utiles pour l'accès au marché. Ce point est intéressant car le modèle de Cho a montré que la compétitivité de Madagascar est problématique par rapport aux questions d'infrastructure.

La population est augmentée par les taux de natalité, et est impacté négativement par les taux de mortalité et population en deçà du seuil de pauvreté.

L'équilibre environnemental est alimenté par les aire protégées et gâché par la dégradation de l'environnement. Les variables qui améliorent cette aire protégée est la forêt et les arbres d'ombrages (il s'agit d'arbre qui sont plantés comme parapluie pour protéger la plante) et cet équilibre est dégradé par la pollution, le cycle, les feux de brousse ainsi que l'urbanisation. Cet équilibre est nécessaire à la qualité de vie. La qualité de vie s'améliore s'il y a crédit carbone s'ajoutant au revenu et se détériore par les pertes dues au vol de

plant.

Un autre point qu'il sied de signaler est qu'au départ, l'hypothèse 4 qui consistait à vérifier qu'il y a d'autres pistes en PMA pour aller vers la compétitivité soutenable était prévue être testée avec l'analyse qualitative.

Or, tout compte fait, le résultat obtenu à partir de l'analyse économétrique vérifiant l'hypothèse 3 permet de relever un point important qui vient renforcer l'hypothèse 4 : c'est que le prix mondial du Cacao a un effet néfaste sur le standard de vie des ménages et l'apparition d'une nouvelle piste : la répercussion que peut avoir le prix local sur le standard de vie et l'inclusion justifiant les doléances des paysans et de la société civile en Afrique de l'Ouest. Ce point nous intéresse particulièrement car si c'est le cas, il faudrait bien travailler ce prix local. Mais ce qui nous paraît assez bizarre, c'est que la société civile est en train de se battre pour un prix de 2USD le kilo alors que ce prix est toujours dans l'échelle de pauvreté si l'on se réfère aux chiffres de la Banque Mondiale. Une nouvelle piste s'ouvre alors : quel devrait être le prix minima à fixer sur le plan local pour que les paysans sortent de la pauvreté.

6.2. Les recommandations et les perspectives

Cette section est dédiée à la réflexion sur les perspectives, le modèle tout en mettant en exergue les innovations apportées à la thèse.

6.2.1. *La présentation des faits et des besoins*

L'étude permet de comprendre que l'Ouverture n'apporte pas les résultats attendus mais au contraire mine la compétitivité soutenable. Il y a aussi des facteurs spécifiques qui ne sont pas visibles dans les théories. . Il serait donc utile de territorialiser pour pouvoir considérer les ressources disponibles et enlever les mesures nuisibles

Mais elle explique aussi qu'avec le modèle de Cho, il est possible de connaître les éléments à considérer sauf qu'il y a de nouvelles variables pouvant générer des revenus à y ajouter. C'est le cas des : oiseaux, des fermes, des pierres précieuses , ,poissons etc. Mais le constat est que seules les ressources faisant l'objet de flux sont considérées pourtant les autres ressources même non vendus constituent des ressources monnayables . L'idée qui pourrait permettre d'arriver à cela est la révision de la manière de calculer le PIB (conformément à la réalité locale – territorialisation). Il serait intéressant de faire un lien avec les Norme IFRS (utilisés en comptabilité pour permettre de valoriser les ressources même si non vendues).

Ensuite il faut pouvoir agir par action faire la considération des inputs et output avec input les mesures qui contribuent à la croissance et à la pauvreté. Ce modèle ne permet pas de travailler les flux donc il serait intéressant de le marier avec le modèle dynamique. Dans cette partie dynamique, considérer les spécificités notamment la question de prix (qui a un fort impact), et les normes exigées par la société civile.et les autres facteurs

Après cela, l'idée 'est de considérer les variables environnementales spécifiques et les liens y afférents. Pour ce faire , il y a lieu de pouvoir compter sur un Gouvernement (État fort) qui va contrôler et faciliter les affaires.

Théoriquement le modèle devrait permettre le mélange de partie statique et dynamique comme présenté en annexe sous le nom de Modèle prospectif.

6.2.2. *La mise en œuvre*

Pour la mise en œuvre, plusieurs parties prenantes devraient contribuer. Il s'agit des chercheurs pour compléter les données, étoffer le modèle ; les gouvernants pour négocier

les points problématiques, les acteurs de la CVG pour compléter les informations, la société civile pour la plaidoirie, des analyste poussées/

Les outils de réseautage nouvelle technologie pour avoir une information en temps réel. Et le travail avec les chercheurs en intelligence artificielle.

Des actions auprès du public, avec implications de ce dernier : Par rapport aux mesures d'ouverture du marché : Le taux de change est nuisible à la compétitivité soutenable ; le prix est nuisible au standard de vie

6.2.3. Réflexions pour un développement durable dans la CVG cacao

Une possibilité serait la promotion du comportement patriotique : N'acheter que le chocolat africain (mais il faut que le fabricant fasse l'effort pour offrir le meilleur chocolat non pas uniquement au marché international mais aussi dans le territoire National. Pour Madagascar, le concept d'indication géographique (qui est protégée à l'international) pourrait être appliqué comme facteurs de compétitivité hors prix.

Mettre en place des normes (exigence sur le taux de Cacao dans le chocolat– comme c'est le cas de Belgique) : cela est la garantie de l'utilisation suffisante de cacao mais surtout une qualité qui est payante en termes de compétitivité hors prix.

Mettre en place une taxe sur le cacao destiné aux paysans producteurs (étant les plus lésés dans chaîne de valeur). Et là l'intervention de l'État devient une nécessité comme le prévoyait Keynes.

Transformer uniquement en Afrique et mettre norme du lieu de l'Afrique dessus (indication géographique) – et breveter - que ceux qui veulent acheter viennent ici. Cela va aussi faire tourner l'activité autour du tourisme. Et sinon, le brevet va créer des revenus permanents de manière durable.

La société civile qui est exigeante sur le travail des enfants devrait l'être aussi sur le prix payé aux petits paysans. Pourquoi la société civile exige des conditions aux pays pauvres et non pas aux pays riches ?

L'idée de ramener le prix du cacao à 2 USD le kilo est déjà un effort mais pas suffisant puisqu'avec les nouvelles normes de la Banque Mondiale, les 2USD sont toujours dans la catégorie de pauvre. IL faudrait plutôt agir pour que le prix soit décidé en Afrique (solution

idéale) ou assurer une transformation locale pour avoir les 400% supplémentaires. L'État va jouer son rôle pour l'équilibrage. Et la facilitation par des mesures supplémentaires.

Implication des protecteurs des droits des consommateurs. Le consommateur devrait collaborer en imposant ses conditions : qualité –prix payé au paysan . Ceci est possible avec le concept de « prix équitable » mais ce prix est aussi à analyser car apparemment c'est un slogan qui fait enrichir davantage le producteur de chocolat.

Exigence de la transparence sur le prix payé aux paysans et des chiffres de ventes des pays développés. Ce point est exigé dans le site de l'ICCO pour permettre à tous de comprendre qu'une minorité s'enrichit au détriment d'une grande partie de la population.

6.2.4. Réflexions pour un développement durable dans la CVG cacao

Les recommandations suivantes sont faites compte-tenu des constats lors de la recherche.

Sur le plan théorique : les théories semblent dépassées et ne reflètent pas la réalité. C'est le cas des anciennes et nouvelles théories du commerce international. Mais elles apportent des idées qu'il y a lieu de peaufiner par la suite. Les travaux scientifiques afférents à la compétitivité et au développement durable sont nombreux mais éparpillés dans différentes disciplines. Ce qui manque dans une discipline se retrouve dans une autre. Donc la multidisciplinarité, le mariage entre différentes théories servirait à faire gagner du temps mais surtout à enrichir les travaux de recherche. Le monde étant globalisé, pourquoi les disciplines resteraient fragmentées ?

Sur le plan méthodologique, le mélange entre l'économétrie et le résultat de la théorie de croissance a permis de trouver les éléments problématiques et leurs impacts . Et le mélange entre ce résultat et le terrain a permis de comprendre les facteurs à considérer pour le développement soutenable. Le test avec d'autres théories pourrait donner d'autres idées encore plus intéressantes.

Les mesures à l'origine de la non croissance et de l'exclusivité trouvée et vérifiées scientifiquement sont utiles pour résoudre le problème mondial d'exclusion des écarts, cependant ce modèle est juste testé à Madagascar. Un test plus large permettrait de généraliser l'étude mais en considérant les spécificités territoriales donc modèle global mais à adapter à chaque territoire pour avoir les mesures appropriées et non de mesures globale pour tous les PED. D'où l'intérêt de lancer un débat à partir du résultat pour inciter les chercheurs des autres disciplines à apporter d'autres angles, les praticiens, la société

civile leurs apports et le monde pourrait agir dans l'esprit du développement durable et inclusif

Sur le plan empirique : Le modèle qualitatif pour le moment n'est pas chiffré faute de données or au 21^{ème} siècle avec la nouvelle technologie, il est possible d'avoir des données par voie de drone ou autres outils de l'intelligence artificielle. Pourquoi ne pas saisir cette opportunité pour mettre en place le modèle et gagner du temps ?

La société civile qui est exigeante sur le travail des enfants devrait l'être aussi sur le prix payé aux petits paysans. Pourquoi la société civile exige des conditions aux pays pauvres et non pas des pays riches ? Un plaidoyer auprès de l'ICCO et l'observatoire du cacao dans ce sens serait nécessaire.

L'idée de ramener le prix du cacao à 2 USD le kilo est déjà un effort mais pas suffisant puisqu'avec les nouvelles normes de la Banque Mondiale, les 2USD sont toujours dans la catégorie de pauvre. IL faudrait plutôt agir pour que le prix soit décidé en Afrique (solution idéale) ou assurer une transformation locale pour avoir les 400% supplémentaires. L'État va jouer son rôle pour l'équilibrage. Et la facilitation par des mesures supplémentaires.

Implication des protecteurs des droits des consommateurs. Le consommateur devrait collaborer en imposant ses conditions : qualité –prix payé au paysan . Ceci est possible avec le concept de « prix équitable » mais ce prix est aussi à analyser car apparemment c'est un slogan qui fait enrichir davantage le producteur de chocolat (notre analyse sur la répartition des marges montre cet écart (voir tableau 15. Page 174).

Exigence de la transparence sur le prix payé aux paysans et des chiffres de ventes des pays développés. Ce point devrait être exigé dans le site de l'ICCO pour permettre à tous de comprendre qu'une minorité s'enrichit au détriment d'une grande partie de la population.

6.3. Vers un modèle intégrateur : la balance de compétitivité durable pour PMA Amena

L'étude effectuée permet de relever plusieurs points : d'abord des problèmes au niveau théorique, ensuite des problèmes sur le terrain et enfin des problèmes par rapport à l'engagement international. Mais la littérature permet aussi de relever des solutions qui se trouvent dans les autres disciplines. Ce que nous retenons du travail effectué, c'est que d'une part, il nous faut connaître l'inventaire exact de ce que nous pouvons utiliser ou proposer sur le marché. A ce sujet, le modèle statique de Cho permet de comprendre les atouts et ce qui manque. Mais il y a des ressources qui ne sont pas mentionnées dans son

tableau car il y a des manières de calculer le PIB qui enlève des éléments importants. Par exemple les ressources naturelles qui sont des richesses mais sans flux ne sont pas considérés alors qu'elles constituent des sources de revenus.

Ensuite il faut pouvoir anticiper ce que donnent les mesures utilisées. Cet objectif peut être atteint avec le modèle dynamique. A ce sujet, nous avons vu que déjà les facteurs « Prix » et « Taux » de change qui sont prônés comme motivant les échanges ont des effets pervers. Ce constat devrait figurer dans notre modèle pour montrer que les impacts ne sont pas positifs comme prévu.

Après cela, l'analyse par la CVG permet de faire ressortir des écarts de valeur encaissées à chaque étape de la chaîne de valeur. Cette étude permet d'identifier où les efforts sont à mener.

Après quoi, l'idée est de comprendre s'il y a équilibre : il y a des équilibres internes et il y a des équilibres externes. Par exemple, le modèle de Cho permet de comprendre si nous disposons de plus de ressources matérielles ou humaines et l'équilibre y afférent permet-il d'agir sur le plan économique, social ou environnemental.

L'étude qualitative fournit les facteurs à considérer et de choisir les facteurs qui ont des impacts positifs et négatifs avec les éléments sur lesquels les chiffres sont à chercher.

Tout ce qui vient d'être présenté ci-avant peut être expliqué par les tableaux suivants :

Résultats provenant de l'étude théorique

Changement dans le contexte du 21 ^{ème} siècle	État de l'art sur la compétitivité	Limites de la théorie par rapport au contexte	Améliorations à faire
Globalisation : Ouverture frontière Nouvelles technologies Nouveaux modes de fonctionnement Concurrence imparfaite Mobilité capital Mobilité facteur travail Mobilité ou non de main d'œuvre	Théorie : basée sur concurrence parfaite (classique) La nouvelle théorie sur commerce international rejette cela (Adam Smith, Ricardo) Les classiques excluent cette possibilité (Ricardo) Plusieurs conditions contraire à ce qui se passe actuellement par rapport à classique et néoclassique	Théorie partiellement justifiée car :	Nouvelles technologies A prévoir Concurrence imparfaite A considérer les autres facteurs pouvant impacter sur le prix (compétitivité prix et hors prix) Considérer les possibilités de dynamisme notamment avec la délocalisation en chaîne de valeur globale

Souci pour le développement durable :	Théorie ne se soucie pas du social et environnemental Modèle non plus Concept : plutôt économique Sauf le modèle de Zhang mais c'est basé sur Porter	Facteurs limités à économiques Compétitivité limitée aux prix ; condition d'équité (insuffisante) il y a d'autres conditions	Considérer impacts économiques, sociaux et environnementaux et suivant niveau développement pays Et possibles effets sur l'économique
Nouveaux acteurs à considérer	Ne considère pas acteurs nouveaux (stakeholders)		Considérer les contre-pouvoir (par les nouveaux acteurs)
Nouveaux modes de calcul Nouvelles approches : proactivité, réactivité	Calcul ne permet pas la proactivité car a postériori (post anté)	Pas exhaustif (des facteurs oubliés pouvant impacter l'économique et vice versa)	Changer approche en ex-anté
Considération des impacts éco, sociaux et environnementaux	Calcul ne considère pas la balance Théorie ne prévoit ne prévoit pas l'analyse par fonction	Approche inappropriée Déséquilibre, inexhaustivité	Il faut balance Approche chaîne de valeur

Nouveau mode de travail apporté par les TIC	Le dynamisme (le sort n'est pas figé)	Insuffisance	Prévoir statique et dynamique
Développement durable exige adaptation au contexte ,à la culture	Cas des PMA : au second plan Pas de spécificité	incomplet Insuffisance territoriale, contextuelle	Créer modèle adapté au cas de PMA

Solutions proposées dans la littérature

Analyse	Outil à utiliser	Limites	A faire	Observation/Postulat
1. Trouver tous les facteurs pouvant servir à la compétitivité	Modèle de CHO	Statique – il y a des ressources non enregistrées pouvant générer de la richesse économique a posteriori(ex-post)	Redéfinir la comptabilité nationale : inventorier ressources Ajouter indicateurs ressources spécifiques Dynamiser	Cette information sera utile pour les perspectives futures et pour la territorialisation Référence Système IFRS (norme comptable)
2. Vérifier répartition inéquitable de revenu	Analyse de la CVG	Statique Difficulté d'accès information	Transparence Créer loi Mettre indicateurs	Intervention gouvernement Enquête sur terrain
3. Vérifier si les variables apportent croissance et impact sur standard de vie	CVG Modèle Théorie de croissance	Input : économique Output : l'environnement manque Dynamique Possible sur partie économique Problème sur disponibilité informations environnementales	Ajouter piliers du développement durable Environnement Inventaire ressources	Modèle durable (au contexte) Dynamique Post ante Actions par comité de développement local Théorie partie prenante
4. Trouver les variables pour le non économique	Enquête Zgurovsky Guide Giz /OIT VENSIM	Problème : disponibilité informations	Compléter par Enquête Terrain Analyse discours	Informations sur territorialisation A tester
5. Trouver le modèle exhaustif adapté au contexte 21 ^{ème} siècle pour PMA			Input économique et non économique (stock) Flux valeur ajoutée et Output pilier développement durable et inclusion Ajustement territorial	A tester

Source : auteure (à partir analyse littérature)

Compte tenu du travail effectué, il apparaît que l'outil de Cho est intéressant mais insuffisant pour décrire la réalité du PMA. Il est statique et permet de faire une analyse a posteriori. Or pour agir dans un contexte de mondialisation il faut connaître les impacts et si possible de manière proactive.

Mais à côté, il existe des variables qualitatives qui ressortent du terrain, qui avec le logiciel VENSIM, permettent une analyse dynamique adaptée au contexte étudié. D'où l'utilité d'un mélange. Et comme il s'agit de vérifier la balance donc jauger, il vaut mieux travailler comme en comptabilité c'est-à-dire **avec une vision statique et dynamique**.

6.3.1. Présentation du modèle balance de facteurs

Dans notre cas, il y a d'abord étude de la balance entre les ressources naturelles et les ressources humaines (le stock) ; puis, il s'agit de vérifier si entre ce qu'on dispose comme stock de ressources et les dépenses effectuées pour les rendre productives : autrement dit investissement y afférents. ; ensuite, il s'agit de vérifier si les impacts sont balancés sur le plan économique social et environnemental. Nous en déduisons que partout, il y a lieu de vérifier l'équilibre.

Mais l'utilisation se faisant par année, il est possible de jauger l'impact de ce qu'on injecte sur l'ensemble. Et ce rôle revient à l'État, qui, devrait être informé des changements qui interviennent dans l'environnement. Rôle de l'État à considérer comme le prévoyait Keynes.

Modèle Amena (2018)
Balance de compétitivité durable

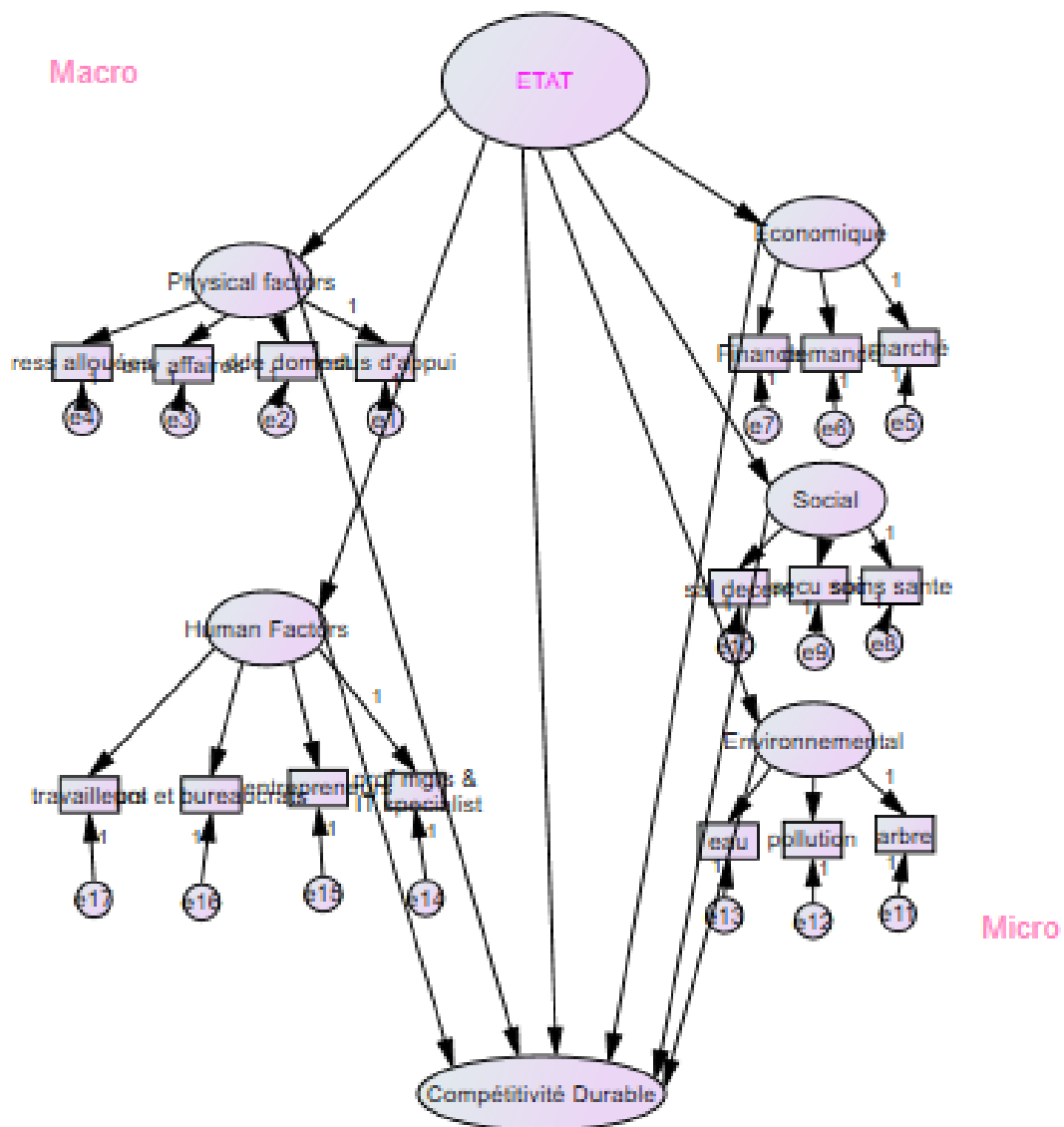


Figure 25 : Balance par facteur – travail sur la relation macro –micro

(Source : Auteure)

➤ Logique générale

La balance de Madagascar est lourde à gauche (à cause de facteurs physiques notamment les ressources naturelles disponibles) – la lourdeur administrative – la présence de beaucoup de main d’œuvres vue la démographie

Elle est légère à droite car : sur le plan économique très peu de demandes traitées, très peu de social et très peu d’actions sur l’environnement

➤ Raisonnement par facteurs Macro

Le déséquilibre est entre facteurs physiques et facteurs humains d'une part et

A l'intérieur de facteurs physiques : (beaucoup de ressources naturelles mais pas d'industrie d'appui, lourdeur administrative, beaucoup d'internet mais peu de connexion , beaucoup de pierres et de terrain mais peu de voie ferrées, routes praticables)

A l'intérieur de facteurs humains : Beaucoup de mains d'œuvres mais peu de travailleurs qualifiés, beaucoup de fonctionnaires mais peu de travail éthique (beaucoup de corruption), peu d'entrepreneurs, de tertiaires vraiment compétents, des managers professionnels)

➤ Raisonnement par facteurs Micro

Problèmes économiques : beaucoup de banques mais peu de personnes ayant accès au crédit (conditions compliquées et pas favorables aux paysans), beaucoup de capacité mais peu de demandes travaillées, part de marché faible, beaucoup de possibilité en éolienne solaire mais peu d'accès à l'énergie donc couts élevés

Sur le plan social : peu de personnes affiliées à la CNAPS, OSTIE, pas de sécurité sociale, conditions de ménages très précaires, accès aux soins payant et chers pour les ménages ; pourtant croissance démographique élevée.

Sur le plan environnemental : beaucoup d'eau mais peu ont accès et le coût est cher, beaucoup de pollution mais peu d'actions (cela peut impacter l'économie à cause du coûts sur la santé), possibilité de planter des arbres, de renouveler les plants mais pas d'actions dans ce sens car couteux.

Il faut donc mettre en place un tableau d'affectation comme suit pour orienter les actions des gouvernants.

6.3.2. Explication du mécanisme du modèle

Pour chaque élément à travailler une balance

- Du côté macro : balance commerciale (import – export) et balance locale (existant-utilisé)
- Du côté micro : balance de portemonnaie (dépenses –recettes) et balance de besoins (utile –utilisé)

Avec ces informations, élaborer un tableau d'affectations de ressources par filière d'un pays permettant d'identifier les déséquilibres et les solutions disponibles et de remédier à ces déséquilibres.

Voici un exemple simplifié :

Logique générale du modèle : Madagascar importe beaucoup d'hydrocarbures et en exporte peu (balance commerciale négative). Mais dans la balance locale : le pays dispose de beaucoup de capacité en énergie (hydrocarbure et énergies alternatives) qui sont peu exploitées. Il apparaît donc deux balances contradictoires : s'il y a beaucoup de capacité pourquoi importer ?

Sous l'angle micro : le constat est une forte dépense en carburants, avec une demande élevée mais la quantité utilisée est limitée. Il y a donc des besoins non satisfaits (soit par manque de la ressource, soit par manque de moyens pour pouvoir en consommer).

Si l'on rapproche ces deux informations : la solution serait de transférer ce qu'il y a en énergie (ressource physique dans le modèle) vers le côté micro (augmenter l'offre), ce qui va équilibrer l'offre et la demande pour avoir le prix d'équilibre naturel. Dans ce cas, la balance commerciale en hydrocarbure s'améliore, le besoin est satisfait, et le prix s'équilibre au niveau naturel, favorisant donc le bien-être et une meilleure compétitivité du pays.

*6.3.3. Les apports du modèle intégrateur / balance de
compétitivité durable et pistes futures*

Ce nouveau modèle contribue à l'enrichissement des modèles de compétitivités existants actuellement : un modèle qui est durable et destiné aux PMA (apports innovants). Il prend en compte la complémentarité macro et micro, statique et dynamique (respect de la définition originelle sur le plan étymologique) – et permettrait de prendre des décisions raisonnées -justifiées –éthiques et adaptées aux exigences

**Le modèle de Balance de compétitivité : des indicateurs 3 en 1 pour des effets 1 vers 3
(une action sur 3 facteurs)**

Ce modèle repose sur trois éléments :

- D'une part l'état des lieux (ce dont le pays dispose et les utilisations qui en ont été faites) – à partir du modèle de Cho. Celui-ci est une sorte de Bilan qui permet de comprendre l'État des actifs et passifs à un moment donné dans le pays considéré.

- Les Exportations, les parts de marché internationaux sont ceux qui entraînent une richesse, ces éléments sont obtenus avec les indicateurs de Roland (2013). Le choix n'est pas fortuit, c'est celui qui fait rentrer des devises – enrichissement du pays contrairement à ce qui se vend à l'intérieur. Ces indicateurs permettent de comprendre ce qui s'est passé durant l'année (combien on a obtenu sur le terrain par rapport aux demandes internationales). Cela donne les informations sur les retours apportés par les efforts effectués sur la scène internationale.
- Les variables qui peuvent avoir des impacts sur le plan économique, social et environnemental sont travaillées avec la technique de Gautam, c'est-à-dire que l'on va déterminer les variables qui jouent positivement ou négativement sur le bien-être de l'individu – ces variables sont intégrés dans VENSIM pour avoir une vue globale et au fur et à mesure les informations sont intégrées pour avoir l'effet.

La balance permet alors d'une part de voir les ressources disponibles, les résultats pour se comparer aux autres à travers la part de marché, les exportations – l'analyse avec AMOS permet de voir l'impact des variables mobilisé sur le résultat –donc détecter les actions ayant entraîné impacts négatifs et l'ampleur de ces impacts. Les chiffres ainsi obtenus servent à prendre les mesures qui s'imposent.

Et les informations obtenues de VENSIM permettent de voir où faut-il affecter les ressources pour avoir impacts attendus en termes de développement durable.

Si les trois facteurs peuvent être reliés- sous forme imbriqués – ils donneraient le résultat voulu de chaque action sur les trois facteurs : économiques, sociaux et environnementaux.

6.3.4. Les limites et extensions du modèle élaboré

La recherche effectuée se limite à la partie économique et sociale pour l'analyse de l'impact car des simulations sont nécessaires pour constituer des données sur les facteurs environnementaux. Les PMA ne disposant pas de moyens sophistiqués pour mener de telles analyses, une piste possible serait l'exploitation de données par voie de drones et via des programmes informatiques appropriés. Le modèle dynamique élaboré à partir de l'analyse qualitative pourrait servir à cette fin.

Ce modèle peut être amélioré en apportant une considération du coût de transfert des ressources à l'échelle micro pour les rendre utilisables.

Il faudrait une évaluation fidèle des ressources du pays, un état des lieux fidèle à la réalité, et une gestion transparente et équitable des ressources. La qualité des institutions joue un rôle primordial dans cette démarche de mise en place du modèle.

Pistes de recherches par application du modèle sur un autre PMA ; ou sur une autre CVG. L'élaboration d'un outil informatique qui permettrait d'effectuer des suivis et des simulations en temps réel.

Conclusion du chapitre VI.

Les résultats obtenus de la recherche permettent de comprendre que les facteurs prix et taux de change n'entraînent pas les impacts attendus. Il y a aussi des facteurs qui sont spécifiques au terrain qui peuvent impacter sur la compétitivité durable du PMA. Ces facteurs sont nombreux et méritent d'être quantifiés pour pouvoir faire un suivi. Cependant, pour le moment, il n'y a pas suffisamment de chiffres et tout n'est pas chiffrable. Par contre, il y a plusieurs possibilités pour l'inventaire comme les outils mariant les programmes terrain et à travers le outils comme les drones et l'intelligence artificielle. Il y a un avantage apporté par l'étude mixte : celui de donner une explication plus adaptée au contexte et des facteurs non prévus sur le plan théorique. Les résultats trouvés montrent l'intérêt du mariage de théories issues de différentes disciplines et surtout la possibilité de compléter la nouvelle théorie du commerce internationale en explorant cette voie. L'auteure pense qu'il y a lieu de considérer ces points pour motiver la collaboration inter-disciplinaire et pour avoir de meilleures retombées.

Conclusion de la Partie 2.

La partie 2 est consacrée à l'illustration de l'étude théorique présentée dans la première partie dans la chaîne de valeur globale de cacao. Les informations collectées ont servi au mapping de la chaîne de valeur et permet de décrire la Chaîne de valeur globale et son contexte en général et les différentes méthodes servent à expliquer les atouts (ce qui peut générer de la richesse) et les failles (ce qui peut faire perdre la compétitivité).

La comparaison entre les différentes théories montre que leurs apports sont multiples et les limites varient entre les différentes approches. A ce sujet, le constat est que l'approche classique permet juste de trouver le produit où la spécialisation doit se faire pour accumuler de la richesse par Nation or il y a répartition mondiale du travail avec la CVG. Cette technique ne permet pas non de comprendre les impacts sur le plan social et environnemental.

Le modèle de Cho permet de comprendre l'importance relative des facteurs humains et matériels de manière post ante dans la Nation mais ne permet pas de travailler l'impact puisqu'il s'agit d'un modèle statique.

La CVG permet de comparer par fonction et par situation géographique. Mais pas d'anticiper le futur ni de travailler les impacts sur le plan social et environnemental.

La modèle de croissance appliqué dans la CVG permet d'anticiper l'impact sur le côté économique et social et de travailler les relations de cause à effet avec chiffres mais il y manque le côté environnemental.

Le modèle causal looping travaillé à partir du terrain permet de déceler les facteurs avec cause à effet non chiffrés et de détecter le facteur et les éléments impactant positivement ou négativement le facteur. Ce modèle peut cependant être travaillé en profondeur à travers l'analyse de système mais un inventaire est nécessaire sur les ressources naturelles.

CONCLUSION GENERALE

La problématique de la recherche consistait à identifier comment concilier ouverture et développement durable pour arriver à une compétitivité soutenable et inclusive des PMA. Après une étude littéraire, une analyse économétrique est utilisée pour tester les facteurs prix et dépréciation sur la compétitivité soutenable et complétée par une analyse qualitative. Quatre hypothèses ont été mises à l'épreuve et les principaux résultats sont les suivants. La première hypothèse selon laquelle le facteur ouverture entraîne des effets pervers sur la croissance se trouve vérifiée. La deuxième hypothèse vérifiant si la croissance a des effets néfastes sur le standard de vie des ménages et l'inclusion a aussi été vérifiée. Et la troisième hypothèse mentionnant que le facteur ouverture a des effets directs négatifs sur le standard de vie des ménages et l'inclusion est partiellement confirmée. La quatrième hypothèse sur l'existence de pistes pour aller vers la compétitivité durable est aussi été vérifiée car il y a des facteurs qui sont vérifiés sur le terrain et d'autres qui lui sont spécifiques. De ce qui précède, il peut être déduit qu'il est possible d'arriver à la compétitivité soutenable et inclusive en excluant les facteurs à effets néfastes, en évitant la discrimination sur l'application de la condition de concurrence imparfaite et surtout en considérant les spécificités du PMA par le biais de la territorialisation des facteurs.

Pour y arriver, l'étude sur Madagascar montre que la réponse directe est : en considérant le véritable stock de ressources (possible avec le modèle de Cho mais territorialisé), en laissant la fixation et l'intervention sur le prix du marché aux véritables producteurs conformément aux principes de la concurrence imparfaite et en abandonnant la mesure de dépréciation monétaire (suite à tri des mesures par voie économétrique), et en agissant sur les facteurs spécifiques territorialisés. En effet, il y a des faits qui jouent en faveur et en défaveur de la compétitivité soutenable : c'est le cas des phénomènes vols de plant sur pied, délestage, feux de brousse, arbre d'ombrage qui ne se trouvent pas ailleurs. L'importance du travail sur le prix local est un autre résultat important démontrant l'utilité de combattre les spéculations internationales et nationales. Mais à l'instar des pays qui ont réussi, il un État fort qui va intervenir à chaque fois qu'il y a déséquilibre de la balance (une prise de position que la présente thèse renforce contrairement à la nouvelle théorie de Krugman qui ne prend pas de position claire dessus)

En partant des différents modèles du commerce international, il ne se manifeste qu'aucun des modèles existants ne traitent spécifiquement le cas des PMA. L'apport de ce travail de recherche pourrait contribuer à compléter ce vide dans la littérature.

La recherche a démontré scientifiquement dans le cas de Madagascar que l'ouverture, plus précisément, la dépréciation du taux de change a des effets pervers sur la compétitivité soutenable et inclusive. Cette découverte est très importante pour l'avenir de la compétitivité soutenable et l'inclusion économique du pays.

Durant la réalisation de l'étude, il a été remarqué que le résultat obtenu par mariage de méthodes provenant de différentes disciplines a donné un résultat plus explicatif, c'est-à-dire des informations permettant de mettre en lumière les facteurs à considérer pour aller vers la compétitivité durable. Il est déduit que la théorie du commerce international peut être améliorée par mariage de théories (théorie de croissance et théorie de bien-être) ; ceci confirme l'avis de (Vujisic, 2013).

Sur le plan méthodologique : la combinaison de la méthode économétrique et du test qualitatif permet de mieux expliquer la compétitivité soutenable et l'inclusion ; la méthode de causal looping appliquée avec la méthode d'analyse de discours permet de faire ressortir les facteurs pertinents d'action. Cet apport est très important mais comme il est limité au cas de Madagascar, il devrait faire l'objet d'un test de validation dans d'autres contextes. : étendre l'étude sur d'autres filières, et vérifier le cas des PMA en vue de généraliser, le modèle ou d'effectuer une étude généralisée des PMA par la méthode de panel. Par ailleurs, comme la partie qualitative s'est limitée à être qualitative et que les calculs supplémentaires n'ont pas pu être effectués faute de données, il faudrait envisager une collaboration avec des chercheurs spécialistes en nouvelle technologie notamment en intelligence artificielle afin d'y remédier. Enfin comme seuls les prix et le taux de change ont été testés, il serait bon de voir la possibilité de tester d'autres valeurs ; il en est de même du fait que seule l'inclusion économique ait été considéré, il serait intéressant de voir l'inclusion sociale également.

Les résultats empiriques provenant de ce travail de recherche sont importants pour la politique commerciale et industrielle, les arguments pourraient servir durant les négociations internationales et les études comparatives pourraient servir comme outil pédagogique pour expliquer aux étudiants les différentes théories.

La théorie du commerce international n'est pas suffisante pour traiter la question de compétitivité soutenable et inclusive au 21^{ème} siècle, en plus de l'utilisation des théories des autres disciplines, les chercheurs pourraient aller dans le sens du développement de la théorie du développement durable et inclusif en s'inspirant de la présente étude utilisant l'économétrie.

L'étude révèle clairement qu'il y a des inégalités entre Pays Développés et PMA : même si le contexte a changé et les conditions de concurrence imparfaite permettent d'agir sur le prix. Les PMA sont bloqués par les prix fixés dans les marchés boursiers : il est prouvé scientifiquement dans le cas de Madagascar que le prix mondial est un frein au standard de vie ; or de ce dernier dépend l'inclusion. Ce point mérite un débat universel pour pouvoir restaurer l'équilibre et aller vers l'inclusion économique des pauvres. Le cas de PMA est différent de celui des PED, il y a donc lieu de territorialiser la recherche et cela confirme les dires de Krugman en termes de territorialisation géographique. Ce point est important pour démocratiser la mise en œuvre du Développement durable par le biais de la coopération que prévoit d'ailleurs les Objectifs du développement durable.

La réalisation de la recherche a permis de faire de nouveaux apports sur le plan théorique notamment une connaissance supplémentaire sur le cas des PMA comme la présence sur terrain de ressources spécifiques et de facteurs non prévus par la littérature existante qui peuvent impacter positivement et négativement sur la compétitivité soutenable et l'inclusion.

Cette recherche nous a permis de comprendre ainsi que les inégalités ne se limitent pas au revenu, mais s'étalent aussi aux règles appliquées et que champ de recherche est vaste en commerce international donc plusieurs efforts restent à faire pour garantir l'équité dans le monde.

Par conséquent, les recommandations suivantes sont faites : aux chercheurs : explorer le champ de la pluridisciplinarité et approfondir le modèle ; aux économistes : d'appliquer ce modèle pour pouvoir le perfectionner ; aux décideurs politiques : se servir du résultat dans la politique industrielle et commerciale et lors des négociations internationales sur le commerce et développement durable.

D'où les perspectives suivantes : faire une expérimentation du modèle, avec une cible plus large et prévoir une coopération avec des chercheurs en intelligence artificielle pour avoir des données exhaustives nécessaires en vue d'une meilleure précision du modèle.

Organiser un débat national autour du taux de change et du prix afin de pouvoir mettre cet argument sur la table de négociation ; les Nations Unies, la société civile, le ministère des finances, le ministère de commerce et des industries, les acteurs du cacao, les chercheurs, les enseignants devraient se pencher sur cette question pour éviter que le pays ne s'enfonce davantage dans l'exclusion et dans une compétitivité insoutenable. A noter également qu'ici faute de données, l'inclusion a été juste analysée sur le plan du PIB en parité du pouvoir d'achat et peut être étendue par exemple en travaillant l'accès à l'éducation, la formule genrée pour voir jusqu'où la compétitivité peut réduire les écarts. Pour la recherche future : l'auteure suggère de tester le modèle de compétitivité AMENA selon les normes IFRS pour une meilleure évaluation des ressources naturelles des PMA dont Madagascar. Ce qui permettrait d'avoir un modèle de compétitivité durable et inclusif. La présente thèse est une source d'inspiration mais n'est qu'une goutte face aux possibilités existantes et la collaboration entre chercheurs avec les acteurs sur terrain notamment les stakeholders, les décideurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux pourrait mener loin.

BIBLIOGRAPHIE

- Aart Scholte, J. (2002). *What is Globalization ? The Definitional issue -Again*. Université of Warwick - Centre for the Study of Globalization and Regionalization. Retrieved from <http://hdl.handle.net/11375/28093>
- Abdelhadi Boussas, M. S. (2018). Competitiveness Between Meaningfulness And Meaninglessness. *International Journal of Business and Management Invention (IJBMI)*, 21-31.
- Abdirassoul, A., & Ravelomanana, M. (2022, May). integration dans la chaine de valeur internationale et développement durable: une réflexion à partir du cacao à Madagascar. *Alternatives Managériales Economiques*, 4(2), pp. 702 -722.
- Ahmed, N., Mariott, A., Dabi, N., Lowthers, M., Lawson, M., & Mugehera, L. (2022, Janvier). *Les inégalités tuent*. Royaume Uni: OXFAM International.
- AHMED, N., MARIOTT, A., DABI, N., LOWTHERS, M., LAWSON, M., & MUGEHERA, L. (2022, Janvier). *Les inégalités tuent*. Royaume Uni: OXFAM International.
- Alexandros, P. N., & Metaxas, T. (2016). "Porter vs Krugman" : History, Analysis and critiique of Régional Competitiveness. *Economics and Political Economy*, 16.
- Alginger, K., Barenthaler-Sieber, S., & Vogel, J. (2013). *Competitiveness under new perspectives*. Retrieved from www.forEurope.org Working paper N°44
- ALGINGER, K., BÄRENTHALER-SIEBER, S., & VOGEL, J. (2013). *Competittiveness under new perspectives*. Retrieved from www.forEurope.org Working paper N°44
- Annabi, N., K. ., Raihan, S., Cockburn, J., & and Decaluwe, B. (2005 .). Implications of WTO agreements and domestic trade policy reforms for poverty in Bangladesh: short vs. long rum impacts ”. *Poverty and Economic Policy – MPIA Working paper*.
- Arrion, M. (2021, Février 26). *RFI*. Retrieved from <https://www.rfi.fr/économie/20210226-le-cacao-est-trop-peu-paye/pour-etre-durable/selon-l-ICCO-du-26-2-2021>

- ARRION, M. (2021, Février 26). *RFI*. Retrieved from <https://www.rfi.fr/économie/20210226-le-cacao-est-trop-peu-payé/pour-etre/durable/selon/l-ICCO-du-26-2-2021>
- Baghwati, J., & Panagariya, A. (2013). *Why growth matters :how economoic growth in India reduced poverty and the lessons for other developing countries*. New York: Public affair.
- Bair, J. (2005, June 2). Global Capitalism and Commodity Chains : Looking Back, Going Forward. *Competition & Change Vol 9 N°2*, pp. 153-180.
- BAIR, J. (2005, June 2). Global Capitalism and Commodity Chains : Looking Back, Going Forward. *Competition & Change Vol 9 N°2*, pp. 153-180.
- Balkyte, A., & Tvaronavičiene, M. (2010). Perception of Competitiveness in the context of sustainable development: Facets of “sustainable competitiveness. *11:2,341-365*(doi: 10.3846 / jbem. 2010.17).
- Banque Mondiale. (2020). *Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Questions fréquentes*. Washington DC: Banque Mondiale.
- Bedoui, H. e. (2018, Septembre 18). Quelle vision éthique de la compétitivité ? L'apport des Maqasid charia. *Thèse de Doctorat de l'Université de Lyon*. Lyon, France: ENS Lyon.
- Bedoui, H. E. (2018). *Quelle vision éthique de la compétitivité ? L'apport des Maqasid charia*. Université de Lyon.
- Bellucci, M., & Manetti, G. (2019). *Stakeholder engagement and sustainability reporting*. New York: Routledge (Taylor & Francis Group).
- Berr, E. (2009). Le développement soutenable dans une perspective keynessienne: retour aux sources de l'écodéveloppement. In *Economie appliquée tome LXII, n°3* (pp. 221-244).
- Bhagwati, J., & Srinivasan, T. (2002). Trade and Poverty in the Poor Countries. *American Economic Review Papers & Proceedings*, 1-12.
- Biénabe, E., Rival, A., & Loeillet, D. (2016). *Développement durable et filières tropicales*. Versailles: Editions Quae (CIRAD et AFD).

- Birnie, E., Johnston, R., Heery, L., & Ramsey, E. (2019). A critical review of competitiveness measurement in Northern Ireland. *Taylor & Francis Journals* vol. 53 (10), 1494-1504.
- Carlier, Frederic, Sarzier, & Miguel. (2020). *Atelier. quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation.*
- Carneiro, F. G., & Arbache, J. S. (2003). Assessing the impacts of trade on poverty and inequality. *Applied Economics Letters* , 10 (15), 989 – 994 .
doi:doi:10.1080/1350485032000165421
- Carter, C. R., D.S., & Rogers. (2008). A framework of sustainable supply chain management moving toward new theory. *International journal of physical distribution & logistic management.*
- Cho, D.-S. (1994). A dynamic approach to international competitiveness : The case of Korea. *Asia Pacific business review*, 17-36.
- Cho, D.-S. (1994). A dynamic approach to international competitiveness. The case of Korea. *Asia Pacific Business review*, 1(1), 17-36.
- Cho, D.-S., & Moon, H.-C. (2000). *From Adam Smith to Michael Porter : Evolution of competitiveness theory.* Singapore: Fulsland Offset Printing (S) Pte Ltd.
- CMED. (1987). *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous.* Montréal: Ed. du Fleuve.
- CNUCED. (2019, nov 19). Retrieved from <https://unctad.org/fr/press-material/qui-sont-les-pays-moins-avances-0>
- CNUCED. (2019). *Qui sont les pays les moins avancés ?* Geneva: UNCTAD/PRESS/IN/2019/04.
- CNUCED. (2020). *Rapport 2020 sur les Pays Moins Avancés.* Genève: Nations Unies.
- CNUCED. (2021). *Developpement Economique en Afrique : Contribution potentielle de la Zone de Libre Echange Continentale de l'Afrique à une croissance inclusive.* Geneve : CNUCED.
- Commission, E. (2001). *European Competitiveness Report 2001.* Brussels: DG for Enterprise and Industry.

- Cororaton, C. B., Cockburn, J., & Corong, E. (2005). Doha scenario, trade reforms, and poverty in the Philippines: a CGE analysis ” . *Poverty and Economic Policy- MPIA Working Paper*.
- David, F. (1982). *Le commerce international à la dérive*. France: CALMANN-LEVY.
- D'Cruz, J., & Rugman, A. (1992). *New concepts for Canadian Competitiveness*. Canada: Kodak.
- Dijk, M. P., & Trienekens, J. (2012). *Global Value Chain : Linking Local Producers*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- DIJK, M. P., & TRIENEKENS, J. (2012). *Global Value Chain : Linking Local Producers*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Dollar , D. and Kraay , A. 2004 . Trade, growth, and poverty . (n.d.). *Economic Journal* , 114 (493) : 49. doi: doi:10.1111/j.0013-0133.2004.00186.x
- Dollar, D., & Kraay, A. (2004). Trade, Growth, and Poverty*. *The Economic Journal*, 114(493), . doi:10.1111/j.0013-0133.2004.00186.x , 22-49.
- Dreze, J., & Sen, A. (2013). An uncertain glory : India and its contradiction. *Princetown uP*, Princetown.
- Duk, M. P., & Trienekens, J. (2012). *Global Value Chain : Linking Local Producers*. Amsterdam: Amsterdam University Press.
- El Jabri, S., & Abdelkader. (2020, July). L'impact de la corruption sur la croissance et le développement humain : Une étude exploratoire dans le contexte Africain. *Alternatives Managériales Economiques [S.I]*, v;2, n.3, 459-'479. doi:https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v2/3.22186
- Elkington, J. (1998). *Cannibals with Forks: The Triple Bottom Line of 21st Century Business*. Gabriola Island: New Society Publishers.
- Encyclopaedia Universalis*. (2019, May 1). Retrieved 6 23, 2019, from <http://www.universalis.fr/encyclopedie/competitivite/>
- Fages, C. (2021, Février 26). *RFI*. Retrieved from Economie: <https://www.rfi.fr/fr/économie/202102226-le-cacao-est-trop-peu-payé-pour-etre-durable>

- Fernandez, A. (2021, 4 15). *La théorie des parties prenantes*. Retrieved avril 15, 2021, from www.piloter.org/strategie/theorie-parties-prenantes.htm
- Gautam, N. (2004). Analyzing the Sustainable Development Indicators of Nepal using System Dynamics Approach. (pp. 1-24). South Korea: Hankook University of foreign studens.
- Gautam, N. (2013). A Theoretical Framework for Dynamic Modeling of Sustainable Development Indicators in Nepal. *Dev. and Glob. stud*, 1(1), 3- 24.
- Gautam, N. (2014). Analyzing the Sustainable Development Indicators of Nepal using System Dynamics Approach*.
- Geck, M., Weng, X., Bent, C., Okereke, C., Murray, T., & Wilson, K. (2013). Breaking the impasse : towards a new regime for international climate governance. *Climate policy*, 777-784.
- Gérard, F., & Boussard, J.-M. (2003). *La politique agricole commune européenne handicape-t-elle vraiment le développement des Pays du Sud ? Analyse des résultats du modèle mondial ID (Modèle International Dynamique pour l'étude du Développement durable et de la Distribution des revenus)*. CIRAD-AMIS.
- Guérineau, S., & Jeanneney, S. (2003). Politique de change et inflation en Chine. *Revue d'économie politique*, 199-232.
- Gulati, A., Knif, J., & Kolari, J. W. (2013). Exchange Rate shocks and Firm competitiveness in Small, Export -Oriented Economy : The Case of Finland. *Multinational Finance Journal* vol. 17 No. 1/2, 1-47.
- Gupta, J., Baud, I., Bekkers, R., Bernstein, S., Boas, I., Vincent, C., . . . Zoomerein, D. v. (2014). *Sustainable Development Goals and Inclusive Development*. Tokyo: United Nations University Institute for the Advanced Study on Sustainability.
- GUPTA, J., BAUD, I., BEKKERS, R., BERNSTEIN, S., BOAS, I., Vincent, C., . . . ZOOMEREN, D. v. (2014). *Sustainable Development Goals and Inclusive Development*. Tokyo: United Nations University Institute for the Advanced Study on Sustainability.
- Harrison, G. W., Rutherford, T. F., & Tarr, D. G. (2003 .). Trade liberalization, poverty and efficient equity . *Journal of Development Economics* 71 (1) , 97 – 128. doi:doi:10.1016/S0304-3878(02)00135-9

- Herciu, E., & Mauricio. (2017). *From the concept to the measurement of the sustainable competitiveness*.
- Himanshu, R., & Sen, A. (2010). Towards new poverty lines for India. *Economic and Political Weekly* 45 (1), 2.
- ICCO. (2018). Conférence Internationale sur le Cacao.
- IFDD (Director). (2020). *Cours Développement Durable* [Motion Picture].
- investopedia. (2021). Retrieved from <https://www.investopedia.com/articles/093015/4-countries-produce-most-chocolate.asp>
- JABRI, S. E., & ABDELKADER. (2020, July). L'impact de la corruption sur la croissance et le développement humain : Une étude exploratoire dans le contexte Africain. *Alternatives Managériales Economiques [S.I.]*, v;2, n.3, 459-'479. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v2/3.22186>
- Jallab, M. S. (2012). Croissance inclusive, réduction de la pauvreté et dynamique des inégalités dans les pays en développement : une lecture critique. In L. Abdelmalki, J. P. Allegret, F. Puech, M. S. Jallab, & A. Silem, *Développements récents en Economie et Finances Internationales* (pp. 339-354). Armandt colin.
- JALLAB, M. S. (2012). Croissance inclusive, réduction de la pauvreté et dynamique des inégalités dans les pays en développement : une lecture critique. In L. Abdelmalki, J. P. Allegret, F. Puech, M. S. Jallab, & A. Silem, *Développements récents en Economie et Finances Internationales* (pp. 339-354). Armand colin.
- JALLAB, M. S. (2012). Croissance inclusive, réduction de la pauvreté et dynamique des inégalités dans les pays en développement : une lecture critique. In L. Abdelmalki, J. P. Allegret, F. Puech, M. S. Jallab, & A. Silem, *Développements récents en Economie et Finances Internationales* (pp. 339-354). Armandt colin.
- Jubaudot. (2021). *Concurrence pure et parfaite*. Retrieved from Jubaudot: www.jubaudot.fr/Economie/concurrpure.html)
- Kaeraa, M.-F. (2011). *LINKING UP THE VALUE CHAIN: Assessing The Inter-Firm Linkages That Make Up The International Global Value Chains Of South African Wine And Its Effect On Pro-Poor Economic Growth*.

- Kane, M., & Hamwey, R. (2017). *Examen National de l'Expoert Vert de Madagascar : étude de base de la CNUCED*. UNCTAD.
- Kaplinsky, R. I., & Morris, M. (2001). *A handbook for value chain research*. disponible à l'adresse www.ids.ac.uk/global accédé 13/4/2022: IDRC disponible à l'adresse www.globalvaluechains.org/docs/VchNovoI.pdf.
- KAPLINSKY, R., & MORRIS, M. (2001). *A handbook for value chain research*. disponible à l'adresse www.ids.ac.uk/global accédé 13/4/2022: IDRC disponible à l'adresse www.globalvaluechains.org/docs/VchNovoI.pdf.
- Koomson, D. (2021, Aout 8). *Ghanaweb*. Retrieved from www.ghanaweb.com
- KRUGMAN, P. (1994). *Competitiveness A Dangerous Obsession*. Retrieved from <http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/fora73&id=226&div=&collection=>
- Krugman, P. (1994). Competitiveness : A dangerous obsession. . *Foreign Affairs* 73(2), 28-44.
- La Toupie*. (2020, 12 1). Retrieved from Toupictionnaire: www.toupie.org/Dictionnaire
- Lam'Hammdi, H., & Makhtari, M. (2021, aug.). L'intégration du Maroc dans les Chaînes de Valeur Mondiales : Le cas du secteur aéronautique. *Alternatives Managériales Economiques* [S.I], v.2, n.1, 270-288. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v21119452>
- Lemi, A. ,. (2011). Trade Liberalization and Change in Poverty Status in Rural Ethiopia: What are the Links? *International Economic Journal* 26(4), pp. 609–633. doi: <https://doi.org/10.1080/10168737.2011.616520>
- Lémi, A. (2011). Trade liberalization and Change in Poverty Status in Rural Ethiopia : what are the links?
- Magnusson, L. G. (2003). *Mercantilism. In A Companion to the History of Economic Thought*. (J. E. Warren J. Samuels, Ed.) doi:<https://doi.org/10.1002/9780470999059.ch4>
- Mbandza, J. (2009). Pauvreté et pertinence des modèles de croissance dans les pays en développement. *Annales de l'Universit Mariem Nguabi*, 94-107.

- Microeconomie*. (2020, 5 1). Retrieved from cairn info: <https://www.cairn.info/microeconomie-9782130729983>
- Moon, H.-C., & Cho, D.-S. (2000). National Competitiveness : a nine-factor approach and its empirical application. *Journal of International Business and Economy*.
- Nallari, R., & Griffith, B. (2007). *Understanding Growth and Poverty : theory, policy and empirics*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.
- NALLARI, R., & GRIFFITH, B. (2007). *Understanding Growth and Poverty : theory, policy and empirics*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.
- Nallari, R., & Griffith, B. (2011). Poverty, National Income, and Economic Growth in "Understanding Growth and Poverty : theory, Policy and Empirics. *The International Bank for Reconstruction and Development/ The World Bank*, 21.
- Ngono, L. J. (2020, Oct.). Développement Financier et inégalités de revenus en Afrique Subsaharienne : Une analyse panel VAR. 326-346. *Alternatives Manageriales Economiques*. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v214.23397>
- NGONO, L. J. (2020, Oct.). Développement Financier et inégalités de revenus en Afrique Subsaharienne : Une analyse panel VAR. 326-346. *Alternatives Manageriales Economiques*. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v214.23397>
- Norton, R. (2016). *The Competitiveness of Tropical Agriculture*. USA: Academic Press .
- OMC. (2005, Novembre 18). *OMC: NOUVELLES 2005*. Retrieved from Examen de deux proposition sur le coton pour la Conférence de Hong Kong: www.wto.org/french/news_f/news05_f/cotton_18nov05_f.htm
- OMC. (2020, 5 1). *Mesures sanitaires et phytosanitaires* . Retrieved from Organisation Mondiale du Commerce: https://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/sps_f/spsund_f.htm
- OMC. (2022, 5 14). Retrieved from Trauvau avec d'autres organisations : l'OMC et la Banque Mondiale: www.wto.org/french/thewto_f/coher_f/wto_wb_f.htm
- OMC. (2022, 5 11). *Comprendre l'omc - pays mons avancés* . Retrieved from World Trade Organisation: https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/org7_f.htm

- OMC, & BM. (2019). *Rapport 2019 sur le développement des chaînes de valeur mondiales*. Geneva: OMC. Retrieved from https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/gvcd_report_19_f.htm
- Osmani, S. (2005). *Defining Pro-Poor Growth*. Washington: International Poverty Center-UNDP.
- OSMANI, S. (2005). *Defining Pro-Poor Growth*. Washington: International Poverty Center-UNDP.
- Park. (2016). *Value chain in Commerce International*. Geneve: OMC et Fung Global Institute.
- Park. (2016). *Value chain in Commerce International*. Geneve: OMC et Fung Global Institute.
- Park, A., Nayyar, G., & Low, P. (2013). *Supply Chain Perspectives and Issues : A Literature Review*. WTO Publications & Fung Global Institute.
- Pesqueux, Y. (2017). Robert E. Freeman et la théorie des parties prenantes en question . *HAL* , 23.
- Pilorgé, É., Evrard, J., Flenet, F., Pinochet, X., & Reau, R. (2006, Novembre 15). Colza et apports azotés : enjeux d'une compétitivité durable et voies de recherche. *OCL*, 13(6), pp. 378-383. doi:<https://doi.org/10.1051/ocl.2006.0088>
- Porter, M. (1990). *The Competitive Advantage of Nations*. New York: The Free Press.
- Porter, M. (1990). *The competitive advantage of nations*. New York: Free Press.
- Rainelli, M. (2003). *La nouvelle théorie du commerce international*. Paris: la Découverte.
- RAINELLI, M. (2013, Septembre). La politique à l'heure de la Mondialisation. *Problèmes économiques : comprendre les politiques économiques cahier n°4*.
- Rainelli, M. (2013, Septembre). La politique à l'heure de la Mondialisation . *Problèmes économiques : comprendre les politiques économiques cahier n°4*.
- Rainelli, M. (2019). Internationalisation des échanges et croissance. In Dans : Agnès Bénassy-Quéré éd., *Les enjeux de la mondialisation: Les grandes questions économiques et sociales III* (pp. 7-22). Paris: La Découverte.
- Ricardo, D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html.

- Rodrik, D. (2008). The Real Exchange Rate and Economic Growth. *Brookings Papers on Economic Activity*, 365-439.
- Rodrik, D. (2008). The Real Exchange Rate and Economic Growth. *Brookings Papers on Economic Activity*, 365-439.
- Rodrik, D. (2008). The Real Exchange Rate and Economic Growth. *Brookings Papers on Economic Activity*, 365-439.
- Roegen, N. G. (1995). *La décroissance : Entropie, Ecologie -Economie*. Québec: Gemma Paquet.
- Rudra, N., & Tirone, D. C. (2017). Trade, Politics, and the Poor : Is Sen Right and Bhagwati Wrong? *Studies in comparative International Development* 52.1, 1-22. doi:10.1007/s12116-016-9231-9
- Sargsyan, A. (2018). Export Competitiveness: Assesment Through the Balassa Index (The Case of Armenia). doi:10.20944/preprints201806.0253.v1.
- Savitz, A. .. (2013). *The Triple Bottom Line: How Today's Best-Run Companies Are Achieving Economic, Social and Environmental Success - and How You Can Too, Revised and Updated*. San Francisco, CA: Jossey-Bass.
- Schneemann, J., & Vredeveld, T. (2015). *Guideline for value chain selection*. Eshborn: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).
- Schneemann, J., & Vredeveld, T. (2015). *Guidelines for value chain selection: Integrating economic, environmental, social and institutional criteria*. Frankfurt am Main , Germany: International Law Organization.
- Sharma, K. .. (2005). Trade policy, poverty and inequity in Nepal . . *South Asia Economic Journal* , 6 (2), 241 – 250 . doi:doi:10.1177/139156140500600205
- Silitonga, R. Y., Bahagia, S. N., Simatupang, T., & Siswanto, J. (2013). Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using Hierarchical Multi- Level System Approach. (<http://dx.doi.org/10.3926/jiem.1582>), pp. 103-110.
- Silitonga, R. Y., Bahagia, S. N., Simatupang, T., & Siswanto., J. (2013). Modeling the Competitiveness of Indonesian Palm Oil Industry : A Conceptual Model Using

- Hierarchical Multi- Level System Approach. (<http://dx.doi.org/10.3926/jiem.1582>), pp. 103-110.
- Slinger, G., & Deakin, S. F. (1999). *Company law as an instruments of inclusion : re-regulating stakeholder relations in the context of takeovers* (Vol. 145). Cambridge: ESRC Centre for Business Research.
- Smith., A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*. Québec:
http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html.
- Snieška, V., & Bruneckiene, J. (2009.). Measurement of Lithuanian Regions by Regional Competitiveness. *Engineering Economics* (1), 45-57.
- Suarez, A. (2010). *Commerce International et Environnement*. Paris: HACHETTE.
- Tietenberg, T., & Lewis, L. (2016). *Economie de l'environnement et développement durable*. Paris: Nouveaux Horizons.
- Tomasz, S., & Aldona, Z. (2014). Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research. *Oeconomia* 13(1), 91-108.
- Tomasz, S., & Aldona, Z. (2014). Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research. *Oeconomia* 13(1), 91-108.
- TOMASZ, S., & ALDONA, Z. (2014). Competitiveness in the economic concepts, theories and empirical research. *Oeconomia* 13(1), 91-108.
- Tyson, L. D. (1992). *Who's Bashing Whom : Trade conflict in High Technology Industries*. Washington, D.C: Institute for International Economics.
- TYSON, L. D. (1992). *Who's Bashing Whom : Trade conflict in High Technology Industries*. Washington, D.C: Institute for International Economics.
- UICN, WWF, & PNUE. (1980). *Stratégie Mondiale de la conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable*. (p. 20). FAO.
- UNCTAD. (2019, novembre 19). *Prospérité pour tous*. Retrieved from unctad.org/press:UNCTAD/PRESS/IN/2019/004
- UNFCCC. (2015). *Convention Cadre sur les changements climatiques. Accord de Paris*. Paris.

- Votsoma, P., & Mohammadou, N. (2020, Oct.). Institutions économiques, commerce international et croissance économique dans un contexte de dépendance des ressources naturelles. 387-406. *Alternatives Managériales Economiques* [S.I.], v.2, n.4. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v214.23400>
- VOTSOMA, P., & MOHAMMADOU, N. (2020, Oct.). Institutions économiques, commerce international et croissance économique dans un contexte de dépendance des ressources naturelles. 387-406. *Alternatives Managériales Economiques* [S.I.], v.2, n.4. doi:<https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v214.23400>
- Vredeveld, J. S. (2015). *Guidelines for value chain selection integrating economic, environmental, social and institutional criteria*. Italy: GIZ et ILO, druckriegel GmbH.
- Vujisic, M. (2013, 7 20). *Les nouvelles théories du commerce international*. Retrieved 2013, from www.creg.ac-versailles.fr/IMG/pdf/Les_nouvelles_theories_CI.pdf
- World Bank. (2022). *Perspectives Économiques de Madagascar : Surmonter la Tempête (French)*. Washington, D.C.: World Bank.
- WTO. (2020, Mai 1). *Organisation Mondiale du Commerce*. Retrieved from Les obstacles techniques au commerce: www.wto.org/french/tratop_f/tbt_f/tbt_f.htm
- Wziatek-Kubiak, A. (2006). On Essence and Measurement of Changes in Competitiveness of the Accession Countries. Critical Review of Literature. (C.-C. f. Research, Ed.) *CASE Network Studies and Analyses 0321*.
- Zhang, P., & London, K. (2013). Towards an internationalized sustainable industrial competitiveness model. *Emerald*, 96-113.

ANNEXES

ANNEXE I.	LE PLANT DE CACAO	236
ANNEXE II.	LA FEVE DE CACAO DE MADAGASCAR.....	237
ANNEXE III.	ÉVOLUTION DE LA PAUVRETE POUR 2,15\$ PAR JOUR ENTRE 1981-2004	238
ANNEXE IV.	ÉVOLUTION DE LA PAUVRETE POUR 1.08 A 2,15 USD.....	239
ANNEXE V.	ÉVOLUTION DE LA PAUVRETE MADAGASCAR MOINS DE 1,08 USD/JOUR DE 1980 A 2012 .	240
ANNEXE VI.	COMPTE -RENDU REUNION AVEC M. NEILS	241
ANNEXE VII.	ANALYSE APRES ENQUETE SUITE ENTRETIEN M. NEILS	243
ANNEXE VIII.	REVUE CRITIQUE DE CHO ET PORTER	244
ANNEXE IX.	REVUE HISTORIQUE DES THEORIES	245
ANNEXE X.	PRESENTATION DU MODELE PROSPECTIF (STATIQUE AVEC DYNAMIQUE)	249
ANNEXE XI.	JUSTIFICATION CHAINE DE VALEUR GLOBALE	251
ANNEXE XII.	LES GRAPHIQUES SUR LES LIENS DE LA CHAINE DE VALEUR MONDIALE.....	252
ANNEXE XIII.	ÉLEMENTS IMPORTANTS POUR MA THESE ET ECRITS Y AFFERENTS.....	253
ANNEXE XIV.	SYNTHESE DE LA THESE.....	264
ANNEXE XV.	ARGUMENTS JUSTIFIANT LA THESE	265
ANNEXE XVI.	LE SYSTEME HIERARCHIQUE S'APPLIQUANT A LA FILIERE	266
ANNEXE XVII.	FACTEURS COMPOSANTS LE MODELE DE CHO.....	267
ANNEXE XVIII.	INFORMATIONS SUR LA CHAINE DE VALEUR GLOBALE DU CACAO.....	268
ANNEXE XIX.	ETAT DE LA CROISSANCE INCLUSIVE EN AFRIQUE	272

Annexe I. Le plant de cacao



Figure 26 : Le plant de cacao
(Source : Auteure, salon du cacao en 2017)

Annexe II. La fève de cacao de Madagascar



Figure 27 : La fève de cacao de Madagascar

(Source : Auteure, salon du cacao en 2017)

Annexe III. Évolution de la pauvreté pour 2,15\$ par jour entre 1981-2004

Tableau 27. Évolution pauvreté 2.15\$ par jour entre 1981-2004

désignati o	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	2002	2004
2,15\$ /jr au PPP 1993									
East asia et pacific	84,8	77,17	68,53	69,73	65,04	52,49	49,34	41,68	36,58
Chine	88,12	79	68,64	72,16	68,13	53,34	50,05	40,94	34,89
Inde	88, 92	87,89	86,98	86,30	85,33	84,12	82,67	81,37	80,36
Afri sub saharien ne	74,52	76,98	77,36	77,05	76,09	76,é	75,85	73,81	71,97

La baisse de la pauvreté à l'indice 2.15\$ par jour entre 1981 et 2004 est de l'ordre de 55% en Asie de l'Est et au Pacifique. En Chine le recul de la pauvreté à l'indice 2.15\$ par jour est de 54%. ; Mais en Afrique Subsaharienne, la baisse très faible de de 3% seulement.

(Source : BM, 2007, Constats Auteure, 2019)

Annexe IV. Évolution de la pauvreté pour 1.08 à 2,15 USD

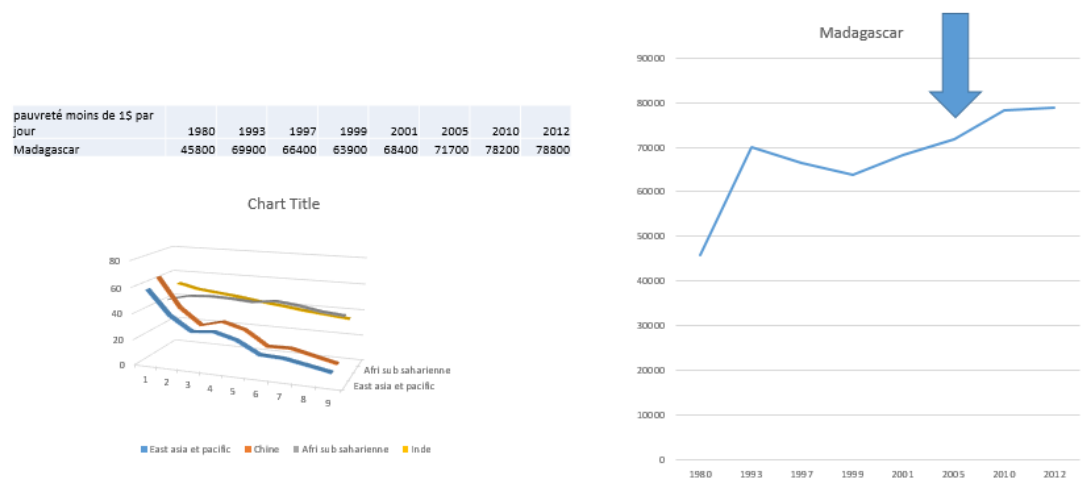
Tableau 28. Évolution de la pauvreté pour 1.08 à 2.15 USD entre 1981 et 2004

désignati o	1981	1984	1987	1990	1993	1996	1999	2002	2004
1,08 \$ /jr au PPP 1993									
East asia et pacific	57,73	39,02	28,23	29,84	25,23	16,14	15,46	12,33	9,05
Chine	63,76	41,02	28,64	32,98	28,36	17,37	17,77	13,79	9,90
Afri sub saharien ne	42,26	46,2	47,22	46,73	45,47	47,72	45,77	42,63	41,10
Inde	51,75	47,94	46,15	44,31	41,82	39,94	37,66	36,03	34,33

Les taux de pauvreté par continent ont baissé entre 1981 et 2004 mais essentiellement dans les pays de l'Asie et du Pacifique où ils sont passés de 57, 76% à 9,05% : soit une baisse de 48, 71% % . Le taux le plus importante est celui de la Chine car il passe de 63,76% à 9,90% soit une baisse de 54% Le recul de pauvreté en Afrique Subsaharienne est juste de 1,16% (42, 26% à 41,10%). L'Asie se trouve donc en tête de liste.

(Source : données BM, 2007, Constats Auteure, 2019)

Annexe V. Évolution pauvreté Madagascar moins de 1,08 USD/jour 1980 à 2012



(Source Auteure à partir chiffres Raj Nallari, 2007 et Usherbrooke, 2021)

Annexe VI. Compte -rendu réunion avec M. Neils

Compte-rendu de la réunion virtuelle avec M. Niel Kelsall sur WhatsApp –

contact : 00 44 7834 609594 E-mail neil.kelsall@chocolatmadagascar.com

www.raisetrade.com est le site qui permet de voir les causes qu'ils sont en train de défendre.

Concept utilisé : raise trade et non fairtrade

Depuis 2004 : UK sachant que le PIB par habitant à Madagascar est très minime, celui de UK faisant 100 fois celui de Madagascar- il trouve que c'est parce qu'il n'y a pas de valeur ajoutée à Madagascar et que les valeurs ajoutées créées ailleurs permettent aux pays riches de ramasser beaucoup de taxes leur permettant d'avoir des soins, des aides etc.

Ils ont donc décidé d'aider la Chocolaterie Robert à créer de la valeur à Madagascar.

M Neil est spécialisé en engineering (electronic – Philipps – export) a déjà été le Directeur Marketing de Philipps aux USA – s'occupe du Marketing International et de la production Internationale.

Son intérêt principal : défendre le droit des PMA par la stratégie de création de valeur –
idée : réduire l'

Son réseau contient : design- finances- marketing –ventes

Ils ont fait Mozambique : les cashews - Grapes Afrique du Sud – Coffee Uganda (packaging)

Ils ont joint strategy avec owner and joint program

Ils ont commencé par le Chocolate Bar selon les demandes des pays de l'Ouest

UK, puis Suède Germany et USA

Il a formé aussi Madecasse en 2006 et 2008 CINAGRA industry a aussi vu le jour à Mcar et emploie beaucoup de personnes

Le produit : Chocolat Madagascar a été lancé

Il est impossible de rentrer en compétition avec les pays de l'Europe qui achètent le cacao à prix dérisoire des pays où il y a l'esclavage

L'USP dont ils se sont servis c'est la transformation « fresh » et « high end cocoa » avec « natural flavour »

Les prix des chocolats en détail peuvent être vus sous Amazon

Cadbury et Suchard sont les cheap 90%

Premium entre 5 et 7 euros avec Cocoa 100%

Big companies: massive import from Ivory Coast is a serious issue

Pour Madagascar la monnaie circule à Madagascar dans son GDP

Depuis 2004, il y beaucoup d'effort pour healthy contre diabete chemical productions : c'est la tendance de se soucier de l'origine des produits

Voici la répartition de coût

Si 1^E de produit – 10 cents shipping – Duty (pour Mcar c'est free) mais peut aller jusque 5%

Importateur paie 1 euro , les Duty et le transport et le Warehouse wages

Comme le GDP est 100% higher, 50 ou 60 % et plus de marge

Retailer cst nb /.6 x marge/2 et local VAT d e20%

1 E arrive alors à 4 euros dont 0.1 euru pour une valeur dde de 1^E

Robert avec la plantatio emploie aux environs d e100 employés

Voir www.raisetrade.com/problem.html pour les problemes

Annexe VII. Analyse après enquête suite entretien M. Neils

Mon analyse de la situation après enquête terrain et l'entretien avec M Neil

Leur stratégie a permis d'augmenter le GDP mais la répartition de richesse n'est pas équitable : les paysans , les groupes défavorisés n'ont pas gagné plus mais se sont appauvris. Donc pour plus de justice et pour un win win, il faut plus de RSE : pour ce faire, une réglementation, une responsabilisation est nécessaire. Mais il faut chercher la cause.

Ma démonstration devrait donc aller vers la sortie des chiffres économiques, sociaux et surtout voir comment arriver à une situation Win Win. Est-ce le commerce équitable ? ou quoi ? et Comment y arriver pour le bien-être de tous ?

Source : Auteure

Annexe VIII. Revue critique de Cho et Porter

Mon principal argument est que les concepts et modèles de compétitivité ne correspondent pas aux réalités des PMA et ces modèles ne traitent pas de la durabilité

Pour justifier cela, je compare les facteurs considérés et me rend compte que la plupart des modèles sont travaillés soit pour les pays développés (Porter) soit pour pays en développement (Cho). Même si Cho parle un peu de least developed (PMA) son étude porte sur la Corée qui est passée de pays en développement à développé

Pour l'analyse de son projet, Porter utilise les revenus (ce qui n'est pas logique car différent d'un pays à un autre –celui qui est developing chez lui est plutôt développé chez nous. Pour développer son projet, il utilise les facteurs du diamant qui ignorent les ressources humaines et naturelles. Pour Cho il met le tout

En considérant le gouvernement comme endogène. Leurs arguments sont utiles pour évaluer les effets sur le plan économique mais la limite est que l'impact social environnemental est ignoré.

Cela amène pour moi les questions suivantes : comment jongler entre compétitivité et durabilité ? peut-on parler de durabilité quand on est PMA ? quels sont les facteurs à considérer si l'on veut développer la compétitivité tout en songeant aux générations présentes et future ?

Les travaux de Porter permettent de trouver la compétitivité des industries pour évaluer la compétitivité de nation. Mais les économistes trouvent que c'est vide de sens car la compétitivité de nation c'est macro et l'autre c'est micro ; mais lui il justifie son point de vue en disant que la compétitivité est question d'industrie et non de nation – ce ne sont pas les nations qui sont en compétition mais les entités.

La relation macro méso micro est aussi démontrée par Lemaire – car le développement micro se fait par rapport aux mesures macro et ce qui se passe au niveau micro impacte le résultat au niveau macro

Cette relation est d'autant plus claire lorsque Roland travaille la compétitivité de la filière palme huile selon une approche système et CIRAD confirme ce lien pour les pays de l'Afrique Sub-saharienne

(Source : auteure)

Annexe IX. Revue historique des théories

Théories	Contenus	sources
Mercantilisme (15-17 ^e siècle)	La valeur de tout ce qui est vendu aux étrangers (foreigners) doit être plus grand que la consommation de leurs produits	(Juan, Lara, & Parra, 2017)
Mercantiliste (16 ^e siècle)	Pour mercantilisme : le commerce extérieur (foreign trade) est un jeu à somme nulle (les gains d'un pays sont les déficits d'un autre – Hidalgo Captan, 1998)	Proposal of model to measure competitiveness through factor analysis
Milieu 17 ^e siècle (Physiocrate)	La richesse d'une nation dépend de la quantité de métal précieux dont elle disposait Commerce : jeu à somme nulle (préconisait fermeture frontière pour éviter la fuite de l'or)	
Adam Smith - Théorie classique de 1776	Critique la théorie mercantiliste, pour lui c'est une sum-sum gum : tous les partenaires commerciaux peuvent bénéficier avec le coût unitaire le moins élevé, basé sur l'avantage absolu » Remise en question de la vision mercantiliste. La richesse (croissance économique) émane de la division du travail, de la spécialisation) Adam Smith : Il est dans l'intérêt de chacun « d'employer son industrie tout entière dans le genre de travail dans lequel il a quelque avantage sur ses voisins, et d'acheter toutes les autres choses dont il peut avoir	(Juan, Lara, & Parra, 2017)

Adam Smith (18 ^e siècle)	besoin, avec une partie de produit de cette industrie » ou ce qui est la même chose, avec le prix d'une partie de ce produit (Smith, 1776 p. 257) Critique : valable au niveau national n'en serait pas autrement dans les échanges internationaux Dotations au début en ressource naturelle, ou l'avance technologique sont favorables lorsque les pays disposent un certain nombre de secteurs à avantages absolus Limites :exclut les nations qui ne disposent pas d'avantage absolu	
Ricardo 1971 19^e siècle théorie ricardienne	Le pays à technologie supérieur se spécialise dans la fabrication de ce produit où il a avantage absolu et celui à technologie inférieure, là où il a l'avantage absolu la moins désavantageuse (Cho, Moon 2013) - règle de l'avantage comparatif Modèle basé sur le commerce expliqué par le niveau de productivité des Nations (mais n'explique pas pourquoi ces différences existent) En permettant une meilleure allocation des ressources et des facteurs de production, le commerce international est à l'origine d'un gain mutuel partagé entre les différents partenaires Ricardo : approche basée sur comparaison de productivité et avantages comparatifs : (couts relatifs) S'appuie sur différence en termes de technique de production pour expliquer la spécialisation et donc du commerce international Aujourd'hui les avantages comparatifs ne permettent plus d'expliquer la structure des échanges	(Juan, Lara, & Parra, 2017)
Eli Heckscher (1949) et Bertil Ohlin (1933) Factor endowment theory	Les nations diffèrent dans les endowments à 3 déterminant de la production (capital, force de travail et ressources naturelles) Jones 2011	(Juan, Lara, & Parra, 2017)

Théorie néo-classique	ont utilisé notion de dotations relatives en facteurs de production	
Prolongement : Hecksher-Ohlin-Samuelson	hétérogénéité internationale du travail	
W. Leontief :	construction de dotations initiales	
Rybszynski :	différences technologiques	
R. Vernon :	Malgré tout une partie du commerce mondial échappe au cadre théorique des avantages comparatifs : commerce intra branche, importance de rendements croissants et des économies d'échelle ou tout simplement le fait que le commerce ait lieu entre P de niveau de Dvpt et de dotations identiques Plusieurs éléments se trouvent dans recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations d'Adam Smith	
Théorie moderne (Paul Krugman 1979) Depuis fin 1970 nouvelle theorie du commerce international	L'avantage comparatif est mesuré par la productivité provenant de l'endowment de 3 facteurs et par facteur comme : investissements en labor capabilities, specialized infrastructure, supplier networks, technology watch (entre autres) – Travkina & Tvaronavienne 2010) La nvelle théorie du Commerce international complètement remis en question les certitudes sur lesquels s'appuyaient la théorie traditionnel de l'équilibre général à la concurrence pure et parfaite en passant par l'avantage comparatif	(Juan, Lara, & Parra, 2017)
Théorie de	La prospérité d'une Nation dépend de sa compétitivité	(Juan, Lara, &

l'avantage compétitif (Michael Porter 1990)	qui est basée sur la productivité à partir de laquelle il produit des produits et services. Politique macroéconomique, institutions légales solides, politiques stables sont les conditions nécessaires mais pas suffisante pour économie prospère. La compétitivité est basée sur des bases microéconomiques des Nations : Comprendre les bases microéconomiques de la compétitivité est vitale pour politique économique national (Hergnyan, Gabrielyan, & Makaryan 2008 P.13, Porter 1990	Parra, 2017)
Krugman	Le changement au niveau de standard de vie des citoyens est déterminé par les facteurs domestiques lié à la productivité (facteurs microéconomiques) mais pas due à la productivité reliée à autres pays mais plutôt due à productivité domestique. Donc compétitivité est manière poétique pour dire productivité mais ce terme n'a aucune utilité dans contexte international ; Le terme compétitivité de Nations est incorrect (Krugman, 1994)	(Juan, Lara, & Parra, 2017)
Théorie classique et moderne	Pas mutuellement exclusives – non séparables (avantages compétitifs et avantage comparatifs : complémentaires dans politique industrielle et commerciale (Iombana & Rozas Gutierrez, 2009)	(Juan, Lara, & Parra, 2017)

Source : (Juan, Lara, & Parra, 2017)

Annexe X. Présentation du modèle prospectif (statique avec dynamique)

L'input est adapté du modèle de Cho par rapport aux réalités du PMA (contient les ressources)

le milieu est le modèle DYNAMIQUE doit permettre de prévoir les outputs en fonction de l'input travaillé et garantir un positionnement par rapport à la concurrence. Le modèle étant testé dans le cadre d'une globalisation, devrait permettre de travailler la relation matière première et part de marché (comme prévu par Roland Silitonga) mais avec différence :

- ✓ Les ressources spécifiques au contexte- C'est l'aspect statique du modèle (Cho et Moon 2000)
- ✓ **Le modèle dynamique** : est un adapté de Silitonga et al. 2013 - la chaîne de valeur globale contient comme input la MP et comme Output la compétitivité globale –
- ✓ Le second output est la triade économique, social et environnemental. Ces impacts servant à vérifier si le développement durable y est et dans quel cas économique, social, et environnemental sont balancés (selon Rapport Brundtland, 1985)
- ✓ La Balance Amena va compléter le tout.

l'output devrait être économique social et environnemental et mettre en relation les instances internationales et nationales.

Ce qui donnerait un modèle comme suit :

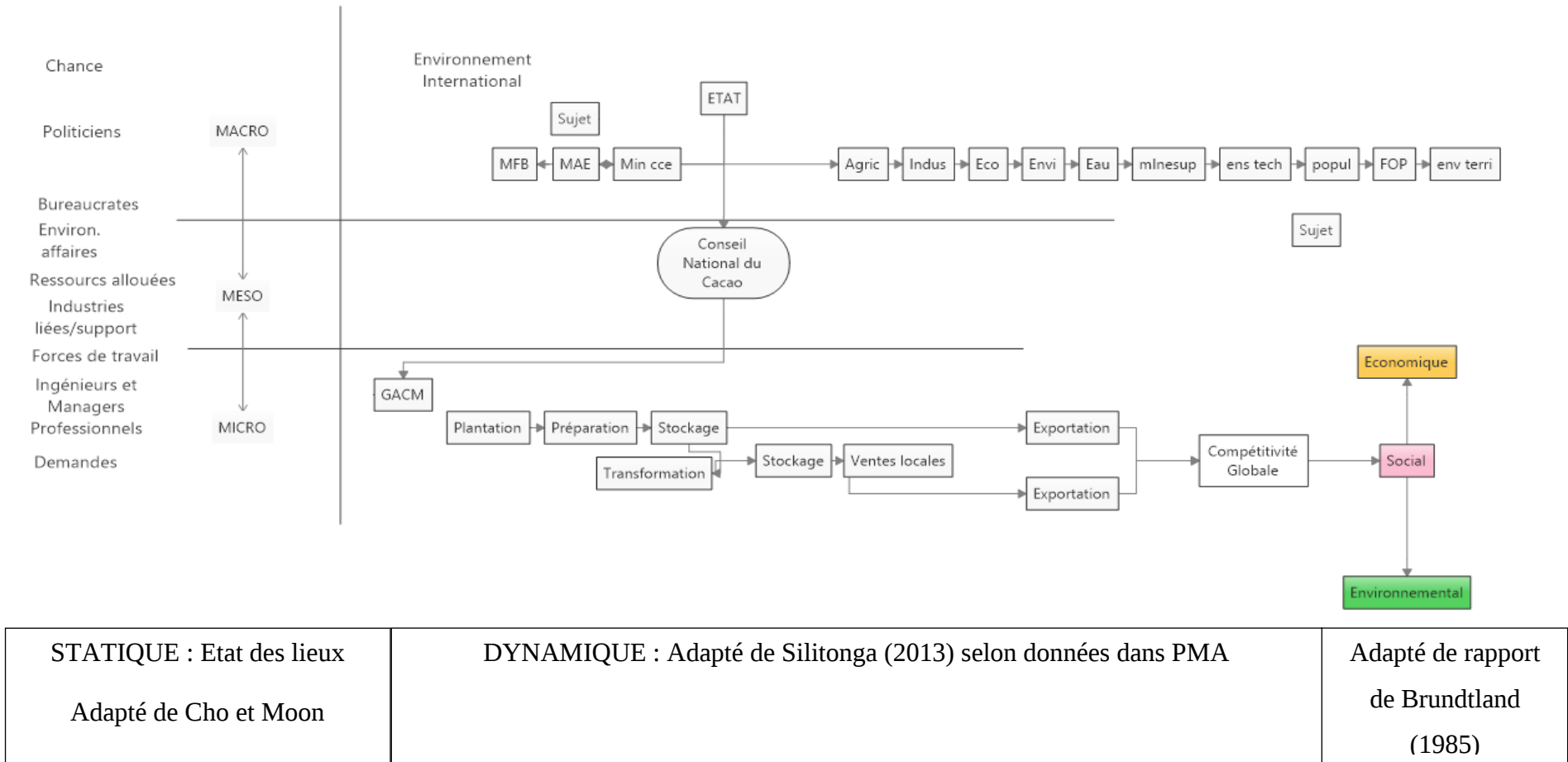


Figure 28 : Modèle prospectif dynamique

Annexe XI. Justification chaine de valeur globale

Notre analyse va se faire d'abord selon l'Approche Chaine de Valeur Mondiale (CVM) car elle permet de situer où se situe le problème à surmonter d'une part et d'autre part pour pouvoir vérifier certaines théories et recherches empiriques.

CVM entraîne croissance et emplois de meilleures qualité.

Les pays pauvres ont accéléré leur croissance grâce à la participation aux CVG (BM, 2020)

CVM augmentent les revenus, créent des emplois de meilleure qualité et réduisent la pauvreté

C'est la cas de l'Éthiopie

Une augmentation de 1% de cette participation accroît le revenu par habitant de +1% (plus important que 0,2% de gain induit par le commerce traditionnel)

La croissance est plus forte lorsque les pays passent de l'exportation de produits de base à l'exportation de produits manufacturés

C'est le cas de Bangladesh, Cambodge, Vietnam.

La participation aux CVM s'accompagne de réduction de pauvreté.

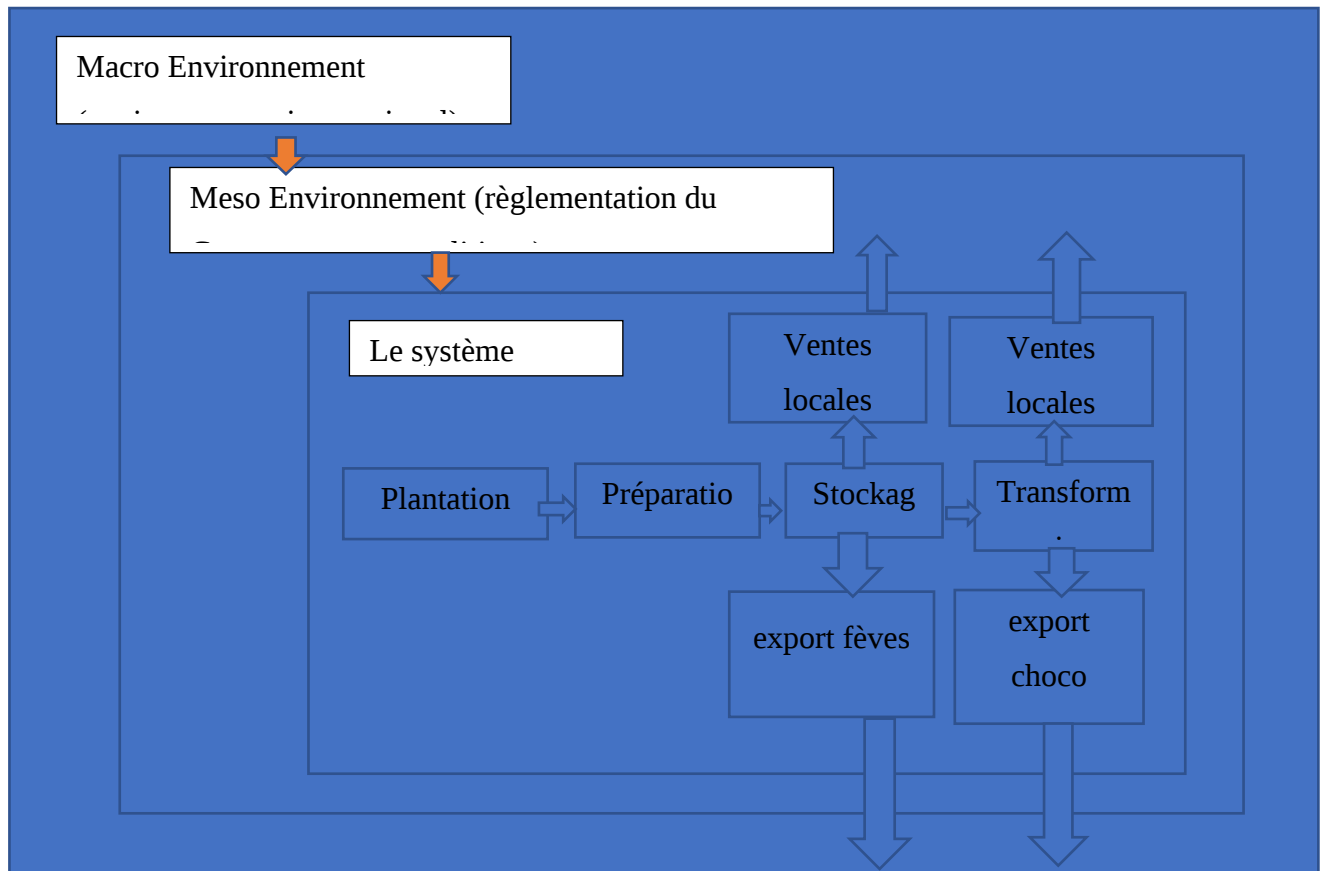
Mexique, Vietnam ont participé plus activement aux CVM et ont connu un recul plus marqué de la pauvreté.

Les gains associés aux CVM ne sont pas également répartis et les CVM peuvent nuire à l'environnement.

Les nouvelles technologies favorisent globalement le commerce et les CVM

Annexe XII. Les graphiques sur les liens de la chaîne de valeur mondiale

SYSTEME AFFERENT AUX ACTIVITES SUR LE CACAO



Je voudrais signaler ici que des mesures au niveau macro peuvent impacter le système de transformation (ex : si le cours du pétrole augmente au niveau macro, le coût de transport augmente donc le système interne est impacté – de même si au niveau international le cours du cacao baisse forcément les paysans seront payés moins et du coût le coût global sera impacté – si une mesure comme abaissement Droit de Douane est décidé à l'OMC, le pays va appliquer un Droit à la baisse sur les matières comme le sucre et peut taxer au niveau national pour la récupération –effet meso impactant sur le système) Les flèches rouges que j'ai ajoutées indiquent donc qu'il y a des relations descendantes non considérées dans le modèle présenté par Roland (2013) et qui font la différence de ce système

Annexe XIII. Éléments importants pour ma thèse et écrits y afférents

ELEMENTS IMPORTANTS	ECRITS TROUVES Y AFFERENTS	THEORIE
1. Théorie classiques et néo-classiques (Adam Smith et Ricardo) puis (Krugman et consorts)	1. 16^è mercantiliste, 2. 17^è physiocrate, 3. 18^è Adam Smith la richesse émane de la division du travail, de la spécialisation) 4. 19^è Ricardo en permettant une meilleure allocation de ressources et des facteurs de production, le commerce international est à l'origine d'un gain mutuel partagé entre les différents partenaires ; 5. depuis fin 1970 nouvelle théorie du commerce international remise en question des certitudes sur lesquelles s'appuyait la théorie traditionnelle de l'équilibre général à la concurrence pure et parfaite en passant par avantage comparatif (Greonbire et Chambery 2007 résumé)	Adam Smith : Il est dans l'intérêt de chacun « d'employer son industrie tout entière dans le genre de travail dans lequel il a quelque avantage sur ses voisins, et d'acheter toutes les autres choses qui lui sont nécessaires, avec une partie de produit de cette industrie » ou ce qui est la même chose, avec le prix d'une partie de ce produit (Smith, 1776 p. 257) Critique : valable au niveau national n'en serait pas autrement dans les échanges internationaux Dotations initiales en ressource naturelle favorable, ou avance technologique : pays disposent un certain nb de secteurs à avantages absolus Limites :exclut les nations qui ne disposent pas d'avantage absolu Ricardo : approche basée sur comparaison de productivité et avantages comparatifs : (couts

		relatifs) S'appuie sur différence en termes de technique de production pour expliquer la spécialisation et donc du commerce international Critique : aujourd'hui les avantages comparatifs ne permettent plus d'expliquer la structure des échanges Si la théorie classique de l'avantage comparatif a longtemps dominé la réflexion sur le commerce international, elle est aujourd'hui reconnue comme une explication incomplète de l'avantage concurrentiel des entreprises dans l'environnement (agro)commercial moderne. Les progrès de la technologie et des innovations, ainsi que les préoccupations liées à l'environnement et à la rareté des ressources, ont créé à la fois de nouvelles opportunités et des contraintes pour gagner, maintenir et améliorer la compétitivité par rapport aux rivaux dans une économie de plus en plus complexe et mondialisée (thomasz et al. 2014 page 102)
--	--	---

		Prolongement : Heckscher-Ohlin-Samuelson ont utilisé notion de dotations relatives en facteurs de production W. Leontief : hétérogénéité internationale du travail Rybszynski : construction de dotations initiales R. Vernon : différences technologiques Malgré tout une partie du commerce mondial échappe au cadre théorique des avantages comparatifs : commerce intra branche, importance de rendements croissants et des économies d'échelle ou tout simplement le fait que le commerce ait lieu entre Pays de développement et de dotations identiques Plusieurs éléments se trouvent dans recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations d'Adam Smith Articles Grenoble et Chambéry (2007)
2. On a besoin de modèle de compétitivité durable spécifique pour PMA		

Importance de la territorialisation	Parallèlement à l'avantage comparatif il existe logique territoriale basée sur les avantages différenciatifs : un sorte d'avantage absolu avec une propriété spécifique : le fait de ne pas être reproductible (qlté intrinsèque qui confèrent au produit ses spécificités) - Greonbire et Chambery 2007 (les dynamiques territoriales : débats et enjeux des différentes approches disciplinaires)	« l'objectif de la gouvernance territoriale est de repérer, d'organiser et de gérer les ressources de façon à ce que le territoire acquiert des avantages différenciatifs » - Grenoble et Chambery (2007)
3. Les relations verticales macro international, macro national et micro national sont à considérer	Hollensen (2010) : Les circonstances nationales créent un environnement dans lequel les entreprises peuvent acquérir des avantages concurrentiels internationaux, mais il dépend de l'entreprise de saisir ou non l'occasion d'acquérir un avantage concurrentiel. Mc Gaham (1999) estime que les facteurs externes sont plus ou moins uniformes pour toutes les entreprises concurrentes et que ce sont les caractéristiques et l'action de l'entreprise qui déterminent sa rentabilité.	Thomasz Siudek et Aldona Zawojka (2014) page 100
4. Les relations horizontales input	Si les facteurs liés à l'entreprise, tels que les actifs corporels et	

output doivent permettre d'avoir les impacts économiques, sociaux et environnementaux	incorporels, les processus, les performances et les réseaux, déterminent et facilitent effectivement la compétitivité, celle-ci est également affectée par une série de politiques gouvernementales, ainsi que par des institutions formelles et informelles.. (Thomasz page 102) Relation cause-effet : des prix et des coûts bas ainsi qu'une productivité élevée sont les causes de la forte compétitivité d'une entreprise, tandis que la part de marché, l'indice RCA et la balance commerciale représentent les effets de la compétitivité internationale. (Thomasz et al. page 100)	
5. Le modèle doit être dynamique et ex-ante et non post anté	Une compétitivité potentielle (ex ante) démontre une capacité à être compétitif et repose sur des indicateurs de technologie, de prix et de coûts. Un bon exemple est le taux de change réel (effectif) qui peut être calculé à partir des prix à l'exportation, des prix à l'importation et des coûts unitaires de main-d'œuvre. (Thomasz et al 2014 page 100)	
6. La compétitivité n'est pas universelle , la définition change	La compétitivité étant un concept complexe déterminé par une multiplicité de facteurs, il	

–elle est multifacette	semble que la manière la plus appropriée d'estimer le niveau de compétitivité soit d'utiliser des indicateurs (indices) multidimensionnels ou composites. –Thomasz 2014 page 103 <u>Multidimensional indicators (Buckley et al. 1992)</u> <u>Multidimensional (composite) indicators (porter 1990, Siudek et al. 2013)</u> Le concept de compétitivité est très controversé et une grande variété de définitions ont été proposées au cours des derniers siècles (Bristow, 2005 ; Lovering 2001). L'économiste classique David Ricardo a lié le concept de compétitivité au commerce international et a proposé la théorie de l'avantage comparatif. Les entreprises efficaces peuvent accroître la compétitivité d'un pays en améliorant sa position internationale sur le marché mondial. L'approche néoclassique a étendu le concept de compétitivité à l'idée de croissance économique. Un	
-------------------------------	--	--

	secteur économique, un pays ou une activité commerciale est considéré comme compétitif lorsqu'il est capable de maintenir ou d'améliorer sa capacité à soutenir la croissance économique dans un environnement international (Mulatu, 2016). Plus récemment, le concept de compétitivité a été élargi pour inclure la capacité d'un pays à élever son niveau de vie. Selon Tyson (1992), la compétitivité peut être décrite comme « notre capacité à produire des biens et des services qui répondent à l'épreuve de la concurrence internationale tandis que nos citoyens jouissent d'un niveau de vie qui est à la fois en hausse et durable » Le concept a également évolué, passant de variables traditionnelles telles que la rentabilité, la réduction des coûts et la fixation des prix, à des concepts liés à la qualité des produits et à l'innovation technologique. C'est pourquoi la compétitivité est aujourd'hui considérée comme un concept dynamique capable d'offrir une meilleure qualité de vie grâce à l'adaptation et à l'innovation	
--	--	--

	technologique. La compétitivité durable est définie comme « l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs qui rendent une nation productive à long terme tout en assurant la durabilité sociale et environnementale ». Source / Rapport technique 2016 du CCR (Valeria Andreoni, Apollonia Miola) - Commission européenne	
7. Il faut intervention de Gouvernement	Hollensen (2010) : Les circonstances nationales créent un environnement dans lequel les entreprises peuvent acquérir des avantages concurrentiels internationaux, mais il dépend de l'entreprise de saisir ou non l'occasion d'acquérir un avantage concurrentiel. Mc Gaham (1999) : les facteurs externes sont plus ou moins uniformes pour toutes les entreprises concurrentes et ce sont les caractéristiques et l'action de l'entreprise qui déterminent sa rentabilité. Selon la revue de la littérature, Thomasz et Al ont identifié qu'il y a source micro et macro de la compétitivité de firme. Les facteurs micro ont impact direct	Thomasz Siudek et Aldona Zawojksa (2014) page 100

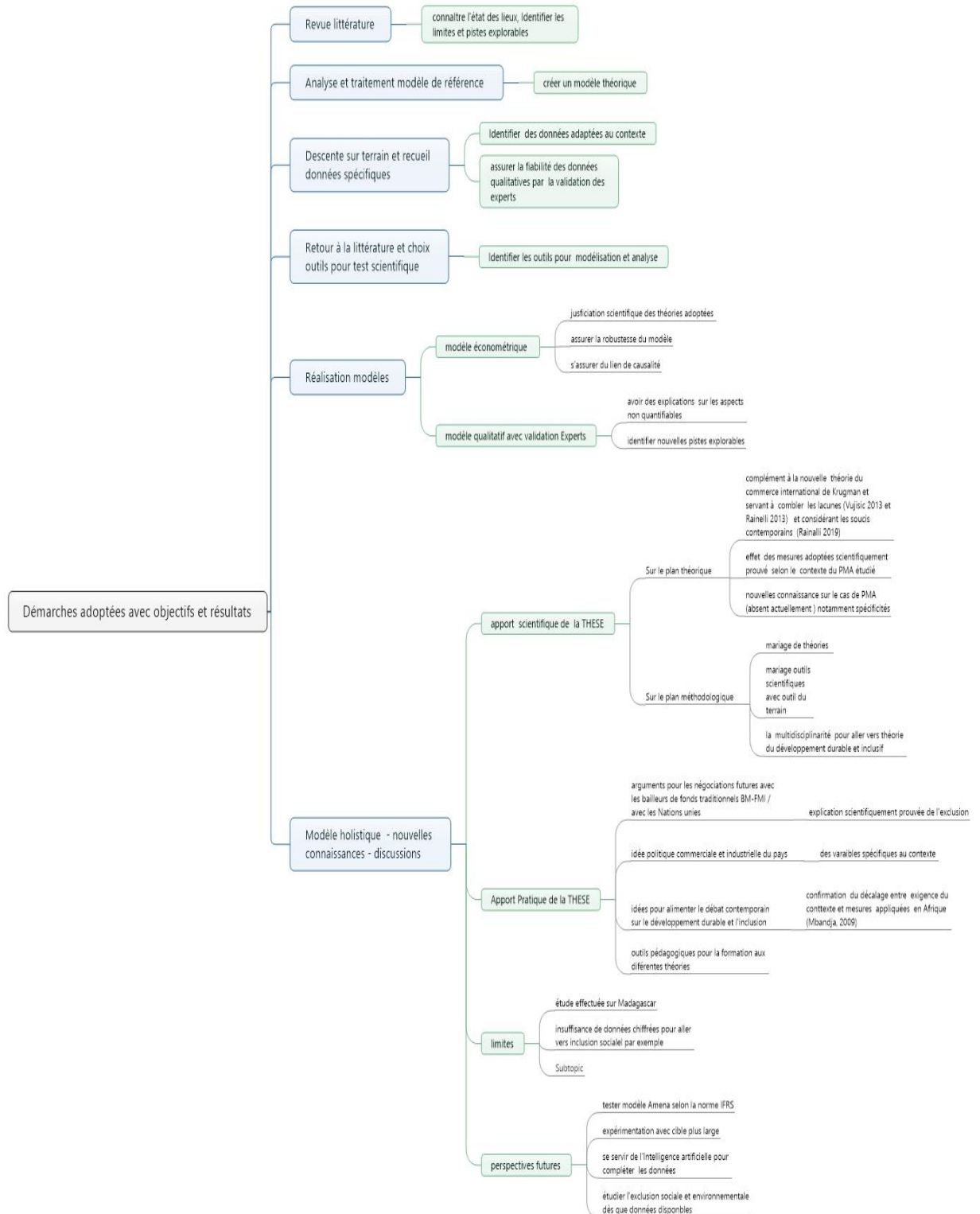
	sur la compétitivité : la sophistication des opérations et de la stratégie de l'entreprise, la quantité et la qualité des facteurs de production, la technologie et les innovations, ainsi que les industries de soutien ou connexes et les groupements d'entreprises. L'environnement macroéconomique (politique monétaire et fiscale, État de droit et qualité des institutions sociales et politiques) crée des conditions générales propices à une plus grande compétitivité des entreprises. Si les facteurs liés à l'entreprise, tels que les actifs corporels et incorporels, les processus, les performances et les réseaux, déterminent et facilitent effectivement la compétitivité, celle-ci est également affectée par une série de politiques gouvernementales, ainsi que par des institutions formelles et informelles. (Thomasz page 102) - Les dépenses publiques et les impôts, les taux de change, les taux d'intérêt et les activités réglementaires du gouvernement sont des exemples de déterminants macroéconomiques clés de la compétitivité.	
--	--	--

	L'élaboration de politiques gouvernementales visant à améliorer la compétitivité des entreprises nécessite une compréhension des principaux facteurs qui facilitent ou entravent la capacité d'une entreprise à être compétitive. Ces facteurs peuvent toutefois varier en fonction du pays, de la région ou de l'industrie. La littérature suggère que pour les pays les moins développés, l'un des principaux obstacles à la compétitivité est la difficulté d'ouvrir leurs économies aux forces de la concurrence mondiale. . (Thomasz et al page 102)	
8. En plus des facteurs économiques il faut des facteurs non économiques Compétitivité coût et compétitivité hors coûts		K. Lancaster : nouvelle théorie du consommateur (1966) Sur un espace continu de caractéristiques, à chaque produit correspond un vecteur de caractéristiques et une adresse et chaque consommateur possède un produit idéal déterminé en fonction de ses préférences Chamberlin (1933) en matière de concurrence monopolistique : certaines industries peuvent être caractérisées par un processus

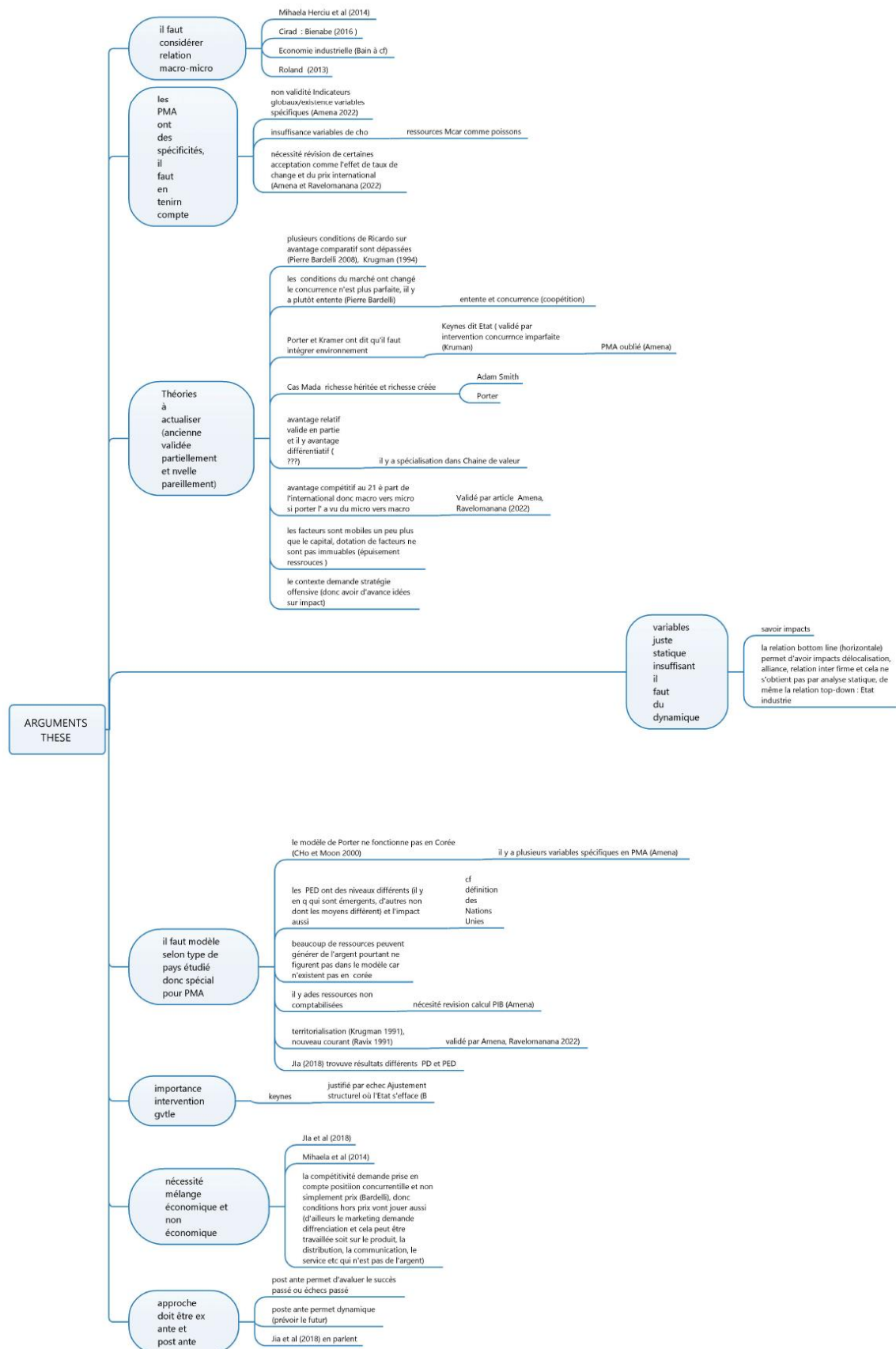
		d'entrée dans lequel les nouvelles entreprises sont capables de différencier leurs produits de ceux des firmes existantes Dixit et Stiglitz : modélise la concurrence : la différenciation peut se définir comme production de variétés de bien inexistante
--	--	---

Source : Auteure (à partir littérature)

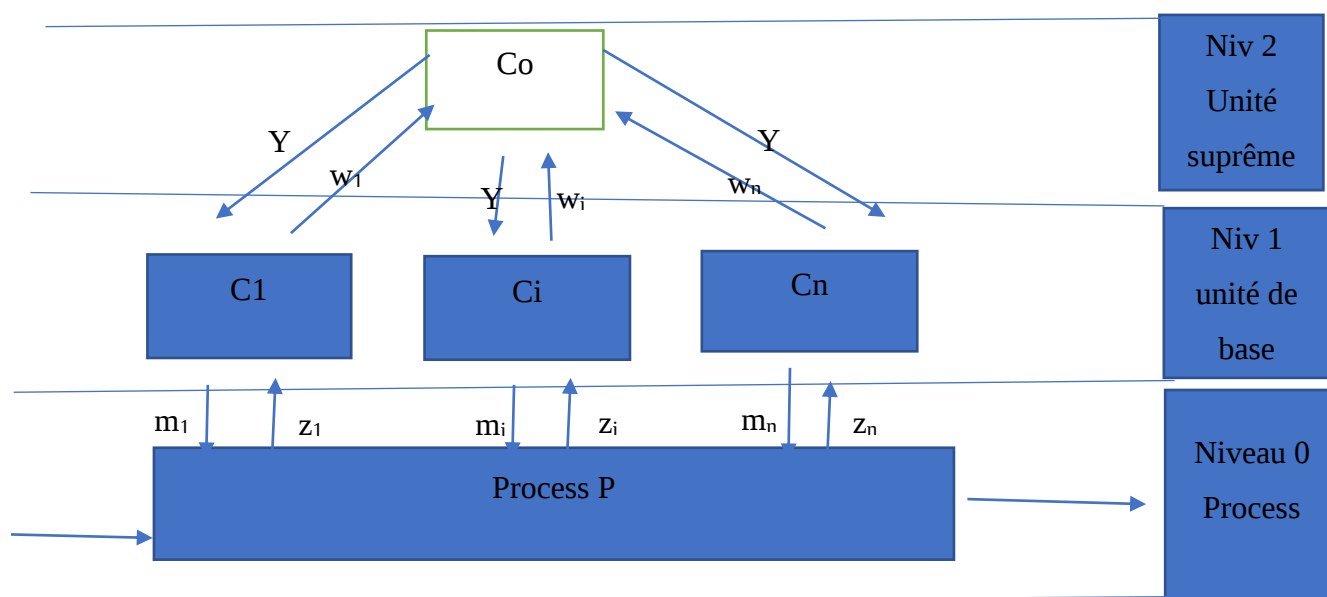
Annexe XIV. Synthèse de la thèse



Annexe XV. Arguments justifiant la thèse

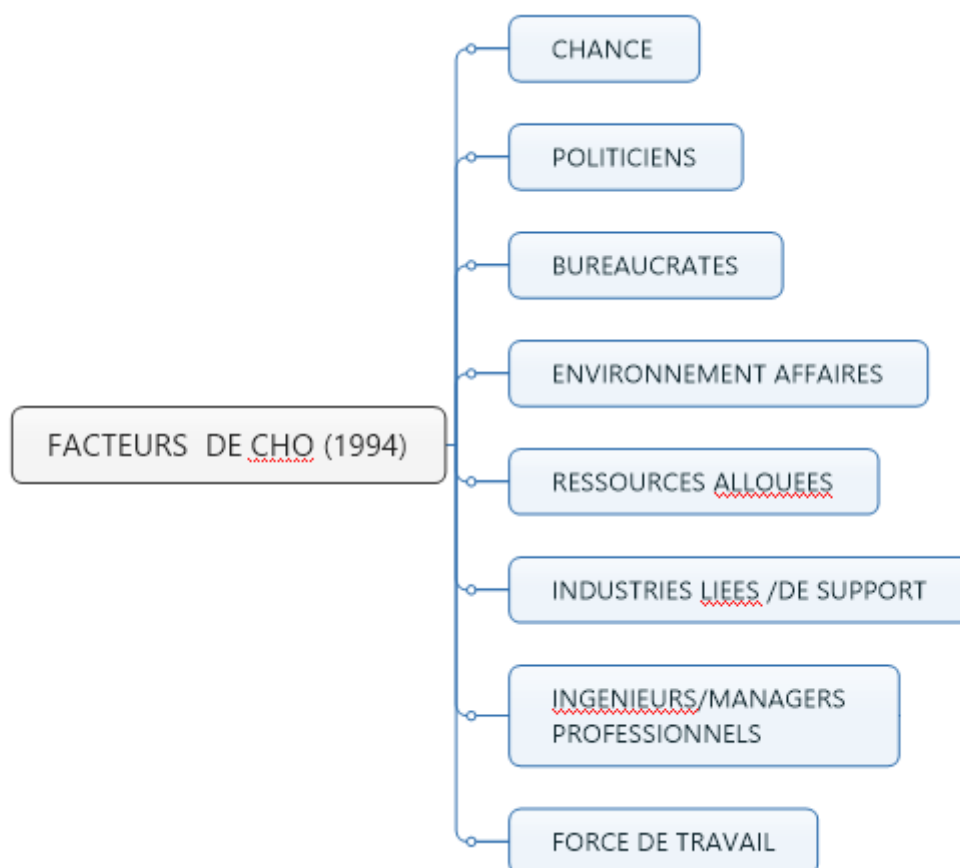


Annexe XVI. Le système hiérarchique s'appliquant à la filière



(source : Auteure – adapté de Roland (2013))

Annexe XVII. Facteurs composants le modèle de Cho



Annexe XVIII. Informations sur la chaîne de valeur globale du cacao

Plusieurs pays du monde sont impliqués dans la Chaîne de Valeur globale de Cacao. La presque totalité de MP proviennent de l'Afrique pour près de 65% de ce cacao. La plupart sont des exportateurs de fèves de Cacao constituant des MP des produits à base de chocolat au Nord. Plusieurs de ces pays se plaignent sur le prix qui revient au paysan. Ces derniers temps un grand débat existe sur le prix. Madagascar fait partie de ces pays et une étude effectuée en 2017 par CNUCED montre qu'il y a un grand potentiel de marché au niveau international

La CVG de Cacao constitue une interface entre trois phénomènes ; D'abord c'est une activité économique qui mérite un modèle qui inclue les paysans, Ensuite le développement de cette CVG va contribuer à l'éradication de la pauvreté, Et enfin il serait possible d'y traiter les questions liées à la durabilité en travaillant la compétitivité et en respectant les critères de développement soutenable.

Il y a plusieurs littératures qui traitent de la CVG et le Cacao n'est qu'une partie mais celui-ci est pris pour l'illustration car c'est un excellent exemple de CVG qui comprend des pays riches et pauvres, qui permet de montrer les défis des pays pauvres qui sont aussi présents dans les autres activités.

En plus de relation entre producteurs et marché global, les relations horizontales entre producteurs, coopérative et groupements : horizontales et verticales y sont possibles.

Problèmes (les questions que je me pose)

Est-il possible de trouver les effets de la production sur les pauvres ?

Les pauvres profitent-ils du développement de la CVG ?

Comment impliquer les pauvres dans la CVG ?

Quel modèle est le plus prometteur ?

Les règles internationales vont-ils à l'encontre du cacao ? Les prix internationaux vont-ils à l'encontre de l'inclusion ?

Est-ce que le label écologique, de commerce équitable y sont possibles ? apportent-ils l'impact attendu ?

Est-ce que la participation à la CVG entraîne déforestations ? changement climatique

Comment est la structure de gouvernance actuelle ?

Comment protéger environnement en dvp cette activité ?

Quels sont les facteurs influencant la soutenabilité de cette chaîne de valeur ?

Comment on peut soutenir l'emploi, le développement durable dans ces activités ?

Quel segment est le plus profitable ?

Comment faire plus de bénéfices par développement de la de CVG pour que peuvent bénéficier les paysans et les firmes transformatrices ?

Y a -i il intégration dans cette chaine de valeur ?

Informations qui m'intéressent à partir du livre CVG de Kaplinsky et Morris

Relie les producteurs avec les consommateurs globaux (Kaplinsky et Morris, 2000)

Développement activité locale et internationale

Activité agronomique tournée vers l'Export

Niveau d'analyse possible : global, macro, meso, micro (Gerefi et Kaplinsky 2001)

Global : la chaîne totale

Producer : micro

Macro : au niveau national

Meso : régional, city level

Analyse	Outil à utiliser	Limites	A faire	Observation/Postulat
Trouver tous les facteurs pouvant servir à la compétitivité	Modèle de CHO	Statique – il y a des ressources non enregistrées pouvant générer de la richesse économique a posteriori(ex-post)	Redéfinir la comptabilité nationale : inventorier ressources Ajouter indicateurs ressources spécifiques Dynamiser	Cette information sera utile pour les perspectives futures et pour la territorialisation Référence Système IFRS (norme comptable)
Vérifier répartition inéquitable de revenu	Analyse de la CVG	Statique Difficulté d'accès information	Transparence Créer loi Mettre indicateurs	Intervention gouvernement Enquête sur terrain
Vérifier si les variables apportent croissance et impact sur standard de vie	CVG Modèle Théorie de croissance	Input : économique Output : l'environnement manque Dynamique Possible sur partie économique Problème sur disponibilité informations environnementales	Ajouter piliers du développement durable Environnement Inventaire ressources	Modèle durable (au contexte) Dynamique Post ante Actions par comité de développement local Théorie partie prenante

Trouver les variables pour le non économique	Enquête Zgurovsky Guide Giz /OIT VENSIM	Problème : disponibilité informations	Compléter par Enquête Terrain Analyse discours	Informations sur territorialisation A tester
Trouver le modèle exhaustif adapté au contexte 21 ^{ème} siècle pour PMA			Input économique et non économique (stock) Flux valeur ajoutée et Output pilier développement durable et inclusion - Ajustement territorial	A tester

Source : auteure (à partir littérature et enquête sur terrain, 2018)

Annexe XIX. Etat de la croissance inclusive en Afrique



(Source : CNUCED, 2021)

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	i
REMERCIEMENTS	ii
RESUME	iii
ABSTRACT	iv
SOMMAIRE	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS	vii
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES	viii
GLOSSAIRES	x
INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I : CADRAGE THEORIQUE DE LA RECHERCHE	18
Chapitre I – REVUE DE LA LITTERATURE	19
1.1. Cadrage théorique de la recherche	19
1.1.1. Le contexte de Globalisation et ses deux facettes : ouverture versus développement durable	20
1.1.2. La globalisation et ses défis pour les Pays Moins Avancés (PMA)	31
1.2. Les théories du commerce international versus la réalité du XXIème siècle	37
1.2.1. Les anciennes théories du commerce international	38
1.2.2. La nouvelle théorie du commerce international et ses limites	49
1.2.3. Extension des théories et limites existantes	56
1.3. État de l’art : de la compétitivité vers la compétitivité durable	60
1.3.1. La compétitivité et le développement durable en tant que concepts-clés	60
1.3.2. Les limites et perspectives issues de la littérature	68
1.3.3. Liens entre compétitivité et développement durable face aux exigences du XXIème siècle	73

- La compétitivité internationale soutenable : pour une _____ 77

Chapitre II. ANALYSE DES MODELES ET CADRE CONCEPTUEL _____ 80

2.1. Analyse des modèles de compétitivité _____	80
2.1.1. Les problématiques sur les modèles _____	80
2.2. Vers un nouveau modèle de compétitivité : quels éléments considérer ? _____	XCVIII
2.2.1. Les problématiques relevées à partir de l'analyse de la littérature _____	XCVIII
2.2.2. Variables et liens à considérer pour les PMA _____	109
2.3. Cadre théorique global de la recherche _____	110
2.3.1. Thème et sujet de la recherche _____	111
2.3.2. Objectif général et objectifs spécifiques de la recherche _____	114
2.3.3. Formulation des hypothèses de recherche _____	116

Chapitre III - DEMARCHES METHODOLOGIQUES _____ 119

3.1. Cadre de recherche _____	119
3.1.1. La problématique _____	120
3.1.2. Les objectifs et les hypothèses de l'étude _____	120
3.1.3. Démarche globale d'étude _____	121
3.2. Le Modèle théorique de l'analyse quantitative _____	122
3.2.1. Les variables du modèle _____	123
3.2.2. Formulation des hypothèses _____	124
3.2.3. Démarche de vérification des hypothèses _____	125
3.3. Le Modèle théorique d'analyse qualitative _____	127
3.3.1. Sources d'informations _____	129
3.3.2. Construction du modèle avec les composantes qualitatives _____	129
3.3.3. Démarche de Vérification _____	130

PARTIE 2 : ILLUSTRATION SUR LA CHAINE DE VALEUR GLOBALE DE CACAO – ETUDE DU CAS DE MADAGASCAR (DONNEES REELLES) _____ 138

Chapitre IV - PRESENTATION DE LA CHAINE DE VALEUR ET DES TENDANCES DES STATISTIQUES

MONDIALES _____ 139

1.1. Présentation du produit Cacao _____	139
1.1.1. La matière première : fève de Cacao de Madagascar _____	140
1.1.2. Étude du processus de production : du plant de cacao au Chocolat _____	142
1.1.3. Période de production _____	146
1.2. Présentation des tendance mondiales concernant la chaine de valeur globale de Cacao et Madagascar _____	147
1.2.1. Concurrence Internationale _____	150

1.2.2.	Le commerce international de produits issus du cacao	150
1.3.	Enjeu global de la CVG cacao et spécifique à Madagascar	154
1.3.1.	Enjeux sur la Chaîne de valeur Globale de cacao	154
1.3.2.	Les enjeux du Cacao pour Madagascar	155
1.4.	Background : la filière cacao à Madagascar	159
1.4.1.	Les tendances dans la filière cacao malgache	161
1.4.2.	Le paradoxe dans la filière	162
1.4.3.	Mapping de la Chaîne de valeur cacao Madagascar	162
1.4.4.	Développement durable	165
Chapitre V.	RESULTATS DES RECHERCHES EFFECTUEES	167
5.1.	Résultats provenant de test des théories existantes face au contexte actuel de Madagascar	168
1 ^{er} Test :	Compétitivité selon les anciennes théories du commerce international	168
2 ^{ème} test :	Test avec la théorie HOS	171
3 ^{ème} test :	Test par l'analyse de la répartition de revenus dans la chaîne de valeur globale	172
4 ^{ème} test :	Test avec le modèle de CHO	175
5.2.	Résultats provenant de l'analyse quantitative effectuées sur les modèles quantitatifs existants par la voie économétrique selon la théorie de croissance	178
5.2.1.	Les effets du facteur commerce sur la compétitivité	178
5.2.2.	Les impacts de la croissance (au sens de Tyson) sur le standard de vie et l'inclusion	181
5.2.3.	Les effets du facteur commerce sur le standard de vie des ménages et inclusion	181
5.3.	Résultat de l'analyse qualitative : identification de facteurs communs et spécifiques au terrain étudié	185
5 ^{ème} test :	Test avec l'approche compétitivité durable	187
	Les résultats suivants ont été obtenus	188
	Autres facteurs pouvant intervenir dans la compétitivité durable (autres qu'économiques, selon OIT)	188
Chapitre VI –	DISCUSSIONS, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES POUR LES PMA	194
6.1.	Discussions des résultats obtenus : des réalités spécifiques aux PMA	194
6.1.1.	Le facteur ouverture (dépréciation) néfaste à la croissance de Madagascar	195
6.1.2.	Le facteur croissance négatif pour le standard de vie et l'inclusion du pays	196
6.1.3.	Le facteur ouverture néfastes sur le standard de vie et l'inclusion	197
6.1.4.	D'autres facteurs spécifiques aux PMA apparaissent comme étant pertinents	198
6.2.	Les recommandations et les perspectives	202
6.2.1.	La présentation des faits et des besoins	202
6.2.2.	La mise en œuvre	202
6.2.3.	Réflexions pour un développement durable dans la CVG cacao	203
6.2.4.	Réflexions pour un développement durable dans la CVG cacao	204

6.3.	Vers un modèle intégrateur : la balance de compétitivité durable pour PMA Amena _____	205
6.3.1.	Présentation du modèle balance de facteurs _____	211
6.3.2.	Explication du mécanisme du modèle _____	213
6.3.3.	Les apports du modèle intégrateur / balance de compétitivité durable et pistes futures __	214
6.3.4.	Les limites et extensions du modèle élaboré _____	215
CONCLUSION GENERALE _____		219
BIBLIOGRAPHIE _____		223
ANNEXES _____		235
TABLE DES MATIERES _____		273